

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- **Derrière le mythe de l'Europe unie, s'accumulent les antagonismes et les contradictions incurables qui conduiront à une troisième guerre mondiale si la révolution prolétarienne ne renverse pas le capitalisme** 1
- **Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (1)**
(Texte publié sur «Il Programma Comunista» n°16/1958, alors l'organe du parti, comme «corollaire» à la réunion générale du parti de Turin des 1-2/6/58) 12
- **Histoire de la Gauche communiste**
 - **La question du Front Unique (1). L'intervention d'Amadeo Bordiga au premier Congrès du Parti Communiste Français (Marseille, décembre 1921)** 23
 - **Rapport sur les discussions en commission avec la délégation de l'Internationale: Séance du 27 décembre 1921. Séance commune tenue à Marseille entre la Sous-commission sur la Politique Générale et la Délégation de l'Internationale. Président de séance: Treint** 31
 - **Discours d'Amadeo Bordiga (Marseille, 28/12/1921)** 42
 - **Rapport d'Amadeo Bordiga au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste** 50
- **En défense du marxisme. Le CCI et le «gène égoïste», ou les fâcheuses conséquences d'une tare héréditaire** 54
- **Notes de lecture. Pseudo «révolution démocratique» ou révolution prolétarienne en Algérie** 61
- **Notes d'actualité. Misère du «syndicalisme alternatif»: A propos d'un manifeste pour le premier mai** 66

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique du
Parti Communiste International
ISSN - 0033-037 X

Administration et diffusion :

Programme, B.P. 57428; 69347 Lyon Cedex 07 - F

Prix au numéro: 4 €, 8 FS, £ 3, 1000 CFA, 100 DA, 4 DT, 20 DH, USA + Cdn US \$ 4, Amérique latine US \$ 2 - **Abonnement simple:** Le prix de 4 numéros - **Abonnement de soutien:** Pour 4 numéros: 40 €, 80 FS, £ 20, 8000 CFA, 1000 DA, 40 DT, USA + Cdn US \$ 40, Amérique latine US \$ 10

Paiement par mandat ou chèque: A l'ordre de DESSUS,
Toute correspondance doit être envoyée à l'adresse ci-dessous:

CORRESPONDANCE

France : Programme - B.P. 57428 - 69347 Lyon Cedex 07
Suisse : Editions programme - Ch. de la Roche 3 - 1020 Renens
Italie : Il Comunista - C.P. 10835 - 20110 Milano
Espagne : Apartado de Correos 27023 - 28080 Madrid

E-MAIL

leproletaire@pcint.org
ilcomunista@pcint.org
proletarian@pcint.org
elprogramacomunista@pcint.org

SITE INTERNET DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

www.pcint.org

Lisez, diffusez, soutenez

la presse internationale du parti ! Souscrivez !

« le prolétaire » - Journal bimestriel

Le numéro: 1 €, 3 FS, £ 1,5, 500 CFA, 1 DT, 60 DA, 5 DH, USA \$ 1,5, CDN \$ 1,5. Abonnement annuel (5 n^{os}): 7,5 €, 30 FS / £ 10 / 1500 CFA - Abonnement de soutien: 15 €, 60 FS / £ 20 / 3000 CFA

« il comunista » - Journal bimestriel en italien

Le numéro: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abonnement: 8 €, 25 FS, £ 6 - Abonnement de soutien: 16 €, 50 FS, £ 12

«el programa comunista» - Revue théorique en espagnol

Le numéro: 3 €, 8 FS, £ 2 / 20 Krs. / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3 - Prix de soutien, le numéro: 6 €, 16 FS, £ 4 / 40 Krs. / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6

« el proletario » - Journal en espagnol

Le numéro: Europe : 1,5 €, 3 FS, 1,5£ / Amérique latine: US\$ 1,5; USA et Cdn: US\$ 2.

« Proletarian » - Supplément en anglais à «le prolétaire»

Le numéro: 1,5 €, £ 1, 3 CHF, US\$ 1,5

Imprimé par nos soins

PROGRAMME COMMUNISTE

Theoretical Review in french of the International Communist Party
Editorial office: Programme B.P. 57428; 69347 Lyon Cedex 07; France

Payment by eurocheck or international money order to: DESSUS
All correspondence should be sent to the above address.

49^e ANNEE Juin 2006 N° 99

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 480 - 1 €

ANNEE 49^e N° 99 Juin 2006
No 480
Mars 2006
400 pages
10,50 €

Pour l'organisation indépendante de classe Les leçons des luttes du printemps

Le 6 mai, la lutte des bolshéviks de la région...
L'année 2005 a été marquée par une série de luttes...
L'année 2005 a été marquée par une série de luttes...
L'année 2005 a été marquée par une série de luttes...

il comunista

organo del partito comunista internazionale

M2414 - 480 - 1 €

Iraq: guerra di rapina e di spartizione

Il conflitto iracheno è un episodio...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...

il proletario

organo del partito comunista internazionale

M2414 - 480 - 1 €

Per un Primo Maggio proletario e di lotta!

Il Primo Maggio è una data importante...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...

Proletarian

Organ of the International Communist Party

M2414 - 480 - 1 €

Multiform and indissociable Tasks of the Class Party

The synthesis of effective work in the development...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...

el programa comunista

ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

M2414 - 480 - 1 €

EN ESTE NÚMERO

Lo que distingue a nuestro partido...
Europa: luchar burgués, otera proletaria

el programa comunista

ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

M2414 - 480 - 1 €

el proletario

ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

M2414 - 480 - 1 €

Del 15 de Mayo al 25 de Abril

Desde que en el año 2000 la llamada Primavera árabe...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...

Accidente ferroviario en la línea Madrid-Ferrol A alta velocidad hacia la muerte

El pasado 17 de mayo se celebró...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...

¿Dónde está Nin?

El pasado 17 de mayo se celebró...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...
L'anno 2005 è stato caratterizzato da una serie di lutte...

EN ESTE NÚMERO

Lo que distingue a nuestro partido...
Europa: luchar burgués, otera proletaria

el programa comunista

ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

M2414 - 480 - 1 €

el proletario

ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

M2414 - 480 - 1 €

Derrière le mythe de l'Europe unie, s'accumulent les antagonismes et les contradictions incurables qui conduiront à une troisième guerre mondiale si la révolution prolétarienne ne renverse pas le capitalisme

Le premier janvier 2002 l'Euro devint la monnaie commune de l'Union Economique et Monétaire (UEM), le seul moyen de paiement dans les onze pays de l'Union Européenne (UE) (1) qui étaient tombés d'accord sur son introduction. D'autres pays ayant été admis par la suite, ils sont aujourd'hui 17 à utiliser l'Euro. La Suède, le Danemark et le Royaume Uni qui font partie de l'UE, ont conservé leur propre monnaie.

L'argument de la Commission Européenne pour justifier le passage à l'euro, était que les décennies qui avaient suivi l'institution de la Communauté Européenne Charbon-Acier (CECA) en 1951, de la Communauté Economique Européenne (plus connue sous le nom de *Marché Commun*) et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (dite aussi *Euratom*) créée en 1957 par les 6 pays dits «fondateurs» de l'UE (2), avaient fait atteindre à ces pays «un niveau élevé et durable de convergence économique». Le mythe de l'Europe Unie (dans les années vingt du siècle dernier on parlait encore des «Etats Unis d'Europe») semblait avoir enfin trouvé les bases solides pour que puisse se réaliser le projet d'*intégration européenne*, comme solution pacifique des contrastes entre les intérêts économiques des divers pays impérialistes européens, dépassant à jamais tous les affrontements économiques, politiques et militaires qui avaient débouché sur la deuxième guerre mondiale, la plus terrible de l'histoire.

Aujourd'hui, dans une crise de surproduction capitaliste qui a mis à genoux certains petits pays européens (Grèce, Irlande, Portugal) et plongé dans une crise sérieuse des grands comme surtout l'Espagne et l'Italie, non seulement l'intégration **politique** se révèle être dans les faits une **chimère** face à la tendance des pays les plus puissants, à commencer par l'Allemagne, à asservir les plus faibles; mais l'intégration **économique** elle-même, qui aurait dû déboucher tôt ou tard sur ces Etats-Unis d'Europe, montre qu'elle renforce d'abord l'économie la plus forte – l'Allemagne encore une fois – jouant un rôle de référence y compris au niveau mondial. Ce n'est pas par hasard si à propos de la dette publique, les milieux financiers utilisent, pour mesurer le risque présenté par l'Etat qui émet des titres obligataires (c'est-à-dire qui emprunte), l'écart avec les taux allemands (le «*spread*»)

pour une émission comparable; les titres allemands sont pris comme référence parce que «*les marchés*», c'est-à-dire les investisseurs internationaux qui prêtent leur argent en achetant des titres, estiment que l'économie allemande étant la plus puissante et la plus stable d'Europe, les risques qu'elle fasse «*défaut*» (non-remboursement) sont les plus faibles. C'est précisément dans les périodes de crise que les rapports de force entre les Etats, même s'ils sont alliés, se manifestent crûment au grand jour, démontrant que ce sont les intérêts impérialistes (économiques, financiers et politiques) dont chaque Etat est le défenseur, qui guident la politique des gouvernements.

COMME TOUTES LES ALLIANCES ENTRE BRIGANDS, LES ALLIANCES ENTRE LES IMPÉRIALISMES SONT TOUJOURS TEMPORAIRES

A la fin de la guerre mondiale le mot d'ordre des classes dominantes européennes était «l'intégration politique» comme solution pour éviter un nouveau conflit. C'est une illusion, fille de l'idéologie libérale et propre aux courants sociaux-démocrates réformistes du dix-neuvième siècle, que Lénine (et notre courant avec lui) a toujours critiqué comme étant un véritable **piège** politique pour les masses prolétariennes afin de leur faire accepter les sacrifices en temps de paix et les massacres en temps de guerre. Il est absurde de parler d'Etats Unis d'Europe en «oubliant» que le capitalisme répandu sur toute la planète a atteint depuis un siècle le stade impérialiste. «*Le capital est devenu international et monopoliste*, soutient Lénine en 1915, *le monde se trouve partagé entre une poignée de grandes puissances, c'est-à-dire de puissances qui s'enrichissent en pillant et en opprimant les autres nations à grande échelle*» (3). Et, affirme-t-il, «*du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales "avancées" et "civilisées", les Etats-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires*» (4).

Impossibles ou réactionnaires: la précision n'est

Le mythe de l'Europe unie

pas secondaire. Elle signifie que les rapports de force inter-impérialistes mondiaux, en raison de l'aggravation des oppositions d'intérêts, empêchent une alliance suffisamment étroite des pays européens pour qu'elle débouche sur la nécessité non seulement économique mais politique et militaire de constituer un seul Etat – les Etats-Unis d'Europe; ou alors que ces rapports de force, peut-être à la suite d'une guerre qui verrait l'une des puissances (comme l'Allemagne lors de la dernière guerre mondiale) dominer complètement les autres, se seraient tellement modifiés que, face à la menace d'un mouvement révolutionnaire international, un Etat européen unique deviendrait alors possible – mais sa création ne pourrait être que réactionnaire!

Les courants social-démocrates réformistes et pacifistes du dix-neuvième et du vingtième siècle avançaient cette perspective des Etats-Unis d'Europe sur le modèle des Etats-Unis d'Amérique, comme la solution pour éviter les guerres et résoudre les problèmes nationaux, et pas seulement sur le continent; ils répandaient l'illusion de la possibilité de mettre fin aux guerres sous le capitalisme, et l'illusion d'un progrès économique et social continu grâce au développement capitaliste. Les marxistes révolutionnaires ont toujours combattu ces illusions; ils soutenaient, comme Lénine, que *«si une fédération d'Etats européens réussissait à se constituer, elle représenterait l'ennemi central contre lequel le prolétariat aurait à diriger son effort révolutionnaire pour lui arracher le pouvoir»* (5); *«que la révolution socialiste européenne ne pourrait pas vaincre dans une Europe divisée en puissances autonomes tant que le pouvoir de la bourgeoisie n'aurait pas été renversé dans au moins quelques uns des plus grands Etats»* et *«que le pouvoir révolutionnaire qui se serait établi dans un pays ou dans une partie de l'Europe ne pourrait avoir de rapports et d'alliances qu'avec les partis ouvriers en lutte contre la bourgeoisie dans les autres pays, sans qu'existe une période historique absurde de coexistence»* (5).

Lors de la première puis de la deuxième guerre mondiale, le prolétariat a été conduit par l'opportunisme social-démocrate et stalinien à soutenir sa bourgeoisie nationale, en contradiction avec les orientations marxistes défendues par le parti bolchevik de Lénine, des premières années de l'Internationale Communiste et des courants de la gauche révolutionnaire qui avaient lutté contre les reniements des partis socialistes. Ni la défaite de la révolution en Russie et du mouvement communiste international, ni le retour perpétuel des crises économiques et des guerres entre Etats n'ont jamais été un motif pour rejeter la conception marxiste du socialisme et de la fin du capitalisme. En dépit de tous les efforts des classes dominantes pour en retarder leur manifestation catastrophique, les contradictions profondes du mode de production du capitalisme sont en effet destinées à s'aggraver et finalement à exploser, mettant en mouvement la force gigantesque des masses prolétaires mondiales. Au rendez-vous historique avec la crise révolutionnaire, le prolétariat devra avoir rencontré le parti révolutionnaire de classe, qui est l'organe décisif de la lutte révolutionnaire et de sa victoire, à condition qu'il n'ait jamais été tenté de remplacer le marxisme, ses bases théoriques, son programme et sa stratégie révolutionnaire par l'idéologie bourgeoise, son programme et sa stratégie de conservation sociale.

C'est la raison pour laquelle il est essentiel pour les communistes de toujours se référer à l'expérience historique de la lutte entre les classes, lutte qui ne cessera qu'avec la disparition de la société capitaliste fondée sur la production pour la consommation de la production et son remplacement par une société fondée sur la production pour la consommation: société organisée sur la base de la *production pour la satisfaction des besoins de l'espèce humaine*, contre société organisée sur la base de la *production pour la production*, tel est notre drapeau!

On nous dira que 95 ans après la révolution d'Octobre, 85 ans après la défaite du mouvement communiste international, 70 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, les choses ont complètement changé dans le monde; sur le plan du développement économique comme sur celui des conditions de vie dans les pays d'ancien capitalisme comme dans les pays de capitalisme dit «émergent», elle se sont améliorées par rapport à ce qu'elles étaient il y a un siècle. En outre si nous reprenons la citation de Lénine, l'exportation de capitaux vers la plupart des pays de la planète s'est énormément accrue; la puissance économique et financière n'est plus seulement l'apanage d'une poignée d'Etats impérialistes dominant le reste du monde et il n'y a pratiquement plus de colonies. Les anciennes colonies ou semi-colonies des pays européens (surtout de la France et de la Grande-Bretagne) ont pu s'engager plus largement sur la voie du développement économique; quant aux puissances ouest-européennes, fortement redimensionnées dans l'arc de deux guerres mondiales par la croissance vertigineuse des Etats-Unis mais aussi d'autres pays, comme le Japon, elles se sont orientées vers des rapports économiques intra-européens moins conflictuels: la voie de l'«intégration» européenne, d'abord empruntée pur se relever des ravages de la guerre.

Les colonies n'existent plus?

Les choses ont changé, c'est vrai. Les luttes anticoloniales qui ont marqué le deuxième après-guerre (jusqu'en 1975 où l'Angola et le Mozambique se sont libérés de la domination portugaise) ont effectivement signé la fin du vieux colonialisme européen qui, affaibli en outre par la guerre mondiale a dû peu à peu lâcher prise. Mais ce vieux colonialisme a été remplacé par une nouvelle forme de colonialisme où les troupes coloniales ont été en partie remplacées par les investissements de capitaux. Le dollar est devenu l'arme principale de ce nouveau colonialisme, devant la livre sterling, le franc français, et, beaucoup plus tard, le mark allemand. Le nouveau partage du monde qui a suivi la deuxième guerre mondiale a été tracé selon les lignes de force des puissances impérialistes, et notamment selon l'importance de leurs investissements défendus naturellement par le chantage financier et les interventions militaires.

Les Etats-Unis, nouveaux maîtres du monde, surclassaient de loin l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne réunies; ils s'assuraient la colonisation financière des pays ouest-européens et du Japon qui par ailleurs avaient grand besoin de capitaux pour leur reconstruction après les destructions de la guerre. En une quinzaine d'années ils remplacèrent la France et la Grande-Bretagne dans une bonne partie de leurs anciennes colonies, notamment dans les pays producteurs de pé-

trole et en Asie. Face aux Etats-Unis et associée avec eux dans une espèce de condominium se trouvait l'URSS qui, du fait de sa faiblesse économique s'appuyait sur sa force militaire (le dit «*équilibre de la terreur*») qui lui permettait aussi de garantir sa domination sur l'Europe orientale.

L'Europe après la deuxième guerre mondiale n'était pas dans une situation différente de celle que Lénine traçait en 1915 pour le capitalisme en général:

«En régime capitaliste, le développement égal des différentes économies et des différents Etats est impossible. Les seuls moyens en régime capitaliste de rétablir de temps en temps l'équilibre compromis, ce sont les crises dans l'industrie et les guerres en politique» (6).

Cet «équilibre» ne signifie pas une impossible égalité entre les nations, mais l'attribution selon les rapports de force établis par la guerre, de zones sous le contrôle économique et politique des plus puissants. Dans ce rétablissement de l'équilibre, il y a aussi un objectif à ne pas oublier qui est commun aux classes dominantes de tous les pays: le contrôle du prolétariat par tous les moyens à disposition, des illusions démocratiques au terrorisme politique, de la propagande religieuse à l'action capillaire des forces collaborationnistes politiques et syndicales, etc. Le «*condominium russo-américain*» que notre parti analysa dès ses débuts, na signifiait pas seulement le partage du monde entre les grandes puissances qui avaient le mieux réussi à piller et asservir d'autres nations, pour reprendre les mots de Lénine; il signifiait aussi un partage des rôles pour assurer le contrôle du prolétariat.

Au cours même de la guerre des épisodes comme les grèves en Italie en 1943 où l'insurrection de Varsovie (ou après la guerre l'insurrection de Berlin en 1953) montraient aux capitalistes que le risque de troubles prolétariens, était bien réel. A un peu plus de vingt années de la révolution prolétarienne en Russie et de la poussée révolutionnaire en Europe, le prolétariat européen, même battu par la contre-révolution, représentait toujours une menace potentielle aux yeux des bourgeois: ils n'avaient pas oublié quelle force irrésistible il constitue quand il est organisé sur des bases de classe et guidé par son parti politique révolutionnaire.

Les différences entre les Etats européens ne disparaissent pas avec la reconstruction d'après-guerre et la croissance économique qui la suivit. Elles se sont au contraire accentuées, comme il est inévitable sous le capitalisme tant pour les économies nationales que pour les entreprises. La concurrence entre les différentes économies comme entre les différentes entreprises ne cesse pas: elle s'aggrave au contraire tandis que l'**anarchie de la production** ne disparaît pas et éclate inévitablement en crises de surproduction cycliques. La tendance des capitalismes nationaux et des Etats qui en représentent les intérêts, à conquérir des marchés – à coloniser des *territoires économiques* – est une tendance objective insurmontable du capitalisme; elle signifie des affrontements économiques, et, quand l'ancien partage ne correspond plus aux nouveaux rapports de force économiques, à des affrontements politiques pour «ouvrir» des marchés «protégés», et à la fin à des affrontements militaires, à des guerres.

«Les guerres n'ont pas leurs causes et leur origine dans des croisades pour des principes généraux et

pour des conquêtes sociales – écrivait Bordiga en 1950 (7). *Les grandes guerres modernes sont provoquées par les exigences de classe de la bourgeoisie, elles sont le cadre indispensable où se réalise l'accumulation primitive et ultérieure du capital*». Et, remontant le fil ininterrompu qui relie la position d'aujourd'hui au textes classiques du marxisme, il synthétisait ainsi le cours historique bourgeois:

«Relisons la dramatique apologie de notre ennemi dans le Manifeste: la bourgeoisie lutte sans cesse; d'abord contre l'aristocratie, puis contre ses propres partis dont les intérêts s'opposent aux progrès de l'industrie; et toujours contre les bourgeoisies étrangères! Relisons la dans le Capital: la découverte des contrées aurifères et argentifères d'Amérique, la détermination et l'esclavage des populations indigènes ensevelies dans le travail des mines, les conquêtes et des les ravages aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une espèce de chasse commerciale aux peaux noires, voilà quels sont les processus idylliques de l'accumulation primitive qui signent l'aurore de l'époque capitaliste. Tout de suite après éclata la guerre mercantile; elle eut pour théâtre le monde entier Commencée avec la révolte de la Hollande contre l'Espagne, elle prit des proportions gigantesques dans la guerre anti-jacobine de l'Angleterre, et se prolonge jusqu'à nos jours par des opérations de piraterie comme les fameuses guerres de l'opium contre la Chine.

Fait suite à cette phrase fondamentale une autre qui se termine par les mots fameux: la violence est l'accoucheuse de toute vieille société grosse d'une société nouvelle. La violence elle-même est une force économique! Les différents moments de l'accumulation primitive se répètent en suivant un ordre plus ou moins chronologique, au Portugal, en Espagne, en Hollande, en France et en Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci dans le dernier tiers du XVIIIe siècle les combine tous dans un ensemble systématique qui comprend en même temps le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste. Ces points sont si fondamentaux que l'objectif central de l'assaut révolutionnaire dans la vision mondiale des marxistes a toujours été le colosse britannique, le premier modèle universel de l'esclavage capitaliste (...). Le marxisme n'est pas codifié dans des versets; là où son fondateur écrivait en 1867 Angleterre, nous devons lire en 1949 Etats Unis d'Amérique».

Plus de 60 ans se sont écoulés depuis 1949; si les Etats-Unis n'ont plus l'écrasante domination d'alors, ils restent toujours la première puissance mondiale et ils sont par conséquent toujours l'ennemi numéro 1 de la révolution prolétarienne. Le mot d'ordre d'autrefois: «*jamais nous ne pourrions choisir le côté où se trouve l'Angleterre!*» est toujours valable, sous la forme: «*jamais nous ne pourrions choisi le côté où se trouve les Etats-Unis!*», sans jamais oublier ce qui avait déjà été écrit dans le Manifeste: «*les partis prolétariens ont une tâche dans le cadre national parce qu'ils tendent d'abord à abattre leur propre bourgeoisie. Non seulement la guerre n'est pas un motif pour concéder à la bourgeoisie une trêve intérieure, et encore moins pour passer à son service contre l'Etat ennemi, mais, comme Lénine le théorisa, elle conduit d'autant plus directement à la révolution qu'elle est plus désastreuse pour la bourgeoisie de notre patrie*» (8).

Le mythe de l'Europe unie

L'EUROPE ENTRE AMBITIONS D'INTÉGRATION POLITIQUE ET HEURTS D'INTÉRÊTS IMPÉRIALISTES

On nous dira que jusqu'à la guerre dans les Balkans en 1991-92, il n'y a plus eu de guerre en Europe pour le repartage du continent ou du monde. L'effondrement de l'empire russe dû aux effets de la crise économique et à la pression économique et financière pluridécennale des puissances occidentales (Allemagne au premier plan), a eu en réalité les conséquences équivalentes à celles d'une guerre mercantile (pour reprendre l'expression de Marx), sans avoir eu besoin d'affrontements armés. Dès 1988-90 les pays de l'Est les plus importants (la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie) s'étaient pratiquement détachés de la suffocante emprise russe. L'Allemagne de l'Est se réunifiait avec l'Allemagne Occidentale en 1990, tandis que la Pologne et la Hongrie, suivies ensuite par les autres ex- «Démocraties Populaires» entamaient une trajectoire qui allaient les mener dans le giron de l'UE et de l'OTAN.

L'entrée dans l'Union Européenne, constituée en 1993 (après la ratification du traité de Maastricht) sous l'initiative principalement de l'Allemagne, de la Belgique, Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie, a été et est un objectif pour un nombre croissant d'Etats, ce qui tend à alimenter l'illusion que tôt ou tard elle débouchera sur des Etats-Unis d'Europe. Mais la réalité est plus contrastée, et chaque année naissent des querelles entre les Etats membres sur les questions les plus diverses, la dernière et sans doute la plus grave, étant celle des dettes publiques avec le risque de faillite de certains Etats (Grèce, Portugal, Irlande). Les conséquences de la crise économique ont tellement entamé la confiance entre les divers Etats, que pour la première fois depuis la création de l'UE et l'introduction de l'Euro (2002), on a pu évoquer sérieusement le départ de certains pays. Il s'agissait essentiellement de la Grèce, soumise par les pays européens les plus riches (l'Allemagne, mais aussi la France, les Pays-Bas, etc.) à une cure d'austérité drastique, aux conséquences dévastatrices sur son économie et la situation des masses, en contrepartie de prêts pour assurer ses finances: une sortie de la zone Euro, argumentaient certains, serait une solution moins douloureuse.

En dépit de ces difficultés, les européistes prêchent toujours une accélération de l'intégration économique des actuels 25 pays membres; l'union entre les capitalismes nationaux serait possible à condition de le «vouloir» et de se rendre compte qu'elle apporte des avantages «pour tous». Mais contre cette perspective idyllique, se dressent les obstacles nés de l'histoire même du capitalisme et de la formation des Etats bourgeois. L'Europe a été le berceau du capitalisme et des révolutions bourgeoises; mais le développement du capitalisme dans les divers pays n'a jamais été simultanée, ni ne s'est déroulé avec la même force. Ce **développement inégal** du capitalisme s'est reproduit à l'échelle mondiale, démontrant qu'il s'agit là d'une loi inhérente à ce mode de production contre laquelle la bourgeoisie ne peut rien, parce qu'elle n'est en réalité que l'**instrument** du capitalisme; dans tous les pays elle doit satisfaire aux besoins du développement du capitalisme national et de sa défense contre tous les autres; les rapports entre les économies nationales et les Etats érigés sur leurs bases,

ne dépendent pas en dernière analyse de la «volonté» ou de la «détermination» des gouvernements du moment, mais de la puissance et du dynamisme des capitalismes nationaux plongés dans une concurrence permanente entre eux. La bourgeoisie est continuellement en guerre, rappelle l'article de Bordiga que nous avons cité; plus la concurrence est forte et les concurrents nombreux, et plus la guerre est complexe, nécessitant toujours plus de forces. Sur le plan économique, le développement capitaliste conduit à l'apparition de sociétés par actions et des monopoles, donc à la concentration économique et financière dont l'arène dépasse les frontières nationales pour embrasser le monde entier. Sur le plan politique, elle conduit à l'impérialisme, aux alliances et aux blocs politico-militaires pour le contrôle des marchés et des sources de matières premières et pour faire face aux rivalités inter-étatiques.

L'histoire démontre que les accords entre pays capitalistes pour faciliter la circulation des capitaux, des marchandises et des hommes ou pour forger des alliances apparemment indissolubles, peuvent être rompues du jour au lendemain, pour les motifs les plus divers, mais qui sont toujours liés aux intérêts fondamentaux des capitalismes respectifs. Exactement comme les capitalistes individuels, les Etats capitalistes sont en quête d'alliances pour mieux affronter la concurrence sur les marchés; pour les Etats comme pour les trusts dont ils sont les serviteurs, les intérêts à défendre au niveau international sont de plus en plus complexes, parce qu'il ne s'agit plus de faciliter les exportations et le volume des affaires; il s'agit de les imposer, ce qui nécessite en plus de la force économique et financière, une force politique et une force militaire – même quand cette dernière n'est pas utilisée directement, du moins entre grands impérialismes.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, à l'exception de quelques cas où la tension est montée jusqu'à un niveau élevé (dans les années 50 en Corée, dans les années 60 lors de l'affaire des missiles russes à Cuba, etc.), les contrastes inter-impérialistes ne sont jamais allés jusqu'à menacer de déboucher sur une nouvelle guerre mondiale. Mais il y a eu en permanence des guerres locales ou régionales; si nous prenons le cas de l'impérialisme français, impérialisme de second rang mais pas pour autant moins agressif, il a été **en permanence** engagé dans des guerres de type colonial, d'intensités sans doute diverses, pendant la quarantaine d'années qui ont suivi sa «libération» en 1945. Par la suite les guerres, dites «interventions militaires», ont été plus épisodiques, mais n'ont cependant jamais cessé, les dernières, au moment où nous écrivons, ayant été celles du Mali et de Libye.

Dans une certaine mesure, les guerres locales qui ont ensanglanté le monde et ravagé une partie de la planète depuis que la «paix» impérialiste a succédé en 1945 à la guerre mondiale, ont représenté des ballons d'oxygène pour le capitalisme mondial. Les capitalistes en sont les premiers conscients. Pour preuve ce qu'on pouvait lire sur le site de la Morgan Stanley, une des plus grandes banques d'investissement des Etats-Unis, en septembre 2001: «*Qu'est-ce qui peut réduire drastiquement le déficit de la balance des paiements américaine, et faire disparaître ainsi les risques les plus graves pour l'économie des Etats-Unis et le dollar? La réponse est: un acte de guerre. La dernière fois que les*

USA ont enregistré un surplus de leur balance des paiements, c'était en 1991, quand la contribution des pays étrangers aux dépenses engagées par l'Amérique dans la guerre du Golfe a contribué à engendrer un surplus de 3,7 millions de dollars» (9).

La date et l'heure où a été publié ce rapport sont intéressantes: le 11 septembre, entre sept heures et demi et huit heures du matin, soit une heure avant l'attaque contre le World Trade Center. Cela ne signifie qu'une chose, c'est que pour être considérée comme une «réponse» à envisager sérieusement pour la défense des intérêts américains, la guerre n'avait pas besoin d'un attentat terroriste d'Al Qaida...

La disparition de l'empire soviétique et l'affaiblissement relatif des Etats-Unis laissent le champ libre à l'apparition d'autres puissances impérialistes comme protagonistes de guerres ou d'affrontements armés. C'est déjà le cas de l'Allemagne qui a joué un rôle notable dans la guerre en Yougoslavie; et, potentiellement, de la Chine qui a jugé qu'elle avait des intérêts à défendre en Libye et en Syrie, deux pays où elle a montré (plus ou moins fortement) son opposition aux poussées guerrières des impérialismes anglo-franco-américain. L'Allemagne est redevenue une puissance économique redoutable au niveau mondial, mais elle ne s'est pas encore dotée d'une force militaire qui corresponde à sa force économique et aux ambitions d'un impérialisme qui tend historiquement à la domination en Europe tout en poussant son influence vers la Russie et le Moyen Orient. Un impérialisme aussi puissant que l'Allemagne, ne restera pas éternellement à la fenêtre, se contentant de regarder ses concurrents se préparer à un nouveau partage du monde.

Tôt ou tard elle s'émancipera de la tutelle des vieux alliés de la seconde guerre mondiale (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) et se dotera d'une puissance militaire capable de défendre ses intérêts partout où ils courent des risques, à commencer par le continent européen. Le foyer de tensions et de crises en Europe ne se trouve pas parmi les pays économiquement les plus faibles, mais parmi les plus forts à commencer par l'Allemagne, redevenu un géant économique, mais qui reste un nain du point de vue militaire.

L'EXPANSION CAPITALISTE D'APRÈS-GUERRE A REMIS EN SELLE LES IMPÉRIALISMES VAINCUS ET A PERMIS À DES IMPÉRIALISMES ÉMERGENTS D'ACCÉDER AU FESTIN

A la barbe de tous ceux qui ne veulent admettre qu'un processus de décadence du capitalisme, les trente ans qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale ont été marquées par sa formidable expansion au niveau mondial, et en même temps à une évolution des rapports de force entre les diverses puissances impérialistes. Sous la cape «protectrice» du condominium russo-américain, les deux puissances qui avaient donné le plus de fil à retordre aux Américains et aux vieilles puissances coloniales, l'Allemagne et le Japon ont connu un puissant développement; le changement des rapports de force économique tendait inévitablement à remettre en cause les équilibres nés de la guerre mondiale. La crise de surproduction de 1973-1975 marqua la fin du long cycle d'expansion capitaliste d'après-

guerre; mais d'un côté elle ouvrait aussi un cycle d'expansion économique dans des pays qui seront appelés «émergents» (Chine, Corée du Sud, Inde, Brésil, Mexique, Turquie, Afrique du Sud, etc.), tandis que de l'autre elle donnait un coup d'accélérateur aux facteurs de crise qui allaient déboucher sur l'effondrement de l'empire russe en 1989 - 1991.

Le condominium russo-américain était fondé sur la puissance militaire respective des deux pays; mais il ne fait aucun doute que la puissance économique et financière des Etats-Unis surclassait largement celle de l'Union Soviétique (comme celle de tous les autres pays). La Russie avait pu à partir des années de la contre-révolution stalinienne accélérer formidablement le développement capitaliste sur son sol. Il lui avait cependant été impossible de «rattraper et dépasser» les Etats-Unis en 1980, comme Kroutchev l'avait claironné aux congrès du PCUS dans sa perspective fantasmagorique du triomphe d'un communisme mercantile. En réalité il était vital pour la Russie, tant pour développer son capitalisme national que pour renforcer sa domination sur sa zone d'influence, d'obtenir des investissements massifs de capitaux des pays impérialistes, américain et européens avant tout. Par ailleurs ces derniers étaient à la recherche fébrile de marchés où placer leurs capitaux. Ouvrir son marché national et celui de ses satellites au dollar, au mark, au yen, au franc et à la lire, aux investissements en tout genre, était un besoin de plus en plus pressant pour le capitalisme russe; mais l'ouverture des «territoires économiques» sous sa domination, transformant le «rideau de fer» en une véritable passoire, signifiait aussi importer rapidement et directement au cœur d'une économie jusqu'alors protégée, y compris militairement, du marché mondial, toutes les contradictions et les facteurs de crise accumulés par le capitalisme le plus développé.

L'ouverture des marchés de l'Est répondait en fait aux exigences de la conservation bourgeoise. Au début des années soixante-dix, quand les premiers signaux de crise capitaliste apparaissaient, des rencontres eurent lieu à Moscou et à Varsovie avec l'Allemagne et les pays occidentaux.

Nous assistions alors à «un réseau serré de tentatives d'exporter vers l'Orient pour les pays occidentaux, vers l'Occident pour le Japon, la crise menaçante du capitalisme international. Les puissances du dit bloc russe s'efforcent de tirer des conditions avantageuses pour la consolidation de leurs affaires respectives.

Cette tentative de solution "pacifique" de la crise internationale, qui rappelle toutes les tentatives précédentes les guerres mondiales, est extrêmement difficile et il n'est pas dit qu'elle doive réussir ou au moins se dérouler de façon rapide et satisfaisante pour la conservation du régime capitaliste. Quoi qu'il en soit, comme c'est de règle dans ce genre de jeu, la porte est laissée ouverte à l'autre solution, la guerre, dont l'exemple le plus important est la recrudescence actuelle du conflit israélo-arabe. Le capitalisme est prévoyant! La Russie, le bloc oriental, et la Chine, pourraient jouer le rôle de différer la crise capitaliste générale en l'absorbant dans le choc» (10).

La crise économique générale du capitalisme en 1975 ne fut pas le détonateur d'une guerre mondiale, même si les impérialismes continuèrent à s'armer et à

Le mythe de l'Europe unie

entasser leurs missiles en Europe; dans les années qui suivirent les marchés de l'Est s'ouvrirent, jouant le rôle de soupape de sécurité à la surproduction mondiale de marchandises et de capitaux. Mais en même temps la crise provoqua une extension des zones de conflits, du Moyen-Orient à l'Asie, en passant par l'Afrique et elle sema les germes de crises plus importantes pour les années et décennies suivantes.

Tout au long de ces décennies les contrastes impérialistes ne se sont pas atténués, ils se sont au contraire aiguisés. Et ce serait un erreur de croire que les contrastes et conflits entre les puissances impérialistes dominantes n'éclatent qu'à la périphérie de celles-ci. Il est indéniable que les conflits armés et l'exploitation la plus bestiale des masses humaines ont concerné depuis la fin de la guerre mondiale essentiellement les pays au capitalisme le moins développé; mais derrière la paix apparente régnant entre les grands pays impérialistes, ces derniers, constituant les marchés décisifs, sont le foyer des crises internationales et les futurs protagonistes de la crise générale du capitalisme; l'Europe, en particulier, pourrait bien redevenir, comme en 1914 ou en 1939, l'épicentre de la future guerre mondiale et de la future crise révolutionnaire.

La cause des affrontements entre puissances impérialistes est toujours la même: la surproduction de marchandises et de capitaux qui provoque une recherche toujours plus pressante de débouchés. Il est inévitable que le capitalisme tombe dans des crises de surproduction à des intervalles qui ne cessent de se rapprocher, avec des conséquences toujours plus dramatiques au niveau économique et social. La pression sans cesse grandissante sur la classe salariée pour extraire de son travail le maximum de profit est une question vitale pour les capitalistes confrontés à la pression permanente de leurs concurrents. Les rivalités entre capitalistes sur le marché national, se reproduisent au niveau des Etats bourgeois qui organisent la défense des capitalistes nationaux, dans les rivalités avec les capitalistes étrangers et les autres Etats sur le marché mondial. La défense de l'entreprise débouche sur la défense de l'économie régionale, puis sur la défense de l'économie nationale, sur le nationalisme. La solidarité d'entreprise que le capitalisme demande à ses esclaves salariés se mue alors en solidarité nationale, obtenue en temps de paix grâce à la propagande démocratique et pacifiste, mais imposée quand il le faut en temps de guerre par la loi martiale.

Dès ses origines, le marxisme a apporté sa réponse à ce processus fatal de répétition périodique de crises et de destructions économiques, d'esclavage salarié pour des masses prolétariennes de plus en plus nombreuses, d'une croissance capitaliste qui débouche tôt ou tard sur une guerre mondiale: la perspective de la **révolution prolétarienne** qui détruira ce mode de production qui depuis plus d'un siècle et demi immole énergies et vies prolétariennes au profit capitaliste, et libérera les forces productives des entraves mercantiles pour les **réorienter** vers la satisfaction des besoins de l'espèce humaine, au sein d'une société qui ne connaîtra plus l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les contrastes entre les capitalismes nationaux se transforment inévitablement à un certain moment en affrontements militaires. La classe bourgeoise en est pleinement consciente; quand augmentent les facteurs

de crise et les heurts entre pays impérialistes, augmentent aussi le militarisme et le despotisme social, et la nécessité d'un contrôle social préventif, dont les forces du collaborationnisme politique et syndical sont les agents, devient de plus en plus impérieuse. Ce n'est par hasard que les courants sociaux-démocrates et les forces du réformisme le plus grossier sont les propagandistes les plus enthousiastes du mythe des Etats-Unis d'Europe, objectif impossible à réaliser s'il s'agit de trouver une solution sous le capitalisme aux crises et aux guerres, comme le rappelait Lénine, que ce soit par l'oeuvre de nations (rappelons-nous la gaulliste «*l'Europe des patries*») ou des prolétaires (souvenons-nous de l'«*Europe des Travailleurs et des Peuples*» des Staliniens et des Trotskyistes); ou alors réactionnaire s'il s'agit d'une alliance temporaire pour faire face à la concurrence ou à l'agression de puissances extra-européennes d'Amérique ou d'Asie.

«*Certes, affirme encore Lénine, des ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme un entente des capitalistes européens... Dans quel but? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées contre le Japon et l'Amérique, gravement lésés dans l'actuel partage des colonies et qui se sont renforcés au cours de ces cinquante dernières années infiniment plus vite que l'Europe arriérée, monarchique, qui pourrait déjà de vieillesse*» (11).

Lénine souligne ici deux aspects fondamentaux des alliances entre capitalistes, aspects qui ne disparaîtront qu'avec la victoire du prolétariat dans le monde entier; le premier, c'est leur union pour s'opposer et écraser le mouvement révolutionnaire prolétarien; le second, c'est la défense des «zones d'influence», des territoires économiques contre les puissances concurrentes les plus redoutables. A l'époque, ces concurrents des pays européens, qui avaient connu au cours des décennies précédentes une croissance plus rapide que la leur, c'était les Etats-Unis et le Japon; aujourd'hui, ils le restent toujours, mais il faut leur rajouter des nouveaux venus, la Chine en premier lieu.

De façon polémique, envisageant le mot d'ordre des «Etats-Unis du Monde», Lénine écrit:

«*Les Etats-Unis du Monde (et non d'Europe) sont la forme politique d'union que nous rattachons au socialisme en attendant que la victoire totale du communisme amène la disparition effective de tout Etat y compris l'Etat démocratique*»; «*Toutefois, ajoute-t-il immédiatement, comme mot d'ordre indépendant, celui des Etats-Unis du Monde ne serait guère juste, d'abord parce qu'il se confond avec le socialisme; en second lieu parce qu'il pourrait conclure à des conclusions erronées sur l'impossibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays et sur l'attitude du pays en question envers les autres*» (12).

Attention: par victoire du socialisme, Lénine entend la victoire de la **révolution** prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat, et non la **réalisation du socialisme** (c'est-à-dire «*la victoire totale du communisme*», selon les paroles claires de Lénine) dans un seul pays, comme le prétendaient les Staliniens quand ils citaient ce passage. Formidable dialecticien, Lénine ne perd jamais l'occasion de lier les lois fondamentales

du capitalisme découvertes par le marxisme, au programme révolutionnaire du prolétariat; il continue ainsi:

«L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitaliste ou même dans un seul pays capitaliste pris à part». Le pouvoir prolétarien ne peut se contenter d'attendre plus ou moins passivement le déroulement de la lutte des classes dans les autres pays, se concentrant sur des tâches nationales, comme le voudra la funeste théorie de la «construction du socialisme dans un seul pays», indépendamment du sort de la révolution mondiale (sans compter qu'il s'agissait en l'occurrence d'un pays, la Russie, qui, économiquement et socialement, n'était pas encore arrivé au plein capitalisme).

«Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même en cas de nécessité la force militaire contre les exploités et leurs Etats» (13).

L'objectif de la lutte révolutionnaire du prolétariat ne pourra jamais être partagé par d'autres classes de la société; cela signifie aussi que le prolétariat ne peut reprendre à son compte les objectifs des autres classes, car elles sont liées à la conservation du mode de production capitaliste.

C'est uniquement la force du mouvement révolutionnaire prolétarien et la fermeté de sa direction par le parti de classe, qui pourront attirer de son côté des couches sociales de petite ou moyenne bourgeoisie ruinées par la crise capitaliste, dans un processus de ionisation sociale où les classes et les groupes humains se concentreront en deux camps ennemis – le camp prolétarien et le camp bourgeois – et s'affronteront dans une guerre qui n'aura pas de frontières parce qu'elle opposera des classes et non des Etats.

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, SIGNE DE LA FORCE ÉCONOMIQUE DES PAYS CAPITALISTES

La force de l'économie d'un pays se base sur sa production industrielle, car c'est son activité qui engendre, selon le centre d'Etudes du patronat italien, *«les gains de productivité de l'ensemble du système économique, directement ou indirectement, c'est-à-dire à travers les innovations incorporées dans les biens utilisés dans le reste de l'économie. (...) C'est de la production industrielle, surtout dans un pays pauvre en ressources naturelles, que proviennent les marchandises exportables qui servent à payer les factures énergétiques et alimentaires, et, en général, à financer les achats de biens et services à l'étranger».*

C'est la raison pour laquelle son importance va bien au delà de ce que révèlent les statistiques sur son apport direct à la valeur ajoutée et aux postes de travail de toute l'économie» (14).

Si nous comparons l'évolution de la production industrielle mondiale de 2000 à 2010, c'est-à-dire au long d'une décennie qui comprend deux récessions mondiales, nous pouvons constater le changement des

rapports de force entre les divers pays. En 2010, les pays asiatiques dits «émergents» (Chine, Inde, Corée du Sud, Taiwan et Thaïlande) représentaient 29,5% de la production «manufacturière» mondiale (c'est-à-dire la production industrielle au sens strict, hors énergie, etc.); la Chine a dépassé les Etats-Unis avec respectivement 21,7% contre 15,6%, alors qu'en 2000 les Etats-Unis représentaient encore 24,8% de la production mondiale contre seulement 8,3% pour la Chine. Nous avions en 2000 les chiffres suivants pour les autres pays: Japon 15,8%, Allemagne 6,6%, Italie 4,1%, France 4,0% Grande-Bretagne 3,5%, suivis de la Corée du Sud à 3,1%, Mexique et Canada, 2,3%, Espagne et Brésil 2%, Inde 1,8%, etc.

En 2010, la situation générale s'est sensiblement modifiée; comme nous l'avons vu, la Chine a dépassé les Etats-Unis, gagnant 13,4% tandis que ces derniers en perdent 9,2. Le Japon est toujours la troisième puissance manufacturière, mais elle a perdu 6,7% par rapport à 10 ans auparavant. Les puissances européennes, Allemagne, Italie, France, Grande-Bretagne et Espagne perdent respectivement 0,6%, 0,7%, 1%, 1,5% et 0,2%. Alors que gagnent l'Inde (1,9%), la Corée du Sud (0,4%) le Brésil (1,2%) et la Russie (1,3%). Pour ce qui est du rang mondial, Chine et Etats-Unis sont en tête, le Japon et l'Allemagne toujours en troisième et quatrième positions; l'Inde et la Corée du Sud ont dépassé l'Italie qui se trouve au 7^e rang, tandis que le Brésil arrive au huitième, devançant la France et la Grande-Bretagne; la Russie au onzième rang talonne cette dernière; suivent ensuite le Canada, l'Indonésie, le Mexique, Taiwan, les Pays-Bas, l'Australie, la Thaïlande et la Turquie, de 1,7 à 1%. En dix ans les nouveaux protagonistes (les fameux BRIC) pèsent deux fois et demi plus: de 12,8% à 30,6% de la production manufacturière mondiale! Mais si l'on classe les pays capitalistes selon la production manufacturière par habitant (en dollars 2010), ils sont encore très loin des pays les plus industrialisés; nous avons en effet au premier rang l'Allemagne avec 25000 dollars, suivie du Japon (24000), de la Corée du Sud presque au niveau du Japon, de l'Italie (19000) des Etats-Unis (18000), etc., alors que sont très distancés la Chine et le Brésil (5000), la Russie (4000), l'Inde (1000).

L'Union Européenne et l'Amérique du Nord perdent des parts dans le pourcentage de la production manufacturière mondiale. En 2000 l'UE et l'Amérique du Nord (USA plus Canada) étaient au même niveau avec 27,1%; en 2010 la production de l'UE a baissé à 23%, mais celle de l'Amérique du Nord s'est effondrée à 17,3%. L'UE avait mieux résisté aux crises, en partie grâce à une augmentation des exportations industrielles surtout de l'Allemagne, de l'Italie et de la France à destination de l'Asie orientale, du Moyen-Orient et de l'Afrique.

Pour confirmer ce que nous disions sur les nouveaux marchés qui ont joué et jouent un rôle pour différer les affrontements entre les grands impérialismes, jetons un coup d'oeil aux variations du commerce extérieur des différents pays, selon les dernières statistiques à notre disposition (valeur des importations et exportations en milliards de dollars, 1983 - 2003, plus des chiffres pour 2005). Le commerce extérieur chinois a augmenté pendant ces vingt ans de plus de 20 fois, passant de 43,5 à 851 (en 2005 ils étaient arrivés à 1422,1 soit 28% de plus que le commerce extérieur japonais). Le commerce américain a, lui, augmenté de plus de 4 fois passant de 470,4 à

Le mythe de l'Europe unie

2028,7 (soit de plus de dix fois le commerce extérieur chinois à 2,4 fois en 2003. Et en 2005 il était de 2575,1, soit seulement 1,8 fois le commerce chinois). Le commerce allemand avait augmenté de plus de trois fois et demi en vingt ans, passant de 523,8 en 1983 (pour la seule Allemagne de l'Ouest) à 1874,1 en 2003 (Allemagne réunifiée); en 2005 elle restait au troisième rang mondial, bien que son commerce extérieur ait baissé à 1753,8. Le commerce du Japon avait augmenté d'un peu plus de trois fois, de 273 à 854,4 (1111,8 en 2005); la France passait de 380,9 à 720,6 (une augmentation d'un peu moins de deux fois; 910,4 en 2005); la Grande-Bretagne de 201,2 à 701,2 (une augmentation d'à peu près trois fois et demi) et 887,2 en 2005. L'Italie était passée de 185,7 en 1983 à 670 en 2009 (un peu plus de trois fois et demi) et arrivait à 708,7 en 2005 (15).

La Chine est le seul grand pays qui au cours de ces deux décennies, en plus de développer, non sans mal, son marché intérieur (surtout dans les régions côtières de l'est) a vu sa production s'accroître dans une si grande proportion, accumulant du coup des ressources financières telles qu'elles lui permettent, par exemple, de soutenir avec le Japon le déficit public des Etats-Unis, son premier débouché. L'exploitation de la force de travail chinoise a été telle qu'en une décennie l'ancien Empire du Milieu s'est hissé au deuxième rang derrière les Etats-Unis pour ce qui est du Produit Intérieur Brut, dépassant le Japon (16).

Il faut souligner encore un point à propos de la Chine: en raison du retard de son développement économique, elle n'a pas encore un marché intérieur comparable à celui des autres grands Etats; sa production est destinée essentiellement à l'exportation vers les marchés des pays riches (comme celui des Etats-Unis ou de l'Europe), ce qui signifie que toute contraction de ces marchés ne peut manquer d'avoir de lourdes conséquences sur l'appareil productif chinois, et donc sur un prolétariat déjà soumis à une exploitation bestiale, et dont les mouvements de révolte n'arrivent que très difficilement à être connus – et pour cause!

Donnons encore quelques chiffres instructifs à propos du commerce mondial, qui confirment ce que nous écrivions sur le retard de la crise générale du capitalisme (17); il s'agit de l'évolution entre 2007 et 2010 des 8 premiers exportateurs mondiaux de produits «manufacturés» (Chine, Etats-Unis, Allemagne, Japon, Pays-Bas, France, Corée du Sud et Italie). La crise de 2008 - 2010, avec ses effets «asymétriques», comme disent les experts bourgeois, sur les différents pays, ont eu comme conséquence une augmentation notable des échanges commerciaux vers les pays dits «émergents», notamment l'Asie et l'Amérique Latine.

Par contre on relève un phénomène identique pour les pays européens et ceux de l'Extrême-Orient; étant donné l'extrême développement de certaines aires, les échanges économiques se font davantage en leur sein, ils se «régionalisent». Un exemple évident est constitué par la Chine, le Japon et la Corée du Sud qui augmentent considérablement leurs exportations en Asie Orientale, mais nous avons donné aussi l'exemple de la France et de l'Italie qui augmentent sensiblement leurs pourcentages respectifs d'exportations vers l'Afrique du Nord. Indice que dans un avenir pas si éloigné, en plus des marchés européen et nord-américain, ces deux autres régions deviendront critiques pour ce qui est des dé-

bouchés des marchandises industrielles produites par les plus grands pays. Les aires de conflit impérialiste ne diminuent pas, elles augmentent!

L'attention que les capitalistes portent aux pays «émergents» a donc des raisons très sérieuses parce que ceux-ci constituent un facteur d'atténuation des effets potentiellement dévastateurs de la crise mondiale de surproduction, mais aussi un facteur de compensation décisif, sur la courte période, et aussi d'affaiblissement de certains pays par rapport aux autres.

Les 8 plus grands exportateurs ont donc trouvé en dehors de leurs marchés traditionnels, des débouchés qui ont permis en 2010 une hausse des échanges commerciaux de 15,4%, plus que compensant la chute de 2009 (-12,8%).

La **Chine** a maintenu en 2010 le même pourcentage de ses exportations industrielles vers l'Asie orientale, alors que diminuaient le pourcentage de ses exportations en destination de l'Amérique du Nord et de l'UE. Les **Etats-Unis** ont vu augmenter le pourcentage de leurs exportations vers l'Amérique Latine (25,8% en 2010 contre 21,5% en 2007) et, légèrement, vers l'Asie orientale (22,6% contre 21,5%) alors que diminuait la part se dirigeant vers l'UE. L'**Allemagne** a également augmenté la part de ses productions industrielles vers les marchés de l'Asie orientale (9,7% contre 7,8%), alors que diminuait la proportion allant vers l'UE et les Etats-Unis. Pour le **Japon** l'Asie orientale devient un marché déterminant: 53,9% de ses marchandises industrielles y était vendu en 2010, contre 45,6% en 2007.

Nous avons dit que la France et l'Italie sont les deux pays, parmi les plus grands exportateurs, pour qui les marchés d'Afrique du Nord ont un poids notable; mais les marchés d'Asie orientale constituent également pour eux un débouché important. Pour la **France**, la part de ces marchés asiatiques est passée de 7,8% à 9,7%, tandis que l'Afrique du Nord a augmenté de 3,1 à 3,7%. Pour l'**Italie**, nous avons respectivement une augmentation de 6,3% à 7,1%, et de 2,8% à 4,1%. Mais pour les deux, en dépit d'une baisse importante en 2010, le marché de l'UE est absolument déterminant; il représentait pour la France 60,6% de ses exportations industrielles en 2010 (contre 65,1% en 2007), et pour l'Italie 56,8% (contre 59,8%). Le marché des autres pays européens est également très important: 11,9% pour l'Italie en 2010 (contre 11,4% en 2007), et pour la France 7,1% (contre 6,3%).

Les **Pays-Bas** sont beaucoup plus dépendants du marché de l'UE que les autres pays, même si la proportion est en baisse: 74,6%, contre 75,9%; on relève cependant, chez eux aussi, une petite hausse du marché asiatique (4,8% contre 4,4%) ainsi que du Moyen-Orient: 4,9% en 2010 contre 4,6% en 2007.

Pour ce qui est de la **Corée du Sud**, son principal marché est celui de l'Asie orientale, qui est passé de 47,9% de ses exportations industrielles en 2007, à 50,8% en 2010. Notons une augmentation des marchés du Moyen-Orient (de 4,6% à 4,9%) et de l'Asie centrale (de 2,6 à 3,5%).

Il reste cependant un fait: les disparités entre les pays économiquement les plus puissants et le reste du monde ne se sont pas atténuées au cours des dernières décennies; en dépit de la montée de quelques pays «émergents», l'écart entre les grands pays industrialisés et les pays au faible développement capitaliste s'est accru.

L'EUROPE UNIE, UN VIEUX MYTHE IMPÉRIALISTE, REMIS EN CAUSE PAR LES PAYS EUROPÉENS EUX-MÊMES

«*Théoriquement, écrivions-nous il y a un demi-siècle (18), la construction de l'Europe Unie repose sur ce postulat: on peut régler la production par des moyens monétaires. Il suffit d'énoncer le postulat pour en voir l'imbécillité: comment peut-on créer une unité de production supérieure (l'Europe) en édifiant simplement un marché? La dynamique de l'économie capitaliste, en effet, n'est nullement toute entière déterminée par la concurrence avec les entrepreneurs (aspect le plus immédiat) ou par la lutte des nations bourgeoises, dans laquelle la défense du profit peut céder devant la défense des intérêts généraux de chaque bourgeoisie nationale.*

Les forces productives créent au cours de leur développement historique des rapports donnés entre les hommes, et la recherche du profit ne correspond qu'à l'un des stades atteint par ces forces productives. La bourgeoisie est ainsi la représentation physique des rapports des production capitalistes prédominants qui expriment le développement atteint par la production.

Mais les forces productives ne sauraient en rester là. A l'intérieur même des rapports capitalistes, elles croissent en faisant éclater le cadre trop étroit de la nation (l'entreprise locale devient ainsi trust international). Cette tendance à la socialisation des moyens de production dont la solution appelle la révolution sociale du prolétariat, s'effectue, en l'absence de celle-ci, en contradiction avec le cadre national des intérêts généraux de chaque bourgeoisie. Celle-ci tente donc de surmonter cette contradiction avec ses moyens propres, qui sont les multiples accords que les Etats signent entre eux (les uns contre les autres): zone de libre échange, Marché Commun, accords inter-américains, conseil de coopération économique entre les pays «socialistes», etc. Le capitalisme essaye ainsi de réglementer les productions en créant des liens techniques et financiers entre les différentes branches économiques. Mais c'est évidemment à sa manière qu'il le réalise, car dans le même temps où par la division internationale du travail, il surindustrialise une partie du globe, le capitalisme détruit l'économie de régions entières, les jetant dans la misère et la ruine (...). Avec la conclusion des ententes économiques et politiques, l'antagonisme qui oppose entre elles les nations bourgeoises, loin de disparaître, renaît avec une ampleur monstrueuse dans les blocs, qui à l'heure actuelle s'affrontent».

L'«heure actuelle» de l'article, c'est l'année 1962, en plein condominium russo-américain, mais aussi à un moment de tension exacerbée entre les blocs. La bourgeoisie impérialiste assez audacieuse et également assez forte pour essayer d'unifier l'Europe par le seul moyen possible – la force –, a été la bourgeoisie allemande. Après avoir été dépouillée de ses colonies par sa défaite militaire dans la première guerre mondiale, elle a cherché avec le nazisme à faire en Europe ce que Bismarck avait réussi à faire pour une Allemagne morcelée en multiples petits Etats. La tentative hitlérienne d'unir l'ouest européen industrialisé à l'est agricole était la seule qui avait un sens du point de vue bour-

geois. En même temps, si elle avait réussi, cette tentative aurait porté le niveau des affrontements dans le monde à un niveau inégalé. Une Europe allemande aurait été un concurrent extrêmement dangereux pour l'impérialisme anglo-américain et également pour ce qui serait resté de la Russie. Mais la défaite nazie n'a pas définitivement résolu le problème constitué par le dynamisme de l'impérialisme allemand.

A la fin de la guerre, la Grande-Bretagne a essayé de sauver le rôle mondial des vieilles puissances européennes colonialistes (Belgique, Grande-Bretagne, France, Hollande) avec le traité de Bruxelles en 1947, premier pas vers la constitution d'une Union Européenne sous son influence qui aurait constitué un troisième camp entre la Russie et les Etats-Unis. Mais le blocus de Berlin par l'impérialisme russe et l'ouverture de la période de la «guerre froide» d'un côté, de l'autre le besoin de capitaux américains pour la reconstruction d'après-guerre, poussa les Etats européens dans les bras de l'impérialisme yankee. «*La création de l'OTAN signifie l'abdication des vieilles puissances occidentales devant l'Amérique, et le déclin de l'Europe comme siège de la domination du monde*» (19).

La formation ultérieure du Marché Commun Européen, puis l'élargissement de l'Union Européenne à un nombre de plus en plus grand de pays, ont été les initiatives prises par les vieilles puissances européennes pour récupérer une position plus avantageuse sur le marché mondial tout en s'émancipant le plus possible de la domination américaine. L'illusion des capitalistes européens d'arriver à une Europe unie par des moyens monétaires et des accords entre brigands à survécu au long des années; elle s'est même concrétisée dans la formation de la monnaie unique, l'Euro. Avec cette union monétaire, nous serions arrivés à ce «haut degré de convergence économique durable» dont nous parlions au début de cet article, grâce auquel il serait possible de passer à l'union bancaire, puis d'arriver pacifiquement au but convoité des Etats-Unis d'Europe!

Mais c'est là que gît le lièvre. Il suffit d'observer ce qui se passe autour de l'Euro. Si en 2010 sont apparus les premiers signes de reprise économique, au moins chez certains pays capitalistes importants (à commencer par les Etats-Unis), la crise économique a cependant suscité des tensions importantes entre les divers impérialismes et elle a débouché sur une crise de l'Euro dont personne ne voit la fin. Les mesures économiques et sociales imposées par les pays les plus forts (l'Allemagne avant tout, mais aussi la France, les Pays-Bas et les pays du nord de l'Europe) sur les pays plus faibles (l'Irlande, la Grèce, le Portugal surtout, mais aussi l'Espagne et l'Italie) pour qu'ils arrivent à brève échéance à l'équilibre budgétaire, démontrent s'il le fallait qu'entre pays membres de l'UE, ce n'est pas la solidarité mais les rapports de force qui comptent.

La crise que nous connaissons depuis 5 ans et que les grands experts bourgeois annoncent devoir durer encore 5 ans, se traduit et se traduira par une modification des rapports de force inter-impérialistes au sein de l'Europe comme en dehors d'elle, entre les puissances impérialistes qui sont au premier rang depuis des décennies, comme entre celles-ci et les impérialismes «émergents». Les conflits interimpérialistes sont inévitablement destinés à s'accroître, en attendant de se traduire en conflits armés.

Le mythe de l'Europe unie

Rappelons le vieil adage de Clausewitz: la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. La politique impérialiste où le capitalisme financier domine le capital industriel, commercial et agricole, est une politique conquêtes de marchés, de sources de matières premières, de zones d'«influence»; pour arriver à ces buts, elle débouche inévitablement sur des guerres de rapine. Comme disait Lénine, sous l'impérialisme la paix n'est qu'une trêve entre deux guerres; mais elle est aussi une période de **préparation** de la prochaine guerre.

L'AVENIR EST COMMUNISTE, NON CAPITALISTE

Le mode de production capitaliste est basé sur l'antagonisme fondamental entre la classe dominante propriétaire des moyens de production, et la classe ouvrière, la classes des «sans-réserve» qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail, qu'ils sont contraints de vendre aux capitalistes pour vivre; le pivot du capitalisme est le marché, le lieu où les marchandises s'échangent contre de l'argent, valeur contre valeur. Pour que ce mode de production s'impose et fasse disparaître les modes de production antérieurs il a fallu que la bourgeoisie, qui personnifie le capitalisme, se constitue en classe dominante. Cela n'a été possible que par une prise violente du pouvoir, par l'écrasement des anciennes classes dominantes aristocratiques et par la défense militaire du nouveau pouvoir, de façon à pouvoir développer le capitalisme à l'intérieur de ces frontières, exploitant des masses d'hommes transformés en prolétaires par leur libération des liens féodaux.

C'est ainsi que sont nés les Etats nationaux qui représentent et défendent les intérêts généraux de la classe dominante bourgeoise. A la contradiction sociale de fond, s'ajoute au fur et à mesure du développement du capitalisme et de son développement dans le monde, une contradiction entre le développement historique des forces productives et les formes capitalistes dans lesquelles ce développement a lieu. Le développement des forces productives se heurte aux limites de l'entreprise et de la nation, limites que la bourgeoisie ne pourra jamais surmonter, ne serait-ce que parce qu'elles sont le pilier de sa domination de classe.

Cette dynamique extrêmement contradictoire du capitalisme appelle historiquement une solution: la révolution de la classe prolétarienne pour arracher le pouvoir politique aux mains de la bourgeoisie, détruire l'Etat qui garantit sa domination et instaurer sa dictature, indispensable sur deux plans: sur le plan politique pour combattre les tentatives de la bourgeoisie de revenir au pouvoir et les oscillations des couches petites-bourgeoises; et sur le plan économique pour intervenir despotiquement dans la structure économique afin de déraciner le capitalisme.

La bourgeoisie ressent elle aussi bien évidemment les conséquences des contradictions toujours plus violentes de son mode de production, et elle y cherche des remèdes. Il suffit cependant de jeter un coup d'oeil aux mouvements de la bourse, aux variations des marchés comme par exemple celui de l'automobile, ou simplement aux appels rituels, jamais suivis d'effet, en faveur de la «régulation» des activités bancaires et financières, pour comprendre les difficultés insurmontables qu'ont les bourgeois pour contrôler leur système économique. Ils

peuvent bien changer les dirigeants des banques ou des institutions financières, changer les gouvernements, etc.: les problèmes restent où réapparaissent parce qu'ils ne sont pas liés à une politique particulière, aux agissements coupables d'individus cupides, mais naissent du fonctionnement même du capitalisme. A la longue les contradictions internes du capitalisme deviennent si insurmontables que la crise économique débouche sur la crise politique, posant objectivement le dilemme historique: dictature du capital ou dictature du prolétariat.

Mais les classes dominantes ont tiré des leçons très importantes des grandes crises économiques passées et du fait que le mouvement prolétarien en a profité pour se lancer à «l'assaut du ciel». Elles ont compris qu'il est impossible d'éviter que ces crises reviennent de manière cyclique, ruinant une partie de la classe bourgeoise et de la petite-bourgeoisie, plongeant des masses nombreuses de prolétaires dans le chômage et la misère – situations grosses de périls pour le maintien de l'ordre et qui peuvent faire réapparaître le spectre de la révolution. Une des leçons qu'elles ont apprises de l'expérience de la vague révolutionnaire ouverte par l'octobre bolchevik, est qu'il leur faut se préparer à l'avance à des situations de ce genre, en comptant non seulement sur la répression policière et militaire, mais aussi sur l'implication des prolétaires dans la «gestion» des relations entre les classes.

Le fascisme a trouvé une solution qui a été reprise par la démocratie d'après-guerre: la collaboration entre ouvriers et patrons à travers le corporativisme. Cette solution fut imposée par la force, par la destruction des syndicats de classe et des partis prolétariens, mais elle synthétisait parfaitement le besoin pour les capitalistes que leurs travailleurs salariés soient convaincus de participer au bon fonctionnement de l'entreprise et de l'économie nationale.

En pratique le collaborationnisme était une politique qui laissait aux prolétaires, en «contrepartie» de leur renonciation forcée à la lutte, une petite partie des profits sous forme de mesures sociales et d'amortisseurs sociaux de divers types.

La démocratie post-fasciste a continué dans cette voie, tout en conservant la liberté d'organisation syndicale et politique, les syndicats et partis «ouvriers» étant les plus fervents partisans de cette politique! Les vieux syndicats qui étaient encore de classe, même s'ils étaient dirigés par des réformistes, ont après la guerre été reconstruits comme organisations collaborationnistes: ce que nous avons appelé en 1949 des syndicats «*tricolors*» pour les distinguer des anciens syndicats *rouges*, des syndicats de classe. Quant aux partis communistes nés en réaction à l'abjecte trahison des vieux partis socialistes passés du côté de la bourgeoisie lors de la première guerre mondiale, ils avaient perdu toutes leurs caractéristiques révolutionnaires et prolétariennes à travers un processus de dégénérescence conduit à son terme par la victoire de la contre-révolution, mais qui s'était développé sur la base des tenaces résidus opportunistes qu'ils avaient hérité des partis socialistes. Le parti communiste d'Italie constituait à cet égard une rare exception, mais en butte à une forte répression, il ne put résister aux pressions de l'Internationale qui, en remplacement des dirigeants de la Gauche arrêtés par les fascistes, nomma à sa tête une direction docile (Gramsci, Togliatti...) qui allait au cours des années suivantes

se faire l'artisan de la dégénérescence du parti.

Après la victoire des impérialismes dits démocratiques sur les impérialismes dits totalitaires, la classe ouvrière se trouva donc dans une situation beaucoup plus défavorable qu'elle ne l'avait été après la défaite de la Commune de Paris en 1871, ou après la première guerre mondiale. Désarmé sur le plan politique comme sur le simple plan de la défense immédiate, le prolétariat n'avait pas la force – et il ne l'a toujours pas – de revenir à ses formidables traditions classistes et révolutionnaires du passé, plié qu'il était aux intérêts capitalistes nationaux par les forces réformistes stalinienne ou social-démocrates. Le répugnant collaborationnisme politique, cimenté par les illusions démocratiques et par les solides privilèges sociaux qu'obtiennent tous les vendus à l'ennemi, se reflétait dans le collaborationnisme économique et social grâce auquel les ouvriers des pays plus riches pouvaient obtenir des améliorations de leur situation, mais toujours au détriment des masses prolétariennes toujours plus nombreuses des pays pauvres. La concurrence entre prolétaires n'existe pas seulement au sein d'un même pays, entre catégories, âges, sexe, corporations ou régions diverses; elle existe aussi, et de plus en plus, entre prolétaires de divers pays quand, poussés par les crises et la misère, des travailleurs émigrent pour trouver du travail dans d'autres contrées, ou quand les capitalistes poussés par la course au profit vont s'installer ailleurs à la recherche d'une main d'oeuvre moins payée.

Mais dans le sous-sol économique des pays capitalistes les plus développés et dans ceux à l'industrialisation récente, des énergies explosives se sont peu à peu accumulées avec une puissance telle que jamais la bourgeoisie, malgré tous ses moyens de répression, n'arrivera à en empêcher l'explosion. La certitude révolutionnaire des communistes ne se fonde pas sur des processus automatiques de développement des luttes: si grave qu'elle soit, une grande crise économique ne peut mécaniquement et automatiquement pousser les grandes masses à la lutte révolutionnaire; elle ne s'inscrit pas non plus dans l'intervalle de la durée de vie d'une génération prolétarienne. Peu importe combien de générations il faudra pour en finir avec le capitalisme et la société bourgeoise; l'histoire ne se mesure pas à la durée de vie des individus. Les forces sociales ressemblent dans un certain sens aux forces de la nature: un volcan peut sembler éteint ou en sommeil depuis longtemps, mais il fait partie de la terre et la terre n'est pas inerte. Il arrive inévitablement le moment où l'accumulation du magma dans les entrailles du sol se fraye un chemin vers la surface et alors rien ne peut arrêter l'éruption. Que tremblent les bourgeois à l'idée que l'éruption rouge prolétarienne fera sauter toutes les défenses idéologiques et matérielles grâce auxquelles ils ont prétendu rendre éternel leur maudit système d'exploitation! **Prolétaires de**

tous les pays, unissez-vous! Tel est le cri des communistes depuis 1848.

Cette union pour laquelle ils luttent est une **union de classe**, grâce à laquelle le prolétariat mondial, et en particulier le prolétariat européen en raison de son histoire, pourra enfin relever la tête et se lancer dans la bataille pour une société sans argent et sans marchandises, sans exploitation et sans répression, sans guerres et sans frontières.

(1) L'Union Monétaire Européenne a été constituée par les 11 pays suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Espagne. Par la suite ont été admis la Grèce, Chypre, l'Estonie, Malte, la Slovaquie et la Slovénie. L'Euro est également la monnaie nationale de la Principauté de Monaco, de la République de San Marin et du Vatican et elle a de fait cette valeur au Monténégro, au Kosovo et en Andorre.

(2) Il s'agissait de la Belgique, de la France, de la République Fédérale Allemande, de l'Italie, du Luxembourg et des Pays Bas; ensuite sont venus le Danemark, l'Irlande et le Royaume Uni (1973); la Grèce (1981); l'Espagne et le Portugal (1986); l'Autriche, la Finlande et la Suède (1995).

(3) cf Lénine, «*A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe*», Oeuvres, Tome 21, p. 352.

(4) Ibidem.

(5) cf Amadeo Bordiga, «*United States of Europe*» in *Le Prolétaire* n° 472 (article publié en 1950 sur *Prometeo*, revue théorique du Partito Comunista Internazionale).

(6) cf Lénine, op. cit., p. 354.

(7) cf A; Bordiga, op. cit.

(8) Ibidem.

(9) cf *Borsa e Finanza*, 15/9/2001.

(10) cf «*Il capitalismo nella morsa della crisi incipiente*», *Il Programma Comunista* n°2/1970 et «*Guerra imperialista o rivoluzione mondiale*», *Il PC* n°6/1971.

(11) cf Lénine, op. cit., p. 354.

(12) Ibidem.

(13) Ibidem.

(14) cf Centro Studi Confindustria, *Scenari industriali* n°2, juin 2011.

(15) Les chiffres sont tirés des statistiques officielles des différents pays.

(16) Les données du PIB (Produit Intérieur Brut) sont tirées de la Liste 2010 du FMI.

(17) cf *Scenari...*, op. cit.

(18) cf «*Marché Commun et "Europe Unie"*», *Programme Communiste* n°19, avril-juin 1962.

(19) Ibidem.

Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail

Texte publié sur «*Il Programma Comunista*» n°16/1958, alors l'organe du parti,
comme «corollaire» à la réunion générale du parti de Turin des 1-2/6/58 (1)

LES TEXTES MARXISTES ET LE RAPPORT DE TURIN

Lors des exposés de la réunion de Turin, et en particulier dans la deuxième séance, consacrée aux accusations réciproques de révisionnisme que s'échangent les «communistes» russes et yougoslaves, nous avons comme à l'habitude largement fait appel aux textes de base du marxisme, avec des citations qu'il n'a pas toujours été jugé utile de reproduire dans le compte-rendu publié en quatre parties.

Dans cet exposé nous avons eu le souci de démontrer que nos jugements et nos analyses des problèmes discutés ne s'écartaient jamais de la doctrine classique de Marx. Cette démonstration était d'autant plus utile à propos d'une discussion où les deux parties revendiquent d'être fidèles à la ligne de principe traditionnelle et accusent leur contradicteur d'en avoir dévié de façon coupable.

La polémique pourrait prendre une forme et une ampleur différentes si les deux parties, qui se caractérisent pour nous par une dégénérescence opportuniste bien plus profonde que celle des «révisionnistes» classiques de la fin du dix-neuvième siècle et de la première guerre mondiale, admettaient ouvertement qu'ils s'éloignent toujours davantage de la théorie socialiste énoncée par Marx et strictement défendue par Engels puis Lénine. Mais s'ils prétendent depuis longtemps qu'on peut légitimement modifier, à mesure que passe le temps, les principes du marxisme et s'ils finiront par **confesser** ouvertement - nous en sommes persuadés - qu'ils les ont *bouleversés*, complètement

renversés, ces Messieurs se sont aujourd'hui lancés dans une bizarre campagne «contre tout révisionnisme», affirmant être convaincus qu'aujourd'hui ce révisionnisme est scientifiquement et idéologiquement aussi condamnable que celui d'il y a un demi-siècle; et ils se jettent au visage, comme l'injure la plus infamante, le qualificatif de révisionniste.

De ce fait, il devient donc crucial d'opposer à tous ces discours des citations authentiques des textes classiques. Nous sommes dans une situation bien différente de celle où le marxiste révolutionnaire fait face à des contradicteurs et des adversaires qui déclarent ouvertement vouloir utiliser les données historiques qui se sont accumulées depuis 1848 pour démontrer qu'elles fournissent des arguments à la mise sur pied, dans le domaine de l'économie et de la science historique, de théories opposées à celle de Marx défendue par les com-

munistes révolutionnaires.

Il faut dire que ce dernier groupe d'ennemis est plus cohérent, non seulement pour ce qui est de son élaboration théorique et scientifique, mais aussi si l'on confronte ses positions théoriques avec son activité politique qui a pour objectif de maintenir les structures dont la destruction et la disparition représentent le couronnement de la formidable construction du marxisme révolutionnaire. Nous nous tournerons contre ce genre d'adversaires à d'autres étapes de notre travail de défense intégrale du marxisme, qui pour nous s'énonce aujourd'hui exactement comme il y a plus d'un siècle, en particulier dans une prochaine réunion de notre mouvement. Il s'agit dans ce cas de repousser une attaque frontale et ouverte; alors que en ce qui concerne les fausses «vierges» du révisionnisme de Belgrade, de Moscou ou d'ailleurs, il faut parer à un étranglement par surprise et à un coup de poignard dans le dos.

ENGELS ET LES PROGRAMMES SOCIALISTES AGRAIRES

En 1894, au mois de septembre, le parti ouvrier marxiste français (celui de Guesde et de Lafargue) adopta lors de son congrès de Nantes un programme d'action dans les campagnes. En octobre le parti social-démocrate allemand s'occupa du même thème à Francfort. A la fin de sa longue vie Engels suivait de près le mouvement de la Deuxième Internationale ouvrière fondée après la mort de Marx en 1889. Il devait désapprouver nettement la résolution des Français, alors qu'il était plus satisfait par le congrès

allemand, où fut repoussée une tendance droitière analogue à celle qui avait prévalu à Nantes.

Engels consacra au sujet un article d'une très grande importance qui fut publié dans la revue «*Neue Zeit*» en novembre 1894. Cet article est publié dans une traduction pas très exacte dans la revue stalinienne «*Cahiers du communisme*» de novembre 1955. Les rédacteurs de la publication disent dans leur présentation du texte qu'ils ont trouvé chez un arrière-neveu de Marx (comme on

sait Lafargue était le gendre de celui-ci) une correspondance très intéressante d'Engels avec Lafargue. Engels ne cache pas ses critiques et leurs formulations sont vraiment importantes; on ne peut que s'étonner de la désinvolture des staliniens qui présentent un matériel historique qui les frappe directement (2)!

Non sans une certaine amertume malgré son ton serein, le vieil Engels dit à Lafargue: vous, les **révolutionnaires intransigeants** d'autrefois, vous tendez un peu plus que les allemands vers l'opportunisme. Dans une lettre ultérieure Engels tient à souligner qu'il a écrit l'article critique dans un esprit amical, mais il n'hésite pas à répéter: *«vous vous êtes laissés entraîner un peu trop loin sur la pente opportuniste»*. Ces citations sont aussi utiles pour établir à quand remonte la terminologie utilisée dans nos discussions, à laquelle nous avons toujours accordé la plus grande importance. Avant la mort d'Engels, les marxistes de gauche (qui en 1882 s'étaient séparés au congrès de Roanne des «possibilistes», partisans de l'entrée dans des ministères bourgeois) s'appelaient révolutionnaires intransigeants, comme s'appelait dans la première décennie du siècle la fraction de gauche du parti socialiste italien, opposée au réformisme de Turati et au possibilisme de Bissolati, et d'où naquit le Parti Communiste à la suite d'une sélection ultérieure.

SOCIALISTES ET PAYSANS À LA FIN DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

L'étude d'Engels est précédée d'un tableau de la situation générale de la population agricole d'Europe à cette époque. Les partis bourgeois avaient toujours pensé que le mouvement socialiste se développait seulement parmi les ouvriers industriels des villes, et ils s'étonnaient alors que la question paysanne soit à l'ordre du jour de tous les partis socialistes existants. La réponse d'Engels est celle qui s'impose à chaque pas, par exemple quand nous avons montré qu'en plein vingtième siècle les questions sociales des pays de couleur et non développés industriellement ne peuvent être enfermées dans un strict dualisme capitalistes-prolétaires; mais le marxisme doit toujours et partout avoir des réponses de doctrine et d'action pour tout le cadre pluriclassiste et non biclassiste de la société.

Engels ne peut trouver que deux

Le mot *opportuniste* que beaucoup de jeunes croient avoir été inventé par Lénine dans son impétueuse bataille au moment de la première guerre mondiale, a été en réalité utilisé par Marx et Engels dans leurs écrits. A plusieurs reprises nous avons fait remarquer qu'il n'est pas des plus heureux du point de vue sémantique parce qu'il conduit à l'idée d'un jugement d'ordre moral et non à un jugement socialement déterministe. Cependant le mot a désormais des droits historiques et pour nous tous il exprime la lie et la boue par rapport au marxisme sain.

Dans cette lettre écrite pour «ménager» un peu le révolutionnaire insoupçonnable Lafargue, Engels nous en donne une définition tranchante comme une épée. La phrase: vous vous êtes mis sur la pente opportuniste, est suivie des mots: *«A Nantes vous étiez en train de sacrifier l'avenir du Parti au succès d'un jour»*. La définition peut rester lapidaire: **est opportuniste la méthode qui sacrifie l'avenir du Parti au succès d'un jour**. Honte à tous ceux, alors et par la suite, qui l'ont pratiquée!

Il est temps d'en venir à la substance de la question et au texte d'Engels. Ce dernier concluait qu'il était encore temps pour les Français de s'arrêter sur cette pente opportuniste, et il espérait que son article y contribue. Mais où en sont arrivés les Français (et les Italiens) en 1958?

seules exceptions à la présence fondamentale d'une grande classe de paysans qui ne sont ni des salariés ni des entrepreneurs: la Grande-Bretagne proprement dite et la partie de la Prusse à l'est de l'Elbe. Ce n'est que dans ces deux régions que la grande propriété terrienne et la grande industrie agricole ont totalement liquidé le petit paysan travaillant pour son propre compte. Notons que même dans ces deux cas exceptionnels, le tableau comporte **trois** classes (comme chez Marx même quand il traite de la société bourgeoise **modèle**): salarié urbain ou rural, entrepreneur capitaliste industriel ou agraire, propriétaire de la terre selon le mode bourgeois, et non féodal.

Dans les autres pays, pour Engels comme pour tous les marxistes, *«le paysan est un facteur fort important de la population, de la production et du pouvoir politique»*. Per-

sonne ne peut donc dire: pour moi les paysans n'existent pas, dans le style de cette autre stupidité: pour moi les mouvements des peuples de couleur n'existent pas.

Mais que l'analyse de la fonction de ces classes sociales et l'attitude du parti marxiste envers elles doivent être la copie de celles des partis de la démocratie petite-bourgeoise, c'est là une autre énormité contre laquelle Engels va lancer une de ses «mises au point». Ou plutôt, nous dirons qu'il s'agit d'une autre formulation de la même énormité.

Comme seul un fou pourrait contester le poids des paysans dans la statistique démographique et économique, Engels arrive tout de suite au point scabreux: quel est leur poids en tant que facteur de la lutte politique?

La réponse est évidente: la plupart du temps les paysans n'ont fait preuve que de leur **apathie**, fondée sur l'**isolement** de la vie paysanne. Mais cette apathie n'est pas un fait sans conséquence: *«elle est le plus grand soutien non seulement du despotisme russe, mais aussi de la corruption parlementaire de Paris et de Rome»*. Ce n'est pas nous qui avons mis Rome là, mais Engels, il y a bel et bien 64 années de cela.

Engels montre que depuis qu'est né le mouvement ouvrier des villes, les bourgeois n'ont jamais hésité à chercher à exciter contre lui les paysans propriétaires, en présentant les socialistes comme ceux qui abolissent la propriété; et les propriétaires terriens ont fait de même, en feignant d'avoir un bastion commun à défendre avec le petit paysan.

Est-ce que, dans sa lutte pour le pouvoir politique, le prolétariat industriel doit accepter comme inévitable que toute la classe paysanne soit une alliée active de la bourgeoisie à renverser? Engels introduit le point de vue marxiste sur la question en affirmant immédiatement qu'une telle perspective doit être repoussée et qu'elle est aussi peu utile à la cause révolutionnaire que celle selon laquelle le prolétariat ne peut vaincre qu'après la disparition de toutes les classes intermédiaires.

En France, comme les oeuvres classiques de Marx l'ont montré de façon inégalable, l'histoire a enseigné que les paysans ont toujours pesé de tout leur poids pour faire pencher la balance du côté opposé à celui de la classe ouvrière, du premier au second Empire et contre les

Le programme révolutionnaire

révolutions parisiennes de 1831, 1848-49 et 1871.

Comment donc modifier un tel rapport de force? Que faut-il dire et promettre aux petits paysans? On est là en plein coeur du problème agraire. Mais le but de l'exposé d'Engels, c'est d'écarter comme anti-marxiste et con-

tre-révolutionnaire toute défense conservatrice de la petite propriété. Qu'aurait dit le grand et vieux Friedrich si quelqu'un était venu proposer, comme on le fait aujourd'hui en France et en Italie, d'étendre à toute la population rurale la propriété de toute la terre travaillée?

PROGRAMMES FRANÇAIS

En 1892, au congrès de Marseille, le parti ouvrier français avait déjà ébauché un programme agraire (c'était l'année où en Italie avait lieu la séparation d'avec les anarchistes et où naissait à Gênes le parti socialiste italien).

Ce premier programme est moins sévèrement condamné par Engels que celui de Nantes, du fait que le second, comme nous allons le voir, fit violence aux principes théoriques dans le but de promouvoir l'appui du parti aux intérêts immédiats des petits paysans. A Marseille le parti s'était limité à indiquer les objectifs pratiques de l'agitation parmi les paysans (on était alors partisan de la fameuse distinction entre programme **maximum** et programme **minimum** qui conduisit par la suite à toute la crise historique des partis socialistes). Engels releva que pour les petits paysans - parmi lesquels on considérait alors surtout les fermiers plus que les travailleurs propriétaires - ces objectifs étaient tellement modestes que d'autres partis les avaient avancés et que beaucoup de gouvernements bourgeois les avaient réalisés: associations pour l'achat de machines agricoles et d'engrais, location de machines par les communes rurales avec l'aide de l'Etat pour constituer un parc, interdiction de la saisie de la récolte sur pied par le propriétaire, révision du cadastre, etc.

Engels accorde encore moins d'intérêt aux revendications pour les salariés agricoles; certaines sont évidentes parce qu'elles sont les mêmes que pour les ouvriers de l'industrie, comme le salaire minimum, d'autres sont tolérables, comme la formation sur les terrains communaux de coopératives agricoles de production.

Toutefois ce programme procura au parti un succès notable lors des élections de 1893, au point qu'on voulut, à la veille du congrès, aller plus loin dans la voie des revendications pour les paysans. «On sentait bien cependant que l'on s'aventurerait là sur un terrain dangereux», et

l'on voulut le faire précéder par des considérations théoriques montrant qu'il n'y avait pas de contradiction entre le programme maximum socialiste et la protection du petit paysan, y compris dans son droit de propriétaire! C'est là qu'Engels, après avoir cité les considérants du programme, fait porter toute sa critique. On cherche, dit-il, «à montrer que les principes du socialisme demandent que l'on protège la petite propriété contre la ruine dont la menace le mode de production capitaliste, **bien que l'on voie parfaitement que cette ruine est inévitable**».

Le premier considérant affirme qu'aux termes mêmes du programme général du parti les producteurs ne seront libres que lorsqu'ils seront en possession des moyens de production. Selon le second considérant, si, dans le domaine industriel, on peut prévoir la restitution des moyens de production aux producteurs sous forme collective ou sociale, dans le domaine agricole, au moins en France, le moyen de production, la terre, est

possédé dans la plupart des cas à titre individuel par le travailleur.

Selon le troisième considérant la propriété paysanne «est fatalement appelée à disparaître», mais «le socialisme» n'a pas à «précipiter cette disparition, son rôle n'étant pas de séparer la propriété et le travail, mais au contraire de réunir dans les mêmes mains ces deux facteurs de toute production».

Dans le quatrième considérant il est dit que, de même que les implantations industrielles doivent être enlevées aux capitalistes privés pour être données aux travailleurs, de même les grands domaines fonciers doivent être donnés aux prolétaires agricoles; et par conséquent il est le devoir, toujours du «socialisme», de «maintenir en possession de leurs lopins de terre, contre le fisc, l'usure et les envahissements de nouveaux grands propriétaires fonciers, les propriétaires cultivant eux-mêmes leur terre».

Le cinquième considérant est celui qu'Engels trouve le plus scandaleux: si les premiers font une terrible confusion doctrinale, celui-ci anéantit carrément le concept de lutte des classes: «il y a lieu d'étendre cette protection aux producteurs qui, sous le nom de fermiers et de métayers, font valoir les terres des autres, et qui, s'ils exploitent des journaliers, y sont en quelque sorte contraints par l'exploitation dont ils sont eux mêmes victimes».

CONCLUSION LAMENTABLE

De ses prémisses malheureuses découle le programme pratique qui est «destiné à coaliser dans la même lutte contre l'ennemi commun, la féodalité terrienne, tous les éléments de la production agricole, toutes les activités qui, à des titres divers, mettent en valeur le sol national». Ici, comme Engels le démontre, malgré son souci évident de ne pas traiter d'ânes des militants qui de longue date se disent marxistes, c'est toute la perspective historique qui est jetée en l'air; dans la France de 1894 les féodaux éliminés un siècle plus tôt par la grande révolution, sont ainsi confondus non pas tant avec les entrepreneurs capitalistes, les industriels de l'agriculture, à qui (que notre lecteur attentif se rappelle ce que nous avons toujours reproché aux traîtres pseudo-communistes actuels italiens) sont lancés des appels à entrer dans

la grande coalition, parce que par leur activité ils mettent en valeur la terre (!); mais avec les **propriétaires terriens bourgeois** qui ne gèrent pas l'entreprise agricole mais vivent de la rente payée par de petits fermiers ou de grands métayers. Cette troisième classe du schéma marxiste de la société capitaliste n'a rien à voir avec l'antique noblesse féodale; elle a acheté ses biens fonciers avec de l'argent et elle peut la vendre étant donné que «la révolution bourgeoise a fait de la terre un article de commerce», alors que la classe féodale avait un droit inaliénable non seulement sur la terre mais aussi sur les travailleurs qui y vivaient. Engels rappelle à ces disciples maladroits que contre cette classe féodale il y eut une coalition «pendant un certain temps et pour des buts bien définis»; mais il est clair que de ce bloc historique, dont l'épo-

que était lointaine en France mais qui était encore actuelle dans la Russie de 1894, même les «maîtres bourgeois de la terre» faisaient partie.

Cette erreur pestilentielle suffoque encore aujourd'hui l'horizon prolétarien en Europe par la faute de l'opportunisme stalinien triomphant. Il ne faut pas chercher les armes doctrinales pour en combattre les conséquences catastrophiques dans l'évolution historique depuis 1894, mais dans l'arsenal toujours valide qu'utilisait Engels.

Cette politique agraire résolument *bloccarde* tue la lutte des classes, et comme elle est conduite par le parti qui regroupe les travailleurs des usines, elle la tue aussi au bénéfice des capitalistes industriels. Tant que ce que ces partis éléphantiques qui la pratiquent ne se seront pas désintégrés, elle est la garantie de survie de la forme sociale bourgeoise.

Mais restant à la partie doctrinale avant d'aborder la partie politique, il faut faire une autre remarque bien plus pessimiste mais qu'il serait vain d'omettre: aujourd'hui, à la différence de 1894, l'opportunisme n'est plus

une menace; il a englouti toutes les énergies de la classe ouvrière. Presque tous les groupes qui s'opposent aux énormes partis staliniens ou post-staliniens et qui s'en sont séparés – ce qui ferait espérer que la désagrégation dont nous avons parlé a déjà commencé – montrent qu'ils ont sur le «contenu du socialisme» des idées encore plus **non-marxistes** que celles du programme de Nantes (puisque nous sommes en France nous pouvons citer le groupe *Socialisme ou Barbarie*). Nous les appellerions **anti-marxistes** si nous n'étions pas en présence du langage serein de Friedrich Engels, qui évidemment savait d'expérience, et à la suite des nombreuses et drues réprimandes du père Marx, que les Français n'aiment pas être *choqués*, ni même *froissés*. Dans le premier cas ils font la grimace d'un d'Artagnan, dans le deuxième, d'un Talleyrand. Prudence donc, pour qui se souvient d'une plaisanterie du deuxième congrès de l'Internationale Communiste à Moscou: *Frossard* (un précurseur mondial du non-marxisme) *a été froissé* (3). Et celui qui avait osé faire ça s'appelait Lénine!

servation de la possession individuelle des moyens de production par le producteur ne peut figurer comme objectif dans le programme socialiste. Et il ajoute: ceci non seulement dans l'industrie où le terrain est déjà préparé, mais en général aussi dans l'agriculture».

C'est là une thèse fondamentale qui se trouve dans tous les textes classiques du marxisme. Sauf à se déclarer ouvertement révisionniste, le parti prolétarien ne peut jamais défendre et protéger cette réunion à titre individuel, parcellaire, du travailleur avec les moyens de son travail. Le texte que nous étudions ici le répète presque à chaque phrase.

Engels conteste en outre le concept exprimé par la formule erronée sur la «liberté» des producteurs. Celle-ci n'est en effet pas assurée par ces formes hybrides congénitales à la société actuelle dans lesquelles le producteur possède la terre et une partie de ses instruments de travail. Dans l'économie actuelle, tout ceci est bien précaire et pas du tout garanti pour le petit paysan. La révolution bourgeoise lui a sans aucun doute donné les avantages tirés de la dissolution des liens féodaux, de la servitude personnelle qui le forçait à céder une partie de son temps de travail ou une partie de ses produits. Mais cela ne lui a pas garanti qu'une fois obtenue la propriété de son lopin de terre, il ne puisse en être séparé de cent manières, qu'Engels énumère dans la partie concrète du programme, mais qui sont inséparablement liées à l'essence même de la société capitaliste: impôts, hypothèques, destruction de l'industrie domestique rurale, saisies, jusqu'à l'expropriation. Aucune mesure légale (réforme) ne peut éviter que le paysan, en toute spontanéité, se vende *corps et âme* avant de mourir de faim. La critique devient ici virulente:

«Votre tentative de protéger le petit paysan dans sa **propriété** ne protège pas sa **liberté**, mais simplement la forme particulière de sa **servitude**; elle prolonge une situation dans laquelle il ne peut ni vivre ni mourir!»

SÉRIE DE FORMULES FAUSSES

Les formules fausses sont très utiles pour clarifier le véritable «contenu» du programme révolutionnaire moderne. Les idéologies sociales antiques avaient une forme *mystique*, ce qui ne les empêchait pas d'être un condensé de l'expérience de l'espèce humaine de la même nature que celle, plus développée, à laquelle elle est parvenue à l'époque capitaliste et dans la lutte pour la dépasser. Nous pouvons dire que les vieilles mystiques se présentaient sous la forme respectable d'une série de thèses affirmatives. La *mystique* moderne, qui régit l'action des forces destructrices de la société actuelle, s'exprime plutôt dans une série de thèses **négatives**. Le degré de conscience de l'avenir, auquel seul le parti révolutionnaire et non l'individu peut arriver, s'énonce - du moins aussi longtemps que la société sans classes ne sera pas un fait accompli - de façon plus expressive dans une série de règles du type: il ne faut pas dire ceci, il ne faut pas faire cela.

Nous espérons présenter sous une forme modeste et accessible un résultat élevé et plutôt ardu. Dans ce but, il sera bon, sous la direction d'Engels, un maître en la matière, de

décortiquer les formules fausses des considérants de Nantes.

Engels commence par dire, à propos du premier considérant, qu'il n'est pas juste de faire découler de notre programme général la formule suivante: «les producteurs ne seront libres que lorsqu'ils seront en possession des moyens de production». Le programme français ajoutait aussitôt que cette possession n'est possible que sous la forme individuelle qui n'a jamais été générale et que le développement industriel rend toujours plus impossible; ou sous la forme commune dont les conditions ont été données avec l'instauration de la société capitaliste. Le seul objectif du socialisme, dit donc Engels, est la possession commune des moyens de production après leur conquête collective. Pour Engels il est important d'établir ici qu'aucune conquête ou con-

LE MIRAGE ILLUSOIRE DE LA LIBERTÉ

Nous aurons moins d'égards que le grand Engels pour dénoncer la formule malsaine du premier considérant qui, à partir d'une erreur initiale conduit à une erreur plus grande encore; c'est que nous n'avons pas devant

nous un Paul Lafargue chez qui le marxisme s'était un moment assoupi et qu'il fallait remettre sur le droit chemin, mais une bande répugnante de traîtres et de défaitistes dont les âmes sont déjà damnées. A la question: à

Le programme révolutionnaire

quel moment les producteurs seront-ils libres? Lafargue répond: quand ils ne seront plus séparés de leur outil de travail. Sur cette pente il arrive à idéaliser une société impossible et misérable de petits paysans et artisans qu'Engels ne se prive pas de qualifier d'objectif réactionnaire, parce qu'une telle société serait plus rétrograde que celle composée de prolétaires et de capitalistes. Mais l'erreur, complètement métaphysique et idéaliste, rompant avec toute perspective historique, matérialiste et déterministe, consiste à prétendre, comme le professent aujourd'hui beaucoup de gens «de gauche» des deux côtés de l'Atlantique, que le socialisme consisterait dans la libération individuelle du travailleur. Cela revient à enfermer certains théorèmes économiques dans les limites d'une philosophie de la liberté.

Nous rejetons ce point de départ: il est stupidement bourgeois et il ne

peut conduire à autre chose qu'à la dégénérescence dont les staliniens nous donnent le spectacle dans le monde entier. La formulation ne serait pas meilleure si l'on parlait de libération collective des producteurs. Il s'agirait en effet de définir les limites de cette collectivité et c'est là que s'effondrent tous les immédiatistes, comme nous le verrons par la suite. Cette limite est si vaste qu'elle doit englober l'industrie et l'agriculture, et toute forme d'activité humaine en général. Quant cette activité, dans un sens beaucoup plus large que la seule production, terme lié à la société mercantile, ne connaîtra plus de limite dans sa dynamique collective, ni de limite temporelle entre les générations, il sera évident que le postulat de la Liberté faisait partie de l'idéologie bourgeoise transitoire et caduque, autrefois explosive mais aujourd'hui anesthésiante et trompeuse.

PROPRIÉTÉ ET TRAVAIL

Le malheureux troisième *considérant* croit se baser sur quelque chose d'évident en écrivant que la tâche du socialisme est de réunir et non de séparer, la propriété et le travail. Engels ne voulait pas être trop méchant, mais il lui faut réaffirmer que «*sous cet aspect général, ce n'est pas là le rôle du socialisme; bien au contraire, il consiste à remettre les moyens de production aux producteurs à titre collectif*». Si l'on perd cela de vue, dit Engels, il est clair qu'on arrive à imposer au socialisme «*de faire ce qu'on a déclaré impossible dans le paragraphe précédent*», à savoir maintenir la petite propriété paysanne, après avoir écrit qu'elle est «*fatalement appelée à disparaître*».

Ici aussi il faut creuser davantage, en ayant bien présents à l'esprit les travaux de Marx-Engels et toute notre doctrine. La question de la «séparation» n'est pas une question métaphysique, mais historique. Ce serait un pur enfantillage de dire: la bourgeoisie a séparé la propriété du travail, donc, nous, pour la faire enrager, nous allons les réunir. Le marxisme n'a jamais décrit dans la révolution et dans la société bourgeoises un processus de séparation de la propriété et du travail, mais un processus de séparation des **hommes** qui travaillent des **conditions** de leur travail. La propriété est une catégorie historico-juridique; la dite séparation est un rapport entre des éléments matériels bien réels, d'un

côté les hommes qui travaillent, de l'autre la possibilité d'avoir accès à la terre et d'utiliser les outils de travail. Le servage féodal et l'esclavage avaient uni ces éléments d'une façon très simple, en les enfermant tous deux dans un même camp de concentration d'où la classe dominante tirait la part des produits (autre élément physique bien concret) qui lui plaisait.

La révolution bourgeoise fit voler cette enceinte en éclats et dit aux travailleurs: vous êtes libres de sortir, puis elle la referma, réalisant cette **séparation** dont nous parlons. La classe dominante monopolisa les conditions pour entrouvrir les fils de fer barbelés et permettre la production, en s'emparant de tout le produit: les serfs qui s'étaient enfuis vers la faim et l'impuissance en sont encore à louer le miracle de la Liberté!

Le socialisme veut interdire à qui que ce soit, individu, groupe, classe

ENTREPRISE INDUSTRIELLE ET ENTREPRISE AGRICOLE

Le quatrième *considérant* glisse dans le piège de la défense de la petite parcelle agricole après avoir tracé un parallèle entre les grandes industries qui «*doivent être arrachées à leurs propriétaires oisifs*» (pourtant pas si oisifs que ça à l'époque des «Maîtres des forges») et les *grands domaines* qui doivent être remis aux prolétaires agricoles «*sous forme collective ou sociale*». Plus loin Engels fait de fa-

çon bien différente la comparaison entre l'expropriation socialiste et révolutionnaire du patron d'usine et celle du propriétaire agricole.

ou Etat, la possibilité de tendre des fils de fer barbelés; mais cette perspective ne peut se traduire dans le mot d'ordre absurde de réunir à nouveau le travail et la propriété! Elle signifie la fin, l'élimination de la propriété bourgeoise et du travail salarié, la dernière et la pire des servitudes.

Quand ensuite le programme de Nantes dit que le travail et la propriété sont les deux facteurs de la production, dont la séparation engendre la servitude et la misère, il tombe dans une erreur encore plus énorme. La propriété, facteur de production! Ici le marxisme est non seulement oublié, mais complètement renié. Même en ce qui concerne la description du mode de production capitaliste, la thèse centrale du marxisme est qu'il n'existe qu'**un seul facteur** de la production, le travail humain. La propriété de la terre, des instruments ou des établissements, **n'est pas** un facteur de production. Les considérer ainsi serait retomber dans la formule trinitaire, réfutée par Marx dans le troisième volume du *Capital*, selon laquelle il y aurait trois sources à la richesse: la terre, le capital et le travail. Cette doctrine grossière justifiait de cette façon les trois formes de revenu: la rente, le profit et le salaire. Le parti socialiste et communiste est la forme historique en lutte contre la domination de la classe capitaliste dont la doctrine prétend que le capital est un facteur de production au même titre que le travail. Mais pour trouver la doctrine qui soutient le troisième terme, la **terre** comme facteur de production, il faut remonter plus en arrière, plus loin que Ricardo, jusqu'aux physiocrates de l'époque féodale, dont la théorie constituait précisément la justification historique de la domination féodale exécrée!

D'un point de vue marxiste, c'est donc une grave hérésie que de réunir la terre et le travail, et cela qu'il s'agisse du travail individuel ou du travail collectif.

En plus de ne pas approfondir la distinction essentielle, à peine effleurée, entre la gestion «collective» et la gestion «sociale», le programme de Nantes passe sous silence la distinction tout aussi importante entre grand domaine ou grande propriété terrien-

ne, et grande entreprise agricole. Quand la production s'accomplit sous la forme d'une exercice technique unique et par des travailleurs salariés, il n'y a aucune raison de ne pas traiter cette unité productive de la même façon que l'usine de Krupp, pour reprendre l'exemple d'Engels - y compris quand une partie du salaire est payée en nature, forme que Marx définissait comme un vestige moyenâgeux et que les «marxistes» togliattiens italiens protègent pour mieux enchaîner les prolétaires agricoles à la sale forme de la petite propriété parcellaire.

Mais la difficulté surgit quand nous sommes en présence d'une grande propriété rurale appartenant à un seul propriétaire, mais morcelée en un grand nombre de petites exploitations familiales autonomes de fermiers ou de métayers. Dans ce cas l'expropriation ne revêt pas le même caractère historique que celle de la grande industrie centralisée; au contraire, si des formes féodales subsistent encore, comme dans la Russie de 1917, elle se réduit à une libération des serfs de la glèbe qui ne dépasse pas encore l'infériorité de la division parcellaire. En régime bourgeois bien établi, comme dans la France de la fin du dix-neuvième siècle, la formule programmatique, selon Engels, ne doit pas se limiter à la transformation en «libres» travailleurs propriétaires des fermiers soumis à des redevances en nature ou en argent; il faut au contraire avancer résolument comme objectif des paysans susceptibles d'être acceptés dans les partis socialistes ou d'être sous leur influence, la formation de coopératives de production agricole à gestion unitaire, forme elle aussi transitoire dans la mesure où elle devra tendre peu à peu à «l'institution de la Grande coopérative nationale de production».

Cette formule est utilisée par Engels pour stigmatiser avec la sévérité voulue toute insertion dans le programme, même immédiat, de la perspective du partage de la grande propriété agricole entre les paysans pour la réduire à des entreprises parcellaires ou familiales.

Il faut ajouter ici, en ligne avec les textes marxistes, quelques éléments sur l'objectif du programme socialiste. La gestion collective d'entreprises déjà unifiées sous le patronat bourgeois peut être conçue comme un expédient transitoire quand il s'agit de la collectivité des travailleurs de ces entreprises. Mais cette considération ne doit pas laisser croire que le socialisme se

réduirait au remplacement de la propriété patronale ou capitaliste de l'usine (propriété déjà collective dans les sociétés anonymes) par une **propriété collective** ouvrière.

Dans la formule socialiste correcte on ne trouve pas le mot de propriété, mais celui de possession, de prise de possession des moyens de production, et plus exactement encore d'exercice, de gestion, de direction, dont il s'agit de préciser quel est le sujet. L'expression gestion sociale est préférable à celle de gestion coopérative, alors qu'une «propriété coopérative» serait non socialiste et complètement bourgeoise. L'expression gestion **nationale** fait référence à l'hypothèse selon laquelle l'expropriation des installations et du sol serait possible dans un pays et pas dans un autre; mais elle évoque la gestion étatique qui n'est rien d'autre qu'une propriété capitaliste de l'Etat sur les entreprises.

Pour rester encore dans le domai-

ne de l'agriculture, nous voulons établir ici que dans le programme communiste la terre et les moyens de production doivent revenir à la **société** organisée sur de nouvelles bases qui ne sont plus la production de marchandises. La terre et les installations rurales reviennent donc à l'ensemble de tous les travailleurs, de la campagne comme des usines, de la même façon que les installations industrielles. C'est ainsi qu'il faut lire Marx quand il parle de l'abolition de la différence entre la ville et la campagne et du dépassement de la division sociale du travail, ces fondements de la société communiste. Les anciennes formules d'agitation, telles que «la terre aux paysans», «les usines aux ouvriers», du genre de celles encore plus stupides de «les navires aux navigants», trop utilisées il n'y a encore pas si longtemps, ne sont qu'une triste parodie du formidable potentiel du programme révolutionnaire marxiste.

LA SUPRÊME ABERRATION

Avant de chercher dans d'autres textes de Marx la lointaine anticipation des principes que nous avons rappelés, concluons notre longue paraphrase de l'étude d'Engels. Laissons de côté sa critique profonde des mesures réformatrices de détail adoptées à Nantes, qui, ou bien étaient impossibles à réaliser, ou bien auraient ramené les paysans dans les conditions qui avaient provoqué leur misère et leur abrutissement en France et ailleurs, le levier avec lequel on voulait les mettre en mouvement étant vraiment mal appliqué; ce qui nous intéresse, parce que c'est d'une actualité brûlante, c'est son indignation devant le dernier des cinq considérants, celui qui attribue au parti le devoir de venir au secours même des fermiers et des métayers qui exploitent des ouvriers salariés!

Nous sauterons également la partie finale consacrée à l'Allemagne où par chance le parti n'avait pas commis les mêmes erreurs, dans laquelle Engels démontre qu'il faut s'appuyer sur les paysans sans terre de l'est, demi-serfs des boyards prussiens, plutôt que sur la paysannerie de l'ouest, privée de tout potentiel révolutionnaire.

Nous regrettons de ne pas avoir trouvé dans ce texte de référence à l'Italie où le parti conduisait alors avec un grand esprit de classe et sous les formes les plus violentes la lutte des journaliers agricoles contre les gros

métayers bourgeois, comme en Romagne et dans les Pouilles, réalisant ce qu'Engels présentait comme le résultat souhaité: les salariés agricoles dans le parti socialiste, les fermiers et les métayers dans le parti petit-bourgeois, qui était dans ce pays le parti républicain. Alors qu'aujourd'hui les «communistes» font ce qui était effrontément programmé en France en 1894 comme nous l'avons vu: l'étranglement de la lutte de classe des travailleurs salariés embauchés par les paysans moyens et les fermiers.

Les paroles d'Engels valent pour les traîtres d'aujourd'hui:

«Nous voici sur un terrain bien étrange. Le socialisme combat tout spécialement l'exploitation du salariat. Et là on vient nous déclarer que le devoir impérieux du socialisme est de protéger les fermiers français lors qu'ils "exploitent les journaliers" – je cite textuellement! Et ce, parce qu'ils sont en quelque sorte contraints par "l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes»!

Comme il est agréable et facile de se laisser glisser, dès qu'on s'est mis dans cette position fautive! [Ô vieil Engels, vous ne pouviez pas imaginer jusqu'ou irait cette soif du succès démagogique et de la trahison]. Et si les paysans allemands grands et moyens venaient prier les socialistes français d'intercéder en leur faveur auprès du Comité directeur du

Le programme révolutionnaire

Parti Socialiste allemand pour que le parti les protège lorsqu'ils exploitent leurs domestiques, en rappelant "l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes" de la part des usuriers, des spéculateurs en blé et des marchands de bestiaux, – que leur répondront-ils? Et qui les garantit que nos grands propriétaires fonciers ne leur enverront pas aussi le comte Kanitz [représentant au Reichstag allemand des propriétaires fonciers] (...), pour leur demander la protection socialiste dans l'exploitation des ouvriers agricoles, en se fondant sur "l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes" de la part des usuriers de la bourse, de la rente ou du blé?».

Nous pouvons terminer avec une dernière citation sur les paysans et l'appartenance au parti, qui est véritablement une règle à ne pas oublier.

UN GRAND ENSEIGNEMENT DE MARX

Nos camarades français nous ont apporté à Turin un texte de Marx dont la publication était accompagnée de la note suivante: «Ce texte a été trouvé sous forme de manuscrit dans les archives de Marx après sa mort. Il s'agit de remarques que Marx avait l'intention d'ajouter à une étude sur la nationalisation de la terre qu'il avait entrepris de faire à la demande d'Applegarth, un membre anglais du Conseil général de la première Internationale (...). L'étude de Marx sur la nationalisation de la terre dans laquelle devaient s'incorporer ces fragments n'a pas été retrouvée jusqu'ici». Le titre de l'extrait est: «A propos de la nationalisation de la terre» (4).

Cet exposé magistral vient soutenir ce que nous n'avons cessé modestement de répéter, à savoir que le marxisme ne projette pas de modifier les formes de propriété, mais nie radicalement l'appropriation du sol. Nous commencerons par en citer un passage théoriquement moins ardu.

«L'un de nos amis disait au congrès internationale de Bruxelles, en 1868: "La petite propriété terrienne est condamnée par le verdict de la science; la grande propriété, par le verdict de la justice. Il n'y a plus qu'une alternative: le sol doit devenir la propriété d'associations rurales, ou la propriété de toute la nation. L'avenir en décidera."»

Je dis [c'est Marx qui parle] au contraire: le mouvement social conduira à la décision que le sol ne peut

«Je nie carrément que le parti ouvrier d'un quelconque pays doive admettre dans ses rangs, outre les propriétaires ruraux et les petits agriculteurs, les paysans gros ou moyens, ou encore les fermiers des grands biens, les éleveurs de bestiaux et les autres capitalistes qui font valoir le sol national!»

«Si, dans notre parti, nous pouvons admettre des individus de toute classe de la société, nous ne pouvons tolérer des groupes d'intérêts capitalistes ou moyens paysans ou moyens bourgeois».

Voilà comment on défend le parti, sa nature, sa doctrine sur laquelle on ne peut transiger, son avenir révolutionnaire! Et voilà pourquoi le parti est la seule forme capable de préserver de la dégénérescence la lutte de classe du prolétariat urbain et rural de tous les pays.

être que la propriété nationale. Abandonner le sol à des travailleurs ruraux associés, ce serait exclusivement remettre la société entre les mains d'une classe particulière de producteurs».

Le contenu de ce bref passage est gigantesque. Tout d'abord il démontre qu'il n'est pas dans la tradition marxiste d'évacuer les questions difficiles en les renvoyant aux révélations et aux décisions de l'histoire future. Dès ses débuts le marxisme connaît sans l'ombre d'un doute, et énonce de manière explicite, les caractéristiques fondamentales de la société future.

En second lieu, les termes *national*, *propriété nationale*, ne sont utilisés ici que dans le but d'une dialogue socratique avec l'interlocuteur. Dans les thèses positives, on parle de transfert et non de propriété, et non plus de la nation, mais *de toute la société*.

Enfin, il est possible de développer la présente **proposition**, magistrale au sens le plus élevé du terme, de la façon conséquente suivante: l'affirmation selon laquelle l'abolition de la disposition d'un secteur des moyens de production par une classe de propriétaires privés, ou une minorité d'oisifs, non producteurs, n'est pas correcte; celui-ci demande en réalité qu'aucune branche de la production reste entre les mains d'une seule classe et non de toute la société

humaine, **mêmes' ils' agit de producteurs**. La terre ne reviendra donc pas à des **associations de paysans**, ni à la **classe paysanne**, mais à la **société toute entière**.

C'est la condamnation implacable de toutes les déformations immédiatistes que depuis bien longtemps nous traquons sans répit, y compris chez des prétendus révolutionnaires de gauche.

Ce théorème marxiste réfute tous les communalismes, tous les syndicalismes comme toutes les défenses de l'entreprise (voir notre rapport à la réunion de la Pentecôte de l'année dernière sur les *Fondements du Communisme révolutionnaire*), parce que ces programme surannés, irrémédiablement vieilliss, «distribuent» les énergies indivisibles de la société prise comme un tout, à des groupes limités.

Cependant avant même cela, cette énonciation fondamentale annule toutes les définitions staliniennes ou post-staliniennes – comme ils voudront, selon le vent qui les fait tourner – de *propriété socialiste* dans l'agriculture où les regroupements kolkhoziens se sont vus remettre, en tant que *classe particulière de producteurs*, toute la société, la vie matérielle de toute la société.

Du reste, la remise de toutes les entreprises industrielles à l'Etat, tel qu'il existe aujourd'hui en Russie, ne mérite pas non plus le nom de socialisme. Cet Etat, qui pour les mêmes raisons remet ces entreprises à des «groupes particuliers de producteurs» par entreprise ou par province, n'est plus un représentant historique de la société intégrale, *aclassiste*, de demain. Un tel caractère ne se réalise et ne se conserve que sur le plan de la théorie politique, grâce à la forme parti, que tout immédiatisme foule brutalement aux pieds, alors qu'elle seule peut conjurer la peste opportuniste.

Mais revenons brièvement au texte de Marx; il va nous démontrer que toute attribution de propriété et même toute attribution matérielle de la terre à des groupes restreints, barre la route qui mène au communisme.

«La nationalisation de la terre opérera un changement complet dans les rapports entre le travail et le capital et finalement elle en finira avec la forme capitaliste de production dans l'industrie comme dans l'agriculture. C'est alors seulement que les différences et les privilèges de classe disparaîtront, en même temps que la base économique sur laquelle ils re-

posent, et la société se transformera en une association de “producteurs” (notons que les guillemets sont de Marx, et que *une* doit se lire: **unique**) (5). *Vivre du travail d’autrui sera une attitude du passé. Il n’y aura plus de gouvernement ni d’Etat, en opposition à la société elle-même!*».

Avant de développer encore une fois ces principes essentiels, immuables et jamais amendés, prenons acte

MARX ET LA PROPRIÉTÉ DE LA TERRE

Dans son texte, Marx définit le programme des communistes sous deux aspects. Du point de vue historique et économique il faut soutenir la grande entreprise agricole, pour laquelle on emploie souvent le terme de grande propriété, contre la petite entreprise et la petite propriété. De plus, le programme communiste comporte la disparition, ou, comme il est dit habituellement de façon moins exacte, l’abolition, de toute forme de propriété de la terre, ce qui veut dire de tout sujet de la propriété, qu’il soit individuel ou collectif.

Marx ne s’attarde pas sur les habituelles justifications philosophiques et juridiques du rapport de propriété de l’homme sur la terre. Elles se rattachent toutes à la vieille banalité selon laquelle la **propriété** est un prolongement de la **personne**. Ce syllogisme ranci est faux déjà dans sa prémisse implicite: ma personne, mon corps physique, m’appartiennent, sont ma propriété. Nous nions même cette prémisse qui n’est au fond qu’une idée préconçue née des formes très anciennes de l’esclavage où la force s’emparait aussi bien de la terre que des hommes. Si je suis une esclave, c’est que je suis propriété d’autrui, du maître. Si je ne suis pas esclave, je suis propriétaire de moi-même. Cela semble une évidence incontestable mais ce n’est pourtant qu’une sottise.

Au moment de la mutation des structures sociales qui voyait disparaître la forme odieuse de la propriété sur l’être humain, il était logique que la superstructure idéologique – la fameuse Dernière de tous les processus réels! –, au lieu de prévoir la disparition de toutes les formes successives de propriété, ne fasse que ce saut de puce: il n’y avait qu’un simple **changement** du maître de l’esclave, chose à quoi le faible esprit humain était habitué. Hier, d’esclave de Pierre, je devenais esclave de Paul, maintenant je devenais esclave de moi-même...

que Marx n’a jamais hésité à décrire d’une manière précise ce que sera la société communiste, en prenant pour le mouvement révolutionnaire de toute une phase historique une responsabilité illimitée.

C’est le pur métal du premier jet, qui brille sans la gangue des milliers d’incrustations successives, et qui resplendira intact à la lumière de demain.

peut-être pas une si bonne affaire!

Le mode de raisonnement antisocialiste vulgaire est plus stupide que le mythe selon lequel il a existé un premier homme tout seul et qui se croyait roi de la création. Selon la conception biblique, il faudrait admettre en effet qu’avec la multiplication des êtres humains, le système des liens entre l’unique et les autres n’a fait que se renforcer et l’illusoire autonomie du moi se dissiper toujours plus. Pour nous, marxistes, lors de chaque passage de modes de production simples à des modes plus complexes, le réseau des multiples relations entre l’individu et ses semblables augmente, alors que diminuent les conditions couramment désignées par les termes d’autonomie et de liberté. Tout individualisme s’évanouit..

Le bourgeois moderne et athée qui défend la propriété voit l’évolution historique selon son idéologie de classe (dont les débris ne sont aujourd’hui

que le patrimoine des petits-bourgeois et de tant de soi-disant marxistes): il voit tout le processus à l’envers, comme une succession d’étapes d’une ridicule libération de l’individu humain des liens sociaux (alors que même les liens entre l’homme et la nature extérieure ne font historiquement que densifier leur réseau). Libération de l’homme de l’esclavage, libération du servage et du despotisme, libération de l’exploitation!

Dans cette conception opposée à la nôtre, l’individu se libère successivement de ses chaînes et se construit l’autonomie et la grandeur de la Personne! Et bien des gens prennent cette série pour celle révolutionnaire.

Individu, personne et propriété vont bien ensemble: mon corps est à moi, ainsi que ma main; l’outil qui la prolonge toujours plus pour travailler est aussi à moi. La terre est aussi un instrument du travail humain (ce qui est exact). Les produits de ma main et de ses divers prolongements sont aussi à moi: la Propriété est donc un attribut éternel de la Personne.

La contradiction contenue dans ce raisonnement apparaît dans le fait que selon l’idéologie des défenseurs de la propriété de la terre agricole, qui ont précédé les illuministes et les capitalistes, la terre est en soi productrice de richesse avant même que du travail humain y soit appliqué? Comment dès lors le droit de propriété du maître sur la terre est-il devenu ce mystérieux «droit naturel»?

COMMENT MARX RÈGLE LA QUESTION

Invité à se prononcer sur la nationalisation de la terre, Marx liquide d’abord ces arguties philosophiques:

*«La propriété du sol, cette source originelle de toute richesse, est devenue le grand problème dont la solution déterminera l’avenir de la classe ouvrière. Sans vouloir discuter ici tous les arguments avancés par les défenseurs de la propriété privée de la terre – juristes, philosophes, économistes – nous retiendrons d’abord qu’ils masquent le **fait originel** de la conquête sous le voile du “droit naturel”. Si cette conquête a créé un droit naturel pour quelques uns, il suffit alors simplement à ceux qui sont le plus grand nombre de réunir assez de force pour acquérir le droit naturel de reconquête de ce qui leur a été enlevé.*

Dans le cours de l’histoire (Marx veut dire après que les premiers actes

de violence aient créé la propriété sur la terre, qui, elle, était née libre, et fut ensuite commune), *les conquérants s’efforcent, au moyen de lois qu’ils ont eux-mêmes promulguées, de donner une sorte de sanction sociale à leur droit de possession issu originellement de la violence. Enfin le philosophe vient déclarer que ces lois jouissent de l’accord universel de la société. Si la propriété du sol était vraiment fondée sur un pareil consentement universel, elle serait manifestement abolie dès l’instant où elle ne serait plus reconnue par la plus grande partie de la société.*

Laissons cependant de côté le prétendu “droit de propriété”...»

Nous voulons suivre ici la pensée de Marx jusqu’à la négation de toute propriété, c’est-à-dire de tout **sujet** de propriété (individu privé, individus associés, Etat nation et même **société**),

Le programme révolutionnaire

comme de tout **objet** de propriété (la terre dont nous sommes partis, les instruments de travail en général, et les produits du travail).

Comme nous l'avons toujours soutenu, tout cela est contenu dans la formule originelle de la négation de la propriété privée, c'est-à-dire dans la considération de celle-dernière comme une forme caractéristique transitoire dans l'histoire de la société humaine et appelée à disparaître dans le cours actuel.

CONTRE TOUTE PROPRIÉTÉ PARCELLAIRE

Marx prend tout de suite position contre l'exercice de la production agricole dans des entreprises de superficie limitée.

Après ces quelques sarcasmes sur la question philosophique, il poursuit en ces termes:

«Nous affirmons que le développement économique de la société, l'augmentation et la concentration de la population, la nécessité du travail collectif et organisé, ainsi que l'usage des machines et autres inventions dans l'agriculture, font de la nationalisation de la terre une "nécessité sociale" contre lequel tous les discours sur le droit de propriété ne peuvent rien.

Les changements dictés par une nécessité sociale se frayent tôt ou tard un chemin; lorsqu'ils sont devenus un besoin impérieux pour la société, ils doivent être réalisés et la législation est toujours obligée de s'y adapter.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une augmentation de la production journalière, dont les exigences ne peuvent être satisfaites si l'on permet à un petit nombre d'individus de régler la production selon leurs fantaisies ou leurs intérêts privés, ou d'épuiser les ressources de la terre par ignorance. Toutes les méthodes modernes comme l'irrigation, le drainage, la charrue à vapeur, les traitements chimiques, etc., doivent entrer enfin en application dans l'agriculture. Mais les connaissances scientifiques et les moyens techniques dont nous disposons, tels que les machines, etc., ne peuvent donner de bons résultats que si l'on cultive la terre à grande échelle.

Si la culture de la terre à grande échelle – même sous la forme capitaliste actuelle qui dégrade le producteur au rang de simple bête de somme – donne des résultats bien supérieurs

Même du point de vue terminologique, la propriété ne se conçoit que comme **privée**. Pour la terre la chose est plus évidente du fait que l'aspect caractéristique de cette institution est une clôture entourant un domaine qu'on ne franchit pas sans le consentement du propriétaire. Propriété privée signifie que le non-propriétaire est **privé** de la faculté d'entrer. Quel que soit le sujet du droit, personne individuelle ou collective, ce caractère de *privation* demeure.

à ceux obtenus par la culture de parcelles petites et morcelées, ne donnerait-elle pas une gigantesque impulsion à la production si elle était appliquée à l'échelle nationale? Les besoins sans cesse croissants de la population d'un côté, l'augmentation continue des prix des produits agricoles de l'autre, apportent la preuve irréfutable que la nationalisation de la terre est devenue une "nécessité sociale".

La diminution de la production agricole, qui est causée par de mauvais usages individuels, deviendra impossible dès que la culture de la terre sera réalisée sous le contrôle, aux frais et au profit de la nation

LA QUESTION AGRAIRE EN FRANCE

Marx continue en réfutant le lieu commun de la «riche» petite agriculture en France. Ses paroles se passent de commentaires. Le lecteur peut les rapprocher non seulement de l'analyse d'Engels mais aussi de celle de Lénine dont nous avons démontré la stricte orthodoxie dans la question agraire dans notre exposé sur la Russie. «On a fait beaucoup d'allusions à la France; mais son économie de **petits propriétaires paysans** est plus éloignée de la nationalisation de la terre que l'Angleterre avec son économie de **grands propriétaires terriens**. Il est vrai qu'en France la terre est accessible à qui **peut** l'acheter; mais précisément cette possibilité a conduit à sa division en petites parcelles cultivées par des hommes aux moyens dérisoires, comptant avant tout sur leur propre travail physique et celui de leur famille. Cette forme de propriété foncière, avec sa culture de surfaces fragmentaires, non seulement exclut toute utilisation des perfectionnements agricoles modernes, mais fait enco-

toute entière».

Il est évident que ce texte est un écrit de propagande qui s'adresse à des gens qui ne sont pas encore des partisans du marxisme. Toutefois il arrive bien vite aux thèses radicales que nous avons traitées plus haut sous le titre: *Un grand enseignement de Marx*. Il est démontré ici la préférence pour une gestion nationale de nature étatique, dans la mesure où on parle de dépenses et de profit. Plus tard la clarification sera faite que l'Etat bourgeois est toujours impuissant à redresser l'agriculture.

Mais l'auteur s'en tient encore aux questions contingentes; il sera intéressant de voir comment il les pose en 1868, de façon identique à Engels en 1894, comme nous l'avons exposé dans la première partie de cette étude. Comment ceux qui en sont arrivés à soutenir la transformation en propriétaires d'abord des fermiers, puis des métayers et même des ouvriers agricoles, comme le font aujourd'hui les prétendus «communistes» d'Italie et d'Europe, pourraient-ils avoir le droit d'usurper le titre de marxistes? Pour nous cette partie essentielle du marxisme, comme elle a été formulée de 1868 (et même bien avant) à 1894, reste toujours complètement valable jusqu'à aujourd'hui.

re du paysan l'adversaire résolu de tout progrès social et surtout de la nationalisation de la terre.

«Enchaîné à cette terre à laquelle il est obligé de consacrer toute son énergie vitale pour un rendement relativement faible; contraint de céder la majeure partie de ses produits à l'Etat sous forme d'impôts, à la confrérie des gens de loi sous forme de frais judiciaires, et sous forme d'intérêts aux usuriers; ignorant tout du mouvement social extérieur à son étroit champ d'activité, il s'accroche cependant avec une passion fanatique à son lopin de terre et à son titre, purement nominal, de propriété. C'est la raison pour laquelle le paysan français a été poussé au plus funeste des antagonismes envers la classe des travailleurs de l'industrie. Précisément parce que les rapports de petite propriété paysanne sont le plus grand obstacle à la "nationalisation de la terre", ce n'est certes pas en France, dans son état actuel, que nous devons chercher la solution de ce grand problème.

Nationaliser la terre pour l'affermir par petites parcelles à des individus ou des associations de travailleurs, ne ferait, sous un gouvernement bourgeois, que déchaîner une concurrence effrénée qui entraînerait un accroissement progressif de la «rente» et offrirait à ceux qui se l'ap-

roprient de nouvelles possibilités de vivre aux dépens des producteurs».

L'hypothèse faite dans ce dernier paragraphe est que ces attributions de faveurs par l'Etat aboutirait à la formation d'une classe de fermiers entrepreneurs qui s'emparerait de la main-d'oeuvre salariée et l'exploiterait.

CLASSE DE PRODUCTEURS

C'est à ce point du manuscrit de Marx que se trouve le passage fondamental que nous avons rapporté et commenté plus haut à propos de la discussion au Congrès international de 1868. Nous avons fortement souligné dans cet extrait la thèse selon laquelle la terre doit être donnée à la «nation» et **non aux travailleurs agricoles associés**. Cette dernière formule – chose à ne pas oublier – est antisocialiste parce qu'elle «livrerait toute la société à une classe particulière de producteurs». Le socialisme n'exclut donc pas seulement l'assujettissement du **producteur au propriétaire**, mais des **producteurs entre eux**.

La formule agraire russe avec ses *kolkhozes* n'a donc rien de communiste. Les Kolkhoziens forment une **classe de producteurs** qui ont entre les mains la subsistance de toute la «nation». D'années en années leurs droits vont en augmentant par rapport à l'Etat, avec des exemptions croissantes pour fixer leurs prix, évaluation «économiques» de ceux-ci, c'est-à-dire selon le bon plaisir de l'association, etc. Nous ferons plus bas la distinction fondamentale entre les termes Etat, nation et société; mais dès à présent nous sommes en droit de dire que dans la structure russe réapparaissent pleinement la **concurrence et la rente**.

Dans les *sovkhoses*, qui sous peu seront légalement liquidés, les travailleurs de la terre sont comme ceux de l'industrie de purs salariés, sans aucun droit sur les produits agricoles (jusqu'à présent); ils ne forment pas une classe de producteurs érigée aux dépens de la société, de même que n'en forment pas les prolétaires de l'industrie, soi-disant **patrons** (même si en Russie on rougit d'employer ce terme) de la société, c'est-à-dire **dominant** les paysans!

La discussion classique sur la terre en Russie se menait entre trois solutions: partage (populistes); municipalisation (mencheviks); nationalisation (bolcheviks). Lénine a toujours

soutenu, dans la doctrine et dans la politique révolutionnaire, la nationalisation comme Marx l'avait défendu naguère. Le partage de la terre, ignoble idéal paysan, est au niveau des partis communistes actuels, disons en Italie, qui se parent de l'épithète «populaires» et sont également dignes de celui de «populistes». La municipalisation correspondait au programme attribuant le monopole de la terre non pas à la société, mais à la classe paysanne. La municipalité russe telle qu'elle était comprise dans ce programme, était le village rural, où ne vivent que des paysans et qui est comme un pâle écho de la tradition de la commune primitive du *mir* (voir notre série sur la structure russe). Le système du *Kolkhoze* n'est ni marxiste ni léniniste; particulièrement après les réformes en cours on peut le définir comme une *provincialisation de la terre* sur laquelle les villes ouvrières perdent toujours plus toute influence. Ces déformations, qui nous ont été

fournies par le tournant de 1958, tombent bien sous le coup de la position programmatique de parti de 1868, selon laquelle la terre ne doit pas être donnée à une «classe de producteurs» (les membres associés des *kolkhozes*), mais à toute la collectivité des ouvriers agricoles et urbains.

Il ne faut pas comprendre la thèse de la nationalisation comme celle de Ricardo, à savoir la terre à l'Etat, avec toute la rente foncière, ce qui voudrait dire la terre à la classe industrielle et à son représentant potentiel qui est l'Etat capitaliste industriel (comme l'Etat russe). La nationalisation marxiste de la terre est le contraire dialectique de la division en parcelles ou de son attribution à des associations ou des coopératives paysannes. Cette opposition dialectique vaut aussi bien pour la structure de la société communiste sans classes ni Etat (voir la citation plus haut) que pour la lutte politique de parti et de classe, dans la société capitaliste, où la revendication du partage de la terre en parcelles est bien plus obscène que lorsqu'elle était avancée sous le régime des Tsars. A condition d'être reconnues tant par le centre que par les militants de base comme inviolables et immuables, les thèses doctrinales du parti constituent un rempart contre les futures menaces de la peste opportuniste; nous en avons ici un exemple frappant typique.

NATION ET SOCIÉTÉ

Mais le terme de *nation* présente un avantage sur le plan de la théorie comme sur celui de l'agitation par rapport au terme de *société*. Du point de vue de son extension dans l'espace, on sait que pour nous la société socialiste est internationale, et que l'internationalisme est inhérent à la lutte de classe. Mais Marx avertit, chaque fois qu'il fait la critique de la structure économique du capitalisme, qu'il va parler de nation, ou de société de plusieurs nations, quand il veut étudier la dynamique des forces économiques, mais sans vouloir enfermer dans d'étroites limites nationales le passage révolutionnaire au socialisme. D'autre part, même quand il est utile de parler de *nation* et non d'*Etat*, il ne faut pas oublier qu'aussi longtemps qu'existe la domination de la classe capitaliste, la *nation* ne réunit pas en un tout homogène tous les habitants d'un territoire; cela ne sera même pas le cas après l'instauration, dans un seul ou dans

plusieurs pays, de la dictature révolutionnaire du prolétariat;

Le terme de nation, qui est limitatif par rapport à la revendication internationaliste et à la revendication classiste révolutionnaire, est cependant utile pour exprimer l'opposition aux mots d'ordre d'attribution de certains moyens de production (comme la terre dans notre cas) à des parties et des classes distinctes de la société nationale, à des groupes locaux ou d'entreprises, à des catégories syndicalo-professionnelles.

Mais l'autre avantage que nous avons signalé est qu'il n'a pas de *limitation dans le temps*. Le mot *nation* vient du mot *naître*, et il englobe la succession des générations vivantes (et même passées) et futures. Le vrai sujet de l'activité sociale est pour nous plus ample que même la société des hommes vivants à un certain moment. L'idée de la *souche humaine* (étant entendu que nous l'étendons à

Le programme révolutionnaire

tout le genre humain, à l'espèce, mot utilisé par Marx et Engels et qui est plus puissant que celui de *nation* ou de *société* dépasse toute l'idéologie bourgeoise de pouvoir et de souveraineté juridico-politique propre aux démocrates.

La conception classiste suffit pour réfuter l'idée que l'Etat représente tous les citoyens vivants; nous sourions quand on veut tirer cette conclusion hasardeuse du fait que tous les citoyens adultes sont inscrits sur les listes électorales. Nous savons bien que l'Etat bourgeois représente les intérêts et le pouvoir d'une seule classe, même quand il organise des plébiscites.

Mais il y a plus. Même en limitant le réseau représentatif ou étatique à une seule classe, la classe salariée (c'est pire si on reprend le concept générique de *peuple* utilisé par les Russes), nous ne nous satisfaisons pas de l'établissement d'une souveraineté sur le mécanisme (supposant qu'il puisse exister) de la consultation de tous les individus de base. Et ceci vaut aussi bien sous le pouvoir bourgeois, pour diriger la lutte révolutionnaire, qu'après son renversement.

Nous avons soutenu plus d'une fois, et en particulier dans le rapport complet de la réunion de la Pentecôte de 1957 (6), que la seule forme capable d'exprimer les influences historiques des générations successives dans le passage d'une forme de production sociale à une autre, bien qu'il soit évidemment minoritaire au sein de la société et de la classe, c'est le parti, dans son unité spatiale et temporelle de doctrine, d'organisation et de stratégie de combat.

La force révolutionnaire du prolétariat ne s'exprime donc pas dans une *démocratie consultative interne* à la classe en lutte ou victorieuse, mais à travers l'arc ininterrompu de la ligne historique du *parti*.

Evidemment nous admettons non seulement qu'une minorité parmi les vivants actuels puisse, contre la majorité (y compris de la classe), diriger la marche en avant historique; mais nous pensons aussi que seule cette minorité peut se placer sur une ligne qui la relie à la lutte et aux efforts des militants des générations passées et de celles à venir, en agissant dans la direction du programme de la société nouvelle, dont la doctrine historique a été exactement et clairement formulée à l'avance.

Cette construction qui nous fait proclamer ouvertement à la face de tous les philistins la revendication: *dictature du parti communiste*, elle est incontestablement contenue dans le système de Marx.

(A suivre)

(1) Une traduction française de ce texte, mais comportant de nombreuses erreurs, se trouve dans le recueil «*Bordiga ou la passion du communisme*», «*Cahiers Spartacus*» n°58 (octobre 1974).

(2) Cet article a été publié en brochure par les Editions Sociales en 1956. Épuisé, non seulement il ne fut jamais réédité par ces éditions du PCF, mais il fut même rayé de leur catalogue! Nous l'avons republié sur le n° 65 de cette revue. La «*Correspondance Engels-Lafargue*», publiée par les Editions Sociales en 1959, est depuis longtemps introuvable.

(3) Frossard, qui allait devenir le premier secrétaire général du PCF avant de retourner à la social-démocratie, était venu au IIe congrès avec son compère Cachin, pour prendre contact avec l'Internationale; tous deux étaient mandatés par le Parti

Socialiste français. Malgré leurs manifestations déclamatoires d'enthousiasme pour la révolution russe, ils furent, en tant que représentants de la majorité centriste du PS, durement critiqués par les chefs bolcheviques, notamment par Lénine. Voir sur le n° 59 de cette revue: «*Le deuxième congrès de l'I.C.: un sommet et une croisée des chemins*».

(4) En réalité ce texte fut publié, anonymement, dans *The International Herald* n°11 (15/6/1872) (cet hebdomadaire était l'organe du Conseil Fédéral Britannique de l'Internationale). La traduction française de l'article se trouve dans les Oeuvres de Marx à *La Pléiade* (Economie I, pp 1476-1479). Bordiga, lui, commente ici l'original allemand de Marx, qui comporte quelques différences avec l'article.

(5) Cette deuxième partie de la phrase de ne se trouve pas dans le texte du journal.

(6) Lors de cette réunion avait été exposé un rapport sur «*Les Fondements du Communisme Révolutionnaire dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale*». Ce texte est disponible comme brochure de la série «*Les Testes du Parti Communiste International*» n°3.

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

(Brochure A5, 60 pages, février 2009, Prix: 2 €, 4 FS)

Au sommaire:

- Introduction
- Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti («le prolétaire», N° 491, Nov.-Déc. 2008 / janvier 2009)
- La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (Rapport à la réunion générale du parti - 1972)
- La situation en Allemagne et le mouvement communiste («Il Soviet», N° 18, 11 juillet 1920. Traduction dans «programme communiste», N° 58, avril 1973)
- Annexe: Berlin 5 janvier 1919

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre



Histoire de la Gauche communiste

La question du Front Unique (1) L'intervention d'Amadeo Bordiga au premier Congrès du Parti Communiste Français (Marseille, décembre 1921)

A l'été 1921, le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste avait fait la critique de la *Marzaktion*, «*l'action de mars*», en Allemagne (1), et surtout de la théorie de «l'offensive à tout prix» qui l'avaient accompagnée. Pour Lénine et les dirigeants de l'Internationale il existait un danger «gauchiste», aventuriste, qui menaçait les jeunes partis communistes et contre lequel il fallait rappeler la nécessité de ne pas se couper des masses: ce ne sont pas des minorités élitistes qui peuvent «faire» la révolution, par des actions volontaires et héroïques, voire des coups de main à la Blanqui, mais les grandes masses exploitées lorsqu'elles sont poussées par les déterminations matérielles à entrer en lutte pour leurs besoins vitaux, et lorsqu'elles peuvent alors rencontrer le guide juste du parti de classe.

Si la formule émise alors de la «conquête de la majorité» du prolétariat pouvait être grosse de dangereuses équivoques, comme la suite l'a malheureusement amplement montré, le Congrès avait rappelé deux principes fondamentaux de la tactique révolutionnaire que la Gauche communiste en Italie était la première à partager:

- la nécessité, pour la victoire de la révolution, d'avoir non seulement

des partis véritablement communistes, mais que ces partis jouissent d'une influence déterminante sur la classe ouvrière, conquise contre toutes les autres forces politiques;

- la nécessité de mener ce combat pour la conquête des larges masses prolétariennes aux principes du communisme, non seulement sur le plan de la lutte théorique et politique générale – toujours indispensable – mais aussi sur celui de la participation active du parti communiste à toutes les luttes partielles et économiques de la classe ouvrière, pour la défense de ses intérêts les plus humbles mais aussi les plus vitaux.

Dans la situation d'offensive capitaliste qui faisait rage en Europe, mettant le prolétariat sur la défensive, ces principes permanents se traduisirent à l'automne 1921 par la formulation du mot d'ordre du **Front Unique** de tous les prolétaires, qui sera codifié ensuite à l'Exécutif Elargi de décembre 1921. Nous verrons plus loin les dérives successives de ce mot d'ordre tactique et comment c'est en Allemagne, au sein du principal parti communiste en dehors du parti russe, que naquirent toutes les déviations, qui furent ensuite entérinées par l'exécutif international, démonstration que c'est la faiblesse et l'immaturation révolutionnaire du pro-

létariat européen qui fut la première cause de la dégénérescence de l'Internationale Communiste.

Mais il faut tout d'abord souligner que le parti communiste d'Italie nouveau-né (il n'avait que quelques mois d'existence) fut **le premier** au niveau international à **agir** pour la réalisation d'un **front unique prolétarien**, non pas sur le terrain d'accords politiques avec les partis réformistes, qui se soldent invariablement par des échecs, mais dans le vif de la lutte prolétarienne contre les patrons, les fascistes et l'Etat bourgeois. D'ailleurs les Thèses sur le Front Unique qui furent adoptées par l'Exécutif le 18 décembre reconnaissaient: «*En Italie, le jeune Parti Communiste a commencé à mener une agitation sous le mot d'ordre de l'unité de front prolétarien contre l'offensive capitaliste, bien qu'il soit l'opposant le plus intransigeant au Parti Socialiste Italien réformiste et à la Confédération du Travail social-traître qui viennent de mettre le point final à leur trahison ouverte de la révolution prolétarienne.*

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste considère que cette agitation est entièrement juste et elle insiste seulement pour qu'elle soit intensifiée. Le Comité

Exécutif de l'Internationale Communiste est convaincue qu'avec suffisamment de prévoyance, le Parti Communiste d'Italie saura donner à toute l'Internationale un exemple de marxisme militant qui à chaque pas dévoile impitoyablement les hésitations et les trahisons des réformistes et des centristes drapés dans le manteau du communisme, et mène en même temps une campagne infatigable et toujours plus vaste parmi les masses de plus en plus larges pour le front uni des travailleurs contre la bourgeoisie» (2).

A la mi-août 1921 le «Comité Syndical Communiste» (organisme créé en février pour centraliser et diriger l'action des militants du parti adhérant au différents syndicats) adressait aux dirigeants de la CGL (Confédération Générale du Travail) le principal syndicat, dont les chefs réformistes étaient membres du Parti Socialiste Italien, de l'USI (l'Union Syndicale Italienne) et du SFI (Syndicat des Cheminots Italiens), deux organisations anarco-syndicalistes, une proposition d'action commune pour des revendications élémentaires fondamentales du prolétariat, y compris agricole, à défendre sans aucune concession (défense du salaire, des 8 heures de travail, maintien des contrats de travail existants, allocations de chômage tendant à atteindre le niveau du salaire moyen et proportionnel à la taille de la famille, défense du droit d'organisation syndicale, etc.); elle demandait l'organisation d'une grève générale nationale de toutes les catégories dès qu'un secteur ouvrier quelconque était attaqué par les capitalistes.

Cette proposition était appuyée par la publication le 28 août sur la presse du parti des «Normes pour la campagne en faveur du front unique syndical»; elle était accompagnée par un appel direct aux travailleurs du rang et soutenue une intense propagande en sa faveur. Si cet appel rencontra un écho notable parmi les prolétaires, il fut, on s'en doute, rejeté par les directions syndicales. Tout en se disant d'accord avec un Front Uni syndical de ce type, l'USI et le SFI ne prirent pas au sérieux la proposition communiste; quant aux dirigeants de la CGL, ils déclarèrent qu'il était «*démagogique*» et «*illusoire*» de se donner comme objectif le maintien du niveau des salaires, le salaire étant par nature variable!

Les 6-7 septembre le Conseil Directeur de la CGL montrait une fois de plus son opposition à la lutte de classe en adoptant une motion en faveur d'une «*action énergique*» de ses organisations pour... contraindre le gouvernement à «*tourner son attention et son action vers les impérieuses nécessités de la classe laborieuse*» et une autre préconisant une politique réformatrice à base de grands travaux, d'un emprunt national, etc., afin de relancer l'activité économique.

Le 29 octobre 1921 la CGL et le PSI publiaient une déclaration commune où, en bons démocrates partisans de la collaboration entre les classes, ils réaffirmaient «*le principe qu'à d'éventuelles réductions du revenu du travail [sic!] doivent correspondre des réductions du revenu du capital*»; et ils proposaient de suspendre les luttes ouvrières en cours, le temps qu'une commission mixte «*entre représentants des patrons, des travailleurs et de l'Etat*» prenne en charge «*la tâche d'examiner immédiatement la situation des entreprises, de façon que l'opinion publique prenne connaissance des véritables causes de la hausse des prix et de l'éventuelle nécessité de baisser les salaires*!» (3).

Mais dans cette même déclaration, les larbins réformistes se voulaient menaçants: «*si [les classes dirigeantes] ne veulent pas écouter et suivre nos avertissements, nous ne désarmerons pas et nous mènerons notre action par d'autres moyens jusqu'au bout, pour la sauvegarde des intérêts des travailleurs et des consommateurs [!], contre toutes les forces de la réaction et de l'exploitation*».

Les bourgeois savaient pertinemment que ce n'était là qu'une phrase creuse à destination des prolétaires, et que les réformistes politiques et syndicaux allaient en réalité continuer de toutes leurs forces leur sale besogne de **désarmement** de la classe ouvrière.

Outre sa campagne en faveur d'une action commune contre l'offensive patronale, le parti, par l'intermédiaire du Comité Syndical Communiste, adressa début septembre aux directions des trois syndicats un appel en faveur de leur unification. L'USI qui, à la réunion des Syndicats Rouges à Moscou avait signé avec la délégation italienne du PCd'I une déclaration pour oeuvrer à cette

unification, et le SFI acceptèrent des discussions préliminaires en vue de la préparation d'un congrès d'unification (tout en émettant les traditionnelles réserves libertaires contre l'action des partis politiques); mais la réponse de la CGL fut que la condition de sa participation à un tel congrès était la reconnaissance du pacte d'alliance avec le PSI. Il n'en fallait pas plus pour que les autres syndicats abandonnent toute idée d'unification et le Congrès prévu n'eut jamais lieu...

Le conseil national de la CGL, qui se tint début novembre à la veille d'une poussée importante de grèves, fut marqué par l'affrontement entre les communistes et les dirigeants réformistes.

La motion réformatrice reprenait les motions du Conseil Directeur de septembre qui «*repoussant les propositions des éléments irresponsables, offrent la possibilité du succès*».

La motion communiste, elle, dénonçait comme «*un désarmement devant l'offensive bourgeoise*» et «*une renonciation non seulement à toutes les méthodes de la lutte de classe, mais à la raison d'être elle-même de l'organisation prolétarienne*» le remplacement des luttes syndicales par le recours à des commissions mixtes, ainsi que toute justification des baisses de salaire. Elle préconisait «*la réalisation du front unique prolétarien de toutes les catégories et de toutes les organisations syndicales pour la préparation d'une action d'ensemble opposant à l'attaque capitaliste (...) la grève générale de tout le prolétariat*» (4).

Le fait que la motion de la direction restait largement majoritaire (612.653 voix contre 246.653 à la motion communiste dans les Bourses du Travail, où il y avait un vote direct), n'empêche pas qu'une indéniabile poussée communiste se manifestait dans le syndicat (plus de 70.000 voix gagnées en 6 mois dans les Bourses du Travail) et dans le prolétariat tout entier.

Un article du quotidien central du PCd'I, intitulé «*Le Front Unique*» résumait ainsi la signification de cette orientation tactique:

«*Le Parti communiste soutient en ce moment, dans la difficile situation où se trouve le prolétariat italien, la nécessité de l' "unité prolétarienne" et la proposition du "front unique" prolétarien pour*

l'action contre l'offensive économique et politique de la classe patronale. (...) Le communisme révolutionnaire se base sur l'unité de la lutte d'émancipation de tous les exploités, et en même temps il se base sur l'organisation bien définie en Parti politique de cette "partie" des travailleurs qui ont la plus grande conscience des conditions de la lutte et la plus grande volonté de lutter pour son but révolutionnaire ultime, constituant donc l'avant-garde de la classe ouvrière. (...)

Tandis que, sur le même plan que l'Internationale Syndicale Rouge, les communistes italiens travaillent pour l'unification des organismes syndicaux du prolétariat italien, avant même d'arriver à cette unité organisationnelle, à laquelle s'opposent de nombreuses difficultés, ils soutiennent tout aussi énergiquement la nécessité de l'action de l'ensemble du prolétariat, aujourd'hui où ses problèmes économiques partiels devant l'offensive des patrons se fondent en un problème unique: celui de la défense commune.

(...) Du "front unique" du prolétariat syndicalement organisé contre l'offensive bourgeoise, surgira le front unique du prolétariat sur le programme politique du Parti Communiste, démontrant dans l'action et dans la critique incessante l'insuffisance de tout autre programme.

(...) Une grossière erreur serait de prendre la formule de l'unification syndicale et du front unique avec celle d'un bloc de partis prolétariens, ou de la direction de l'action des masses, dans des épisodes contingents ou dans des mouvements généraux, par des comités nés sur la base d'un compromis entre divers partis ou courants politiques (...). Les communistes ne "cachent" jamais leur parti, leur militantisme politique, leur discipline inviolable. Ce sont des choses dont ils n'ont en aucun cas à rougir (...) parce qu'elles ne sont pas une concession à d'inavouables exigences de "division" du prolétariat, mais représentent à l'inverse le contenu même de l'oeuvre d'unification du prolétariat dans son effort d'émancipation. Unité syndicale et front unique sont le développement logique, et non la forme cachée d'un repentir, du travail des communistes italiens pour constituer et renforcer

l'arme de la lutte révolutionnaire, leur parti sévèrement défini et délimité du point de vue de la doctrine, des méthodes, de la discipline organisationnelle, et mené dans l'intérêt de l'unification révolutionnaire de la lutte du prolétariat contre toutes les déviations et toutes les erreurs» (5).

Comme on le voit, la tactique du front unique telle qu'elle était préconisée et suivie en pratique par le parti communiste d'Italie, excluait les accords politiques au sommet avec les partis réformistes: ce n'était pas le front unique **«politique»**, mais le front unique **«syndical»** ou **«à la base»**.

Il y a en effet une différence de **nature** entre un parti politique où n'adhèrent que ceux qui sont d'accord avec son programme et son action politiques, et une organisation syndicale par principe ouverte à tous les prolétaires, quelles que soient leurs positions politiques, philosophiques ou religieuses, qui ressentent le besoin de la défense collective de leurs intérêts; et c'est cette différence de nature entre ces deux types d'organisations qui non seulement autorise, mais en réalité **oblige** le parti de classe à avoir une attitude différente envers elles: envers les partis, lutte politique externe pour combattre leur influence sur les masses prolétaires; envers les syndicats – pourvu qu'il s'agisse de syndicats de classe comme c'était le cas à l'époque et non de syndicats patronaux, pro-bourgeois comme les syndicats catholiques alors ou collaborationnistes aujourd'hui – lutte interne pour tenter d'en prendre la direction ou au moins pour en conquérir une partie significative.

La distinction entre front unique syndical et front unique politique qui sera souvent reprochée plus tard au PCd'I et à la Gauche communiste, n'était donc ni abstraite ni artificielle; elle répondait à la nécessité de lier la lutte pour la nécessaire **unité prolétarienne** à la lutte contre les courants et partis réformistes qui, tout en se disant «ouvriers» ou «socialistes», tout en parlant, eux aussi, volontiers d'unité, paralysent le prolétariat et sabotent ses combats de classe parce qu'ils sont des partisans de **l'unité entre les classes**, autrement dit des défenseurs de l'ordre établi.

C'est en Allemagne, le pays le plus important pour la lutte prolé-

rienne et les perspectives révolutionnaires en Europe, qu'a contrario allaient apparaître les dérives sur la tactique du front unique qui allaient contaminer les organes dirigeants de l'Internationale.

Au cours de l'été 1921 la situation politique et sociale avait recommencé à devenir de plus en plus tendue; si le chômage avait diminué, l'inflation atteignait des sommets, l'augmentation de la pression fiscale pour payer les *réparations* aux vainqueurs de la guerre entraînait la détérioration des conditions de vie des grandes masses, y compris petites-bourgeoises, alors que la classe ouvrière commençait à surmonter les conséquences de l'échec de l'«action de mars» en renouant avec les grèves et les manifestations.

Le parti allemand, dirigé par les éléments de gauche, qui avaient abandonné la funeste théorie de l'offensive, répondit par des appels aux organisations syndicales pour des actions communes en défense *«du pain et du travail»*. Rien à redire à ces initiatives, si ce n'est que le parti, craignant que les succès électoraux des sociaux-démocrates du SPD et de l'USPD ne débouchent sur un gouvernement de coalition avec les partis du centre, les fit suivre de tentatives de rapprochement avec ces partis réformistes sur le plan électoral puis parlementaire.

Au début d'octobre le groupe communiste au parlement de Thuringe (bientôt suivi par celui de Saxe) se déclara prêt à donner son appui à un gouvernement régional SPD-USPD s'il démontrait sa capacité à «défendre les intérêts de la population laborieuse». A propos du Reich dans son ensemble, il affirmait sans doute ne pas *«renoncer à sa position de principe par rapport à la République démocratique actuelle»*, mais il ajoutait qu'il était *«prêt à défendre cette même République, par tous les moyens, contre toute attaque de la droite»* et à en promouvoir la démocratisation tant sur le plan des droits généraux des citoyens que sur celui de la législation sociale.

C'était là se placer complètement sur le terrain du réformisme: après avoir juré fidélité aux principes marxistes qui stipulent que la plus démocratique des républiques bourgeoises n'est pas autre chose que l'instrument de la domination de classe de la bourgeoisie contre l'Etat

bourgeois et qu'elle doit donc être abattue par le prolétariat, on affirme vouloir dans la pratique la défendre (contre les partis bourgeois!) et la démocratiser! Dans la vieille social-démocratie il était devenu de règle que les principes devaient rester inviolés, mais que la pratique ne devait en tenir aucun compte: cette coupure entre les principes et le programme général, et l'activité pratique caractérisait ce que l'on appelait l'**opportunisme**, courant politique qui reflétait la pression des influences bourgeoises dans le mouvement socialiste.

Le 7 octobre le même groupe, tout en s'affirmant bien conscient que «*les partis sociaux-démocrates, sur la base de l'activité qu'ils ont menée jusqu'ici et de leurs positions politiques, ne sont pas capables de répondre aux attentes des travailleurs*», s'engageait pourtant à rendre possible un gouvernement de ces partis et à l'appuyer au parlement et en dehors (sans pour autant en faire partie) dans la mesure où il mènerait une «*politique favorable aux ouvriers*»! Au plan national le parti publiait le 27 octobre un appel «*au prolétariat allemand pour empêcher par une lutte commune la formation d'un gouvernement de Grande Coalition*» (c'est-à-dire entre les partis du centre et les partis sociaux-démocrates). Cette orientation entraîna bien des protestations de l'extrême gauche, mais ces protestations furent impuissantes à renverser le courant et le 8 décembre une circulaire du centre du parti (la *Zentrale*) allait plus loin que le soutien éventuel à un gouvernement SPD-USPD: le parti devait être prêt à **participer** à un tel gouvernement «*s'il avait la garantie que, dans la lutte contre la bourgeoisie, il défendrait les intérêts et les revendications des travailleurs*» en s'engageant dans ce cas à «*diffuser parmi les masses le mot d'ordre de **gouvernement ouvrier** et à en faire l'une de leurs revendications*». Préparant dans cette optique le lancement de mots d'ordre comme «*Ouvriers, la bourgeoisie veut gouverner contre vous; constituez dans la lutte votre [!] gouvernement contre la bourgeoisie!*», la circulaire prétendait que ce n'est qu'ainsi, en dépassant les limites étroites des revendications purement économiques, que le parti pourrait poser concrètement devant les masses le problème du pouvoir...

Mais cette prétendue habile manœuvre tactique ne pouvait que semer la confusion parmi ces masses sur la possibilité que les partis sociaux-démocrates qui avaient mené le prolétariat à la boucherie mondiale et sauvé le système bourgeois à la fin de la guerre, puissent quand même défendre les intérêts du prolétariat, et sur la possibilité de la constitution d'un gouvernement ouvrier sans révolution, par la voie parlementaire et en alliance avec ces mêmes partis!

Mais ce n'était pas tout; le 21 décembre 1921 la *Zentrale* adressait une lettre au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste (CEIC) pour qu'il prenne l'initiative d'un appel «*à toutes les organisations internationales de la classe ouvrière*», c'est-à-dire à la IIe Internationale, à l'Internationale deux et demi de Vienne (qui regroupait les partis sociaux-démocrates dits «centristes» qui avaient rompu avec le réformisme trop affiché de la IIe Internationale), à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam (syndicats liés à la social-démocratie) afin, que «*en considération des dangers pour la classe ouvrière découlant des rivalités impérialistes, de la crise de la question des réparations, du chômage croissant, de la famine en Union Soviétique et du blocus économique de cette dernière*» des pas soient fait le plus rapidement possibles pour une action commune sur des objectifs allant de l'annulation des dommages de guerre à l'arrêt de la course aux armements, de l'arrêt des agressions de l'impérialisme français à la reconnaissance de l'Union soviétique et à l'attribution à celle-ci de crédits pour lutter contre la famine et pour la reconstruction économique, et l'introduction à l'échelle internationale de lois pour instituer la journée de 8 heures...

Publiée par la *Rote Fahne* (quotidien du parti allemand) le 23 décembre et les jours suivants par la presse des autres partis communistes, cette lettre prit ces derniers par surprise. En France, où allait s'ouvrir le premier congrès du PCF (après la scission de Tours l'année précédente), elle ne pouvait qu'accroître l'incompréhension envers la tactique du front unique et donner des armes à ceux qui la refusaient, en général pour de très mauvaises raisons. Au point que les deux délégués de l'Internationale au congrès, Bordiga et

le polonais Walecki envoyèrent le 28 de Marseille un télégramme «à Zinoviev, Lénine, Radeck, Trotsky, Rakozki» ainsi formulé:

«*Ayant appris à Marseille de dépêche Humanité proposition KPD relative initiative Exécutif envers toutes les Internationales, pensons notre devoir attirer attention sur le fait que cet acte absolument non préparé pour France provoquera confusion lutte interne violente - Situation analogue autres pays - Sans se prononcer sur le fond de la question proposons étude approfondie prudence préparation. Insistons danger grave précipitation*».

Le 31 décembre, après le retour de Bordiga en Italie, l'Exécutif du PCd'I envoyait à Zinoviev le télégramme suivant:

«*Vous soumettons point de vue notre parti sur proposition Parti Allemand pour action commune avec autres Internationales - le moment n'est pas encore venu pour donner base internationale à une telle action, étant donné situation divers pays par rapport forces réciproques organes politiques et syndicaux - Contenu revendications devrait comprendre point ordre économique syndical complété politiquement de défense prolétarienne contre réaction légale et illégale sans revendications politiques positives - Sommes pour initiative ISR (Internationale Syndicats Rouges) envers centrales syndicales nationales toutes tendances, au maximum envers Amsterdam, contre initiative Komintern envers autres Internationales politiques, que nous considérons compromettante pour situation Italie et autres Pays*».

Mais à la date où était envoyé ce télégramme, l'Exécutif de l'Internationale avait déjà pris sa décision.

LE CONGRÈS DE MARSEILLE

Un an après le Congrès de Tours (25-30 décembre 1920) qui avait vu la scission d'avec le Parti Socialiste, le premier Congrès de la *Section Française de l'Internationale Communiste* (le nom de «parti communistes» n'avait pas encore été officiellement adopté) se tint à Marseille du 25 au 31 décembre 1921 dans une situation de tension entre le parti et l'Internationale. Pénétrée de la funeste tradition social-démocrate qui ne concevait au fond l'activité politique que sous la forme de l'action

parlementaire et électorale, la SFIC avait fait montre de sa «passivité» en pratique au cours de l'année écoulée depuis la scission de Tours.

L'épreuve du feu avait été l'occupation par les troupes françaises de plusieurs villes de la rive droite du Rhin en mars 1921 pour obliger l'Allemagne à payer les «réparations» de guerre; le gouvernement s'était préparé à mobiliser la «classe 19» (les jeunes ayant atteint en 1919 l'âge du service militaire) pour le cas où l'occupation de toute la Ruhr aurait été décidée.

Le Parti ne répondit en pratique à cette «menace d'une nouvelle guerre» que par des articles dans sa presse; seules les Jeunesses Communistes se lancèrent dans une campagne d'agitation, en collant des affiches appelant la classe 19 à ne pas répondre à l'avis de mobilisation, en faisant de l'agitation parmi les recrues, etc (de nombreux militants furent arrêtés pour propagande antimilitariste).

En protestation contre l'inaction du parti, des délégations furent envoyées à diverses réunions de la direction pour demander une action effective de toute l'organisation, voire un appel à la désertion des jeunes de la classe 19. Frossard, leader du parti et représentant de la fraction du «centre», répliqua par un article intitulé «sang-froid et à la discipline», article plutôt mal reçu par les Jeunesses (6).

Le Troisième Congrès de l'Internationale Communiste en juillet 1921 ne s'occupa pas de la situation en France, mais durant l'«Exécutif Elargi» qui l'avait précédé, l'attitude du Parti français fut l'objet, les 16 et 17 juin, de violentes critiques de la part de nombreux orateurs.

Le représentant des Jeunesses Communistes françaises Laporte, y déclara que le parti n'était pas révolutionnaire, en donnant l'exemple qu'il n'avait pas réagi par des appels à la révolte lors de l'appel sous les drapeaux de la classe 19; le représentant des communistes luxembourgeois, après avoir condamné la politique équivoque et «anticommuniste» du Parti qui n'avait réalisé aucune action contre l'occupation du Luxembourg par l'armée française, demanda l'exclusion de Frossard; Lozovsky (dirigeant bolchevik qui suivait de près les affaires françaises qu'il connaissait pour avoir milité en France) affirma que

les responsables français manquaient «*de conscience de classe, de cette haine que tout vrai communiste doit nourrir contre la bourgeoisie*»; et il reprochait au parti de ne pas avoir répondu à l'occupation de la rive droite du Rhin par les troupes françaises par une action de masse.

Le Hongrois Bela Kun dénonça «*l'inertie et la conception anticommuniste de la Direction du Parti Français*», comparant son organe central, *l'Humanité*, à la *Freeheit*, l'organe des «Socialistes Indépendants» Allemands; et il demanda l'envoi d'une Commission en France pour étudier à fond l'activité du parti et lui poser certaines conditions avant de confirmer définitivement son adhésion à l'Internationale, etc. (7).

Dans son intervention, Trotsky fut contraint de critiquer les positions aventuristes ou gauchistes infantiles de certains de ces orateurs, comme celui des Jeunesses et il termina:

«*Sur la tactique du Parti Français nous devons dire que ses péchés sont très grands, que sa volonté révolutionnaire n'est pas nette, que ses conceptions sont confuses et qu'il a laissé inemployées des occasions favorables à l'action. (...) Le principal chef d'accusation qu'on puisse imputer au Parti Français, c'est son attitude à l'égard des syndicalistes [révolutionnaires - NDIR]. Le parti a le devoir d'attirer à lui les syndicalistes par son attitude révolutionnaire et par la précision de ses idées et de ses conceptions. Nous n'exigerons pas du Parti qu'il nous promette de faire une révolution ou même une rébellion à l'occasion de la mobilisation de la classe 19. Mais le Congrès devra exiger du Parti Français qu'il fasse des préparatifs en vue de la révolution et qu'il se fasse des idées précises de ce que c'est que la révolution prolétarienne*» (8).

Un des aspects les plus criants des tares du parti français était en effet son attitude par rapport aux luttes ouvrières immédiates en général et à l'action syndicale en particulier. Il continuait la tradition bien ancrée dans le parti socialiste (appelé SFIO, Section Française de l'Internationale Ouvrière, depuis l'unification du PS de France guesdiste avec le PS Français jaressien en 1905) et conforme à la Charte d'Amiens de la

CGT qui avait théorisé l'autonomie du syndicat par rapport aux partis: tout ce domaine relevait de la seule compétence des syndicats, le parti en tant que tel n'avait rien à dire et rien à y faire (son domaine étant celui de la «politique», entendue comme action... électorale et parlementaire); la SFIC laissait s'exprimer dans sa presse les positions les plus diverses, des anarco-syndicalistes ou des partisans de l'Internationale syndicale jaune d'Amsterdam.

La lettre de salut au Congrès de Marseille du CEIC ne pouvait manquer de constater: «*Le vote de Tours marquait la volonté du parti de devenir un parti communiste. Cette première année devait donc marquer un effort constant, un labeur de tous les instants, pour donner au parti son caractère communiste. L'effort du parti (...) n'a pas été suffisant*» (9).

Dans son rapport à l'Internationale après le Congrès, Bordiga écrira qu'on se trouvait en présence d'un parti qui n'était communiste «*ni du point de vue de ses principes, ni du point de vue de son action pratique*». La scission de Tours avait donné naissance à un grand parti du point de vue numérique, seuls une petite minorité d'éléments les plus à droite n'étant pas entrée dans le parti communiste – et encore grâce à un télégramme in extremis de Zinoviev attaquant nommément Longuet, le chef de file de cette tendance!

Mais l'inévitable conséquence était que le parti ne s'était pas purgé des tares de la SFIO; il lui manquait même une véritable gauche défendant les positions communistes qui aurait pu à ce titre légitimement aspirer à diriger et à réorganiser le parti sur une base politique solide, les positions de la gauche existante, étant selon le mot de Bordiga, «*souvent déconcertantes*»!

Cette faiblesse alimentait dans le parti un flou politique propice à une situation de luttes entre clans, d'initiatives individuelles et de polémiques personnelles dont le cas Souvarine (représentant du parti auprès de l'Exécutif de l'Internationale à Moscou) était emblématique puisque la surprise de sa non-réélection comme délégué du parti auprès du CEIC fut à l'origine de la crise de la fin du Congrès. Mais il y avait aussi les cas Fabre et Brizon: deux membres du parti qui publiaient en pleine autonomie des organes de

presse dans lesquels la droite du parti menait campagne contre les positions de l'Internationale Communiste, et à qui des responsables de la direction comme Rappoport et Frossard donnaient des articles. Le parti français faisait obstinément la sourde oreille aux demandes pressantes et répétées du CEIC pour mettre fin à cette situation et pour expulser des gens qu'on laissait mener leur oeuvre désagréable.

La décision du CEIC de confier à Bordiga, dirigeant de la délégation d'un parti connu non seulement pour sa rigueur théorique mais aussi pour la fermeté de son activité pratique, notamment mais pas uniquement sur le plan syndical (10), le statut de délégué officiel de l'Internationale Communiste, s'explique naturellement par l'état du parti français qui était absolument dépourvu de ces caractéristiques. Mais elle témoigne aussi que les divergences qui s'étaient exprimées à diverses reprises avec la direction de l'Internationale étaient alors vues comme secondaires par cette dernière: elle ne considérait pas du tout que le PCd'I était aux mains d'un «*ultragauchisme*» à combattre, comme l'écrivent les historiens actuels (11).

L'intervention d'Amadeo Bordiga à Marseille n'est pas seulement intéressante pour démontrer que la Gauche communiste d'Italie n'avait rien à voir avec les dites «gauche allemande» ou «hollandaise» avec lesquelles il est malheureusement trop courant qu'on la confonde aujourd'hui; elle montre aussi que le souci de rigueur qui caractérisait notre courant dans l'action n'était pas dicté par des soucis de «purisme» théorique ou par refus moral de se «salir les mains» au contact des réformistes.

Il ne signifiait absolument pas le retrait dans une quelconque tour d'ivoire en attendant que les masses «prennent conscience» et deviennent dignes de recevoir son message, mais il était au contraire le gage de l'**efficacité** de cette action au sein des masses prolétariennes et de leurs organisations «économiques» – si l'on n'entend pas par efficacité des résultats immédiats à obtenir par n'importe quels moyens et qui sont condamnés à rester sans lendemain tout en affaiblissant le parti.

Les deux délégués officiels de

l'Internationale s'efforcèrent de clarifier des points politiques et de principe importants (question de la centralisation du parti, du Front Unique, de l'activité syndicale, etc.), dans des discussions privées avec divers responsables et lors d'une réunion confidentielle avec les membres de la «sous-commission de politique générale». Le projet de motion de politique générale rédigé par Frossard et validé par cette commission était à l'opposé des recommandations du CEIC, tant sur le plan du front unique, y compris seulement syndical, que de la centralisation de l'organisation ou des polémiques personnelles. Il fallut toute la persuasion de Bordiga et de Walecki pour aboutir à un texte plus acceptable. Nous renvoyons le lecteur au compte-rendu de Bordiga au CEIC ainsi qu'au procès-verbal de cette réunion. A la suite de ces contacts avec les responsables du parti français, les délégués de l'Internationale estimèrent indispensable que Bordiga s'adresse directement par un discours aux congressistes.

Sans vouloir résumer ce discours que nous reproduisons plus loin, il ne nous semble pas inutile d'en souligner quelques traits essentiels. Conformément avec ce qui avait été décidé avec Walecki, Bordiga commence par les questions internationales et surtout la question de la NEP: avec leur «Nouvelle Politique Economique», les dirigeants russes venaient de prendre un tournant qui était l'objet de diverses interprétations: au nom d'un purisme révolutionnaire, certains condamnaient ce «recul», le dénonçant comme étant une capitulation devant le capitalisme, tandis que d'autres le saluaient comme étant le premier pas vers l'abandon des utopies communiste et le retour au réalisme réformiste.

Pour expliquer le sens véritable de la NEP et réaffirmer qu'elle n'était pas synonyme de renonciation aux perspectives communistes, l'orateur développe une argumentation en quatre points:

1. Nature internationale de la révolution communiste: **Jamais un marxiste ne peut s'attendre à voir une économie communiste s'établir dans un pays où le prolétariat s'est emparé du pouvoir alors que dans les autres le capitalisme continue à exister**, dit Bordiga. La condamnation par avance de la future théorie stalinienne de la construction du

socialisme dans un seul pays, vaut non seulement pour les pays dont l'économie est peu développée, comme la Russie, mais pour tous: la réorganisation des forces productives dans un sens communiste nécessite que le prolétariat ait conquis le pouvoir **au moins dans les grands pays où le capitalisme s'est développé**.

2. Rôle central de l'Etat prolétarien. Le «recul» confirme la thèse selon laquelle l'Etat prolétarien est le «*centre dirigeant de la réorganisation économique*»; en effet dès que «*l'Etat prolétarien a été contraint de désarmer une partie de son appareil d'activité économique, les formes bourgeoises ont commencé à renaître, ce qui démontre que c'est seulement la force du pouvoir politique prolétarien qui peut maîtriser les tendances à l'entreprise individualiste et à l'anarchie de la production, propres au régime bourgeois*».

3. L'apport gigantesque de la révolution en Russie doit être cherché sur le plan politique (le renversement violent du régime bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat) et pas sur le plan économique. Et si après des années de guerre civile et de blocus, le régime soviétique est contraint de renouer des rapports commerciaux avec le monde bourgeois, la «faute» se trouve ailleurs qu'en Russie, dans l'absence de révolution prolétarienne dans les pays capitalistes: c'est la faute des dirigeants du prolétariat qui ont dévié de leur devoir révolutionnaire, et qui, sans avoir pris le pouvoir, passent pourtant «*chaque jour des compromis avec la bourgeoisie et les gouvernements de leurs pays*».

4. Si les dirigeants de certains pays capitalistes acceptent de traiter avec la révolution russe, c'est aussi la démonstration qu'après des années de luttes, ils sont contraints de reconnaître l'existence et la force «*de ces bandits, de ces criminels, de ces champions de la subversion sociale, que malgré tous leurs efforts ils n'ont pas pu chasser de l'Histoire*». Et pour le mouvement communiste internationale, cela n'est pas une défaite, mais une victoire.

En conclusion, la NEP n'est qu'une tentative pour la révolution russe de «*repréparer son souffle*», elle n'est pas une remise en cause de la méthode et des principes communistes, et il appartient aux militants communiste d'Occident de

comprendre et d'utiliser les «enseignements d'Octobre».

Le discours continue ensuite par un examen de la situation internationale mettant en relief que le capitalisme est obligé de déchaîner une attaque non seulement contre la fraction du prolétariat qui mène une lutte révolutionnaire, mais contre toute la classe: baisse des salaires, augmentation de la durée du travail, attaques contre les organisations syndicales, recours à des organisations armées para légales pour attaquer les travailleurs.

Dans cette situation les organisations ouvrières traditionnelles aux mains des réformistes, font preuve de la plus grande passivité. Il revient donc aux communistes de prendre l'initiative de la résistance et de la contre-attaque partant des revendications y compris les plus modestes et les plus limitées pour en faire le tremplin vers des combats plus larges, non seulement économiques mais politiques. Répondant aux réticences ou aux incompréhensions manifestées par les responsables du parti français qui n'hésitent pas à poser à l'intransigeance, Bordiga déclare malicieusement que le parti italien est «le plus sectaire», mais qu'il consacre cependant 95% de son travail à la réalisation du front unique prolétarien!

* * *

Après son discours, Bordiga repartit pour l'Italie tandis que continuait les travaux du Congrès. Les diverses résolutions furent approuvées et Frossard pouvait déclarer dans une intervention qu'il n'existait pas divergences ni de courants politique divers au sein du parti, seulement des conflits de personnes, réitérant son appel habituel à ce que le parti devienne une «grande amitié». Mais le vote final sur les représentants au «Comité Directeur» et le délégué à Moscou allait faire éclater cette unité factice. La démission de Loriot et d'autres membres de la gauche (Treint, Dunois, Vaillant-Couturier) après que Souvarine ait été écarté, laissait la direction du parti aux mains du centre.

Dans un compte-rendu du Congrès de Marseille à la Fédération de la Seine (publié par la suite en brochure) (12), Loriot expliqua en détail que les affirmations du centre selon lesquelles il n'y avait jamais eu ni

divergences, ni courants distincts dans le parti, ne correspondait pas à la réalité: la tendance du centre (connue à l'époque du PS comme la tendance des «Reconstructeurs») qui tenait l'appareil du parti, oeuvrait sourdement mais tenacement contre les positions communistes; et au sein du Comité directeur les heurts avec la tendance de gauche avaient été nombreux au cours de l'année écoulée depuis Tours, même si la gauche n'avait pas voulu exprimer publiquement ses désaccords.

Mais c'était poser là implicitement la question de l'impuissance et de l'immaturité du courant de gauche. Trotsky expliquera un peu plus tard que dès 1921 le «groupe Frossard donnait de bonnes raisons pour que l'on rompit avec lui»; mais, ajoute-t-il, la gauche qui aurait accédé à la direction du parti après une telle scission était alors «un groupe assez disparate ayant lui-même besoin d'une épuration ultérieure» (12). L'absence d'un authentique courant de gauche marxiste en France ne laissait guère d'autres choix aux bolcheviks que de s'appuyer sur des forces douteuses en essayant de les pousser à une activité communiste – ce qui provoquait crise sur crise dans un parti dont ils s'étaient félicité un peu vite de la taille et de sa supposée influence dans le prolétariat.

(A suivre)

(1) Sur l'«Action de mars» en Allemagne, voir le n° 101 de *Programme Communiste*.

(2) Les Thèses furent publiées en français sur le n°2 du *Bulletin Communiste* (12/1/1922). Nous avons retraduit le passage d'après Jane Degas, «*The Communist International. Documents*», vol.1 (Oxford University Press 1956), p. 313.

(3) Publié sur *Battaglie Sindacali* (organe de la CGL), 20/9/21. cf «*Storia della Sinistra Comunista*», vol. IV, Milan 1997, p.68.

(4) La motion est reproduite sur «*Storia della Sinistra*», op. cit., p. 104-105.

(5) cf Amadeo Bordiga, «Il Fronte unico», *Il Comunista*, 28/10/1921

(6) Cet épisode est relaté par Robert Wohl, «*French Communism in the Making*», Stanford University Press 1966, p. 221-222.

(7) cf *Moscou. Organe du IIIe Congrès de l'Internationale Communiste*, n°25 (25/6/21) (reprint Feltrinelli 1967) (il s'agit du quotidien publié à Moscou, en français, lors de ce Congrès; c'est la seule source dont nous disposons pour les travaux de cet Exécutif Elargi).

Pour montrer le caractère peu révolutionnaire du parti français, Bela Kun raconta qu'au moment des événements de mars en Allemagne, à la demande de faire le cas échéant de l'agitation dans les rangs de l'armée française, un responsable du PCF, alarmé, avait répliqué que ce serait de «la haute trahison»! Ce responsable était Victor Méric, qui avait été envoyé pour représenter le parti français au près du parti allemand. Rédacteur de *L'Humanité*, membre du Comité Directeur du PC, ancien membre de la tendance Hervéiste dans la SFIO, Méric faisait partie de la droite du parti. Dans ses mémoires, («*Coulisses et tréteaux*», Paris 1931, pp 69-76), il évoque, mais à sa façon de journaliste dilettante, le même épisode.

En réponse au discours de Trotsky, Bela Kun rétorqua que si les Jeunesses disaient des bêtises, cela n'était qu'une conséquence des bêtises opportunistes bien plus grandes du parti. Pour preuve, dans la situation actuelle, le parti n'avait rien trouvé de mieux que de faire écrire à Frossard l'article «*Sang-froid et discipline*».

(8) cf *Moscou*, op. cit. Trotsky reviendra dans sa brochure «*Nouvelle Etape*» publiée après le Congrès, sur la discussion avec le bouillant représentant des Jeunesses Communistes.

A la question de savoir si le parti aurait dû appeler les appelés à refuser leur mobilisation, y compris par les armes, Laporte avait répondu positivement. Trotsky lui expliqua que le seul résultat aurait été la liquidation des éléments les plus décidés, étant donné que la majorité des recrues déjà sous les armes comme la majorité des prolétaires n'était pas prêts à la lutte armée: la révolution ne pouvait être faite seulement par la classe 19! cf le recueil L. Trotsky, «*Le Mouvement Communiste en France*», Les Editions de Minuit 1967, p. 106-107. Quelques années plus tard le «gauchiste» Laporte devint un farouche anticommuniste.

Lénine et Zinoviev prirent aussi

Histoire de la Gauche communiste

la parole pour répondre aux critiques de Bela Kun et cie. Lénine affirma qu'il n'y avait pas à se moquer d'un appel au sang-froid et à la discipline: si l'on suivait les recommandations de Bela Kun, cela risquerait d'arrêter l'évolution du Parti français; il fallait sans aucun doute lutter contre les erreurs opportunistes, mais sans tomber dans les erreurs gauchistes.

Dans son intervention, Zinoviev, justifia l'attitude plus «conciliante et circonspecte» de l'Exécutif par rapport au Parti Français que celle adoptée par rapport au Parti Socialiste Italien quand il faisait encore partie de l'Internationale Communiste (avant donc la constitution du PC d'Italie). Parue sur le n° 39 du *Bulletin Communiste* (15/9/21), sous le titre «*La situation du Parti Communiste Français*», cette réponse peut être lue sur le site marxists.org: <http://>

marxists.org/francais/zinoviev/works/1921/06/pcf.htm.

(9) Les lettres du CEIC, rédigées par Trotsky, se trouvent dans «*Le Mouvement Communiste en France*» op. cit., pp 135 et 141.

(10) C'est ainsi que Lénine donna comme exemple aux communistes allemands déboussolés par la *Marzaktion* et son échec, l'action du PC d'Italie qui, en juillet 21, avait entraîné derrière lui «*le prolétariat tout entier*» pour repousser l'invasion de Rome par les fascistes; c'était, dit-il, dans une circonstance donnée et à un moment donné, une «*conquête de la majorité*» telle qu'elle était préconisée par le Troisième Congrès. cf «*Lettre aux communistes allemands*», Oeuvres, Tome 32, p. 555.

(11) C'est le cas par exemple du trotskyste Broué quand, dans son ouvrage sur la révolution en Allemagne, il tente par là de justifier

l'attitude de Lévi et cie vis-à-vis de la formation du PCd'I. Il nous suffira de citer le discours de Zinoviev à la séance de l'Exécutif du 4/12/21: il y déclara que si le PCd'I souffrait, selon lui, un peu de doctrinarisme, cela ne l'avait pas empêché «*dans la lutte au sein des syndicats, contre le fascisme, etc. de mettre au centre de toute son agitation le mot d'ordre du front unique*». cf «*Storia...*», op. cit., p. 244.

(12) cf Fernand Lorient, «*Un an après Tours*». Discours prononcé le 5 février 1922, publié par les *Cahiers Communistes* (éphémère titre utilisé par le courant de gauche qui venait de perdre la direction du *Bulletin Communiste*).

(13) cf «*Bilan d'une période*», introduction de Trotsky à son recueil d'articles «*Le Mouvement communiste en France*», 1923. Reproduit dans le recueil «*Le Mouvement...*», op. cit., p. 273

AUX EDITIONS PROGRAMME (EXTRAITS)

Pour connaître toutes les publications du parti à une époque ou à une autre de son existence, nous conseillons nos lecteurs de se reporter sur notre site internet www.pcint.org. Dans la page «Catalogue publications», se trouvent les publications dans toutes les langues.

EN FRANCAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1..Communisme et fascisme (Edition 2001)	8€
2..Parti et classe	4€
3..Les Fondements du communisme révolutionnaire. (Nouvelle édition)	3€
4..Eléments d'orientation marxiste épuisé	
5..«La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme»)	2€
6..Force, violence, dictature dans la lutte de classe <i>épuisé</i>	
7..Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	9€
8..Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS)	6€

9..Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe)	10€
10..Eléments de l'économie marxiste	10€
Brochures « le prolétaire »	
11..Auschwitz ou le grand alibi (ré-édition 2004, texte de 1960)	1€
16..Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) (1981)	1€
17..De la crise de la société bourgeois à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981)	1,5€
18..Vive la lutte des ouvriers polonais!(1982)	1€
19..La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	2€
21..Lénine sur le chemin de la révolution (ré-édition 2004 -Texte de 1924, discours après la mort de Lénine)	1,5€
22..Marxisme et science bourgeoise (2002)	1,5€
23..Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de	

guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme (1999)	1,5€
24..Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe (ré-édition 2002)	1,5€
25..Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne / Italie 1921-1924 (Mai 2001)	1,5€
26..«Auschwitz ou le grand alibi»: Ce que nous nions et ce que nous affirmons (mai 2001)	1,5€
27..Algérie: seule la lutte de classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère en abattant le capitalisme (oct. 2001)	1,5€
29..Le C.C.I. : à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe (Déc. 2001)	2€
30..Le marxisme et la question palestinienne (août 2004)	4€
31..La laïcité, un principe bourgeois (mars 2005)	2€
32..La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (2009)	2€
33..Invariance du marxisme (2011)	2€
34.. La Commune a été grande parce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit (2011)	2€

Rapport sur les discussions en commission avec la délégation de l'Internationale

Nous publions ci-dessous le rapport des discussions en commission entre les représentants officiels de l'Internationale (le dirigeant communiste polonais Walecki et Bordiga) et des dirigeants du parti français, lors d'une séance confidentielle qui se déroula en marge des travaux du Congrès de Marseille.

L'intérêt de ce document est de montrer sur le vif l'incompréhension de la part, non de simples militants de base, mais de hauts responsables du PCF, des tâches et des obligations d'un parti révolutionnaire, et la difficulté des efforts de l'Internationale pour les faire comprendre. Constitué depuis un an à peine, à Tours, par l'adhésion à l'Internationale Communiste de la grosse majorité du Parti Socialiste (SFIO), le Parti Communiste, qui comptait alors officiellement cent trente mille membres, avait conservé les habitudes de ce dernier, pourri de démocratisme, de réformisme et de parlementarisme. Cela ne l'empêchait pas, sur la question du front unique, d'afficher une attitude intransigeante, en refusant toute initiative en direction des «dissidents» (c'est ainsi qu'était appelé le Parti Socialiste; et cette appellation était significative d'une incapacité à rompre avec toute une tradition de pratique et de théorie réformistes qui régnait pratiquement sans partage dans le PS depuis l'unification de 1905 qui donna naissance à la SFIO) – ce qui suscita l'ironie de Bordiga. Que cette intransigeance révolutionnaire était purement formelle, c'est ce que démontre toute la longue discussion sur la question de la constitution d'une véritable direction (appelée «présidium»), composé d'un nombre restreint de militants et capable de diriger au jour le jour l'action du parti. La plupart des responsables du PCF n'admettaient qu'une organe de direction pléthorique (24 membres!) et ne se réunissant que quelques heures une fois par semaine. Montrant sa nature libertaire petite-bourgeoise, le courant d'«extrême gauche», qui était influent dans la plus importante Fédération du parti, la Fédération de la Seine (Paris) et dont la figure la plus connue était le poète Pioch qui faisait profession de pacifisme (1), était le plus ferme adversaire des efforts de l'Internationale pour que le parti se dote d'une organisation adéquate, au nom de son opposition à... un soi-disant «centralisme oligarchique»!

Quelques brèves indications biographiques sont indispensables pour mieux comprendre la discussion. Frossard, secrétaire-général de la SFIO à partir d'octobre 1918, s'était rallié à l'Internationale Communiste après un voyage à Moscou avec le social-chauvin Cachin; lors de la création du PCF en décembre 1920 au Congrès de Tours il devint le dirigeant du parti et le chef de la tendance majoritaire «centriste», en réalité étrangère au communisme; à la suite de crises répétées avec Moscou, il démissionnera du parti le premier janvier 1923. Il rallia alors l'alliance électorale dite du «bloc des gauches», puis

retourna à la SFIO, avant d'abandonner ce parti pour devenir ministre en 1935-36 dans divers gouvernements dont celui dit d'«union nationale» de Laval: il sera ministre du travail dans ce dernier gouvernement qui prendra de lourdes mesures anti-ouvrières (baisse autoritaire des salaires) dans le cadre d'une politique déflationniste. En 1938 Frossard sera néanmoins ministre du socialiste Léon Blum, puis du radical Daladier, avant de terminer cette belle carrière politique anti-ouvrière comme éditorialiste pétainiste.

Le futur stalinien Renoult faisait partie de la tendance Frossard dans le PCF, de même que Rappoport, plus connu pour ses bons mots que pour la fermeté de ses positions politiques, ainsi que Soutif (exclu du parti en tant que franc-maçon en 1922). Treint, futur dirigeant du PCF, était un des représentants de la tendance de gauche; il en était de même de Souvarine, délégué permanent du PC à Moscou. Souvarine avait le tort de se laisser aller dans ses lettres envoyées depuis Moscou à des attaques personnelles qui étaient utilisées par les éléments de la droite et du centre pour le discréditer; ces derniers combattaient à travers lui les critiques qu'adressaient le Comité Exécutif de l'Internationale à la direction du parti. Souvarine ne fut pas réélu à Marseille à son poste de délégué à Moscou, ce qui provoqua la démission d'une partie des militants de la gauche des instances dirigeantes du parti. Cette démission fut condamnée par le CEIC qui avait espéré un accord entre la gauche et le centre pour diriger le parti, alors que c'était le centre qui devenait du coup le dirigeant exclusif du PCF. Cette situation allait alimenter parmi les éléments de gauche durant l'année 1922 l'idée de la nécessité d'un «*Livourne français*» (2), c'est-à-dire d'une scission du parti comme la Gauche communiste l'avait réalisée en Italie dans le Parti Socialiste. Mais le problème était qu'il n'existait pas de Gauche communiste en France...

(1) Pour une critique des positions de Pioch et cie par Trotsky, voir *Le Mouvement Communiste en France*, Ed. de Minuit 1967, p.171. Il s'agit d'un discours de Trotsky à l'Exécutif, le 2/3/22. Contre les bons sentiments de Pioch qui disait que le militarisme rouge, la violence, le meurtre et l'effusion de sang ne sont pas des principes communistes, Trotsky affirmait sèchement que: «**le parti, c'est l'organisation de la haine consciente contre la bourgeoisie**»...

(2) Selon Humbert-Droz, délégué de l'Internationale à Paris à cette époque, qui écrit que le but de son effort est d'éviter cette perspective, les partisans de Treint étaient convaincus que l'Exécutif de l'I.C. était lui aussi partisan d'un *Livourne français*. cf «*L'oeil de Moscou à Paris*», Ed. Julliard, Paris 1964, p. 69.

Pour bien comprendre le Congrès de Marseille, on doit non seulement suivre ses débats publics, mais aussi être au courant du travail essentiel accompli par ses commissions.

La séance de commission la plus importante a été sans aucun doute la réunion commune tenue le 27 décembre à Marseille entre la sous-commission sur la politique générale et la délégation de l'Internationale. Durant la réunion j'ai noté point par point toutes les remarques. Depuis lors j'ai eu l'opportunité de lire mon rapport analytique à Renoult de la dixième section de Paris. Renoult conteste que la motion mentionnée au début ait été rédigée par Frossard. Je suis certain que le 26 décembre Renoult a déclaré en séance plénière que Frossard était l'auteur de cette motion. Quoiqu'il en soit, c'est un détail sans importance.

Avant que je le lui lise, Renoult m'a fait la remarque que ce rapport était ma construction personnelle; il maintint cette réserve après avoir écouté mon rapport; toutefois quand je le pressai de spécifier en quoi le rapport était incomplet ou inexact, il resta silencieux. En outre si l'exactitude de ce rapport était mise en question, Walecki ou Bordiga pourrait toujours être appelés comme témoins.

Pour ma part, je déclare que j'ai noté les déclarations, sinon verbatim, du moins point par point. D'ailleurs les remarques successives sont si liées

les unes aux autres que je n'aurais pu, même sans le faire exprès, en changer une seule sans changer tout le rapport.

Après beaucoup d'opposition, une motion a été finalement adoptée le 29 qui était satisfaisante pour notre groupe et pour l'Internationale. Toutefois, sur la base de l'expérience passée et à la lumière de la composition du nouveau comité directeur (auquel Souvarine n'a pas réélu alors que d'autres qui s'étaient résolument opposés à l'Internationale dans de nombreux articles de journaux, l'ont été), il y a des raisons de croire que les concessions étaient purement verbales et n'avaient d'autre but que de cacher au parti la profondeur des divergences existant entre la direction actuelle et l'Internationale.

Il sera facile de voir, en lisant ce rapport, si c'étaient des différends politiques ou des différends personnels qui étaient en jeu au congrès de Marseille. Si l'on connaît l'état d'esprit des différentes personnes, on sera mieux à même de juger des assertions de certains qui professent leur accord avec le Comité Exécutif de l'Internationale.

Puisse ce modeste effort contribuer à la clarification des votes enregistrés cette nuit à Marseille et aider notre Parti à progresser sur la route qui mène à la Révolution Communiste.

Albert Treint, 19 janvier 1922.

Séance du 27 décembre 1921

Séance commune tenue à Marseille entre la Sous-commission sur la Politique Générale et la Délégation de l'Internationale

Président de séance: Treint (1)

Renoult lit la motion adoptée par la sous-commission avec l'approbation de tous sauf Treint. Cette motion (que Renoult a affirmé à la séance plénière du comité des résolutions le 26 décembre avoir été rédigée par Frossard) comprenait entre autres:

1) Une condamnation en principe de la tactique du front-unique.

2) Une organisation du bureau exécutif du parti par laquelle ce bureau serait responsable pour les affaires administratives et politiques mineures dans l'intervalle des séances du Comité Directeur. (Ceci a été le résultat d'une longue dispute à l'issue de laquelle Renoult a accepté d'insérer le mot «politique»).

3) Référence à des polémiques antérieures qui à l'évidence étaient dirigées en particulier contre Souvarine.

La motion ne contenait aucune condamnation de la politique oppor-

tuniste du *Journal du Peuple*.

La discussion commence après cette lecture.

Bordiga: Je voudrais soulever une question préliminaire par rapport à la partie de la motion qui concerne le front unique. Le parti n'a pas encore pris position sur cette question. Toutefois je ne voudrais pas éviter le coeur du problème. Disons de tout de suite que cette motion contient une mauvaise définition de la tactique du front-unique – une mauvaise définition qui présente cette tactique comme un premier pas vers un rapprochement et une réunification avec les dissidents. Cette façon de présenter les choses déforme la pensée des sections nationales qui appliquent cette tactique aussi bien que la pensée de l'Internationale.

Walecki: Avant tout, laissez-moi dire que l'approbation de cette mo-

tion mettrait le parti français en opposition avec presque toute l'Internationale. Pour de nombreuses sections, pour l'Internationale elle-même, le front unique n'est pas une question de pure théorie. Partout, et en particulier en Allemagne et en Italie, la bataille prolétarienne contre le capitalisme est menée selon la formule du front unique. Le parti français qui n'est pas encore entré en lutte exactement selon cette ligne, doit prendre garde à ne pas ruiner au nom de la théorie pure l'action de l'Internationale qui est en train d'appliquer la tactique du front unique à travers plusieurs de ses sections.

J'aimerais faire remarquer en outre que le parti français se mettrait en opposition aux résolutions du Troisième Congrès de Moscou en prenant une position aussi radicale contre le front unique (Walecki lit le paragra-

phe 34 des Thèses sur l'organisation des partis communistes. Ce paragraphe stipule :

Dans le cas où le parti communiste essaie de prendre en main la direction des masses dans une période de tensions politiques et économiques promettant de déboucher sur l'éclatement de nouveaux mouvements et de nouvelles luttes, il n'est pas besoin d'avancer des revendications spéciales; on peut adresser directement, dans un langage simple et populaire, aux membres des partis socialistes et des syndicats, des appels à ne pas se tenir à l'écart des luttes qui correspondent à leurs besoins et que l'oppression croissante des employeurs rend nécessaire, même si leurs leaders bureaucrates s'y opposent; sinon ils seront inmanquablement conduits à leur perte. La presse du Parti, et en particulier ses quotidiens, doit dans ces circonstances souligner et démontrer quotidiennement que les Communistes sont prêts à agir comme dirigeants dans les luttes en cours et à venir des prolétaires réduits à la misère et que dans la difficile situation actuelle, ils sont préparés à venir en aide à tous les opprimés partout où c'est possible. Il faut prouver chaque jour que sans ces luttes la condition de la classe ouvrière deviendra impossible et que néanmoins les vieilles organisations cherchent à éviter ces luttes et essayent de les empêcher...

Sans utiliser explicitement les mots «front unique», nous avons là un ensemble d'idées qui correspondent parfaitement à la tactique du front-unique.

L'Internationale a préparé le Congrès de Marseille depuis des semaines, et les sections voisines l'ont fait aussi. Des hommes comme Lénine, Trotsky, Boukharine ont longuement réfléchi aux problèmes posés à Marseille, en dépit des autres tâches qui requièrent leur attention. Depuis des semaines le parti allemand s'est consacré à cette tâche. Le parti italien a reculé son propre Congrès de façon à pouvoir participer au Congrès de Marseille. Dans ces conditions, il n'est pas possible que le parti français prenne une décision de circonstance sur la base d'une question exprimée d'une mauvaise façon. Il y a certainement un malentendu entre l'Internationale et le parti français. Et on peut sûrement se demander comment un malentendu a pu arriver sur une question aussi importante.

Quoi qu'il en soit, les troupes de l'Internationale sont en lutte partout sous le slogan du front-unique. Le parti français dans son ensemble, avec toutes ses sections et fédérations, après avoir étudié la question sur la base d'informations précises, doit avoir le dernier mot.

Rappoport: l'appel au front uni s'adresse-t-il à la base ou aux dirigeants réformiste et opportunistes?

Walecki: Voici ma réponse. Laissez-moi d'abord simplement indiquer que si en France, les mots «front unique» provoquent un malentendu, nous n'insistons pas sur les mots, mais sur ce qu'ils signifient.

Dans la conjoncture actuelle un offensive des patrons se combine avec des mesures gouvernementales réactionnaires. Nous sommes face à une tentative de réduire les salaires, avec une crise de chômage, avec des menaces contre la journée de 8 heures; nous sommes même face à une lutte juridique ou administrative ou armée contre l'existence même de nos organisations (comme c'est le cas avec le fascisme en Italie).

Selon la doctrine communiste, quand les besoins vitaux du prolétariat sont menacés, il doit se défendre spontanément, biologiquement. Cela peut être saisi par tous les travailleurs.

Une telle situation rend réalisable à ce moment le front unique. En appelant tous les travailleurs à se défendre contre la bourgeoisie, nous pourrions briser l'emprise des organisations néfastes sur le prolétariat; nous mettrons tous ces dirigeants opportunistes ou réformistes qui ne veulent pas d'une lutte de classe le dos au mur.

La question de Rappoport est tout-à-fait secondaire, formelle. Est-ce que c'est une meilleure stratégie d'adresser ces appels directement aux masses de façon à mettre les dirigeants au pied du mur et à les démasquer, ou mieux vaut-il les adresser simultanément aux organisations centrales ou locales par l'intermédiaire de leurs responsables dirigeants? Cela dépend dans une grande mesure des conditions locales ou nationales.

Selon que les communistes ont la majorité ou qu'ils sont en minorité parmi le prolétariat organisé et selon que les syndicats soient divisés ou non, selon les traditions du mouvement ouvrier, les méthodes pour appliquer le front unique peuvent varier.

Il est indiscutable que la «lettre ouverte» (2) adressée par les Allemands à toutes les organisations a été

une excellente chose. En Italie, pour diverses raisons, le parti communiste s'est adressé uniquement aux syndicats. Nous vous demandons seulement de ne pas dénoncer la tactique de l'unité de front prolétarien et d'exprimer cela du mieux que vous le pourrez en accord avec le dictionnaire de français.

Treint: S'il est besoin d'un exemple tiré d'une expérience en France, c'est celui des grèves dans le textile à Roubaix et Tourcoing. Le camarade Brodel, à ce propos, en tant que secrétaire de la Fédération du Nord, pourrait bien nous donner des informations utiles.

Brodel: En effet de grandes grèves ont eu lieu à la Fédération du Nord et les organisations syndicales et les communistes ont combattu côte à côte. Ces mouvements ont cependant échoué. La classe ouvrière en fin de compte n'a pas amélioré son sort. Depuis que cette bataille s'est terminée par une défaite, les masses mal informées pourraient bien en tirer un argument contre le front unique et dire : «l'alliance avec les mauvais partenaires n'a pas réussi». Pour nous la défaite sert d'argument contre les réformistes, mais pour les masses elle parle contre le front uni.

Bordiga: Tout cela montre qu'après la lutte les organisations communistes ne doivent pas rester inactives. Il faut faire la critique des actions. Il faut montrer la responsabilité des dirigeants réformistes. Ayant tiré les leçons correctes de la lutte, il faut faire usage de cette expérience que nous y avons gagnée pour conquérir au communisme la Bourse du Travail de Roubaix. Evidemment un tel résultat ne peut être atteint en un jour.

Brodel: C'est de cette façon que nous essayons d'interpréter les leçons de l'expérience et de discréditer les réformistes. Mais nous agissons en passant par dessus la tête des dirigeants.

Bordiga: Avec quel programme vous adressez-vous aux masses?

Brodel: Avec un programme révolutionnaire!

Bordiga: Pour entraîner les grandes masses ce n'est pas quelque chose de suffisamment concret. Dans une telle période la revendication, la plus modeste revendication est révolutionnaire, parce que la bourgeoisie ne peut pas la satisfaire. D'où, la possibilité de proposer sur des revendications concrètes, une action générale

de tout le prolétariat.

Renoult: D'accord. Mais nous sommes en train de parler de la question du front unique. C'est notre droit aussi bien que notre devoir d'avoir notre mot à dire sur le sujet. Nous sommes libres d'agir de cette façon. Loin de nous bien sûr d'interférer avec la liberté d'autres sections nationales. Qu'on le veuille ou non, le front unique implique un certain rapprochement avec les dissidents. Cela est pour nous inacceptable. Quand Frossard dans son discours a pris position contre le front unique, le Congrès a exprimé son accord unanime. Le parti communiste est ainsi informé jusqu'à un certain point et peut prendre une décision.

Walecki: Le front unique n'est pas le rapprochement avec les dissidents. Bien au contraire.

Renoult: Notre classe ouvrière ressent une irritation croissante envers les réformistes. Le besoin de lancer des slogans concrets n'a pas de lien avec la tactique du front unique. En outre, en concevant le problème comme ils le font et en proposant un gouvernement commun avec les socialistes, les camarades communistes allemands ont confirmé notre opposition au front unique.

Bordiga: C'est une question différente. La façon dont les Allemands appliquent le front unique, qui sera examinée par le prochain Congrès international est un problème spécifique qui ne doit pas être confondu avec l'essence du problème.

Renoult: Souvarine parlait en notre nom quand il a fait des objections à une action commune avec la Deuxième Internationale, l'Internationale deux et demi et l'Union Syndicale Internationale d'Amsterdam, dans la mesure en ce qui concerne l'aide à la Russie et l'action en faveur d'un emprunt prolétarien international.

Bordiga: Dans l'aide à la Russie, il n'y a ni question de principe ni question de tactique.

Renoult: En tout cas, nous savons très bien de quoi il s'agit; il n'y a pas malentendu. Notre opinion est arrêtée, bien arrêtée. Nous disons: mouvements de masse? Oui. Front unique? Non.

Bordiga: Appartenant comme je le suis à un parti qui est parfois accusé d'extrême intransigeance, je suis ravi de voir cette manifestation d'intransigeance parmi nos camarades français. Mais l'intransigeance n'est pas synonyme de simplisme. Nous devons

appliquer notre intransigeance à la réalité. Il faut être intransigeant et pénétrer cependant les masses.

Rappoport: En un mot garder sa vertu au milieu des tentations!

Bordiga: Il faut creuser le terrain sous les pieds des réformistes. Si l'approche tactique envisagée par le parti allemand a ses dangers, ces dangers peuvent être évités uniquement si nous démontrons la possibilité de rester intransigeants au milieu de la réalité.

Vous dites: actions de masse, oui! Mais vous devez prendre position devant les masses. Une campagne ne peut pas être menée seulement à travers la presse et des manifestations. Vous devez aussi aller dans toutes les réunions d'ouvriers et de paysans et les dresser contre les réformistes. En Italie, nous avons voté pour une grève générale à la Fédération Générale du Travail (CGT) et en même temps nous attaquons vigoureusement les réformistes, ce qui prouve qu'on peut en même temps prôner l'unité d'action et attaquer les réformistes. Dites si vous voulez que le parti français est incapable de se rapprocher des dissidents, mais ne désavouez pas la méthode du front-unique; c'est complètement un autre sujet.

Le parti français doit au moins se réserver la possibilité de trouver dans son expérience propre des formules qui lui permettront de ne pas s'enfermer dans sa tour d'ivoire, et de féconder son intransigeance. La question doit être laissée ouverte et une pure négation évitée.

Rappoport: Je voudrais souligner le contexte historique de la question du front unique dans la mesure où la France est concernée. Quand Ker (3) est revenu d'Allemagne, je n'étais pas d'accord avec Renoult pour condamner la tactique du front unique. Je n'avais des réserves que sur le slogan spécifique: Saisie du Stock d'or. Puis la lettre de Souvarine est arrivée. Comme tout le monde ici en France il a dit qu'il était contre le front unique pour l'aide à la Russie. En ce qui concerne la «lettre ouverte» du parti Allemand, je me suis prononcé pour elle dans l'Humanité. J'ai approuvé cette stratégie de s'adresser aux masses par dessus la tête de leurs dirigeants.

En dehors de ces questions qui ont été agitées dans des cercles restreints et superficiellement, il faut convenir que la question du front unique n'a pas été posée devant l'opinion communiste française.

Bordiga: En Italie, nous sommes partisans du front unique. Mais nous nous réservons le droit de choisir les méthodes adéquates. Récemment une organisation a appelé à un rassemblement de toutes les autres. Nous avons rejeté cet appel. Dans cette question particulière, nous avons préféré voir le front unique se matérialiser autour de comités communistes.

Rappoport: Quand de Moscou nous est posée la question du front unique, nous sommes enclins à considérer cette tactique nouvelle comme un résultat de la nécessité historique de l'opportunisme de Lénine.

Walecki: Vous dites «nous»! Vous avez mandat pour vous exprimer ainsi? Le parti français s'est-il prononcé là-dessus?

Rappoport: Non. J'exprime un état d'esprit de fait qui existe à l'heure actuelle dans le parti français. Maintenant que les Russes sont au pouvoir, ils se trouvent dans une zone modérée, tandis que nous sommes dans une zone tropicale et il semble que le froid vienne de Moscou. Quant à moi, je ne partage pas cet état d'esprit. Il me rappelle certains articles de l'*Iskra*, où cette tactique était déjà indiquée: grouper dans une action commune les chefs, pour démasquer ceux qui trahissent les intérêts ouvriers. Je pense donc que le front unique n'est pas juste la dernière mode de Russie. C'est du révolutionnarisme concret. Je suis prêt à l'accepter en principe.

Mais vous devez vous souvenir que le Français est d'une logique simpliste et qu'il ne comprend pas bien toutes ces choses.

Bordiga: Mais il devrait être facile de s'expliquer que si nous nous rapprochons des chefs réformistes, c'est pour se quereller avec eux.

Rappoport: Il y a deux ans nous avons fait quelque chose de similaire. Nous avons eu un meeting place Bonvalet avec la CGT pour la défense de la révolution russe. Il y avait Merrheim (4)... La question n'a jamais été soulevée dans le parti français depuis.

Walecki: Quoi qu'il en soit, la question du front unique n'est pas nouvelle. Toutes les idées exprimées par les mots «front unique» se retrouvent dans les thèses du troisième Congrès. La «lettre ouverte» a été aussi discutée à ce moment. Hé bien, pas un seul délégué français n'a exprimé la moindre réserve sur cette partie

des thèses et de la tactique, que ce soit en commission ou à la séance plénière.

D'ailleurs, il s'agit de l'atmosphère du monde entier. C'est une atmosphère d'offensive patronale. Et cela détermine la tactique, et non des considérations de psychologie sentimentale plus ou moins justes.

Lorsqu'on pose cette question: en cas d'agitation violente que ferez-vous de Renaudel (5)? Vous répondez avec nous: on le pendra! Mais ce n'est pas le problème à résoudre. Le vrai problème est celui-ci: comment agir avec la classe ouvrière de Roubaix? Est-elle divisée pour toujours? Roubaix a des chefs réformistes, c'est entendu. Eh bien, démasquez-les! Brodel disait que la classe ouvrière est démoralisée. Après ces échecs, elle est contre toute nouvelle lutte. A vous de réagir. Il ne faut pas que les ouvriers croient qu'ils auraient été vainqueurs du premier coup, même si les réformistes de Roubaix n'existaient pas. L'expérience de Roubaix devrait servir aux communistes pour reconquérir Roubaix.

Brodel: D'accord, on n'est vaincu que lorsqu'on croit l'être. Pour nous les communistes du Nord, la bataille continue. Mais nous sommes obligés de constater qu'en ce moment, la classe ouvrière de là-bas est saturée de toute lutte.

Walecki: C'est une période de dépression qui, par l'action des communistes, fera place à de nouvelles périodes de lutte.

En ce qui concerne la résolution de la commission, elle est inadmissible pour le Congrès et pour vous-même. Il faut la changer.

Après avoir mentionné dans votre résolution la scission syndicale, vous utilisez l'expression «dans le même ordre d'idées» pour introduire votre conclusion à propos du front unique. Vous semblez par là accepter d'un coeur léger la scission syndicale. Dans une certaine mesure, vous contribuez à armer à ceux qui vont partout nous représentant comme des fauteurs de scissions.

Et puis après en ce qui concerne le front unique, qui n'est pas un principe mais une tactique correspondant à une situation donnée, tout ce que vous voyez, c'est un rapprochement avec les dissidents. Vous semblez dire que Moscou vous conseille ce rapprochement. Ce n'est peut-être pas ce que vous voulez dire. Cependant si votre texte reste tel qu'il est, beau-

coup dans le parti le comprendront de cette façon. Et ce ne sera pas correct.

Que faut-il faire?

Vous devriez rédiger une motion distincte sur le front unique. Mais n'oubliez pas que depuis le Troisième Congrès, les partis n'ont pas beaucoup de marge de manoeuvre. Les premiers pas vers le front unique avaient déjà été faits au Troisième Congrès. Si vous préconisez une révision des décisions du Troisième Congrès, vous devez vous assurer d'utiliser les canaux appropriés pour réviser les décisions de l'Internationale. En tout cas la question ne peut être réglée en une phrase pour s'en débarrasser. Une prise de position polémique ne peut résoudre un tel problème; le texte de la commission est inacceptable.

Ou alors vous pourriez décider que la question n'a pas été suffisamment examinée. Vous la mettriez alors sur l'agenda de votre parti, sur l'agenda de votre Comité Directeur et celui des fédérations. Vous demanderiez à l'Internationale elle-même de participer à la discussion.

Renoult: Je suis d'accord pour un nouvel examen. Nous pourrions demander à tous les membres en vue du parti de participer à la commission. Nous ne pensons pas que nous sommes liés par le Troisième Congrès, où la question du front unique n'a pas été mentionnée. Nous considérons que la question est réglée et que le parti a pris position. Frossard a été vivement applaudi quand il a parlé contre le front unique.

Bordiga: Ce n'est pas une question qu'on ne peut qu'effleurer et régler par des applaudissements.

Brodel: En outre la principale cause des applaudissements a été que Frossard a souligné l'abyss entre les dissidents et nous.

Bordiga: Mettez cela au début de votre motion. Mais ne mélangez pas le front unique et la rupture irrévocable avec les dissidents.

Renoult: Notre but est de prendre position et de faire connaître notre opinion à toute l'Internationale.

Bordiga: Dans ce cas, vous devriez présenter un texte qui rend justice à l'ampleur et à l'importance de la question.

Treint: Les opinions de Renoult ne sont pas partagées de façon unanime par le parti. C'est pourquoi je n'ai pas voté en faveur de la motion Renoult. Je pense que la tactique du front-unique est valable et corres-

pond à la situation internationale. Sans doute les points les plus délicats de cette tactique en France doivent prendre en compte la faiblesse des dissidents, dont il ne faut à aucun prix redorer le blason terni. Ce n'est certainement pas le but de l'Internationale.

Il faut reconnaître que notre propagande de meetings touche toujours le même public de sympathisants et que nous nous limitons à une démonstration théorique en faveur du communisme devant une audience qui ne change pas.

En appelant le prolétariat à des batailles communes sur un front unique, sur des mots d'ordre concrets et pour des actions déterminées, nous obligerons les chefs réformistes ou à se laver les mains des luttes ou à trahir les intérêts des ouvriers. Dans les deux cas la critique communiste est armée pour les démasquer. Des démonstrations théoriques devant des audiences limitées seront ainsi remplacées par la preuve expérimentale de la trahison par les chefs des intérêts des ouvriers. Cette preuve expérimentale n'atteindra pas seulement une audience limitée, mais toute la classe ouvrière qui participe à la lutte.

Bordiga: Ne disons pas remplacement de la démonstration théorique par la preuve expérimentale. Il y a de la place pour les deux.

Treint: Vous avez tout à fait raison. Je voudrais ajouter que c'est dans la mesure que la rupture est finale, irrévocable, et dans la mesure où les communistes contrôlent leur organisation et sont libres de critiquer les dirigeants réformistes, que la tactique du front-unique peut être envisagée. Des organisations communistes solides, sûres de leur critique, sont essentielles pour une tactique de front-unique effective. Loin d'impliquer une réunification, le front unique n'est faisable que grâce à l'existence de partis communistes distincts. Loin d'être le retour à la vieille unité, le front unique est le moyen concret pour éclairer la masse égarée par les réformistes et l'amener au communisme. Bordiga disait il y a un moment «se rapprocher des chefs réformistes pour se quereller avec eux». On peut ajouter: – et pour que, dans la querelle, les masses donnent raison aux communistes..

Bordiga: Vous avez parfaitement raison. (Se tournant vers Renoult): à propos, vous attaquez le projet de réorganisation du Comité Directeur

présenté par Lorient en disant que les fédérations n'ont pas été consultées. Et pourtant rien d'autre que l'organisation du travail interne de votre parti n'était en cause. Pourquoi cet argument n'est-il pas valable pour une question beaucoup plus importante comme celle du front unique?

Renoult: Parce que la réorganisation du Comité Directeur requiert un changement des statuts.

Walecki: C'est une autre question, que nous examinerons brièvement.

Brodel: De plus nous avons quelques notions sur le présidium, alors que je réalise maintenant que nous sommes complètement dans l'obscurité à propos du front unique. Nous ne pouvons prendre une position sans présenter la question devant les fédérations.

Walecki: Quel que soit le texte que vous approuverez, cela ouvrira plutôt que fermera le débat. L'Internationale aura à intervenir et exposera ses vues publiquement. Il serait très maladroit de voter d'abord puis de discuter ensuite.

Renoult: D'accord. Nous reprendrons nos délibérations, mais je ne pense pas que le point de vue de la majorité, de la quasi-unanimité de la commission, pourra être affecté.

Walecki: Tout ceci prouve qu'il y a quelque chose à changer dans les relations internationales. Je suis étonné qu'un tel malentendu ait pu apparaître avec le parti français sur une question de cette importance. Abordons maintenant les autres questions.

Vous avez parlé favorablement du centralisme démocratique, en contraste avec le centralisme oligarchique que vous dénoncez. Il y a des différences de degré dans le centralisme selon les circonstances de la lutte. Mais si concentré que soit le centralisme, il reste démocratique dans le sens que même la direction la plus soudée répond de ses actions dès que c'est possible.

Nous vous demandons d'enlever le passage sur le centralisme oligarchique parce qu'il semble s'en prendre à une tendance existante, alors qu'à ma connaissance il n'a jamais existé une telle tendance.

Renoult: La [Fédération de la] Seine a insisté pour que cette distinction entre les deux types de centralisation apparaisse dans la motion. Nous sommes déterminés à la défendre. Cela ne signifie pas qu'il y ait des instances de centralisme oligarchique.

Walecki: Je n'aime pas jouer sur les mots. Je parle de choses et de textes. Que vous le vouliez ou non, votre motion proclame au monde entier qu'il y a dans le parti français ou dans l'Internationale deux courants qui s'affrontent, l'un en faveur du centralisme démocratique, l'autre en faveur du centralisme oligarchique. Dans toutes les sections de l'Internationale votre texte sera passé au crible et il provoquera une effervescence d'autant moins utile qu'il n'existe aucune base pour l'affirmation implicite qu'il y a une tendance vers un centralisme oligarchique, comme vous le savez bien.

Le problème en discussion était la réorganisation du Comité Directeur. C'est une question importante. Vous parlez d'un petit bureau capable de prendre des décisions sur des questions politiques et administratives secondaires entre deux sessions du comité directeur.

Treint: Et en plus le mot «politique» a été rajouté en résultat d'une longue discussion.

Walecki: Bien, il y a quelque chose d'hypocrite à propos de ce texte. Si 5 camarades consacrent 8 heures par semaine au parti, ils ne pourront pas ne pas devenir des spécialistes administratifs et prendre du poids dans la direction et toute la vie du parti. Ils ne peuvent en réalité être relégués à des tâches secondaires. Le petit bureau a un rôle propre qui est de prendre y compris des décisions importantes. Le Comité Directeur à son tour, a la fonction de passer au crible les décisions qui ont été prises par le petit bureau, qui en est responsable, et il peut modifier ces décisions à volonté. Je ne crois pas que cette division entre des sujets majeurs et mineurs soit une bonne méthode d'organisation.

Regardons maintenant la question du contrôle de la presse. Vos motions font référence à la conduite déplorable de certains journalistes. Si c'est le cas, avec une direction énergique, vous devriez avoir soit empêché soit critiqué cela. Mais toutes ces polémiques qui selon vous visent des personnes, ont leur côté politique. Peut-être y a-t-il un conflit de tendances. Vous ne dites pas un mot à ce sujet.

Il y a des journaux qui sont la propriété de membres du parti. Il y a des camarades qui exposent ainsi des opinions que sinon ils ne pourraient pas exprimer publiquement. Dans le

Journal du Peuple, ces derniers mois, il y avait de violentes critiques contre l'Internationale, des critiques qui étaient associées au «Bloc des gauches». Un problème politique de ce type mérite une attention plus soutenue que la mauvaise conduite de certains journalistes.

Le fait que des membres du parti contribuent à des journaux privés a sans aucun doute une couleur et une saveur bien définies; c'est la couleur et la saveur de l'opportunisme de droite. Je ne m'intéresse pas aux personnes. Je m'occupe du phénomène en tant que tel. Dans un parti qui vient juste de passer par la scission de Tours, il n'est pas étonnant qu'il y existe des tendances au retour vers le passé. Votre motion ne dit pas un mot de cela. Pourtant il y a sans aucun doute des choses plus importantes que la grossièreté d'un journaliste. Le fait est que vous critiquez un seul camarade. Eh bien, si Souvarine est grossier en privé, tirez-lui les oreilles; s'il est grossier en public, blâmez-le. Mais vous parlez d'un fauteur de trouble. Voudriez-vous retirer à Souvarine le droit d'exprimer son avis sur les actes politiques de tels ou tels membres du parti?

En réalité en attaquant Souvarine dans votre motion, vous avez donné un coup à gauche. Vous avez oublié de donner un coup à droite. Vous n'avez rien dit au sujet des articles de Fabre.

Rapport: Personne ne prend Fabre au sérieux.

Walecki: On dit toujours cela, et c'est ainsi que le mal prend racine et grandit. Et puis même si ça n'a pas d'importance, comme vous dites, rendez-vous compte des répercussions de tels articles à l'étranger. Ménagez les nerfs des hommes de Moscou. Ils ont d'autres chats à fouetter. Au moment où il faut démasquer Serrati, que Rapport ne lui tende pas la perche (6).

Supprimez toutes ces choses. Quel intérêt ont-elles pour la classe ouvrière?

Bordiga: On devrait dire dans la motion que des mesures seront prises contre ceux qui polémiquent, en particulier contre l'attitude politique de l'aile droite qui est en contradiction avec les décisions de l'Internationale.

Renoult: Mais n'oublions pas cependant les polémiques de Souvarine.

Walecki: Je vous demande pardon! Qui a commencé tout ça? Et la

guerre mondiale? Qui saura jamais qui l'a commencé?

Rapport: Je voudrais dire quelques mots à propos de Serrati et de la question italienne. Les communistes italiens ne voyaient pas les choses comme moi. Ils disaient que Treint était le seul qui avait correctement compris la situation. Avant le Congrès de Milan Serrati m'a écrit. J'ai toujours sa lettre.

Walecki: Montrez moi cette lettre.

Rapport: J'ai répondu à Serrati: si vous pensez que Lénine a tort, vous feriez mieux de vous assurer que vous n'êtes pas le seul à avoir raison. Au moment où j'écrivais cela, la décision d'exclure le parti socialiste italien n'avait pas encore été prise.

Treint: Mais votre réponse est postérieure au Congrès de Milan. Là, Walecki, au nom de l'Internationale, avait déjà laissé savoir au parti socialiste italien qu'il était exclu de l'Internationale. Le Comité Exécutif de l'Internationale n'avait pas encore ratifié cette décision. Mais vous étiez suffisamment familier avec la situation italienne pour savoir que cette ratification n'était qu'une formalité. En critiquant l'Internationale dans votre article juste au moment où Serrati était exclu, vous avez tapé sur les communistes italiens.

Bordiga: (ironiquement, en se tournant vers Rapport). Votre reproche selon lequel nous ne prenions pas assez en compte l'audience de Serrati auprès des masses était en réalité un compliment pour nous; nous avons fait pendant toute une année ce que vous proposiez.

Walecki: (à Rapport) Et puis, vous savez, c'est politiquement maladroit de donner des leçons à Moscou sur le tact et la tactique dans le *Journal du Peuple*.

Rapport: Ce n'était pas mon intention. J'aurais certainement dû être plus prudent. Souvarine a blâmé Rapport à ce sujet parce qu'il ne pouvait trouver rien d'autre pour le blâmer.

Walecki: Eh bien, est-ce que vous refusez de modifier le texte de votre motion?

Renoult: Nous voulons le laisser tel quel; il reflète bien l'esprit de la commission. Le Congrès a été détérioré par des polémiques d'ordre personnel. Pour *La Vague* et le *Journal du Peuple* nous sommes d'accord. Mais on a parlé dans le *Bulletin Communiste* de «Paul Louis qui rebute ses

lecteurs». Ce sont des expressions comme celle-là, de la part de Souvarine, qui enveniment tout.

Walecki: Le *Bulletin Communiste* est sous le contrôle de quelqu'un. C'est un organe du parti. Vous critiquez Souvarine. Vous devriez aussi critiquer la direction du parti.

Treint: Renoult dit: nous sommes d'accord en ce qui concerne *La Vague*. Oui, maintenant, avant le Congrès! Mais je trouve inexcusable qu'il s'est passé 4 mois entre la décision du Comité Directeur et le début de son application. Le Comité Directeur a décidé de déférer Brizon devant la commission des conflits le 19 juillet; la commission a abordé la question pour la première fois le 17 novembre.

Renoult: Certains des caprices de Souvarine sont sans l'ombre d'un doute intolérables. Nous ne voulons pas de censeurs. Même sans se livrer à des abus, on ne devrait pas accuser des camarades d'opportunisme et les excommunier aux yeux de l'opinion communiste.

Brodell: Peu après, Souvarine a aussi attaqué Verfeuil dans le *Bulletin Communiste*.

Treint: Oui, après que Verfeuil ait écrit dans *l'Humanité* un article où il prêchait le retour à l'unité.

Renoult: Les éditeurs avaient demandé un article à Verfeuil.

Treint: Ont-ils approuvé le contenu de l'article?

Walecki: Dans tous les cas, dans votre texte Souvarine apparaît comme le seul visé et le seul blâmé. Et c'est injuste.

Rapport: Si vous avez vos nerfs à Moscou, on a ici une sensibilité française!

Renoult: Rapport sait de quoi il parle!

Rapport: Celam'a pris du temps et j'ai pas mal souffert à cause de ça! Souvarine ne vous pas assez expliqué l'affaire du *Journal du Peuple*. Fabre c'est un marchand de papier nationaliste. Mais tout de même cet homme s'est exposé pendant la guerre et, grâce à son cabotinage de gauche, il nous a alors permis d'introduire toutes nos idées par son journal.

Walecki: Alors vous le payez maintenant par votre complaisance?

Rapport: Quand Fabre s'égarait, Frossard le signalait dans des articles brillants. Il y a eu un moment où grâce à Fabre nous avons été capable de propager nos idées. Encore aujourd'hui il nous donne accès à toute un public anarco-syndicaliste.

Je n'essaye pas de défendre Fabre? Je suis juste en train d'expliquer notre psychologie par rapport au *Journal du Peuple*.

Renoult: Cela cessera. Nous en donnons l'assurance.

Rapport: Si seulement au lieu de tirer au canon depuis Moscou, vous aviez communiqué par lettres.

Walecki: Il y a eu plus de 10 lettres!

Treint: Oui, mais le ton des lettres de Souvarine a été exploité; il a été utilisé pour éviter le coeur de la question.

Walecki: Il y a eu une lettre du Comité Exécutif écrite le lendemain du Congrès de Moscou, où la question avait été examinée. N'avez-vous pas reçu le rapport de Lénine?

Rapport: Nous pensons que Moscou n'est pas intéressé par nos petits démêlés.

Bordiga: Mais attendez! Des mesures pour le contrôle de la presse dans toute l'Internationale ont été prises. Le Comité Exécutif était prêt à faire une exception à votre égard; toutefois on peut légitimement se demander comment une situation telle qu'elle est révélée par les cas Fabre et Brizon peut arriver dans un parti communiste.

Walecki: Voici la lettre que je viens de recevoir. Elle est datée de Moscou, 19 décembre (7). L'essentiel de la lettre est que dans le *Journal du Peuple* les résolutions de l'Internationale sont présentées comme des oukases? En réalité ce ne sont pas même des résolutions mais des propositions faite au parti en agrément complet avec la délégation française. Ces propositions ont été discutées avec Humbert-Droz lors de son voyage à Paris. La lettre du Comité Exécutif demande pourquoi la délégation française et le Comité Directeur du parti n'ont pas arrêté la campagne déloyale de Fabre en rétablissant les faits! Le *Journal du Peuple* en outre s'est opposé au raffermissement de la direction du parti en ridiculisant l'idée du présidium. Pourquoi le Comité Directeur n'a pas pris unanimement fait front contre la tendance du *Journal du Peuple* qui prenait nettement position contre l'Exécutif et pour le Bloc des gauches? Rapport déclare: «vous vous alarmez pour des broutilles» Et je répond: «Ne voyez-vous pas que la situation est depuis des mois politiquement intenable?». Vous dites: «Il est difficile de faire respecter la discipline en

France». Qu'avez-vous fait pour surmonter cette difficulté?

Je regrette seulement que la correspondance entre Moscou et le parti français ne soit pas connue de tous les membres du parti.

Renoult: Nous vous assurons que cette fois il n'y aura non des paroles mais des actes de notre part.

Walecki: Dans votre motion vous avez omis tout ce qui condamne le *Journal du Peuple* sur le terrain politique. Et vous donnez un coup à Souvarine qui l'a peut-être mérité sur le plan formel, mais pas sur le plan politique. Votre commission des conflits joue le rôle d'arbitre politique du parti. Quelle bizarre procédure!

Bordiga: Le présidium est l'autorité adéquate pour régler ces questions qui engagent la vie politique du parti.

Rappoport: Nous ne voulons pas passer notre temps à exclure des gens.

Treint: Selon moi il est grave que nous venions juste de découvrir dans l'Humanité que l'affaire Fabre sera réglée par une simple censure de la commission des conflits.

Rappoport: Je reconnais que la déclaration de la commission ne contenait pas une condamnation politique absolue de Fabre.

Brodel: Ce Congrès a été empoisonné par une poubelle de controverses qui a été jetée sur nos têtes à l'improviste.

Walecki: Ceci n'aurait jamais eu lieu si le Comité Directeur avait fait son travail, s'il avait résolu ces questions rapidement et définitivement. (Walecki lit le passage dans la lettre de l'Exécutif du 19/12 sur le traitement dilatoire du cas Fabre).

Il n'y a pas de doute que si le cas Brizon avait été traité rapidement et selon la procédure disciplinaire correcte, le *Journal du Peuple* aurait été plus prudent. Ils s'est au contraire trouvé enhardi par l'attitude conciliatrice envers *La Vague*.

Rappoport: Nous sommes réticents à agir à cause de la réputation passée de *La Vague*.

Rappoport (S'adressant à Walecki et Bordiga): Et à propos des controverses, laissez-moi vous donner les lettres de Souvarine. Vous verrez quels noms d'oiseaux il donne à certains membres du parti.

Walecki: Souvarine est le délégué du parti à l'Exécutif. Il n'a jamais été rappelé. Même Bestel a confirmé lors de son récent voyage que Souvarine jouit de la confiance

du parti.

Rappoport: Nous ne voulons pas créer de scandale.

Bordiga: Revenons à l'organisation du Comité Directeur. Il est paradoxal de dire que le petit bureau prendra des décisions sur les questions secondaires. Selon moi les questions secondaires sont celles qui peuvent le plus facilement être réglées par le Comité Directeur. Les décisions sérieuses ne peuvent être prises que dans un cercle limité. Elles doivent être laissées à quatre, cinq ou six camarades qui ont la confiance du parti. Il est erroné de diminuer le rôle de ces camarades en les confinant aux questions secondaires. Dans l'intervalle des réunions du Comité Directeur, le petit bureau doit avoir les mêmes pouvoirs que celui-ci – des pouvoirs plus grands en réalité, étant donné qu'il est composé de spécialistes qui consacrent tout leur temps entièrement au parti. Même dans l'espace d'une semaine des questions urgentes et graves peuvent se poser demandant des décisions immédiates. Le petit bureau doit être entièrement compétent pour prendre ce genre de décisions, pour lesquelles il rendra compte plus tard.

Si le parti doit devenir une armée luttant contre la bourgeoisie, il peut bien arriver qu'il soit impossible de réunir un large Comité Directeur. On doit envisager ce genre de situation. Je sais de quoi je parle: en Italie nous avons eu la leçon du fascisme. Enlevez le mot «mineures» de votre motion. La question des polémiques n'aurait même pas du être soulevée. Si vous aviez une direction énergique, tout ceci aurait été réglé.

Rappoport: On pourrait ajouter la condamnation du *Journal du Peuple* à notre motion.

Bordiga: Laissez-moi ajouter que paraître discréditer votre représentant à Moscou dans un document officiel fera une impression déplorable. Est-ce que les allusions à peine voilées contenues dans votre motion ne pourraient pas être coupées?

Je suis également étonné que l'extrême gauche qui semble avoir pris la direction de la Fédération de la Seine est préoccupée par le centralisme.

Soutif: L'établissement d'un bureau de 5 membres nous a frappé comme étant une forme de centralisme oligarchique. Nous ne voulions à aucun prix donner à ce bureau des fonctions politiques. Le texte actuel, qui lui donne des fonctions politi-

ques mineures, est déjà une importante concession de notre part.

Bordiga: Et qu'est-ce que vous pensez des pouvoirs du secrétaire général?

Soutif: Il sera assisté d'un secrétaire administratif.

Bordiga: Si vous allez avoir un système parlementaire avec 24 personnes, vous ne pourrez vous attendre à accomplir quoi que ce soit. En Italie nous avons un secrétaire administratif, mais la direction centrale est composée de cinq personnes interchangeables qui garantissent au parti la continuité de son travail au jour le jour. Nous ne distinguons pas, et il est impossible de le distinguer, entre ce qui est politique et ce qui est administratif. Même en ce qui concerne les affaires parlementaires, l'un de nous peut à tout moment être obligé de faire une déclaration au nom du parti. Et puis, est-ce que l'organisation n'est pas une question politique? La forme d'organisation du parti varie selon sa politique. Le parti a besoin d'une autorité pour le diriger. Cette autorité doit être responsable. Elle peut être remplacée.

Brodel: Je ne sais pas si les camarades réalisent ce que nous sommes en train de faire en ce moment. Il me semble que pendant la dernière demi-heure nous avons été poussés à renverser nos décisions. Si nous avions su, Renoult aurait du avoir à disposition le texte complet des propositions;

Bordiga: Nous sommes seulement en train de délibérer. Ce sera à vous de décider.

Renoult: L'approbation de la proposition Frossard est assurée.

Treint: La proposition Frossard n'existe plus. Vous avez cédé sur la question du petit bureau en lui conférant des fonctions politiques mineures.

Bordiga: Vous devinez dans quelles conditions nous avons du vous rassembler. Vous êtes conscients que nous sommes présents ici clandestinement. Nous avons essayé de vous voir depuis 48 heures. Nous regrettons de ne pas avoir pu vous contacter avant.

Walecki: Quand on est obligé d'agir clandestinement, comme dans notre cas, on ne peut pas toujours dire: nous avons les mains liées; le vote de la commission a déjà eu lieu. Au-delà de toutes les considérations, il faut prendre en compte la vie elle-même. La vie du communisme est liée à la question de l'organisation. De-

puis des mois votre secrétariat et Moscou ont eu une correspondance continuelle sur ce sujet. Nous avons les rapports sténographiques de la discussion avec Humbert-Droz. Les camarades qui y étaient ont accepté de constituer un présidium. Pourquoi a-t-on permis au *Journal du Peuple* de ridiculiser l'idée d'un présidium, dont l'instauration avait été décidée?

Dans la lettre de l'exécutif du 19 décembre, tout un passage significatif est consacré à cette question. Vous vous devez, en traitant une question sur laquelle peut-être votre direction ne vous a pas donné suffisamment d'information, de ne pas ignorer l'avis du Comité Exécutif de l'Internationale.

Bordiga: (lit le passage de la lettre du 19 décembre sur cette question).

Walecki: C'est la substance de ma discussion avec Cachin. Il m'a dit qu'on peut arriver à un accord sur cette base. Il y a une contradiction entre votre texte et l'opinion de l'Internationale. Vous dites que le Comité Directeur a été réduit à l'impuissance à cause des problèmes mineurs et des tâches secondaires qui encombraient ses réunions. Et c'est pour cette raison que votre bureau composé de 5 personnes sera en charge des problèmes et des tâches mineures.

Renoult: Nous avons eu l'impression que la proposition Frossard était approuvée par le parti. Elle ne peut certainement pas être rayée d'un trait de plume.

Walecki: Il n'y a pas de fait accompli. Ce n'est pas comme ça qu'il faut envisager le problème. Vous dites, en invoquant votre autonomie nationale: voilà la volonté du parti. Depuis quand et comment c'est devenu un fait accompli? Le rapport sténographique d'octobre établit que le Comité Directeur a été d'accord avec Moscou sur la mise en place du présidium. Moscou n'a pas été averti d'un changement d'attitude. Vous parlez d'un fait accompli. Mais est-ce que vos Fédérations connaissent la volte-face du Comité Directeur? Leur en avez-vous parlé? L'écrasante majorité est complètement dans l'obscurité à ce sujet.

La direction politique du parti pose des problèmes. Dans la proposition Frossard et même dans le texte de votre commission, vous voulez désigner un certain nombre d'employés pour remplir des tâches mineures. Et bien, si vous faites comme cela, je peux vous prédire à coup sûr

ce qui arrivera, c'est que vous n'aurez pas renforcé le moins du monde votre direction. Il n'y a pas de sujet de routine, à part dans la bureaucratie d'Etat. Chaque lettre, même chaque conversation est un acte politique. Soyez honnête sur la différence dans votre attitude à l'égard du parti, et celle à l'égard de *l'Humanité*. *L'Humanité* est responsable pour les trois-quarts de l'activité politique du parti. Vous confiez la responsabilité éditoriale à une seule personne qui bien sûr doit avoir la responsabilité de son action. Vous confiez le contrôle du parti à 24 personnes qui se réunissent une fois par semaine. Et bien, vous devez constituer un petit bureau formé des cinq personnes les plus capables du parti pour prendre en charge les affaires principales aussi bien que les secondaires, et être responsables de leurs actions devant le Comité Directeur.

Il y a quelque chose d'hypocrite dans vos formulations. Quand 5 personnes passent 80 heures par semaine à travailler pour le parti, bien sûr avec un salaire, elles acquièrent inévitablement une influence prépondérante. Ces hommes doivent avoir la pleine confiance et un large mandat du Comité Directeur entre deux séances de celui-ci. L'autre face de la médaille est qu'ils sont responsables. Dans l'état actuel de votre organisation, quand vous cherchez qui est responsable, vous ne trouvez personne; toutes les responsabilités s'évanouissent.

Renoult: l'écrasante majorité du Congrès a approuvé le Comité Directeur à quelques détails près.

Walecki: Vous êtes libres de voter comme vous voulez. Mais ne vous attendez pas à obtenir les résultats souhaités en mettant en vos textes en pratique.

Laissez-moi rappeler ici mon expérience. Je suis membre du Parti Communiste Polonais et un délégué à Moscou. J'ai été désigné pour travailler en Occident. J'ai passé quelque temps en Italie. J'ai vu l'action du parti Allemand. J'ai réuni quelques faits et je suis complètement impartial.

L'organisation de la direction politique du parti est une question capitale. Vous n'avez pas posé cette question de façon correcte. Si ce n'est pas encore trop tard, laissez plus de marge de manoeuvre à votre Comité Directeur. Laissez-le organiser vos activités internes de la manière qu'il pense la meilleure. Laissez-le sélectionner ces

cinq délégués, son présidium.

Rapport: Il est vrai que la motion de la commission des résolutions contient quelques expressions malheureuses.

Walecki: Vingt-quatre personnes peuvent légiférer. Vingt-quatre personnes ne peuvent pas diriger. Nous sommes une armée combattante. Nous ne vivons pas en paix. Il n'y a pas un abyme entre la situation en Italie et en France. Hé bien, en Italie il n'y a pas toujours le temps de convoquer un grand nombre de camarades. Il y a eu des occasions ou un délai de vingt-quatre heures pour prendre une décision aurait transformé cette décision en une erreur politique.

Rapport: Nous changerons nos méthodes quand de telles situations arriveront.

Walecki: Non, Rapport. Il n'est pas sage d'attendre pour s'organiser que les événements vous mettent le couteau sous la gorge.

Le parti n'est pas seulement un instrument de propagande communiste; il doit aussi diriger la lutte du prolétariat et c'est quelque chose de complètement différent. Cette question est intimement liée à la question syndicale; durant les grèves le parti doit sortir de sa réserve. Il doit inspirer les syndicats par l'intermédiaire de ses militants. L'organe central qui est en permanence en session doit être capable d'intervenir sans délai. C'est impossible si vous êtes obligé de réunir 24 personnes. L'exemple allemand confirme mes remarques.

Avec votre système, ou bien vos textes sont observés à la lettre – et dans ce cas il n'existe pas de solide direction de parti – ou alors une ou deux personnes risqueront de prendre habilement le contrôle et d'en faire leur outil personnel. Ou alors les hommes chargés de traiter les tâches mineures prendront effectivement en charge la direction du parti, et vous aurez constitué le présidium conformément aux thèses du IIIe Congrès.

Brodell: Et si ces 5 ou 6 personnes sont jetées en prison?

Walecki: Je fais partie du Comité Directeur d'un parti interdit. Dans les syndicats nous avons 700 000 partisans. Notre Comité Directeur est constitué de neuf membres. En plus des membres en fonction, il y a des suppléants. Quand un membre du Comité Directeur est arrêté, le suppléant est habilité à prendre sa place. Même si le suppléant n'appartient pas au Comité Directeur, il milite dans

une fédération importante qui est en liaison constante avec le centre. Il est ainsi relativement au courant de son travail. En février dernier, sur les neuf membres, 4 étaient emprisonnés et 5 en liberté, donc 4 suppléants étaient en activité. Et maintenant, après que je me sois échappé, ma place n'est pas vide. Alors que je suis au travail ici, j'ai un suppléant sur place.

Brodel: Que se passe-t-il en cas d'arrestation générale?

Walecki: Même en Pologne qui sous une sérieuse réaction, cela n'est jamais arrivé. Il n'y a jamais eu plus de 4 membres simultanément en prison. Sur les neuf membres du Comité Directeur, quatre sont toujours en déplacement, pour différentes missions. Il en reste donc 5 au centre pour le travail sur le terrain.

Bordiga: On vient de parler du vote de la commission comme étant un fait accompli; il y a un autre fait accompli: les thèses adoptées unanimement par la Troisième Congrès, avec le concours de la délégation française (Bordiga lit les thèses sur la structure des partis communistes, paragraphe 47. Ce paragraphe dit: «Si le congrès le juge utile, il peut demander au Comité Central qu'il élise parmi ses membres un comité plus restreint composé des membres des bureaux politiques et organisationnels»).

Renoult: Avec tout le respect pour la direction plus restreinte, le texte dit «si le Congrès le juge utile».

Bordiga: A l'évidence vous interprétez mal ce qui est dit. «Si le Congrès le juge utile» ne veut pas dire que le parti peut être dispensé d'organiser une direction plus restreinte; ce que cela veut dire, c'est que «si le Congrès le juge utile», il peut laisser le choix du groupe plus restreint au Comité Directeur.

Renoult: C'est une question d'interprétation. Nous avons reçu la visite d'Humbert-Droz. Nous avons utilisé les mots «questions de routine», «tâche mineures» parce que c'est ainsi que nous l'avons interprété. A la lumière des anciennes habitudes et des décisions de Tours, nous estimons que c'est le Comité Directeur qui fournit la direction.

La création d'un petit bureau tel que vous l'envisagez pourrait avoir des inconvénients. Les relations avec le Comité Directeur comme un tout pourraient se trouver délicates. Nous nourrissons des espoirs solides sur la proposition de Frossard.

Walecki: Laisse-moi faire une proposition pratique. Disons dans le texte que vous voterez sur quelque chose de ce style: la direction du parti doit être raffermie. Le Congrès laisse au Comité Directeur le soin d'organiser son autorité à la lumière des propositions présentées.

Rapport: Vous demandez un renforcement du centralisme.

Walecki: Ce que nous voulons c'est une direction forte.

Rapport: Depuis Tours du progrès a été fait. Les thèses furent imposées aux Fédérations pour ainsi dire.

Bordiga: Il ne s'agit pas d'imposer certains thèses sans discussion. Il s'agit d'organiser la direction du parti et de bénéficier de l'expérience internationale.

Walecki: De plus si l'organisation déficiente de la direction n'a pas empêché le parti d'accomplir ses tâches, c'est parce qu'il ne s'est présenté aucune action violente.

Rapport: Si nécessaire le système de centralisme renforcé pourrait être introduit. Sous l'impact des événements, il pourrait être réalisé avec une grande célérité, mais il difficilement se matérialiser *in abstracto*.

Bordiga: Mais pourtant, notre expérience a une base internationale. Que diriez-vous si une Fédération, invoquant son droit de s'organiser comme elle l'entend, se mettait à discuter avec vous comme vous le faites avec l'Internationale?

Walecki: Et puis Rapport, rappelez-vous que vous n'avez pas inventé le communisme; Vous l'avez reçu comme un cadeau.

Si vous ne vous préparez pas maintenant pour tout ce que le lendemain peut réserver, si vous attendez l'impact des événements, quel intérêt y a-t-il à travailler pour le futur? Vous voyez, Rapport, ce n'est pas facile d'improviser. Vos arguments sont contradictoires. Vous dites qu'il y a une tradition nationale du mouvement ouvrier. Et puis, en prétendant être capable de répondre aux événements sur l'aiguillon du moment, en prétendant qu'une organisation centraliste renforcée apparaîtra naturellement quand les circonstances le demanderont, vous vous aveuglez sur les difficultés à surmonter au dernier moment ces traditions que vous avez contribué à maintenir en vie. Laissez-moi vous dire ce qui n'a pas été accompli cette année faute d'une forte direction. Vous avez tardé à aborder la question syndicale et vous n'avez

commencé à la faire qu'à cause de l'intervention de Moscou. Le parti français n'a affronté la question que sous une pression extérieure. Le parti français n'a pas participé à l'Internationale. Il n'y a pas eu de débat sur l'action de mars en Allemagne. Vous n'avez accordé aucune attention aux affaires italiennes.

Ce qui m'a frappé dans le parti français c'est le fait que ceux qui appartiennent à l'extrême gauche s'opposent aux excès du centralisme. Il y a là aussi un certain malentendu. Le Comité Directeur, la direction du parti ne devrait pas considérer que sa première fonction ou sa fonction exclusive est d'émettre des ordres. Ce n'est que sur le champ de bataille que les choses se passent de cette façon. Mais pour le travail au jour-le-jour, un petit bureau, un présidium est essentiel pour jouer le rôle de confesseur de tout le parti. C'est à la direction que revient de trouver les faits, de nourrir d'éduquer le parti. Elle doit dire à chacun: «voilà les problèmes vitaux du moment. Pensez-y. Etudiez-les. Et quand vous voterez, vous prendrez position». Il est bien préférable que les opinions divergentes se confrontent à l'intérieur du parti plutôt que chacun soit libre de ne rien faire.

Le Comité Directeur, le présidium, est responsable de toute la vie du parti.

Rapport: Le plus il y aura de monde pour cela, le mieux ce sera.

Bordiga: Alors pourquoi pas 240 au lieu de 24?

Walecki: Vous parlez de centralisme oligarchique. Vous vous battez contre un fantôme. La vérité est que votre Comité Directeur était faible. Où sont vos brochures? Après Tours vous avez suscité des curiosités intellectuelles; vous n'avez pas réussi à les satisfaire. Tout ceci doit être changé. Vous ne pouvez pas attendre que des permanents responsables des problèmes de routine puissent résoudre ce problème.

Bordiga: Vous ne pouvez pas dire: laissons le Comité Directeur traiter les problèmes importants et le présidium les problèmes mineurs. Il n'est pas possible de diriger un parti avec des réunions de 2 heures par semaine. Au moins amendez votre texte en disant que le petit bureau sera autorisé à prendre des décisions dans l'intervalle des sessions du Comité Directeur sur toutes les questions urgentes qui pourraient se présenter.

Renoult: Cela va sans dire, si le Comité Directeur ne peut être convoqué.

Bordiga: De telles urgences devaient être planifiées à l'avance. L'inverse est vrai en périodes de crise. Nous l'avons noté en Italie. Notre organisation est quelque peu différente de la vôtre. Notre Comité Directeur est un Comité Central élu pour trois mois. Il émet les directives générales qui sont mises en action par le comité exécutif, qui est responsable devant le Comité Central mais à qui une pleine autorité a été confiée.

Walecki: Présentez la partie de votre texte traitant du Comité Directeur et du présidium comme une suggestion, comme un expérience à tenter, mais pas comme quelque chose ayant un caractère définitif. Gardez à l'esprit qu'une importante tâche politique est déjà engagée dans la préparation des réunions du Comité Directeur. Au pire, votre Comité Directeur pourrait organiser ses activités internes de la façon la plus adéquate sans un texte. En adhérant à la lettre de votre texte, vous liez votre Comité Directeurs pour une année à des méthodes que l'expérience pourrait

prouver mauvaises. En plus il semble qu'il y ait de sérieuses divergences parmi vous.

Pensez à tous ces points quand vous reprendrez votre délibération.

(1) Ce document interne avait été rédigé et diffusé dans le parti par Albert Treint au début 1922. A la suite d'une fuite, quelques courts extraits en furent diffusés par le quotidien socialiste, *Le Populaire*, les 11, 13, 14 et 17 mars 1922 (consultables en ligne sur le site de la BNF: Gallica.fr).

Le texte complet a été publié en anglais dans le recueil *«The Comintern - Historical Highlights»*, Hoover Institution Publications 1966, dont nous l'avons retraduit.

(2) La *«lettre ouverte»* du parti allemand le 8 janvier 1921 *«à toutes les organisations prolétariennes»* n'avait en réalité pas reçu un appui unanime parmi les dirigeants bolcheviks. Critiquée par Zinoviev et Boukharine, elle avait été soutenue fortement par Lénine.

(3) «Ker» (Antoine Keim) assurait

la liaison avec le parti allemand.

(4) Merrheim, dirigeant du syndicat CGT de la métallurgie, avait été l'un des opposants les plus en vue à l'«union sacrée» pendant la guerre. Mais il s'était rallié à la majorité confédérale après le conflit par haine de la révolution.

(5) Renaudel, dirigeant de la SFIO, symbolisait le réformisme parlementaire le plus obtu.

(6) Rappoport avait écrit un article en faveur de Serrati, dirigeant fustigé par Lénine du Parti Socialiste Italien dont le PC d'Italie venait de scissionner, au grand déplaisir de tous les centristes existants dans les PC européens.

(7) Rédigée par Trotsky, cette lettre de l'Exécutif se trouve dans le recueil de textes de Trotsky *«Le mouvement communiste en France»*, Ed. de Minuit 1967, pp 135-140.

En plus de cette lettre publique qui fut lue au Congrès, une *«lettre confidentielle»* de même contenu, mais plus précise, était adressée au Comité Directeur. cf Ibidem, pp. 141-143. Sur internet, on peut lire la première à: <http://marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1921/12/lt19211219.htm>

Les textes que nous publions dans cette brochure constituent des jalons importants dans l'effort de reconstitution, après la deuxième guerre mondiale, d'un noyau de parti international sur les bases programmatiques qui avaient caractérisé l'existence et l'action de la Gauche communiste dans le mouvement prolétarien italien et international.

Plus précisément c'est entre 1951 et 1952 que se fit jour de façon pressante l'exigence de redéfinir organiquement *«la doctrine uniforme, monolithique et constante du parti»*. Il était impératif de réagir contre un activisme, sans doute généreux, *«mais sans beaucoup de scrupules doctrinaux»* qui avait guidé pendant et surtout après la guerre, les militants qui se réclamaient de la Gauche et qui s'étaient organisés dans le Parti Communiste Internationaliste

INVARIANCE DU MARXISME

(Brochure A5 - 60 pages - 2 €, 4 CHF; décembre 2009)

Au sommaire:

- Théorie et action dans la doctrine marxiste. (Exposé à la réunion de Rome, 1-2 avril 1951)
- Pour mettre les points sur les i ! («Raddrizzare le gambe ai cani», 29 mai 1952)
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme. (Compte rendu réunion générale du parti à Milan, 6-7 septembre 1952)
- Le programme révolutionnaire immédiat. (Compte rendu réunion de Forli, 27-28 décembre 1952)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Invariance du marxisme:

- **Théorie et action dans la doctrine marxiste**
- **Pour mettre les points sur les i !**
- **L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme**
- **Le programme révolutionnaire immédiat**

33

Discours d'Amadeo Bordiga

(Marseille, 28/12/1921) (1)

Camarades,

Il n'est pas nécessaire d'entourer de phrases, ces simples mots: «Je vous salue au nom de l'Internationale Communiste!».

Par ailleurs, la forme de ce que je vais dire ne pourra pas ne pas se ressentir du fait que je ne me sers pas de ma langue maternelle.

Vous me permettez, cependant, de vous entretenir de certains problèmes à l'ordre du jour sur le terrain international, devant le mouvement communiste de tous les pays du monde.

Je vous demande la permission d'examiner ici, d'une façon très rapide et très simple, la situation et la lutte prolétarienne mondiale en ce moment-ci et les conclusions qu'on peut en tirer dans le domaine de la tactique de l'Internationale Communiste.

D'un côté, la situation du prolétariat qui s'est déjà emparé du pouvoir de la République soviétique de Russie, avant-garde de la révolution mondiale; d'un autre côté, la situation des autres armées, des autres bataillons d'assaut de la révolution communiste qui poursuivent leur lutte contre le pouvoir bourgeois dans les autres États du monde.

Dans ce double domaine de faits, nos adversaires nous opposent leurs arguments contre les principes et les méthodes communistes. Il ne faut pas craindre d'accepter ce défi et de descendre sur ce terrain de discussion pour démontrer que la situation elle-même, les événements eux-mêmes, ne font que prouver une fois de plus, la vérité et la force de notre doctrine et de notre méthode d'action révolutionnaire. (*Applaudissements*).

LA NOUVELLE POLITIQUE DES SOVIETS

On dit que la politique de la République des Soviets et du Parti Communiste qui est à la tête du pouvoir en Russie vient d'être modifiée, rectifiée. C'est vrai.

On dit que la Révolution marque

un temps d'arrêt, et peut-être c'est vrai encore. Mais quelle est la valeur, au point de vue de notre méthode critique, des événements de Russie? Nous le dirons en quelques mots.

Nous ne devons pas perdre de vue le fait qu'une double tâche s'impose à la révolution prolétarienne: une tâche politique et aussi une tâche économique. Aussi bien l'une que l'autre ne peuvent être considérées qu'à l'échelle de la lutte prolétarienne dans le monde, vue dans son ensemble.

La révolution russe est concevable seulement comme le premier chapitre de la révolution mondiale; son développement ne peut être poursuivi et rendu complet que si nous le rattachons au développement de la lutte prolétarienne dans les autres pays du monde.

La révolution économique est considérée par le marxisme comme une réorganisation des forces productives de la plus grande partie du monde; cette réorganisation suppose comme condition préliminaire que le prolétariat ait conquis le pouvoir politique au moins dans les grands pays où le capitalisme est développé.

Jamais un marxiste ne pourra s'attendre à voir une économie communiste s'établir dans un pays où le prolétariat s'est emparé du pouvoir alors que dans les autres le capitalisme continue à exister.

La constitution de la dictature du prolétariat en Russie est le résultat de la situation mondiale de la lutte prolétarienne: elle a la valeur d'une étape, non pas dans le sens qu'elle permette d'ériger un modèle d'organisation économique communiste, mais dans le sens qu'elle est une première victoire politique du prolétariat international, un point d'appui pour d'autres victoires dans la guerre mondiale de classe.

Evidemment, sur la base du pouvoir politique, et tandis que celui continue à se défendre contre les attaques de la réaction à l'échelle mondiale, on a commencé à entreprendre en Russie l'oeuvre économique, en commençant avec la transformation

de l'économie, très arriérée, du pays, dans le sens, nous ne dirons pas du communisme, mais d'un régime socialiste. En réalité, étant donné le retard du chemin de la révolution dans les autres pays, nous avons dû constater ce fait: que alors que le progrès réalisé dans cette oeuvre économique jusqu'à l'année dernière semblait assez considérable, aujourd'hui au contraire on a dû renoncer à des mesures qui étaient prises, on a dû permettre à certaines formes capitalistes et bourgeoises de faire leur réapparition, alors que nous avions cru qu'elles avaient disparu pour toujours.

Je ne m'arrêterai pas sur les détails, puisque nous acceptons ce fait dans lequel les camarades russes nous donnent un nouvel exemple de la franchise qui les distingue.

Au commencement de cette année, nous pensions être en Russie, plus avancés dans la construction de l'économie socialiste. Aujourd'hui, nous sommes revenus sur certaines mesure et, dans le même instant, des formes capitalistes et bourgeoises ont fait leur réapparition pendant que nous avions peut-être cru qu'elles avaient disparu à jamais.

Toutefois, non seulement ce fait ne contredit pas notre conception marxiste du chemin international de la révolution, mais dans ces événements nous pouvons trouver, encore une fois, une confirmation de la vérité de notre doctrine, qui affirme que l'Etat prolétarien est le centre dirigeant de la réorganisation économique; il est nécessaire de centraliser cette activité avec un plan complet, un plan international; il est nécessaire de dominer les phénomènes économiques par une machine qui est la machine du pouvoir de l'État qui a besoin d'une expérience, qui est l'expérience politique dans ce sens que les phénomènes de la production et de la distribution, et tout ce travail de transformation de l'ordre économique soit envisagé dans le cadre des autres phénomènes qui s'y rattachent et ne sont pas des phénomènes purement économiques, comme, par exemple, la

santé publique et toutes les autres formes d'activité humaine et sociale.

Eh bien, dès le moment où l'État prolétarien a été contraint de désarmer une partie de son appareil d'activité économique, des formes bourgeoises ont commencé à renaître, ce qui démontre que c'est seulement la force du pouvoir politique prolétarien qui peut maîtriser les tendances à l'entreprise individualiste et à l'anarchie de la production, propres du régime bourgeois. Toutefois, de grands avantages réalisés par l'oeuvre d'organisation économique des camarades russes subsistent encore; avantages qui, si on les compare aux difficultés de tout type, doivent sembler immenses.

Tout ceci nous autorise à déclarer que le recul, comme on l'appelle, a été effectué dans le seul but de reprendre son souffle pour la reprise de la marche en avant qui ne manquera pas d'arriver. L'appareil central de la révolution se dresse contre les forces économiques rebelles de la bourgeoisie qui établit ses petits noyaux, mais qui ne peut pas encore avoir et n'aura jamais – nous l'espérons à juste titre – raison du pouvoir prolétarien.

LE TRAVAIL POLITIQUE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Venons-en au travail politique que la révolution russe a accompli. Les efforts de la contre-révolution bourgeoise mondiale n'ont même pas pu l'atteindre et nos adversaires ont dû renoncer à leurs attaques multipliées parce qu'ils ont senti que jamais ils ne feraient reculer le pouvoir prolétarien en Russie, ni avec la guerre, ni avec les complots de la contre-révolution intérieure, ni avec les blocus et avec toutes les ressources de la tromperie et de la violence.

Les résultats de l'oeuvre politique du prolétariat russe méritent un triple titre de reconnaissance de la part du prolétariat des autres pays.

Premièrement, la révolution russe a marqué le retour du mouvement prolétarien, désorganisé, désaxé, désorienté, pendant la guerre mondiale, à la véritable doctrine et à la véritable méthode d'action révolutionnaire.

Deuxièmement, le mouvement révolutionnaire russe nous a aidés, nous tous, communistes de tous les pays d'Europe et du monde à rebâtir notre organisation internationale, tant au point de vue de ses organes politiques que de ses organes éco-

nomiques, de même qu'il nous a fourni le plan de l'organisation internationale de l'armée révolutionnaire du prolétariat.

Troisièmement, dans le domaine politique, la révolution nous présente encore cet actif formidable d'avoir résisté toute seule; pendant que les autres prolétariats faisaient de louables efforts, mais ne réussissaient pas à entamer les forces des États capitalistes, la République révolutionnaire de Russie a battu les forces armées de la contre-révolution mondiale. Elle a lutté, avec sa puissance inébranlable, et partout elle a été victorieuse des coups qu'elle a reçus de la réaction, qui les aurait autrement donnés dans les rangs mêmes du prolétariat des autres pays. Elle a ainsi accompli une oeuvre admirable d'éducation en montrant sa puissance et sa résistance organisée et victorieuse contre toute la réaction mondiale liguée contre le communisme.

De ce point de vue, la Révolution russe est encore le plus grand fait de l'Histoire.

Certes, on peut parler des compromis, des accords; on peut dire que les représentants de l'État prolétarien de Russie se rencontrent avec les représentants des États bourgeois. Mais est-ce leur faute s'ils ne peuvent pas encore rencontrer les représentants d'autres États prolétariens? Est-ce la faute du prolétariat russe si les autres pays n'ont pas fait la révolution? Si c'est la faute de quelqu'un, camarades, c'est la nôtre! (*Applaudissements.*)

C'est la faute à nous tous, mais en réalité c'est la faute aux événements qui sont au-dessus de la volonté et des puissances humaines. Mais parmi les causes de cette situation, notre critique trouve au premier plan l'oeuvre de ces leaders du prolétariat qui ont fait dévier les masses de leur voie révolutionnaire; qui sans avoir remporté la victoire dans la lutte pour le pouvoir, signent tous les jours des compromis avec la bourgeoisie et le gouvernement de leur pays.

LA VIE ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE

La cause de la situation qui rapproche matériellement les représentants de la Russie à ceux des États bourgeois, se trouve dans la situation économique russe. Ce pays, après des années et des années de guerre extérieure et civile, de blocus,

après qu'un terrible fléau se soit abattu sur eux, aggravant la misère et la famine, ne peut pas éviter les rapports d'échange avec le reste du monde. La Russie, si elle veut vivre, est contrainte à rompre les chaînes de son isolement économique puisqu'autour d'elle, elle ne trouve que des puissances bourgeoises. Il est nécessaire que la Russie entame les relations avec les représentants des grands États et que ses propres représentants se rencontrent avec ceux des gouvernements capitalistes. C'est pourquoi il y a aujourd'hui des accords, des compromis, des concessions économiques faites aux capitalistes.

Mais ce n'est pas dans une concession unilatérale de l'État révolutionnaire devant la force des choses que se trouve toute la signification de ce fait que ses représentants doivent accepter des pourparlers avec les bourgeoisies étrangères; s'ils se rencontrent avec les délégués de l'impérialisme mondial, parmi les quels nous voyons en première ligne votre M. Briand, ministre de la plus réactionnaire république bourgeoise, il faut aussi constater qu'après une campagne de mensonges qui a duré des années, ils sont maintenant contraints de reconnaître officiellement l'existence du pouvoir de ces bandits, de ces criminels, de ces champions de la subversion sociale, que malgré tous leurs efforts ils n'ont pas pu chasser de l'Histoire. (*Applaudissements.*)

Les chefs de la Révolution russe ont présenté cette situation du prolétariat dans toute son éloquence, dans toute sa vérité. Mais on ne peut rien en conclure – nous l'affirmons – contre les méthodes communistes, et il n'y a rien qui entame la solidité de nos espoirs révolutionnaires.

Un article de Lénine, que vous connaissez tous (2), a démontré, avec la puissance de logique qui est dans tout ce que notre camarade écrit, que ces faits laissent la méthode révolutionnaire communiste intacte, que les compromis et les concessions avec les capitalistes de la part de l'État prolétarien russe, n'impliquent pas la renonciation du mouvement communiste mondial à ses principes. Il n'y a pas d'assimilation possible entre la dictature du capitalisme masqué, la démocratie parlementaire, et la dictature révolutionnaire du prolétariat. Quelles que soient les difficultés de l'oeuvre économique et sociale de la

révolution prolétarienne, nous affirmons que celle-ci est possible uniquement sur la base de la dictature du prolétariat, qui ne peut être établie que par les armes et l'insurrection révolutionnaire.

Les rapports entre la Russie et les puissances bourgeoises ne disent rien contre le principe fondamental de l'Internationale Communiste selon lequel nous traversons une crise révolutionnaire mondiale qui ne peut déboucher que sur la venue au pouvoir du prolétariat dans tous les pays. Mais nous connaissons davantage les difficultés, à la lumière de l'expérience faite par le Parti et le prolétariat russes, au prix de sacrifices immenses à nos idées.

Nous n'avons pas un mot à rayer de nos principes fondamentaux. Nous sommes, aujourd'hui comme toujours, pour la lutte de classes déclarée, et nous savons aujourd'hui que la lutte de classes, née sur le terrain économique, se développe dans la lutte politique de la classe ouvrière pour se libérer de ses exploités. Nous soutenons toujours qu'il faut bâtir un nouvel appareil gouvernemental, un État prolétarien qui ne peut surgir qu'après la destruction de la machine gouvernementale bourgeoise, et qui ne sera plus fondé sur le mensonge démocratique du parlementarisme embrassant toutes les classes, mais sera l'organisation d'État d'une classe seule, de la classe de ceux qui produisent. Nous sommes toujours pour la dictature du prolétariat, dans le sens marxiste du mot.

Les enseignements donnés par l'exemple du prolétariat russe ont confirmé la vérité de nos principes selon lesquels pour accomplir cette tâche immense le prolétariat a besoin d'un organe efficace de lutte, qui est le parti politique, seulement le parti politique. Le Parti communiste est ce parti de classe du prolétariat, qui ne sert pas seulement à l'agitation, à la propagande, à l'activité parlementaire, mais qui est aussi l'instrument même de la lutte de classe et de l'insurrection prolétarienne, contre la résistance de l'État bourgeois.

Nous sommes toujours plus convaincus que jamais que, même après le triomphe de la révolution, le prolétariat aura encore besoin d'un État prolétarien et d'un parti prolétarien à la tête desquels devront se trouver des hommes capables de faire comprendre aux conseils ouvriers et paysans, à l'ensemble des travailleurs,

l'objet de la révolution elle-même, l'idéal communiste, et leur montrer que seule la méthode communiste créée en elle-même le salut de la classe révolutionnaire, l'organisation de la nouvelle société, l'abolition des classes elles-mêmes, et, dans le cours de l'histoire, de toutes les formes d'exploitation économique et enfin de contrainte politique. (*Applaudissements*).

LA LUTTE PROLÉTARIENNE DANS LES AUTRES PAYS

Après avoir ainsi rappelé les principes, après avoir essayé de démontrer qu'ils ne se contredisent pas avec les événements de Russie, voyons un moment les événements des autres pays, voyons si la situation de la lutte prolétarienne dans les autres pays, là où le pouvoir bourgeois reste encore dressé contre nous, nous conduit à renoncer à quelque chose, à modifier en quoi que ce soit notre méthode de lutte. Eh bien nous verrons que rien ne peut démolir y compris dans cette question notre thèse fondamentale sur la profondeur de la crise que le capitalisme traverse partout après la grande guerre, et sur l'indéniable caractère révolutionnaire de cette crise.

Nous assistons, il est vrai, dans presque tous les pays à un effort de reconstitution de l'économie sur ses bases traditionnelles et de raffermissement des pouvoirs bourgeois menacés, et nous assistons à une sorte de mouvement de reculade des masses révolutionnaires. Je ne veux pas le cacher; nous serions de mauvais révolutionnaires si nous ne discussions pas sérieusement de toutes les difficultés qui se dressent devant nous.

Mais examinons d'un peu plus près le caractère de cet effort de la bourgeoisie de résistance et de contre-attaque, et nous verrons si le capitalisme présente une chance de reconstitution et s'il ne court pas à l'abîme et au désastre, au moment où il cherche à réagir contre sa situation actuelle.

La bourgeoisie s'est avisée que l'appareil politique et militaire des États restés entre ses mains, surtout là où cet appareil s'appuie sur la liberté formelle de la représentation démocratique, est encore une arme formidable pour la lutte contre les attaques révolutionnaires. D'autre part elle a repris l'espoir de récupérer les immenses pertes causées dans la ri-

chesse bourgeoise par la guerre, et de pouvoir surmonter la désagrégation de son système économique, en soumettant la classe ouvrière à une exploitation sans pitié pour extraire des produits de son travail, obtenus à vil prix, les moyens nécessaires pour reconstituer ses capitaux.

C'est un effort pour régulariser le cours des phénomènes économiques qu'accomplit aujourd'hui le pouvoir bourgeois; c'est l'accentuation du développement suivi par le capitalisme dans sa phase la plus récente avec la formation des grands cartels industriels et des grandes coalitions impérialistes, directement appuyées par les États, pour la conquête des marchés étrangers. C'est un phénomène d'impérialisme qui s'affirme dans toute sa brutalité. Mais le problème est toujours le même; nous vivons dans une période d'anarchie économique: c'est la conséquence même de l'économie capitaliste.

La bourgeoisie croit pouvoir sortir de cette situation; elle croit pouvoir bâtir une économie centralisée dans l'État capitaliste; car le dilemme se présente toujours ainsi et la doctrine bourgeoise de la liberté économique ne peut être réalisée par la bourgeoisie. L'histoire devra résoudre ce dilemme. Dans une économie organisée par le prolétariat, après que le prolétariat du monde entier aura fait la révolution, la solution économique libérale n'est pas plus possible que la solution centraliste bourgeoise.

L'organisation économique actuelle du pouvoir bourgeois est évidemment absurde; même si l'effort de réorganisation impérialiste réussissait à abattre la résistance des masses prolétariennes, il ne pourrait éviter de déboucher sur la même situation qui a conduit à la grande guerre de 1914 qui était, l'Internationale Communiste l'a toujours affirmé, une guerre impérialiste pour tous les États qui y ont participé, vainqueurs et vaincus.

La politique même des États qui ont gagné cette guerre démontre à l'évidence au prolétariat du monde entier cette vérité. Ils sont toujours préoccupés par la préparation d'une nouvelle guerre. La perspective d'une nouvelle guerre apparaît déjà; vous avez vu les événements de Washington; vous avez vu cette conférence, convoquée sous le prétexte ridicule du désarmement et qui a démasqué les appétits formidables et la rivalité des États militaristes, et il faut rappeler que la bourgeoisie française joue

parmi eux un rôle de premier ordre. C'est la perspective historique qui se présentera dans le cas où le capitalisme arrive à couronner d'un premier succès ses efforts pour se sauver: cette hypothèse non seulement voudrait dire la défaite et l'asservissement du prolétariat, mais elle conduirait directement à la destruction de toute forme d'association humaine.

Le Parti doit propager ces vérités parmi les masses prolétariennes et tirer de cette situation de nouveaux ferments de révolte.

L'OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE CONTRE LE PROLÉTARIAT

D'un autre côté, si nous considérons sous le rapport même de la lutte de classe et de l'économie sociale quelles sont les conséquences de cet effort bourgeois pour bâtir à nouveau le régime capitaliste, nous constatons un autre phénomène, qui vient nous donner une nouvelle indication, une nouvelle tactique pour aider à la réalisation de notre but.

Nous avons dit que la bourgeoisie mondiale est fermement décidée à se servir de tout son pouvoir pour écraser les attaques révolutionnaires du prolétariat; mais elle devra aussi réduire tous les travailleurs à un régime d'exploitation encore plus dur que celui auquel ils sont soumis aujourd'hui. Puisque l'offensive patronale ne se limite pas à la lutte contre la minorité d'avant-garde et à l'écrasement des tentatives de subversion du régime, mais se conduit également sur le terrain économique et syndical en se tournant contre toute la masse du prolétariat qui se limite à demander un traitement économique supportable.

La bourgeoisie doit se poser le problème de sa reconstitution d'une façon offensive. Elle ne peut se le poser sous la forme de la simple défensive comme avant la guerre, où il lui suffisait d'empêcher toute atteinte aux principes sacrés de la propriété privée, à l'aide de son armée et de sa police, au service des entreprises capitalistes, pour garantir l'existence du régime capitaliste. Cela ne suffit plus aujourd'hui. La bourgeoisie doit prendre l'offensive contre le prolétariat. Elle doit briser ses organisations; elle doit baisser ses salaires, elle doit l'amoindrir. C'est seulement à ce prix qu'elle pourra garantir la continuation de l'existence du régime bour-

geois. (*Applaudissements.*)

Un coup d'œil sur tous les pays d'Europe – le vôtre y compris – nous démontre l'évidence de cette vérité. Partout, nous constatons une offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat, même contre cette partie du prolétariat qui n'est pas révolutionnaire et qui n'accepte pas le mot d'ordre des partis de révolution, mais qui se rattache seulement, dans ses traditions, aux organisations corporatives et syndicales.

Nous nous heurtons partout à cette offensive, qui est le plan dressé d'une façon systématique par les États bourgeois et capitalistes en péril: pour écraser le prolétariat, ils portent atteinte à ses salaires, et en même temps qu'ils diminuent les salaires, ils tentent d'augmenter la journée de travail. Cette tentative de désorganisation du prolétariat s'accompagne de chômage, de licenciements des ouvriers; c'est déjà chose faite dans plusieurs pays de l'Europe centrale, et, demain, cette tentative se généralisera. La bourgeoisie essaie en même temps de détruire le réseau syndical de résistance prolétarienne, et partout où la réaction triomphe, elle disperse les noyaux ouvriers organisés sur le terrain économique.

L'éloquence de ces faits ne peut laisser aucun doute sur la situation, qui est telle que la bourgeoisie est obligée, pour se sauver, de prendre l'initiative de l'attaque.

Que va faire, dans ces conditions, le Parti, qui est au sein du mouvement prolétarien et a un mot d'ordre à donner au prolétariat? Quelle doit être notre attitude vis-à-vis des fractions réformistes et opportunistes du mouvement ouvrier?

Autrefois le prolétariat pouvait choisir entre deux méthodes d'action. Alors que nous étions pour la conquête totale du pouvoir politique, comme moyen d'expropriation des exploités, les réformistes montraient au prolétariat une autre voie possible en améliorant petit à petit les conditions des travailleurs pour les amener à une situation plus favorable. Mais il n'y avait pas de réformisme qui puisse faire obtenir aux ouvriers un programme de réalisations susceptibles d'assurer l'émancipation du prolétariat.

Aujourd'hui, cette théorie des réformistes n'a plus aucun sens. Comment pourrait-on parler en effet d'avancées graduelles et progressives quand on est contraint à reculer? Aujourd'hui on ne peut plus parler

de programme minimum et de programme maximum, il s'agit seulement de savoir si le prolétariat doit affronter l'attaque capitaliste ou reculer devant elle. Le prolétariat refuse de reculer devant cette attaque capitaliste. Les réformistes, les hommes de droite, que nous devons démasquer, proposent aux ouvriers d'accepter la réduction de leurs salaires, c'est-à-dire de renoncer à ce qu'ils ont déjà acquis; par ce fait même, leur réformisme se démasque, se montre impuissant même à défendre les exigences immédiates de la vie et les besoins quotidiens du prolétariat.

Donc, leur politique amoindrirait la situation. (*Applaudissements.*)

LA PRÉPARATION RÉVOLUTIONNAIRE DU PARTI COMMUNISTE

Quelle doit être l'attitude des communistes dans une telle situation? Rappelons encore quelques postulats de notre tactique. Les marxistes n'ont jamais dit qu'il fallait mépriser les exigences immédiates des ouvriers; ils n'ont jamais oublié que la lutte politique naît sur le terrain économique, dans les petits épisodes de la vie prolétarienne, mais que c'est par la synthèse de ces phénomènes particuliers qu'on peut arriver à l'action d'ensemble, à l'action révolutionnaire du prolétariat.

C'est au parti politique de classe qu'il appartient de conduire les masses, de ce point de départ que sont les exigences économiques et quotidiennes, jusqu'au sommet des nécessités politiques révolutionnaires; et ceci ne s'obtient pas en méprisant les exigences immédiates du prolétariat, mais en assistant les ouvriers dans chacune des luttes qu'ils engagent. Les communistes disent qu'on n'arrivera pas, dans cette lutte, à un résultat définitif; mais, en révolutionnaires qu'ils sont, ils ne s'en tiennent pas à l'écart. Ils sont avec vous dans cette lutte pour vous pousser à poursuivre votre chemin jusqu'à la victoire. C'est là un postulat révolutionnaire de la tactique, de la méthode marxiste: il faut conduire la lutte et la préparation révolutionnaire dans le Parti. Il faut entrer dans le vif de la réalité de la vie prolétarienne, de la lutte et de l'action prolétariennes.

Cette vérité devient mille fois plus évidente dans la situation que nous venons de tracer. Il est évident qu'aujourd'hui plus que jamais,

il n'existe pas d'opposition entre les revendications immédiates et les revendications générales de la classe ouvrière. Cette opposition ne peut exister, parce que si le parti de classe parvient à ranger le prolétariat tout entier en ordre de bataille, pour refuser certaines concessions que le capitalisme prétend lui imposer, alors nous avons créé là la situation, la condition de l'affrontement révolutionnaire suprême entre les deux classes.

Nous avons, par ce fait même, déjà posé toute les données de la conquête révolutionnaire suprême. C'est sur cette base que la tactique de l'Internationale se dresse en ce moment-ci, c'est sur cette base que s'établit le programme d'action du Parti Communiste: contre les attaques de la bourgeoisie organisées selon un plan systématique, il faut opposer l'action unitaire de toutes les forces du prolétariat, qu'il s'agisse d'actions économiques du patronat contre les droits ouvriers ou qu'il s'agisse de la réaction de l'Etat policier et judiciaire ou enfin, dans certains pays – pas encore dans le vôtre, mais qui sait ce que demain nous réserve? – d'éléments issus des partis politiques de la bourgeoisie qui s'organisent en milices irrégulières de la guerre de classe et viennent attaquer le prolétariat, pour empêcher toute vie syndicale.

La bourgeoisie nous apprend qu'elle conduit sa lutte sur un terrain unitaire, avec un plan systématique, par l'encadrement militaire des partis politiques. Il faut répondre avec un plan d'action unitaire du prolétariat, par l'encadrement armé et révolutionnaire du prolétariat, du monde entier, sous la direction du Parti Communiste. (*Applaudissements*).

NOTRE TACTIQUE

Il s'agit d'exploiter les particularités de la situation actuelle pour ranger cette armée prolétarienne sous le drapeau des Partis Communistes, de l'Internationale Communiste. Une partie de cette armée du prolétariat se trouve encore dans les organisations des social-traîtres complices de la bourgeoisie. Notre tactique est d'aller dénicher ces énergies prolétariennes, de les délivrer de la direction de ces chefs traîtres et de les amener à participer à la lutte générale systématique contre le capitalisme.

Nous sommes plus que jamais convaincus que l'Internationale

Communiste doit rester nettement séparée sur le terrain des principes et de la méthode politique, des autres tendances qui prétendent diriger le mouvement ouvrier et qui trompent le prolétariat.

Vous avez fait la scission et vous avez pu constater combien cette scission était juste et sage, puisque les dissidents ont toujours marché vers l'alliance définitive avec les couches les plus sombres de la bourgeoisie. Vous avez affirmé votre volonté de vous séparer de ces gens-là. L'expérience vous a donné raison. (*Applaudissements*).

Un abîme vous en sépare; et la tactique communiste ne peut aboutir à un autre résultat qu'à démasquer définitivement les chefs de la droite, les chefs opportunistes. Dans l'élaboration de cette tactique, sur laquelle on a beaucoup discuté, le troisième Congrès de l'Internationale Communiste n'a jamais perdu de vue cette nécessité de réaliser la concentration du prolétariat tout entier, sur le programme communiste, avec les méthode d'action communiste, sous la direction du Parti Communiste, et du Parti Communiste seul. C'est une donnée à laquelle l'Internationale n'a pas renoncé, à laquelle elle ne renoncera jamais, parce que si nous nous trouvions en situation d'y renoncer, nous devrions renoncer à la raison même de notre doctrine et de notre organisation.

On doit se servir, dans la tactique à employer, de cette donnée de propagande, d'action et d'organisation, et démontrer que les chefs de la droite et des syndicats asservis à une tactique opportuniste, que les chefs des partis social-démocrates ne peuvent pas même s'ériger en défenseurs des intérêts immédiats de la classe ouvrière. Il faut les obliger à paraître sous leur véritable lumière aux yeux des masses. Alors, les Partis Communistes, sans renoncer en quoi que ce soit à leur programme révolutionnaire – qui est le propre de l'Internationale Communiste – passeront aux yeux des masses prolétariennes, pour les défenseurs de leurs revendications immédiates, qui ont une allure négative, mais dont la défense contre les attaques de la bourgeoisie dans ses manifestations économiques et politiques, a toute la valeur d'une entrée en lutte sur le terrain révolutionnaire.

C'est pour cela que le Parti Communiste convie tout le prolétariat à s'unir; c'est pour cette lutte que tout

le prolétariat, que tous les ouvriers de chaque ville, de chaque pays, de chaque catégorie de travailleurs doivent s'unir: lutte générale pour les salaires, lutte pour la défense des huit heures, lutte pour les organisations. Chez vous, comme en Allemagne, comme partout ailleurs, il y en a qui refuseront de faire cette unité sur ce terrain de lutte, parce qu'ils savent que c'est un terrain révolutionnaire et qu'ils ne veulent pas la révolution.

Lorsqu'ils refuseront, nous en auront assez pour les disqualifier aux yeux de la masse, et pour prendre la direction de la partie de cette masse jusqu'à ce moment trompée par ces opportunistes. (*Applaudissements*).

LE RÔLE DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN

Voilà la signification de la tactique réalisée par le troisième Congrès de l'Internationale Communiste et appliquée, par exemple, dans, notre pays.

Le camarade Tasca vous en a parlé hier; je n'insisterai pas sur les choses italiennes, si ce n'est pour vous rappeler que notre parti est peut-être le plus sectaire; c'est le parti qui a le plus fortement lutté contre les opportunistes et il lutte en ce moment contre les syndicalistes révolutionnaires ou les anarchistes, dans les polémiques vivantes de principe et d'action.

Mais il consacre pourtant les quatre-vingt-quinze centièmes de son travail à la réalisation de ce front unique prolétarien qui, dans la forme, a pu faire craindre que ce soit une tactique susceptible d'amener à la confusion, mais qui a le mérite d'apporter la possibilité de donner un mot d'ordre unique au prolétariat du monde entier.

Notre parti italien dirige la plus grande partie de son énergie vers la réalisation de cette forme de tactique avec laquelle nous voyons déjà la possibilité de rapprocher dans une lutte générale, sur tout le front ouvrier de notre pays, le prolétariat entier avec les mots d'ordre qui ne peuvent pas aboutir à autre chose qu'à la conquête du pouvoir.

Nous vous proposons donc ce plan, cette tactique; sans doute, il y a des difficultés; on peut ne pas bien comprendre, mais naturellement, c'est vous-mêmes, parti révolutionnaire, qui devez savoir passer par-dessus ces difficultés qui au fond ne sont que des fictions. (*Applaudissements*).

Quand on parle de la nouvelle tac-

tique politique des soviets et de l'Internationale Communiste, une chose doit être hors de cause: c'est qu'il n'y a pas de nouvelle tactique, car il ne s'agit que d'une tactique de redressement du marxisme qui présente des contradictions apparentes, mais qui concilie dialectiquement la défense des revendications immédiates dans la société actuelle, au développement des conditions pour briser cette société, c'est-à-dire arriver à la nouvelle forme de société qui est le but de la révolution mondiale.

Dans les autres pays, cela n'autorise personne à dire qu'il y ait une renonciation quelconque, une atténuation de la valeur révolutionnaire du programme, des formules d'action de l'Internationale Communiste. Au contraire, il y a une expérience qui s'affirme toujours davantage d'une efficacité et d'une force d'action qui gagnent quelque chose chaque jour: un révolutionnarisme qui ne se borne pas à des déclarations et à peindre le tableau de la société future, mais qui entre dans le vif de la réalité, qui mène sur le front de la lutte tous les exploités et qui, avec toutes ses forces, se lance dans la bataille suprême pour renverser la honte de l'exploitation capitaliste mondiale. (*Applaudissements*).

LE RÔLE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Je n'ai rien dit, jusqu'à présent, de la situation de la France et de votre parti. L'Internationale Communiste n'est pas ici – je ne parle même pas de son modeste représentant à cette tribune – elle n'est pas ici pour vous donner des leçons et des ordres. Elle est ici pour dire aux militants du monde entier quelle est la contribution que les communistes – et sans doute ce Congrès du Parti Communiste français – doivent apporter à la construction mondiale de ce plan d'action qui nous donne la certitude que, si défavorable que soit la situation, nous en sortirons vainqueurs et triomphants, au nom du communisme.

D'ailleurs, une lettre vous a été lue, vous exposant les opinions du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste vis-à-vis de certains désirs du Parti français. Vous l'avez accueillie avec un esprit de solidarité internationale qui vous fait honneur et qui démontre au monde entier, au prolétariat communiste et aux adversaires, que le Parti Communis-

te français est véritablement une des grandes et puissantes armées de la Révolution mondiale qui se rangent sous le drapeau de l'Internationale Communiste.

Je ne compte pas revenir sur ces détails: je suis déjà très content de constater la solidité de votre foi, de votre volonté, de votre courage révolutionnaire, dans l'accueil que vous faites à mes affirmations. Vous venez de donner, par votre réponse, au monde communiste tout entier, la preuve que vous voulez réellement sortir de la particularité de la situation française, pour combattre sur un plan d'action mondial et sur une base systématique internationale, jusqu'à la victoire, avec vos camarades du monde entier.

Votre tâche, depuis le Congrès de Tours, est considérable, et personne ne peut la méconnaître dans le mouvement communiste international, de même que personne ne peut se méprendre sur la tâche importante de ce Congrès.

Vous allez vous occuper, entre autres choses, de la question agraire, si importante pour votre pays, la plus intéressante si nous parvenons à surmonter certains préjugés de l'ancien mouvement démocratique. Je n'ai pas besoin de souligner l'importance du rôle que la classe paysanne pourra jouer dans la révolution. Vos thèses sont, à ce sujet, tout à fait satisfaisantes. Vous avez épousé complètement les données marxistes et la tactique agraire de l'Internationale Communiste. Vous avez compris qu'à côté du prolétariat de l'usine, des ouvriers de l'industrie française, on doit ranger la grande force révolutionnaire des paysans, qui tendent à se soustraire à l'exploitation des privilégiés.

Mais ce problème qu'est celui de l'agitation de la classe ouvrière industrielle doit être envisagé dans le cadre des données tactiques internationales. Si nous avons un parti, ce n'est pas seulement pour avoir des principes, des théories, et pour les propager dans toute l'étendue de notre propagande, par des articles, des discours, des lectures, des conférences. Nous n'avons pas seulement accompli notre tâche lorsque nous avons fait tout cela, comme vous l'avez déjà bien fait. Nous devons, dans tout notre travail, réunir ces trois facteurs de l'action communiste, de l'action marxiste, pour ainsi dire: la propagande, l'action, l'organisation. Ils sont inséparables. Dans chaque

occasion, dans chaque épisode de la lutte sociale dans laquelle un petit groupe de travailleurs exploités se dresse pour poser la question de ses conditions d'existence, notre propagande doit intervenir et dire quelque chose. Elle doit expliquer que le communisme est le développement de la lutte naturelle de classe, et elle doit donner à ce groupe d'ouvriers un peu plus de conscience et de vie; mais elle ne doit pas seulement faire cela. Il ne suffit pas aux communistes d'éclairer les cerveaux; ils doivent encore systématiquement organiser ces groupes en armées rangées en ordre de bataille parmi la classe ouvrière tout entière. Et cette organisation n'est pas seulement l'organisation intérieure de notre parti, de nos fédérations, de nos sections, dans lesquelles nous ne pouvons appeler que les militants les plus éclairés, les ouvriers qui ont déjà compris nos principes et nos méthodes; nous devons avoir égard aussi à l'organisation susceptible de rallier au parti lui-même organisé sur le terrain politique, les groupes de la classe ouvrière qui ont déjà accepté l'ensemble de nos méthodes de lutte, qui ne sont pas en mesure de devenir des militants du parti, mais qui peuvent tout de même grossir les troupes révolutionnaires dans les moments décisifs.

Il faut résoudre ce problème immense de l'organisation, pour rallier à notre parti – cerveau qui donne la conscience, organisation puissante qui donne l'initiative des mouvements et qui appelle à la lutte et à la bataille – pour rallier à notre parti organisé, la grande masse du prolétariat français, aussi bien des paysans que des ouvriers de façon que ce grand parti puisse appeler le prolétariat tout entier à la bataille décisive, à la lutte révolutionnaire suprême.

Mais je reconnais qu'il est plus facile de venir dire ces choses à cette tribune, que de résoudre toutes les difficultés de votre situation. C'est là votre tâche, camarades! L'Internationale Communiste la suit; elle y participe; nous y participons tous, permettez-moi de vous le dire, et d'espérer, camarades français, que vous suivrez l'exemple de vos camarades des autres pays. La collaboration à l'Internationale ne doit pas être le mensonge hypocrite qui était celui de la Deuxième Internationale. La Troisième Internationale doit être un fait vivant et non une formule qu'on affiche dans des programmes, et dans

Discours d'Amadeo Bordiga

des articles, ou qu'on proclame dans des discours. La participation à la Troisième Internationale doit être une réalité qui se manifeste en action dans toutes les organisations, dans toutes les fédérations, dans toutes les sections. Cette chose, que vous savez mieux que moi, vous est dite par le représentant d'un pays communiste très proche et qui a besoin de vous pour lutter. Nous avons besoin de travailler ensemble. La lutte du prolétariat italien et du prolétariat français doit être la même, parce que la bourgeoisie de votre pays, comme du nôtre, est notre ennemi commun.

Nous devons réaliser l'unité de front de l'Internationale Communiste, dans la lutte communiste. L'Internationale Communiste vous donne le matériel pour cette œuvre, dans les résolutions de ses Congrès internationaux. Ces résolutions valent d'être acceptées et revendiquées par votre Congrès, surtout en ce qui concerne l'action syndicale. Elles valent d'être appliquées par vous, de la manière la plus étroite, aux difficultés d'une situation très délicate qui comporte une somme immense de responsabilités.

En Italie, nous avons aussi une situation difficile, dure, âpre. Mais c'est une situation particulièrement claire. Ici, vous avez une situation qui n'est pas claire. Votre mérite n'en sera que plus grande de trouver votre route au milieu de cette situation compliquée; vous pourrez la rendre plus claire par vos déclarations, et demain, par les méthodes du communisme. (*Applaudissements*).

LA SITUATION SYNDICALE

Particulièrement en ce moment, il y a un problème formidable et c'est celui de la situation syndicale française. Hier, il y avait une organisation syndicale unie; aujourd'hui, nous sommes en présence d'une scission qui est peut-être un fait accompli (3).

La situation a changé et elle a changé les postulats qui doivent vous servir à déterminer la politique syndicale de votre parti qui doit se mêler de faire de l'économie prolétarienne. (*Applaudissements*).

Il faut le dire hautement, parce que dans le développement de la situation économique et des épisodes de la lutte économique de chaque groupe d'hommes, il y a des faits permettant de bâtir l'action d'ensemble, l'action politique qui devra rassembler toutes ces forces dans une

lutte commune.

Maintenant, personne ne pourra dire dans l'Internationale que vous n'avez pas agi avec clairvoyance dans votre tactique syndicale. Vous avez des buts communs avec une tendance du mouvement ouvrier qui n'est certainement pas une tendance de traîtres, d'opportunistes, mais qui est une tendance qu'au point de vue révolutionnaire, on doit saluer, du haut de cette tribune: la tendance des syndicalistes révolutionnaires de gauche.

Vous avez raison de travailler coude à coude avec ces camarades parmi lesquels il y a une majorité immense de braves ouvriers qui devront être gagnés à nos véritables méthodes dans la lutte contre les réformistes de la C.G.T.

Mais vous ne devez pas cacher que vos principes ne sont pas les principes syndicalistes révolutionnaires; que vos méthodes ne sont pas les mêmes méthodes que les leurs; que vos buts coïncident pour le moment, mais qu'il faut se préparer à d'autres tâches et que la tâche du Parti Communiste n'est pas seulement un plan pour aujourd'hui, mais d'avoir un plan des possibilités d'action pour les différentes perspectives qui peuvent se présenter.

Vous devez vous attendre à un changement dans vos rapports avec les syndicalistes révolutionnaires. Le syndicalisme révolutionnaire, ce n'est pas le communisme, ni au point de vue des méthodes, ni au point de vue des principes. Ce n'est pas que la différence se borne aux déclarations de ces camarades révolutionnaires selon lesquelles toute l'activité prolétarienne doit se développer sur le terrain économique et sans prendre la forme d'une organisation politique. Le Parti Communiste ne peut pas accepter cette distinction qui n'a aucune valeur. En réalité, le syndicalisme est une politique du mouvement syndical, et le communisme est une autre politique du mouvement syndical. (*Applaudissements*).

Il y a une méthode de travail syndicaliste dans les syndicats et il y a une méthode de travail communiste dans les mêmes syndicats. Alors, camarades, il faut que vous fassiez comprendre vos principes et vos doctrines dans votre propagande et dans votre agitation, comme vous avez commencé à le faire vis-à-vis de la doctrine et des principes des syndicalistes que nous respectons. Ils ont une conception différente de la nô-

tre du développement de l'histoire, ils ont une critique différente de la société capitaliste et ils tracent un processus différent de l'émancipation prolétarienne. Il faut éclaircir devant le prolétariat ces différences et faire au sein des syndicats, la propagande en faveur de nos propres doctrines, de nos méthodes et de nos perspectives du développement du prolétariat de façon à pousser à l'action politique, à l'intervention des partis dans la lutte, à la dictature du prolétariat et à la constitution des conseils ouvriers et paysans. Il faut soutenir l'entente, dès que la situation l'exige, mais sur une base théorique clairement posée dès le premier moment, car il faut se préparer à l'avance à des différences positives et à la pratique de méthodes différentes entre vous et les camarades syndicalistes révolutionnaires.

On dit qu'il y a, dans les thèses de l'Internationale Communiste, une formule choquante pour les ouvriers français, celle de la subordination ou de l'asservissement du syndicat au Parti. C'est une formule *a priori* qui est simplement ridicule; mais un marxiste ne doit pas renoncer au droit de pénétrer le mouvement syndical de son esprit révolutionnaire, de travailler aux côtés des militants des syndicats pour tâcher d'obtenir, à partir de leur autonomie et de leur indépendance, que l'organisation syndicale vote pour le plan du Parti Communiste et dise au Parti Communiste que spontanément ces ouvriers syndicalistes révolutionnaires sont prêts à en accepter les idées directrices pour marcher dans l'action unitaire de la révolution sociale. (*Applaudissements*).

Voilà une méthode à laquelle un Parti Communiste ne peut pas renoncer; il est possible que demain, cette méthode, encore, soit choquante et il faut sans aucun doute en réaliser l'application de façon adaptée, tant dans la forme que dans le temps, mais sans renoncer à son contenu essentiel. Il est naturel que vous deviez avancer de conserve avec les éléments syndicalistes, révolutionnaires et anarchistes, dans la situation syndicale complexe en France aujourd'hui. Nous ne sommes pas des sectaires et nous ne croyons pas, nous-mêmes, qu'il y a quelque chose d'absolu. Mais il ne faut pas oublier que la situation devra se clarifier.

Si délicate que soit la question syndicale et quelles que soient les

différences qui existent entre syndicalistes et communistes, nous devons nous unir coûte que coûte. Les syndicalistes, d'ailleurs, ont toujours fait l'unité en France, mais en plaçant la question sur le terrain de la doctrine et en luttant contre l'opportunisme de Jouhaux et compagnie. Ici la collaboration a été possible parce que les syndicalistes en France, étant majoritaires dans la CGT, sont traditionnellement unitaires; mais l'esprit théorique du syndicalisme révolutionnaire, si nous le considérons du point de vue de la critique objective, est un esprit de scission de la classe ouvrière.

Partout ailleurs, en Allemagne, en Italie, en Hollande, dans tous les autres pays où le syndicat économique, au lieu d'assumer le rôle révolutionnaire que lui assigne la théorie syndicaliste révolutionnaire, est resté sous l'influence du réformisme, le syndicalisme révolutionnaire dit que le syndicat ne doit pas regrouper tous les ouvriers, mais seulement la partie la plus révolutionnaire. Logiquement, puisqu'il veut regrouper des éléments d'avant-garde et qu'il croit que le syndicat lui-même doit être un terrain de développement des consciences révolutionnaires, il est arrivé à conclure qu'il faut provoquer la scission syndicale pour détacher la gauche des organisations syndicales traditionnelles.

Je rappelle cette donnée théorique seulement comme contribution à l'étude de vos rapports avec les syndicalistes, sans prétendre par là que vous devriez l'appliquer de manière immédiate à leur tactique actuelle en France. Mais elle suffit à établir une différence fondamentale pour tout le développement des luttes futures.

Nous autres communistes, nous sommes pour le syndicat unitaire, sans condition préalable aucune, sans condition qu'il soit dirigé par les communistes ou que la majorité soit communiste. Non, nous demandons l'unité de l'organisation syndicale, sans aucune réserve.

Si nous acceptons l'unité même quand la majorité syndicale est entre les mains des réformistes, nous ne le faisons pas parce que nous nous résignons à une telle situation, mais au contraire pour pouvoir lutter contre les opportunistes et pour conquérir à notre propagande la majorité des syndicats, parce que nous savons très bien que l'unité syndicale est le terrain véritable d'où jailli-

ra, d'une façon irrésistible, le rapprochement de tous les ouvriers sous le drapeau communiste.

UN PROGRAMME D'ACTION

J'ai assez longuement parlé, camarades. En soulevant certaines considérations d'ordre théorique, je n'ai pas voulu choquer certaines traditions légitimes, mais simplement aborder, effleurer toutes les questions, puisque l'Internationale Communiste a le droit et le devoir de prévoir les conditions véritables que peut présenter la situation internationale; mais je suis sérieusement gêné dans ce Congrès qui devra lui-même envisager la question de la préparation révolutionnaire du prolétariat français, de cette fraction marxiste, qui est une fraction réaliste, à laquelle vous devez tracer un programme qui ne soit pas seulement un programme théorique, mais un programme d'action indiquant les moyens avec lesquels nous parviendrons à réunir le prolétariat tout entier dans la lutte révolutionnaire.

Je suis sûr que des travaux de ce Congrès sortiront des résolutions d'accord avec les méthodes de l'Internationale Communiste et intéressantes pour tout le mouvement com-

muniste international.

J'ai fini. Je garderai toujours en moi-même la satisfaction d'avoir été parmi vous et je rapporterai l'expression de votre solidarité et de votre enthousiasme aux travailleurs de mon pays. Nous nous efforcerons d'exposer le plus fidèlement possible vos travaux au Comité Exécutif [de l'Internationale]. Nous n'avons pas besoin de vous demander autre chose que la continuation du travail immense que vous accomplissez chaque jour et qu'accomplissent toutes vos sections, dans une synthèse générale de votre conscience, de votre foi, de votre enthousiasme.

Vous vous annoncez aux communistes du monde entier dans les affirmations que je viens d'exposer.

Camarades du Parti Communiste français! Nos adversaires crient à la défaite de l'Internationale Communiste et de la Révolution mondiale. Crions-leur que ce n'est pas vrai. Proclamons que l'Internationale Communiste est une force réelle qui ne manquera pas de se mettre à la tête du prolétariat du monde entier.

La révolution mondiale n'est pas une chimère de notre pensée, mais une chose réelle, vivante.

Camarades! Vive la Révolution mondiale! (*Vifs applaudissements*).

(1) Nous avons repris le texte sténographié publié sur les n° 12 et 13 du *Bulletin Communiste* (23 mars et 30 mars 1922). Tout en conservant les italianismes du texte, nous avons corrigé les nombreuses erreurs et obscurités qui s'y trouvent (peut-être dues au fait que Bordiga, orateur prolix, faisait le désespoir des sténographes!) en utilisant la version italienne parue sur la revue théorique du PC d'I, *Rassegna Comunista* n°24 et 25 (30 juin et 17 juillet 1922) et reproduite dans la *Storia della Sinistra Comunista*, vol. IV, p. 202-216. Milan 1997.

(2) Il s'agit sans doute de l'article «L'importance de l'or aujourd'hui et après la victoire définitive du socialisme» publié sur le n°251 (6-7/11/1921) de la *Pravda* (Oeuvres, tome 33, p.) où Lénine définit de manière rigoureuse la portée et les limites de la «retraite» constituée par la NEP.

(3) La scission eut lieu en janvier 1922 avec la création de la «C.G.T. Unitaire» sous l'impulsion des syndicalistes-révolutionnaires. Les communistes y adhérèrent formellement lors de son premier Congrès, les

25-30 juin 1922 à Saint Etienne; alors que les réformistes répandirent par la suite la légende selon laquelle les artisans de la scission avaient été les communistes, ceux-ci en réalité avaient passivement assisté à la scission. Bordiga met ici en garde les militants contre le suivisme à l'égard de ce courant de matrice libertaire. Au nom de l'«indépendance syndicale» sanctionnée dans la «Charte d'Amiens» adoptée par la CGT avant-guerre, le PC laissait ses adhérents agir en pleine autonomie dans les syndicats; en pratique cela revenait à les laisser à la remorque des syndicalistes-révolutionnaires, qui s'étaient organisés en fraction secrète (le «Pacte») pour combattre l'influence communiste. Les dirigeants de l'Internationale ne cessèrent de reprocher cette attitude aux dirigeants français avant le Congrès de Marseille, comme après, entre autres à travers les interventions de Trotsky lors de l'Exécutif Elargi de février-mars 1922 ou du Comité Exécutif de mai-juin de la même année. cf Trotsky, «*Le Mouvement Communiste en France*», Textes choisis par P. Broué, Ed. de Minuit 1967.

Rapport d'Amadeo Bordiga au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

Rome, 14/1/1922.

Au C.E. de l'Internationale Communiste, Moscou (1).

Chers camarades,

Nous avons décidé, le camarade Valeski (2) et moi, que le rapport à vous adresser en notre qualité de représentants du C.E. au congrès de Marseille du PCF serait sous forme de lettre que chacun de nous vous enverrait après s'être acquitté de sa mission. L'accord le plus complet a d'ailleurs toujours existé entre nous deux sur tous les détails de notre travail.

Pour mon voyage en France, j'avais déjà pris des dispositions comme délégué du Parti italien, lorsque j'appris par une [lettre] du camarade V. et par une communication du camarade Chièrini, votre représentant pour les partis latins, que j'avais été nommé comme délégué du C.E. Ce n'est qu'à mon retour que j'ai reçu votre dépêche via Riga, et c'est ce qui explique pourquoi je n'en n'ai pas accusé réception par télégramme.

Le camarade V. m'ayant prié de me rendre à Paris, j'y suis arrivé le 23 décembre avec le camarade Tasca, délégué du parti italien, ayant passé la frontière à Modane sans aucun document et d'ailleurs sans aucune difficulté.

A Paris je pus prendre connaissance du matériel envoyé par Moscou pour le Congrès, à l'exception des amendements Losowsky sur la thèse syndicale qui nous arrivèrent à Marseille où nous nous rendîmes le 25.

J'ai parlé au Congrès le soir du 28 et le lendemain, 29, je suis parti pour l'Italie via Menton et je suis rentré sans d'autres difficultés qu'au départ, après avoir quitté V. qui rentrait à Paris, où il espérait régler diverses questions avec le nouveau Comité directeur élu par le Congrès.

Je vais donc vous renseigner sur le travail accompli et je vous donnerai ensuite mes impressions personnelles à propos du Congrès et sur la situation du parti français. Je suis convaincu que le matériel officiel du Congrès vous sera déjà connu lorsque vous lirez cette lettre et je me dispense d'un compte-rendu des débats. D'ailleurs, je n'ai assisté en personne qu'à la séance dans laquelle j'ai pris la parole.

Le premier camarade français avec lequel j'ai causé à Marseille fut Lorient (3). Il m'a fait l'impression d'un homme affaibli et incapable de lutter sérieusement contre une situation qu'il juge malheureuse. Après la première journée remplie des débats causés par le rapport du comité directeur et traitant spécialement des questions personnelles, Lorient proposait de lire, pendant son discours dans la séance du lendemain, la lettre officielle de l'Exécutif comme réponse aux documents apportés à la tribune par Méric. Cependant on réussit sans trop de difficultés, à le persuader qu'il n'était pas convenable de présenter cette lettre officielle comme une arme de polémique personnelle ou de tendance, et il lut ainsi la lettre au commencement de la séance indépendamment de son

tour sur la liste des orateurs.

Le manque d'organisation et l'inexpérience des camarades français pour le travail illégal a entravé notre travail au point de vue pratique. Ayant dû fixer nous-mêmes les rendez-vous secrets, nous pûmes ainsi voir Cachin, avec lequel nous eûmes une discussion sur la tactique du Front unique et les revendications pratiques qui se répéta plus tard avec plusieurs autres camarades. Il ressort de toutes ces conversations que les camarades français manquaient à ce propos de toute préparation et beaucoup d'entre eux avaient la certitude que les suggestions de l'Internationale tendaient à ramener «plus à droite» le parti français.

Cette question fut développée dans une réunion que nous eûmes avec la sous-commission pour la politique générale qui a pris deux heures de débats sur le rapport du comité directeur tandis que le matin on avait mis sur le tapis plusieurs questions qui ne méritaient guère le titre pompeux de problèmes de politique générale, on décida de charger une section de la commission des résolutions de préparer une motion pour la mise au point de ces questions.

La sous-commission se composait de bons camarades ouvriers et était dirigée par le camarade Renoult. Le camarade Treint en était membre et il fut tout de suite de notre avis, paraissant le seul qui eut des idées claires sur l'argument. On nous lit aussi un projet de motion qui nous étonna au plus haut point, et auquel nous opposâmes une série d'objections formelles. Ce texte, après nos longues observations, fut considérablement changé. En fait cinq ou six lignes seulement de cette motion parlaient de politique générale et voici ce qu'elles disaient en substance: «le parti regrette la scission syndicale, mais il repousse la tactique du front unique qui l'amènerait à un rapprochement avec les dissidents de Tours, devenus de véritables agents de la bourgeoisie...».

Nous démontrâmes que cela constituait une définition absurde de la tactique de l'Internationale, qu'il était inadmissible de juger avec cette légèreté une grave question d'ordre international, et nous expliquâmes longuement à ces camarades la signification de la tactique de l'Internationale Communiste, des luttes pour les revendications immédiates et pour soustraire les masses à l'influence des opportunistes. Renoult et quelques autres n'étaient pas convaincus, ils répondaient qu'ils étaient «intransigeants» et qu'ils étaient pour la préparation révolutionnaire du communisme» en nous laissant comprendre que tout plan d'action tel qu'il était esquissé par nous tombait dans le réformisme. Quoique je me permis de déclarer que je n'exposais pas seulement les opinions du C.E., mais que je formulais dans les mêmes temps mes opinions personnelles, ces camarades restèrent convaincus que nous étions des «opportunistes de droite» venus secouer leur sévère intransigeance.

Nous discutâmes aussi les autres points du texte proposé, c'est-à-dire sur les polémiques personnelles, sur la presse, et surtout sur l'organisation du comité directeur. Il nous fut impossible de faire lâcher prise aux «extrémistes» de la Seine dans leur campagne contre le monstrueux danger du «centralisme oligarchique». Nous avons soutenu sur ce point des amendements dans l'esprit du projet de Lorient, mais la question avait déjà été compromise par un débat très embrouillé au sein du parti. Pour en finir sur ce point de la motion de politique générale, j'ajouterai que j'en parlai longuement à Frossard dans une conversation qui eut lieu le jour où je fis mon discours au Congrès; il me fut beaucoup plus aisé de m'expliquer avec lui, et les idées auxquelles il finit par se rallier sont développées dans le texte actuel de la résolution.

Craignant les mauvaises conséquences d'une résolution qui se déclarât contre l'attitude de l'Internationale Communiste sur ce problème, nous adressâmes, le camarade V. et moi, le même soir, une lettre à Frossard, dont je crois vous avez reçu la copie, pour insister d'une façon formelle sur les amendements à introduire dans la motion.

Il faut savoir que les camarades allemands Eschert et Kuzmann, avaient présenté à la commission des résolutions une [plate-forme émanant ?- *fragment illisible NdlR*] du parti allemand pour une action internationale fondée sur le front unique pour une série de revendications. Leur [emphasis? - *fragment illisible NdlR*] a dû être mal comprise et, dans un certain sens, a alarmé les Français auxquels il doit avoir parlé un langage peu adapté à leur situation et aux traditions françaises. On a tout de suite affirmé qu'on proposait «le bloc des gauches», le même que le message du C.E., reprochait au «Journal du Peuple» de soutenir.

Ayant ensuite vu Cachin, je le trouvai très soucieux des termes de la proposition du K.P.D. pour le front unique international et je cherchai à lui faire comprendre qu'il ne s'agissait pas de revenir sur la politique qui avait amené à la scission entre communistes et social-démocrates. Il est évident qu'il craignait les arguments des longuettistes sur un prétendu contraste entre la politique de Tours que Cachin et ses amis avaient subie, et l'attitude actuelle de l'Internationale vis-à-vis des opportunistes. Il faut dire que ces hommes, bien qu'ils soient des chefs politiques expérimentés possèdent peu de clarté dialectique et de souplesse dans la polémique. Le fait que des adversaires peuvent trouver des objections leur suffit pour condamner toute initiative où tout ne «marche pas sur des roulettes».

Le camarade V. put soutenir auprès des rapporteurs les amendements du C.E. sur la question agraire et sur celle de la défense nationale, dont on tint compte dans la rédaction définitive des thèses.

Il ne nous fut malheureusement pas possible de participer à une réunion officielle de la sous-commission syndicale. Mon opinion sur les thèses de Dunois et qu'elles étaient superficielles et insuffisantes à tous les points de vue. Les amendements de Losowsky auraient dû y être insérés **d'autorité**, mais la situation était plutôt difficile. Nous nous décidâmes à faire intervenir dans les débats de camarade Tasca, en lui faisant faire un discours qui, tout en étant prononcé au nom du parti italien et se bornant aux questions italiennes, releva très efficacement le point de vue de l'Internationale sur les questions syndicales.

Après avoir examiné le projet de l'intervention publique, nous résolûmes avec le camarade V. que je prononcerais un discours. Nous fûmes d'accord que la partie centrale de ce discours porterait sur les questions générales de la situation mondiale et sur la tactique de l'Internationale Communiste et que les questions françaises seraient abordées dans les termes les plus généraux, sans entrer trop dans les détails d'ordre pratique, puisque la lettre du C.E. les abordait en détail et qu'il y avait eu les entretiens privés à ce sujet. Je n'écrivis pas le texte de mon discours à l'avance, mais j'en soumis le schéma au camarade V. et je tins compte de ses observations.

Je prononçai mon discours à la fin d'une séance de l'après-midi, dédiée à la question agraire au milieu de l'indifférence générale; mais dès que la présence du représentant du C.E. fut annoncée, il y eut une manifestation de vif intérêt et votre représentant reçut l'accueil le plus favorable.

Je vous dirai en quelques mots le contenu de mon discours.

Les premiers deux-tiers environ servirent pour passer en revue la situation mondiale, en prenant en considération deux séries de faits: la politique de la Russie révolutionnaire et le stade actuel de la lutte du prolétariat mondial, eu égard à cette thèse: l'Internationale communiste n'a pas du tout renoncé à ses positions fondamentales vis-à-vis du progrès de la révolution prolétarienne et du caractère révolutionnaire de l'après-guerre. La situation est caractérisée par un effort de reconstruction capitaliste qui ne présente que ces perspectives: la nouvelle guerre impérialiste. Une soumission sans bornes des travailleurs à l'exploitation du capital. Ceci amène une offensive générale de la bourgeoisie qui dicte aux communistes une tactique véritablement révolutionnaire consistant à répandre les mots d'ordre de la résistance et du refus d'accepter les impositions bourgeoises. Je me suis efforcé d'établir clairement que le révolutionnarisme marxiste n'a jamais consisté à ignorer et à mépriser les luttes économiques élémentaires du prolétariat; d'autre part dans la situation actuelle les luttes sont naturellement amenées sur le plan d'une action révolutionnaire et le gradualisme réformiste ne saurait avoir aucun sens. Il faut donc poser des revendications immédiates pour démontrer que la tactique des opportunistes correspond à la non-résistance vis-à-vis des plans monstrueux d'hyper-exploitation capitaliste et à l'oubli des intérêts les plus modestes des travailleurs, etc., etc.

Passant ensuite à m'occuper de la situation en France, je m'efforçai de reconnaître que malgré la situation très difficile un certain travail avait été fait. Je m'occupai de la question des rapports entre les partis et l'Internationale et en général de la collaboration internationale communiste, puis je passai à la question syndicale en me bornant à établir, en rapport avec tout ce qui précède, la nécessité absolue d'une activité syndicale pour le parti communiste. Sans le travail de construction d'un réseau syndical on ne pourra jamais réaliser une activité véritablement communiste qui, de la propagande passe à l'action et à l'organisation des forces prolétariennes...

Je dis qu'on s'expliquait l'attitude des communistes dans la CGT et les CSR [Comités Syndicalistes Révolutionnaires - NdlR] mais je démontrai qu'une alliance avec les syndicalistes révolutionnaires ne pouvait être conçue comme permanente, et qu'il fallait se préparer à un changement de situation qui aurait amené le parti à

Rapport d'Amadeo Bordiga au CE

un rôle plus direct dans le mouvement ouvrier.

Pour exposer ces idées, je me suis efforcé de me tenir un peu sur le terrain théorique, de crainte de choquer certaines susceptibilités et j'insistai sur les différences entre les conceptions syndicalistes et communistes, surtout en ce qui concerne l'unité ouvrière syndicale (pour attribuer indirectement aux syndicalistes français une part de responsabilité dans la scission qui se développe). Je dis que toute renonciation formelle du parti à s'occuper des choses syndicales doit être repoussée, et qu'un parti qui tient seulement des discours, n'imprime que des journaux et prend seulement part aux élections, ne sera jamais un parti révolutionnaire au sens réel du mot.

Le discours prononcé au nom de l'Internationale Communiste fut accueilli par l'enthousiasme général, mais je pus très bien remarquer que les affirmations les plus nettes étaient accueillies par une grande partie du Congrès comme des conceptions tout-à-fait nouvelles et qu'elles étaient réfractaires à une certaine minorité.

Je dois dire à présent quelque chose sur l'opinion que je me suis faite à la suite de mon intervention au Congrès de Marseille. Il serait presque impossible de faire [voir] clairement des tendances dans le Congrès et dans le parti. La gauche et l'extrême-gauche prennent parfois des attitudes déconcertantes. Il faut se rappeler la situation de Tours. Il y avait alors dans le parti un courant qui se réclamait des principes du communisme et élaborait une préparation aux méthodes de l'Internationale Communiste avec une certaine lenteur. C'est cette tendance qui, faisant bloc avec le groupe Cachin - [Frossard] amena la fondation du parti sur ces bases. Le développement de la tendance communiste fut ainsi logiquement arrêtée; à mon sens, ce développement naturel a besoin d'une opposition à mener ouvertement contre les tendances opportunistes et centristes comme aussi d'un entraînement critique.

Mais au sein d'un parti adhérent à l'Internationale Communiste, cet exercice ne peut pas et ne doit pas se faire; car on est fondé de le savoir achevé et d'exiger du parti une attitude d'action réelle qui a besoin de toute l'unité d'organisation et ne peut pas se concilier avec des polémiques internes. Nous nous trouvons en présence d'un parti qui, dans son ensemble, n'est pas communiste, ni au point de vue des principes, ni à celui du travail pratique, et cependant on ne peut pas attendre du jeu des tendances son raffermissement dans le sens communiste. On ne saurait certainement encourager les fractions ou la fraction communiste à se former. Comment lui permettrait-on une critique ouverte, tant par la presse que par d'autres moyens?

D'ailleurs cette gauche communiste, dans le parti français, dont on ne peut apercevoir les frontières, n'a pas de chefs à opposer aux quasi-communistes Cachin et Frossard. Ce sont là des hommes d'une valeur supérieure qui, parfois, s'approchent davantage de l'attitude correcte au point de vue communiste, par le fait d'être plus avisés et plus actifs dans le travail.

Cette situation crée une impasse de polémiques personnelles, très désagréables et mesquines. Le niveau du Congrès en a été regrettamment abaissé. Je n'ai pas besoin de faire l'histoire lamentable de l'élection du nouveau Comité Directeur, qui vous est bien connue.

Si nous examinons ce parti tel qu'il se présente - sans prétendre de résoudre le problème s'il aurait pu être meilleur par le fait d'une autre tactique vis-à-vis des

reconstructeurs de 1920 - nous remarquons qu'il s'agit sans doute d'un grand parti, mais nous sommes portés à nous poser la question si le fait d'être nombreux lui a facilité le travail de la conquête des grandes masses.

On voit tout de suite qu'il faut chercher les données de ces résultats dans les chiffres du tirage de «l'Humanité» ou bien dans quelques élections communales, ce qui nous dit fort peu. Un encadrement réel des masses n'existe pas, ni sur le terrain syndical, ni sur le terrain militaire. Cette forme d'action paraît être pour les camarades français, tout à fait utopique. Ils ignorent le travail illégal [*passage illisible dont il semble ressortir que les français invoquent* «l'impossibilité à travailler (dans) le régime» *NdlR*]. La faute en tout cela est sans doute due à la situation et aux difficultés de développement du parti présentes dans le milieu français.

Soit, mais j'ai cru pouvoir constater que ce grand parti a des allures tout à fait sectaires dans le vrai sens du mot, c'est-à-dire vivre de sa vie intérieure plutôt que de liaisons avec l'extérieur sans les avantages de la clarté des principes et de l'étroite discipline d'organisation. Certaines affirmations sur lesquelles se fait presque l'unanimité des camarades affectés des tendances les plus opposées, sont des symptômes évidents de «maladie infantile». Sans vouloir affirmer qu'en France on ait pris le plus long chemin pour arriver à notre but: avoir un parti communiste et un parti avec une grande influence sur la classe ouvrière (c'est possible que ce fut alors le seul chemin), je constate ce fait, c'est que le nombre d'adhérents n'est pas une garantie que le parti soit exempt de sectarisme et de stérilité pseudo-doctrinaire.

Je ne saurais exprimer un avis sur ce qu'on pourrait faire pour remédier aux défauts du parti, dans le sens d'un plan général et organique d'action: le contrôle continu de l'Internationale et son influence sur les chefs actuels pourra fournir un guide. Mais je ne vois pas le chemin par lequel le parti trouvera une bonne issue à ce que nous pouvons, si l'on veut, appeler sa «crise».

J'ai la même impression sur la situation générale politique en France, au point de vue de la lutte des classes. Les étapes du chemin à parcourir pour arriver à un parti communiste à la tête du prolétariat français ne sont pas évidentes. Nous sommes naturellement dans un moment défavorable pour nous tracer ces perspectives puisque la situation du mouvement ouvrier est instable et on attend qu'elle devienne plus claire. Il est probable que lorsque le parti se trouvera en face des deux CGT il commettra, par suite de son manque de préparation, des erreurs qui rendront son rôle encore plus effacé, tant en comparaison des chefs syndicaux de droite, d'un côté, comme des syndicalistes anarchistes, de l'autre. Il faudrait pouvoir lui suggérer des attitudes heureuses tant vis-à-vis de l'une comme de l'autre section séparées du mouvement ouvrier, en les soutenant par une propagande parmi les masses qui ne soit pas superficielle et légère comme on la conduit de la part de certains camarades français et de presque toute la presse du parti. Je crois qu'amener Cachin et Frossard sur ce terrain ne sera pas le côté le plus dur de cette tâche.

D'ailleurs je dois dire, que tout en ayant été empêché pratiquement d'avoir contact avec la «foule» je pense que dans la masse du parti il y a du bon et des éléments qu'on pourrait utiliser. Mais je ne suis pas optimiste sur le résultat des polémiques d'après le Congrès, étant donnée la position dans laquelle se trouve Loriot et ses

amis. Il y a des camarades plus mûrs pour un travail communiste: j'ai pu connaître très peu de monde, mais je nommerai Ker, Vaillant-Couturier, Treint...

Enfin, je veux faire observer que dans le travail fait pour le Congrès par la Fédération de la Seine, parmi une effroyable confusion, il y avait une suggestion utile: poser à l'ordre du jour du Congrès la politique générale du parti.

Il aurait fallu demander à ce Congrès et à ce parti une déclaration de principes. Elle manque dans ces archives. Tours n'a pas donné au parti la plate-forme théorique, Marseille aurait dû le faire avant de soulever des questions de tactique particulières et pour ne pas se noyer dans des différences de personnes. Ne pourrait-on pas demander au nouveau Comité Directeur de dresser le «programme du Parti Communiste Français»? On pourra objecter que ce sera bien peu, mais je suis d'avis qu'il faut donner à tous ces gens un point de repère, si l'on veut qu'ils cessent de tourner autour de leur seul nombril.

Vous savez qu'après le Congrès V. et moi nous vous avons adressé une dépêche au sujet de la question du front unique international. Il faudra prendre garde d'exiger du parti français l'application d'une tactique qui ne soit pas bien comprise. Il serait très dangereux d'amener ce parti à une tactique qui rappelle même du point de vue purement formel le «bloc des gauches». Je pense qu'il y a encore trop à faire en France pour délivrer le prolétariat des illusions démocratiques bourgeoises et l'intransigeance formelle y devient une nécessité pédagogique. La formulation des revendications immédiates et du front

unique, devrait être faite sur le terrain syndical - peut-être adressée, comme nous disions avec Frossard, aux syndicats locaux des deux CGT qui existeront presque certainement demain. Pousser le parti à formuler des revendications syndicales est très utile pour rompre avec l'abstentionnisme syndical et économique traditionnel. L'effet immédiat sera une tension avec les syndicalistes anarchistes qui paraissent tout attendre du parti communiste sans rien sacrifier pour lui. Poser des revendications politiques étant donné le danger démocratique, même sous la forme franc-maçonne - et je dirai entre parenthèses de n'avoir pas eu l'occasion de toucher à ce problème, dont il faudrait toutefois s'occuper - est une affaire beaucoup plus délicate à aborder.

J'ai cru devoir exprimer avec toute franchise mes impressions, et je prends bien garde de [ne pas] les présenter comme le résultat d'une étude approfondie. Ce ne sont rien d'autre que des impressions, et je vous demande pardon, camarades, si j'ai eu l'air de donner des conseils qu'on ne me demandait pas. En étant au courant des difficultés de communication, j'ai voulu mettre à votre disposition le matériel brut de jugements formulés à la hâte par une personne étrangère au mouvement dans lequel il a été envoyé pour accomplir une mission passagère.

J'espère m'être acquitté de ce mandat à votre satisfaction: en tout cas je suis sûr de l'avoir accompli avec tout l'esprit de discipline et comme c'était mon devoir.

Recevez, camarades de l'exécutif, mes salutations fraternelles.

A. Bordiga.

(1) Nous publions ici la transcription de l'exemplaire manuscrit de ce rapport écrit en français qui se trouve à la B.D.I.C (Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine) de Nanterre. Nous n'avons pas réussi à déchiffrer quelques rares passages.

(2) L'orthographe usuelle est: Walecki.

(3) Fernand Loriot était le représentant le plus connu de la gauche du parti. Instituteur, il avait été le dirigeant et porte-parole dans la SFIO de la minorité opposée à la guerre, puis le principal animateur du «Comité pour la Troisième Internationale» qui regroupait, avant la création du PC, les partisans de la nouvelle internationale. Emprisonné ainsi que Souvarine et d'autres militants de ce Comité avec les dirigeants de la grande grève des cheminots (dans laquelle ils n'avaient aucune responsabilité) pour «atteinte à la sûreté de l'Etat», il n'avait pu participer au Congrès de Tours. Il avait cependant été élu comme Souvarine au Comité Directeur du nouveau parti. Après la non-réélection de celui-ci au C. D. le dernier jour du Congrès de Marseille, il démissionna aussitôt de cet organisme, suivi par 3 membres de la gauche, Treint, Dunois et Vaillant-Couturier, tandis que d'autres y restèrent (Ker, etc.). Mais lorsque quelques mois plus tard ces militants furent réinstallés au C. D., Loriot refusa de les suivre en invoquant des raisons de santé pour interrompre son activité militante. Il revint cependant un peu plus tard à la vie politique active en s'opposant à la politique de «bolchevisation» du parti menée à partir de 1924 par la nouvelle direction autour de Treint qui combattait avec acharnement l'opposition de gauche.

Après avoir quitté en 1926 le PC stalinisé, Loriot se rapprocha en 1927 du groupe de *La révolution prolétarienne* tout en participant à la création de *Contre le Courant*, regroupement qui se revendiquait de Trotsky, avec lequel il rompit peu après pour se tourner franchement

vers le syndicalisme-révolutionnaire. Il mourut en 1932, à l'âge de 62 ans, d'une leucémie.

L'ouvrage de Julien Chuzeville, «*Fernand Loriot. Le fondateur oublié du Parti Communiste*», Ed. L'Harmattan 2012, est intéressant pour les informations qu'il donne sur le rôle de Loriot, mais à condition de mettre de côté les opinions de l'auteur: il glorifie «*l'éphémère PC des débuts*» («*vivant, démocratique et pluraliste*») «*dont Loriot était le fondateur*», alors qu'il cite, p.131, ce même Loriot écrivant en septembre 21 que ce parti était «*loin d'être communiste*!» Dans ce même article d'ailleurs, Loriot affirmait aussi qu'il fallait «*extirper les survivances réformistes et petites-bourgeoises*» qui «*empêchent le parti d'être l'organisation directrice du prolétariat français dans sa lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie*». Mais cela ne compte sans doute pas pour Chuzeville, pour qui il y aurait eu «*depuis 1919*» un «*malentendu*» entre Loriot et ses camarades, partisans d'une «*nouvelle IIe Internationale mais révolutionnaire*», et la Troisième Internationale dont les décisions étaient les «*émanations directes de la bureaucratie régnante en Russie*». A l'appui de sa thèse il donne l'exemple des fameuses 21 conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste en citant un ancien responsable de la gauche du parti (Dunois) qui, après être revenu dans la SFIO, écrivait qu'il avait adhéré au PC sans attacher d'importance à ces conditions («*je pensais que ce qu'un Congrès avait fait, un autre pouvait le défaire*». p. 189). Pourtant c'est exactement cette attitude hypocrite que Loriot dénonçait chez les dirigeants de la tendance du centre dans son compte-rendu du Congrès de Marseille à la Fédération de la Seine (publié en brochure: «*Un an après Tours*», *Cahiers Communistes*, février 1922)!

Démonstration qu'on peut être le biographe de quelqu'un et le trahir complètement....

— *En défense du marxisme* —

Le CCI et le «gène égoïste», ou les fâcheuses conséquences d'une tare héréditaire

Le Courant Communiste International (CCI) prétend faire partie de la «Gauche communiste»; plus précisément, il déclare réaliser la synthèse entre différents courants qui ont été en opposition aux bolcheviks, et qui, au-delà de leurs divergences, partageraient un ensemble suffisamment grand de positions caractéristiques pour constituer une même Gauche communiste: la Gauche italienne, la Gauche germano-hollandaise, voire des courants qui lui sont apparentés comme le «conseillisme» (qui rejette le rôle du parti pour donner un rôle central aux Conseils ouvriers). Nous avons souvent expliqué que cette conception d'une telle «Gauche communiste» était une source de graves confusions.

Tout en reconnaissant qu'il regroupait des éléments prolétariens indéniablement révolutionnaires, notre courant a, en son temps, sévèrement critiqué le KAPD (Parti Communiste Ouvrier Allemand), le principal représentant historique de la gauche germano-hollandaise, comme étant frappé de graves déviations par rapport au marxisme. Les successeurs du KAPD n'ont fait qu'accentuer ces déviations de matrice libertaire en s'éloignant toujours plus du marxisme, alors que la défense des positions véritablement communistes exige une lutte sans trêve contre tous les déviationnismes et tous les révisionnismes, y compris quand ils se proclament «de gauche»; c'est même souvent dans ce cas qu'ils sont le plus dangereux, car il est alors plus difficile de faire comprendre qu'ils doivent être résolument combattus!

Il était impossible hier de lutter contre les erreurs commises par l'Internationale des premières années en se lançant dans des erreurs bien plus grandes et plus catastrophiques comme le fit le KAPD; il est impossible aujourd'hui de contribuer à la constitution du parti de classe du prolétariat en tolérant ces erreurs ou en s'appuyant, ne serait-ce que partiellement, sur elles. La clarté et la netteté la plus grande des positions théoriques et programmatiques est indispensable pour qui aspire à fonder le parti qui aura à diriger le mouvement prolétarien

dans les luttes les plus dures, dans la guerre civile, la révolution et l'exercice du pouvoir contre les bourgeoisies coalisées du monde entier.

Mais si, comme le CCI, on adopte une perspective idéaliste qui réduit le parti à un rôle d'éclaireur de la conscience des prolétaires, il est inévitable d'en arriver à diffuser des thèses en rupture avec le marxisme et le matérialisme.

Il y a quelques années cette organisation avait publié toute une série d'articles sur les grands principes de la morale qui, selon elle, s'appliqueraient à toutes les sociétés humaines – alors qu'Engels avait réfuté cette idée d'une morale éternelle.

Depuis quelque temps, le CCI a un nouveau dada, la **Science**, en-

tendue là aussi comme une activité atemporelle, une pure quête de la connaissance, indépendante des modes de production et des structures de classe des sociétés où elle prend naissance et s'exerce. Il s'est en particulier entiché de Chris Knight, un anthropologue britannique «de gauche», au point de lui ouvrir les colonnes de sa presse. Dans le n° 434 (juillet-août 2012) de *Révolution Internationale*, il a ainsi publié un article de Knight «*La solidarité humaine et le gène égoïste*» et l'a également diffusé sur les sites internet Indymedia.

Dans ce texte, Knight défend la théorie dite du «gène égoïste», que le CCI affirme, en note, être soutenue par «*la majorité*» des «*théoriciens de l'évolution*». Et il est vrai que cette théorie, plus connue sous le nom de «*socio-biologie*» (1), a rencontré et rencontre encore un grand succès, principalement aux Etats-Unis et dans les pays anglo-saxons. En France, elle a un peu souffert d'avoir été introduite et popularisée dans les années soixante-dix par le courant d'extrême-droite du «Club de l'Horloge» et le *Figaro-Magazine*...

DARWINISME ET SOCIOBIOLOGIE

Knight commence par expliquer l'invention par Darwin de sa théorie de l'évolution des espèces: «*L'idée plus sinistre et cruelle [que la théorie avancée par Lamarck aqui était fondée sur l'auto-amélioration des animaux] fut empruntée au Révérend Thomas Malthus, un économiste employé par la Compagnie des Indes Orientales. Malthus ne s'intéressait pas à l'origine des espèces; son idée était politique. Les populations humaines, affirmait-il, croiront toujours plus vite que l'offre de nourriture. Lutte et famine en résultent inévitablement (...).*

La meilleure politique est de laisser les pauvres mourir.

Le génie de Darwin fut de lier la botanique et la géologie à ce plaidoyer, politiquement motivé, en faveur de la libre compétition et de la "lutte pour la survie". Darwin vit la moralité "laissez-faire" de Malthus à l'oeuvre partout dans la nature. La croissance de population dans le monde animal avançait toujours l'offre locale de nourriture; d'où l'inélasticité de la compétition se soldant par la famine et la mort pour les faibles.

Alors que moralistes et senti-

mentalistes auraient cherché à adoucir cette image d'une Nature cruelle et sans coeur, Darwin suivit Malthus en la célébrant. (...) Puisque les moins aptes de chaque génération ne cessaient de mourir, la progéniture des survivants était donc disproportionnellement plus nombreuse, transmettant à toutes les futures générations leurs bénéfiques caractères héréditaires. Famine et mort, par conséquent, étaient des facteurs positifs, dans une dynamique évolutive qui punissait inexorablement l'échec tout en récompensant le succès».

Pour bien comprendre, il faudrait indiquer ici qu'une caractéristique de la théorie de Darwin est de ne pas appliquer le principe de la «*struggle for life*» (la lutte pour la vie) uniquement aux différentes espèces qui sont en compétition sur un territoire donné, mais également aux **individus d'une même espèce**; ceux d'entre eux qui, par hasard, jouissent d'un patrimoine héréditaire ayant comme effet de leur procurer un avantage particulier par rapport aux autres dans certaines conditions, par exemple telle forme de bec qui permet de mieux se nourrir, auront plus de chance de survivre assez longtemps pour se reproduire si ces conditions se maintiennent, transmettant ainsi à leurs descendants ce patrimoine héréditaire.

En quelques générations les traits de ce patrimoine se généraliseront ainsi à toute l'espèce, sous l'effet de «la sélection naturelle», autre appellation de la lutte pour la vie. Et par petites modifications successives répétées pendant des périodes de temps suffisamment longues, une espèce se transformera **graduellement** en une autre.

Knight écrit que beaucoup de penseurs, choqués par le «*raisonnement apparemment dur et amoral*» de Darwin, avancèrent d'autres explications que ce dernier, en particulier la «*sélection de groupe*». Pour cette dernière théorie, la sélection naturelle agirait au niveau du groupe et non de l'individu: «*Selon ce raisonnement, les individus étaient créés [sic!] pour favoriser les intérêts de l'espèce. Les membres de n'importe quelle espèce devaient coopérer les uns avec les autres, leur survie individuelle dépendant du sort du plus grand ensemble*».

Knight affirme que cette théorie était «*en accord avec des tendances de la philosophie morale, in-*

cluant la tendance "classe moyenne" du socialisme et du nationalisme au tournant du siècle». Alors qu'elle était influente jusque dans les années soixante, la réfutation de cette théorie de la «sélection de groupe» «*inaugura, poursuit-il, une révolution scientifique - un des plus monumentaux bouleversement de l'histoire scientifique récente, avec un grand nombre d'implications pour les sciences humaines et sociales. Si Marx et Engels étaient vivants aujourd'hui, ils se placeraient eux-mêmes à la tête de tels développements*». Vraiment?

La nouvelle théorie fut systématiquement dans l'ouvrage d'Edward O. Wilson: «*Sociobiologie: la nouvelle synthèse*» paru en 1975. Mais Knight préfère passer le trop réactionnaire Wilson sous silence et se contente d'écrire: «*Le livre de Richard Dawkins "Le gène égoïste" résumait nombre de ces nouvelles découvertes quand il fut publié sous les acclamations générales - et les dénonciations d'une véhémence équivalente de la "gauche classe moyenne" - en 1976*».

La sociobiologie fut en effet très controversée dès son apparition; si elle reçut un appui enthousiaste dans les institutions officielles et les milieux conservateurs en général, elle fut aussi très critiquée, et pas seulement par les «marxistes» (vrais ou supposés) comme le prétendit Wilson. Selon cette théorie, la sélection darwinienne, la lutte pour la vie, ne s'exerce pas au niveau du groupe ni au niveau de l'individu, mais au niveau du **gène** (elle est donc parfois désignée comme théorie de la *sélection par le gène*). Le gène est un fragment du chromosome, ce porteur du patrimoine héréditaire qui se trouve dans le noyau des cellules sexuelles. Lors de la fécondation, les chromosomes se divisent et se mélangent, mais les gènes sont reproduits (sont copiés) à l'identique, ou presque, dans les cellules filles. Suivant que vous portez tel ou tel gène (et qu'il est «dominant» ou «récessif»), vous aurez les yeux de telle ou telle couleur, les cheveux de telle texture, vous serez un homme ou une femme; ou bien si tel autre gène est défectueux, vous risquez d'avoir une maladie dite génétique, etc.

Mais pour les partisans de la sociobiologie, les gènes déterminent non seulement les caractères physiques, mais aussi les **comportements**, y compris dans l'espèce humaine; la sociologie a selon eux une

base **biologique** car «*les comportements sociaux de l'homme, y compris le comportement altruiste, sont sous contrôle génétique*» (2): citons aussi le conformisme, la malveillance, l'homosexualité, etc.

Revenant sur la vieille bataille philosophique livrée par les partisans de l'«acquis» contre ceux de l'«inné», qui au dix-huitième siècle reflétait la montée révolutionnaire de la bourgeoisie contre la réaction féodale défendant un ordre social qu'elle voulait immuable, la sociobiologie se range donc résolument du côté de l'**inné**.

C'est pourquoi, en dépit du fait qu'elle ne peut s'appuyer sur aucune base scientifique sérieuse, cette théorie a connu un succès immédiat parmi les idéologues les plus réactionnaires; ceux-ci sont en effet toujours à l'affût d'une explication des problèmes sociaux par la «nature humaine», dans le but de dédouaner l'organisation sociale capitaliste qui doit rester intouchée. Le «criminel-né» d'autrefois est maintenant l'individu porteur d'un gène déviant, les pauvres le sont parce qu'ils ne disposent pas du gène de l'intelligence, les noirs réussissent moins bien que les blancs à cause de leurs gènes, il est possible de déceler dès l'école maternelle les futurs asociaux (nous n'exagérons pas: il serait instructif, mais fastidieux, de relever toutes les imbécillités réactionnaires proférées par les adeptes des thèses de la sociobiologie).

L'état politique et social actuel serait en dernière instance la conséquence du patrimoine génétique des individus qui composent la société: tel est le dernier avatar en date de la conception d'une «nature humaine» immuable, qui est avancée depuis toujours pour s'opposer à toute contestation de l'ordre établi qui serait déterminé par cette nature éternelle. La sociobiologie renoue ainsi avec le «*darwinisme social*» qui au dix-neuvième siècle justifiait l'exploitation capitaliste et l'inégalité sociale au nom des théories de Darwin (3). Spencer, le théoricien du darwinisme social, estimait que «*la survie du plus apte*» était le principe naturel qu'il fallait appliquer à la société, le plus apte étant bien entendu dans ce cas le bourgeois...

Nous avons vu que d'après la sociobiologie, les gènes déterminent les comportements animaux ou humains; mais ils sont aussi engagés entre eux dans une lutte darwinien-

Le CCI et le «gène égoïste»

ne pour la vie; survivront les gènes qui auront déterminé les comportements les plus favorables non seulement à la survie de l'individu qui les porte, mais aussi à la reproduction de celui-ci: c'est en ce sens qu'ils sont «égoïstes». L'impitoyable sélection naturelle fera peu à peu disparaître tous les gènes qui engendrent chez ceux qui en sont porteurs des comportements dangereux pour leur vie, ou plus généralement un taux de reproduction plus faible – en faisant disparaître la descendance des individus porteurs des gènes responsables de ces comportements.

Voyons quelles sont les «*implications pour les sciences humaines et sociales*», comme dit Knight, de cette théorie.

«*Les animaux, nous explique-t-il, ne pratiquent pas le sexe "pour perpétuer l'espèce"; ils le font pour une raison plus à terre-à-terre – pour perpétuer leurs propres gènes particuliers. (...) Selon la nouvelle théorie, les animaux cherchent à optimiser leur valeur sélective, oeuvrant consciemment ou inconsciemment à propager leurs gènes. En conséquence (...) les unités sociales n'affichent pas seulement la coopération mais aussi le conflit, opposant de façon récurrente les femelles et les mâles, les jeunes et les vieux, et même les enfants à leurs propres parents. Cette insistance sur la lutte et le conflit fit converger la darwinisme et le marxisme, qui n'admet pas l'harmonie ou la fraternité mais voit à la place un monde social humain déchiré par des conflits de classe, de sexe et d'autres formes. Là où l'harmonie existe ou est établie avec succès, ceci doit être expliqué, non admis*».

Nous allons revenir sur cette prétendue convergence avec le marxisme; relevons que selon la sociobiologie, le monde, y compris le monde de la société humaine, est en permanence traversé par un conflit entre tous les individus, parce que chacun est poussé à propager ses gènes au détriment de ceux des autres; et ce conflit oriente l'ensemble des activités des individus. C'est la guerre de «*tous contre tous*» du philosophe anglais du dix-septième siècle, Thomas Hobbes, pour qui «*l'homme est un loup pour l'homme*»! A la différence près que, selon Hobbes, c'était là la caractéristique de l'«*état de nature*» que l'ordre social, avec sa hiérarchie et son souverain, faisait disparaître.

Pour les sociobiologistes, ce «*conflit d'intérêts*» entre tous détermine par exemple les rapports entre les sexes, y compris dans l'espèce humaine: chacun des deux partenaires cherche à avoir le maximum de rejetons dans le but de propager le plus possible ses gènes; et chacun essaye, au détriment de son partenaire, de diminuer son «*investissement parental*» dans l'élevage et la protection d'un petit, afin de pouvoir consacrer son énergie à d'autres descendants. Le mâle, y compris l'homme, est «*par nature*» volage, polygame, parce qu'il produit une quantité de spermatozoïdes pouvant féconder autant de femelles; tandis que la femelle, y compris la femme, est «*par nature*» vertueuse et monogame, parce qu'elle ne peut avoir à la fois qu'un nombre restreint de petits, même si elle a autant de rapports sexuels avec des partenaires différents que le mâle; elle cherchera donc, par la séduction et autres ruses, pourrait-on dire, de l'éternel féminin, à s'attacher un mâle en particulier, qui pourra l'aider à élever ses rejetons (4)...

La sociobiologie répète ce genre de raisonnement pour tous les rapports entre individus. Donnons un autre exemple, celui des parents et de leurs enfants et des enfants entre eux. Chaque enfant est, selon cette théorie, inexorablement poussé par ses gènes égoïstes qui veulent augmenter leurs chances de survie, à tirer le maximum de ses parents au détriment des ses frères et soeurs et au détriment des parents eux-mêmes; tandis que les parents cherchent à réduire leur investissement parental sur un enfant particulier au minimum nécessaire à la survie de celui-ci (car il s'agit de la survie des gènes qu'ils lui ont transmis), de façon à avoir suffisamment d'énergie et de ressources pour d'autres enfants (qui représentent une diffusion supplémentaire des gènes parentaux).

La description de la société (humaine ou animale) sur la base de cet individualisme forcé, de la lutte perpétuelle entre les individus, de l'âpre calcul économique coûts/bénéfices des actions individuelles, semble contredite par les exemples incontestables d'altruisme, chez les animaux comme chez les hommes. Nous allons voir quelle est la réponse de la sociobiologie à cette délicate question de l'altruisme:

«*C'est un défi particulier, écrit Knight, dans le cas des humains, qui – peut-être plus que n'importe*

quel animal, peuvent se lancer dans des actes de courage et de sacrifice de soi pour les bénéfiques des autres. Il existe des histoires, à l'authenticité bien établies, sur la façon dont des soldats durant la première guerre mondiale se jetaient sur une grenade en train d'exploser, sauvant par là-même leurs camarades. Un tel courage devait-il être laborieusement appris ou inculqué aux humains, ou était-il fait appel à de puissants instincts?».

Evoquer la boucherie de la guerre pour donner un exemple de l'altruisme chez les humains, peut sembler quelque peu paradoxal; mais cela s'explique parce que la question de la guerre joue un rôle important parmi les théoriciens de la sociobiologie: ils y voient la manifestation de l'agressivité innée chez les mâles en raison de la compétition avec leurs congénères pour diffuser leurs gènes. Wilson, l'inventeur, comme nous l'avons dit, du terme sociobiologie, parle de «*l'authentique ivresse biologique de la guerre*» (5)! L'altruisme consistant à se sacrifier pour le bien de son groupe ou de sa tribu est régulièrement cité par les théoriciens évolutionnistes, qu'ils soient partisans de la théorie du gène égoïste ou de l'évolution de groupe, comme une conséquence de cette agressivité naturelle de l'homme, agressivité qui se serait transmise héréditairement parce qu'elle représenterait un avantage du point de vue évolutif. Notons en passant que Spencer, le théoricien du réactionnaire darwinisme social, expliquait lui aussi l'existence nécessaire de l'altruisme, sur la base de la **primauté** de l'égoïsme: «*L'égoïsme a sur l'altruisme, le pas du point de vue de la valeur obligatoire*»; mais «*Depuis le commencement de la vie, l'altruisme n'a pas été moins essentiel que l'égoïsme. Bien que primitivement il dépende de l'égoïsme, secondairement l'égoïsme dépend de lui*» (6).

Knight continue: «*La bravoure au combat repose sur des instincts non radicalement différents de ceux motivant une mère à prendre des risques en défendant ses enfants. En effet la mère (...) inclut ses enfants comme partie de son "moi" potentiellement immortel. En termes génétiques, ceci est réaliste, car ses enfants partagent ses gènes. Nous pouvons voir aisément pourquoi les "gènes égoïstes" d'une mère peuvent la pousser à se comporter de façon désintéressée – c'est clairement dans*

l'intérêt de ses gènes».

Dawkins écrit à propos des gènes qu'ils sont potentiellement immortels (dans la mesure où ils ne sont pas éliminés par les gènes concurrents), et il a une formule frappante: les corps des êtres vivants (hommes, animaux ou plantes) sont des «*machines à survie*» des gènes (il donne à ceux-ci le nom de «*réplicateurs*») que l'évolution a formées au cours de milliards d'années de lutte sans merci pour la vie: «*Ils nous ont créé, corps et âme, et leur préservation, résume-t-il à propos des gènes, est l'ultime raison de notre existence*» (7).

Quand il parle des gènes et de leur supposée immortalité, Dawkins a en vue non pas seulement les gènes particuliers présents dans les cellules d'un individu et qui mourront avec ce dernier, mais également leurs copies à l'identique qui se retrouvent dans les descendants de cet individu – toute la lignée, pourrait-on dire, de chacun de ces gènes particuliers. La mère citée par Knight est donc une *machine à survie* au service de lignées génétiques immortelles qui constitueraient son «moi». Dans cette conception, le «moi» n'est pas comme dans les conceptions religieuses, une «âme» immatérielle et immortelle, ce n'est pas non plus la conscience de l'individu qui disparaît avec lui; c'est l'ensemble de milliers de molécules d'ADN qui dirigent l'individu sans qu'il en ait conscience, ainsi que leurs copies qui après s'être mélangées et dupliquées à chaque conception, se retrouveront partiellement dans les descendants de cet individu. Ce «moi potentiellement éternel» existe-t-il? On peut en douter...

Mais continuons le raisonnement (en priant le lecteur de nous pardonner de lui infliger les absurdités sociobiologiques). Les gènes que portent un enfant lui viennent pour moitié de chacun des deux parents; en se basant toujours sur le principe de la lutte pour la survie de la lignée génétique et sur le calcul coût/bénéfice, un sacrifice que fait un parent pour son enfant, ne serait plus contradictoire avec la théorie du gène égoïste, puisque cet enfant porte des copies de la moitié de ses gènes; l'*altruisme* s'explique alors par ce que Dawkins appelle la «*sélection par la parenté*» (Knight utilise dans l'article une autre dénomination plus obscure: la «*valeur sélective inclusive*», mais qui est moins con-

tradictoire avec sa conclusion): les actes apparemment **altruistes** que les gènes poussent la mère à accomplir pour son enfant sont en réalité strictement **égoïstes**, car motivés exclusivement par la défense de leurs propres lignées...

Les théoriciens sociobiologistes se livrent à toute une série d'opérations arithmétiques pour calculer la propension à l'altruisme selon le degré de parenté; elle serait ainsi maximale entre de vrais jumeaux, qui partagent des gènes identiques, forte entre parents et enfants, et entre frères et soeurs (moitié des gènes en commun), plus faible entre oncles, tantes et neveux et nièces, ou entre grands parents et petits-enfants (un quart de gènes en commun), etc. Quand on arrive au niveau des cousins au troisième degré, la probabilité d'avoir des gènes en commun est très faible et l'altruisme envers eux serait alors aussi peu «naturel» qu'envers de purs étrangers. Où l'on voit que comme Monsieur Jourdain pour la prose, Le Pen faisait de la sociobiologie sans le savoir lorsqu'il disait: «*je préfère mon prochain à mon lointain!*»

Revenons à l'exemple des soldats, qui bien évidemment n'ont entre eux aucun lien de parenté, et voyons comment Knight fait cadrer ce fait avec la théorie qu'il défend:

«Loin dans le passé évolutif, les humains évoluaient en groupes de relativement petite taille. Toute personne avec qui tu travaillais, ou avec qui tu étais étroitement lié, avait une bonne chance statistique de partager tes gènes. De fait les gènes auraient dit: "Réplique nous en prenant des risques pour défendre tes frères et tes soeurs". Nous, humains, sommes conçus [sic!] pour nous aider les uns les autres – et même mourir les uns pour les autres – à condition d'avoir d'abord eu des chances de former des liens. Aujourd'hui, même dans des conditions où nous avons beaucoup moins de chances d'être apparentés, ces instincts continuent à nous pousser aussi fortement

qu'auparavant».

Donc, si nous comprenons bien, la théorie de la sélection par la parenté explique l'altruisme des parents envers leurs enfants **parce qu'ils partagent des mêmes gènes**, et l'altruisme des soldats entre eux **bien qu'ils ne partagent pas les mêmes gènes!** Y a-t-il une meilleure démonstration que cette théorie n'est qu'une pure **fumisterie**?

Si autrefois la sélection par parenté ne pouvait pas s'exercer parce que les groupes humains étaient de petite taille, il faudrait alors expliquer pourquoi elle est apparue à une époque plus récente dans un cas particulier (la mère), tout en continuant à ne pas exister dans un autre (les soldats). Ajoutons que l'étude des sociétés primitives de chasseurs-cueilleurs qui existent encore, a mis en évidence que les structures de parenté qui y existent sont en complète opposition avec cette théorie (8).

Knight est bien conscient de ces faiblesses, puisqu'il rajoute subrepticement la **condition**: «avoir formé des liens», absolument contradictoire avec toute la théorie du gène puisque cela revient à placer avant le fait **biologique** (la parenté génétique), le fait **social** («des liens») qu'elle voulait reléguer à une place secondaire et subordonnée. Puis il termine par une conclusion sur la *nature humaine* en complète contradiction avec ce qu'il écrivait plus haut sur l'harmonie et la fraternité qui ne sont pas «*admisses*» dans le «*monde social humain*» par le darwinisme et le marxisme:

«La notion de "solidarité fraternelle" n'est pas totalement dépendante de facteurs externes et sociaux, tels que l'éducation ou la propagande. Elle n'a pas besoin d'être inculquée chez les gens à l'encontre de leur nature profonde. La solidarité fait partie d'une ancienne tradition – une stratégie évolutive – qui, il y a longtemps, devint centrale à la nature humaine elle-même. C'est une expression sans prix de l'"égoïsme" de nos gènes».

MARXISME ET DARWINISME

Dawkins, dans son ouvrage sur le *Gène égoïste*, se définit comme un darwiniste orthodoxe; Knight, lui, parle de «*nouveau darwinisme*», en ajoutant: «*qui pourrait presque être appelée "science de la solidarité"*» (ce n'est pas l'avis de Dawkins: «*Cet égoïsme du gène*

donnera habituellement lieu à un égoïsme dans le comportement individuel. Toutefois (...) il est des circonstances particulières qui font qu'un gène peut mieux réaliser ses buts égoïstes en suscitant une forme limitée d'altruisme au niveau des individus») (9).

Le CCI et le «gène égoïste»

Les partisans de Darwin ne partagent pas tous cet avis sur les sociobiologistes et la sociobiologie, mais peu importe; ce que nous voulons ici c'est rappeler brièvement quelques appréciations du marxisme sur le darwinisme parce qu'elles s'appliqueront à plus forte raison à la sociobiologie.

Lorsque parût l'ouvrage de Darwin *«l'Origine des espèces»*, Marx et Engels furent d'abord enthousiasmés: *«Ce Darwin que je suis en train de lire, est tout à fait sensationnel, écrit Engels à son camarade. Il y avait encore un côté par lequel la téléologie [conception selon laquelle les choses se déroulent selon un but ou un dessein a priori] n'avait pas été démolie: c'est maintenant chose faite. En outre on n'avait jamais fait une tentative d'une telle envergure pour démontrer qu'il y a un développement historique dans la nature, du moins jamais avec pareil bonheur»* (10). Marx estimait même que *l'Origine des espèces*, dans la mesure où il s'agissait d'une explication matérialiste de l'évolution **biologique** des organismes vivants, pouvait constituer comme une introduction à l'explication matérialiste de l'évolution économique, politique et sociale des **sociétés** humaines.

Cependant la «rencontre» théorique entre marxisme et darwinisme ne se fit pas, et non pas à cause d'un malentendu ou d'un «fourvoisement» de Marx comme le prétendent certains (11). D'une part le «mouvement darwiniste» s'était rangé du côté des défenseurs de l'ordre bourgeois; d'autre part, Darwin lui-même, déjà bien conscient du fait que ses théories, en remettant en cause les dogmes religieux, l'exposaient à la vindicte des bien-pensants, n'avait du point de vue politique rien d'un révolutionnaire; comme le rappelle Knight, c'est dans les idées réactionnaires de Malthus qu'il avait trouvé un point de départ pour ses propres théorisations.

Marx écrit précisément à ce sujet: *«Ce qui m'amuse chez Darwin (...) c'est qu'il déclare appliquer aussi la théorie de "Malthus" aux plantes et animaux, comme si l'astuce de Monsieur Malthus ne consistait pas précisément en ceci que la théorie n'y est pas appliquée aux plantes et aux animaux, mais uniquement à l'homme – avec la progression géométrique – par opposition aux plantes et aux animaux. Il est remarquable de voir comment Darwin reconnaît chez les*

animaux et les plantes sa propre société anglaise, avec sa division du travail, sa concurrence, ses ouvertures de nouveaux marchés, ces "inventions" et sa malthusienne "lutte pour la vie". C'est la guerre de tous contre tous de Hobbes» (12).

Engels de son côté précise à un correspondant: *«De la doctrine darwiniste, j'accepte la théorie de l'évolution, mais je ne prends la méthode de démonstration (lutte pour la vie, sélection naturelle) que comme une première expression, une expression provisoire, imparfaite, du fait qu'on vient de découvrir (...).*

Toute la doctrine darwiniste de la lutte pour la vie n'est que la transposition pure et simple, du domaine social dans la nature vivante, de la doctrine de Hobbes: la guerre de tous contre tous et de la thèse de la concurrence chère aux économistes bourgeois, associée à la théorie malthusienne de la population. Après avoir réalisé ce tour de passe-passe (...), on retranspose les mêmes théories cette fois dans l'histoire humaine, en prétendant alors que l'on a fait la preuve de leur validité en tant que lois éternelles de la société humaine. Le caractère puéril de cette façon de procéder saute aux yeux» (13).

C'est donc pour Marx et En-

gels une faute impardonnable que d'appliquer les théories de Darwin à la société humaine, comme le faisaient les darwinistes d'autrefois et comme le font les tenants de la sociobiologie aujourd'hui. Nous voyons ainsi ce qu'il faut penser des affirmations de Knight selon lesquelles, s'il était vivant, Marx serait du côté de la sociobiologie! S'ils ont remplacé les individus par les gènes qui détermineraient les actes de ceux-ci, les sociobiologistes en sont restés au niveau de la concurrence des individus entre eux et de la comptabilité «en partie double» caractéristiques de l'économie marchande, comme étant les principes régissant pour l'éternité l'activité humaine, exactement de la même façon que les idéologues conservateurs du dix-neuvième siècle. Leur conception pseudo-scientifique n'est que la transposition des lois économiques capitalistes, le décalque des théories «utilitaristes» selon lesquelles les acteurs économiques n'agissent que pour leurs intérêts individuels particuliers: *«la seule force qui les mette en présence et en rapport est celle de leur égoïsme, de leur profit particulier, de leurs intérêts privés. Chacun ne pense qu'à lui, personne ne s'inquiète de l'autre»* (14). Marx ne parle pas ici des gènes, mais du marché...

PRÉ-MARXISME DU CCI

Sur *Révolution Internationale*, l'article de Knight est précédé de la courte présentation suivante: *«Ce texte scientifique s'appuie sur la théorie néo-darwinienne du gène égoïste, dont il résume les bases, pour battre en brèche les allégations selon lesquelles l'homme serait par essence "un loup pour l'Homme" [nous avons vu qu'en réalité c'est plutôt cette allégation qui est le postulat de cette théorie]; de ce fait, il constitue une précieuse contribution combattant l'idée que le communisme serait incompatible avec la nature humaine, et arrivant à la conclusion que la solidarité serait, au contraire, inhérente à notre nature».*

Avec ces deux phrases, le CCI retombe au niveau pré-marxiste des socialistes utopiques qui ratiocinaient sur la «nature humaine»! *«Les socialistes utopiques, écrivait le marxiste russe Plekhanov, défendaient l'idée abstraite de la nature humaine (...). La nature humaine étant supposée immuable,*

les socialistes étaient en droit d'espérer que parmi les nombreux systèmes sociaux possibles, il y en avait un qui lui correspondait mieux que les autres. De là cette recherche du système le meilleur, c'est-à-dire de celui qui correspondait le mieux à la nature humaine (...). Marx, en introduisant la méthode dialectique dans le socialisme, c'est-à-dire en le transformant en socialisme scientifique, porta un coup mortel à l'utopisme. Marx ne fait plus référence à la nature humaine; il ne connaît pas d'institutions sociales qui ou bien lui correspondent ou bien ne lui correspondent pas» (15).

Tout le marxisme, qu'on appelle aussi parfois **matérialisme historique**, est une réfutation des explications des faits sociaux et de leurs évolutions, par les caractéristiques supposées d'une éternelle *nature humaine* (étant entendu qu'il ne s'agit pas de la nature **biologique** ou **physiologique** de cette espèce particulière de primate qu'est l'hom-

me, mais, pourrait-on dire, de sa nature comportementale). Proudhon ne connaissait pas la génétique et il ignorait la lutte des gènes pour leur survie, mais vivant dans une société capitaliste, il connaissait la concurrence; pour lui, elle était une «nécessité de l'âme humaine» qui ne pouvait pas disparaître car cela signifierait changer la nature humaine. Marx lui répondit de façon lapidaire dans «Misère de la Philosophie»: «**Monsieur Proudhon ignore que l'histoire toute entière n'est qu'une transformation continue de la nature humaine**» (16).

Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de nature humaine ou que l'homme puisse faire abstraction de celle-ci; cela signifie qu'«en même temps qu'il agit (...) sur la nature extérieure et la modifie, [l'homme] modifie sa propre nature» (17). Et dans ses «Thèses sur Feuerbach» Marx affirme: «*l'essence humaine n'est pas une chose abstraite, inhérente à l'individu isolé. Elle, est dans sa réalité, l'ensemble des relations sociales*» (18). Or ces relations sociales sont tout sauf immuables; les modifications de la production et de la distribution des produits (qui sont le fondement de tout régime social) sont la cause de leurs modifications, à travers les évolutions et révolutions politiques et sociales.

L'«erreur» fondamentale de la sociobiologie, théorie mise au point par des spécialistes des insectes, et de Knight, est de refuser de voir que l'évolution dans l'espèce humaine est, au moins pour ce qui est des derniers millénaires, fondamentalement de nature **sociale** et non pas biologique. Seul le matérialisme historique est à même de fournir les clés de cette évolution, les tenants d'une nature humaine éternelle, qu'ils soient ou non adeptes de la sociobiologie, étant bien incapables d'expliquer la succession des modes de production, le passage du communisme primitif aux différentes sociétés de classe, les révolutions qui permettent les changements dans l'organisation sociale, etc.

Le communisme n'est pas un bel idéal rêvé par de généreux utopistes et à propos duquel il est licite de chercher à savoir si la nature humaine est dotée de suffisamment de qualités (bonté, altruisme, solidarité, etc., etc.) pour qu'il devienne un jour réalisable.

Selon le marxisme, l'«impossible communisme» (pour reprendre

la formule des bourgeois au dix-neuvième siècle) est la **conséquence nécessaire** des contradictions économiques et de l'antagonisme social engendré par le développement du capitalisme. «*La classe ouvrière, écrit Marx, n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple. Elle sait que pour réaliser sa propre émancipation et avec elle cette forme de vie plus élevée à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle par son propre développement économique, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques qui transformeront complètement les circonstances et les hommes. Elle n'a pas à réaliser un idéal, mais seulement à libérer les éléments de la nouvelle société que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre*» (19). Il serait donc particulièrement absurde de se demander si cette nouvelle société est compatible avec la nature humaine...

En publiant la défense de la sociobiologie par Knight, le CCI assume la responsabilité de conférer une légitimité à ces thèses antimarxistes auprès d'éléments qui sont à la recherche des positions communistes. Les besoins de la libération prolétarienne exigent tout l'inverse: la **défense intransigeante du marxisme**, autre-

ment dit la lutte contre les attaques idéologiques bourgeoises envers les positions matérialistes marxistes, attaques d'autant plus dangereuses quand elles se parent du manteau éblouissant de la «Science» ou se camouflent derrière des références creuses à Marx et à Engels.

La conclusion de l'article de Knight peut sembler sympathique, avec son affirmation que la «solidarité» serait une particularité centrale de la nature humaine – causée par nos gènes égoïstes. Mais, indépendamment du fait qu'elles disent en fait l'inverse à propos de la solidarité, les théories de la sociobiologie sont des constructions idéologiques parfaitement réactionnaires.

Allégations sans bases sérieuses, qui ne constituent en rien une révolution scientifique ou seulement une solution aux faiblesses du darwinisme, elles ne doivent leur succès qu'aux services qu'elles rendent à l'idéologie bourgeoise. En allant chercher de ce côté un appui éventuel au «communisme», le CCI se fourvoie du tout au tout et fait la démonstration qu'il tourne le dos au matérialisme historique.

Ou plutôt il démontre, une nouvelle fois, que son hérédité **écléctique** est un obstacle insurmontable à l'assimilation du marxisme.

POST-SCRIPTUM: LE GÈNE DE LA BÊTISE

Au moment de boucler cet article, nous apprenons qu'un laboratoire américain vient d'identifier le gène de la bêtise; non chez les chercheurs de l'équipe, ni même chez les commanditaires de la recherche, mais chez de malheureuses souris de laboratoire intentionnellement soumises à des altérations génétiques (20).

Faut-il en penser que les responsables du CCI seraient porteurs de ce gène, et que les sociobiologistes auraient donc peut-être raison?

Non; ce qu'il faut penser de cette «découverte» comme plus généralement des succès de la sociobiologie, c'est que les causes de la bêtise sont **sociales**. Elles découlent de l'organisation capitaliste qui entrave les progrès de la connaissance en orientant les recherches scientifiques selon les intérêts économiques et sociaux de ce système, avec comme résultat que les scientifiques et la science **bourgeoise** – tant respectée par le CCI – se mon-

trent capables d'atteindre les sommets de la bêtise!

Le salut ne peut venir que de la **science prolétarienne**, le marxisme, qui pourra liquider le capitalisme dès que les conditions matérielles (et non leurs gènes) auront poussé les prolétaires qui se lanceront dans la lutte révolutionnaire, à se l'approprier en s'organisant sur le plan de la défense immédiate comme sur celui du parti de classe, et en menant leurs combats selon ses enseignements!

(1) Le discrédit rencontré par la sociobiologie, surtout en Europe, la conduit à se déguiser parfois sous l'appellation de «psychologie évolutionniste».

(2) Wilson, cité par Stephen Jay Gould in «*Darwin et les grandes énigmes de la vie*», Ed du Seuil 1997.

(3) Darwin lui-même avait pris ses distances par rapport aux positions de Spencer.

(4) «Typiquement, les mâles sont agressifs, en particulier les uns avec les autres (...) Chez la plupart des espèces, la stratégie la plus profitable pour le mâle est la domination (...). Il est donc intéressant pour les mâles d'être agressifs, hargneux, volages et polygames. En théorie, il est plus profitable aux femelles d'être timides et d'attendre d'avoir pu trouver les mâles porteurs des meilleurs gènes. (...) Les êtres humains obéissent fidèlement à ce principe biologique» Dawson, «L'humaine nature, essai de sociobiologie», cité par Michel Veuille, «La sociobiologie», PUF 1986, p. 74. Et Wilson étend ce soi-disant «principe biologique» à l'organisation de toutes les sociétés humaines pour justifier la situation d'infériorité des femmes: «Dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs, les hommes chassent et les femmes restent à la maison [sic!]. Ce puissant biais persiste dans la plupart des sociétés agricoles et industrielles, et sur cette seule base, apparaît comme ayant une origine génétique. (...) Ma conjecture personnelle est que ce biais génétique est suffisamment intense pour causer une substantielle division du travail même dans les sociétés futures les plus libres et les plus égalitaires (...). Même avec une éducation identique et un accès égal à toutes les professions, il est probable que les hommes continueront à jouer un rôle disproportionné dans la vie politique, les affaires et la science», «Human Decency is Animal», *New York Times Magazine*, 12/10/75. Pour le marxisme au contraire, la position sociale relative des hommes et des femmes varie aux différentes époques historiques selon les structures politiques et sociales de classes, elles-mêmes déterminées par l'évolution de l'infrastructure économique.

(5) cf «La culture est-elle dans les gènes?», *Pour la Science* n°428, juin 2013 et l'émission radio: <http://www.franceculture.fr/emission-la-marche-des-sciences-pomme-de-discorde-et-controverses-quand-la-sociobiologie-americaine->

(6) cf M. Veuille, «La sociobiologie», op. cit., pp 29-30. Spencer écrit aussi: «Chaque espèce se débarrasse continuellement des individus qui ne sont pas égoïstes comme il convient, tandis que les individus qui ne sont pas convenablement altruistes sont perdus pour elle», Ibidem.

(7) cf «Le gène égoïste», Odile Jacob 2003, p. 40.

(8) Voir à ce sujet l'analyse détaillée de Marshall Sahlins, «Critique de la sociobiologie», NRF 1976.

(9) cf Dawkins, «Le gène égoïste», op. cit., p.19.

(10) Lettre d' Engels à Marx, décem-

bre 1852. *Correspondance*, tome V, Ed. Sociales 1975, p. 445. Dans les écrits actuels des sociobiologistes, on bute à chaque pas sur une téléologie enfantine; véritables démiurges, les gènes «nous ont conçus» dans un but précis, nous parlent, nous guident, nous imposent nos comportements. Ces affirmations ne posent sur rien de sérieux.

(11) Nous pensons au spécialiste de Darwin, Patrick Tort, qui regrette l'incompréhension des véritables idées de Darwin par Marx. Pour laver Darwin de tout pêché de «darwinisme social», Tort cite dans «Anton Pannekoek. Darwinisme et Marxisme» (Ed. arkhé 2011) le passage suivant: «Si importante que la lutte pour l'existence ait été, et soit encore, d'autres influences plus importantes sont intervenues en ce qui concerne la partie la plus élevée de la nature humaine. Les qualités morales progressent en effet directement ou indirectement, bien plus par les effets de l'habitude, par le raisonnement, par l'instruction, par la religion, etc., que par l'action de la sélection naturelle, bien qu'on puisse avec certitude attribuer à l'action de cette dernière les instincts sociaux, qui sont la base du développement du sens moral». Nous citons d'après l'édition de 1891: «La Descendance de l'homme et la sélection sexuelle», p. 751. cf http://classiques.uqac.ca/classiques/darwin_charles_robert/descendance_homme/descendance_homme.html

Mais Tort «oublie» de rapporter les phrases qui précèdent où Darwin, après avoir cité approuvativement son cousin Francis Galton, le fondateur de l'eugénisme qui prônait l'amélioration de la race par l'application des lois darwiniennes à la société humaine (et donc la suppression des lois sociales), écrit:

«Comme les autres animaux, l'homme est certainement arrivé à son haut degré de développement actuel par la lutte pour l'existence qui est la conséquence de sa multiplication rapide; et, pour arriver plus haut encore, il faut

qu'il continue à être soumis à une lutte rigoureuse. Autrement il tomberait dans un état d'indolence, où les mieux doués ne réussiraient pas mieux dans le combat de la vie que les moins bien doués. Il ne faut donc employer aucun moyen pour diminuer de beaucoup la proportion naturelle dans laquelle s'augmente l'espèce humaine, bien que cette augmentation entraîne de nombreuses souffrances. Il devrait y avoir concurrence ouverte pour tous les hommes, et on devrait faire disparaître toutes les lois et toutes les coutumes qui empêchent les plus capables de réussir et d'élever le plus grand nombre d'enfants». Où l'on voit que le darwinisme social n'est pas loin...

Si l'on ajoute à cela ses considérations sur les «races inférieures» (des Africains proches des gorilles aux Irlandais en passant par les Canadiens français), on voit que Darwin ne pouvait guère avoir de sympathies avec le marxisme et le mouvement prolétarien...

(12) Lettre de Marx à Engels, 18/6/1862, *Correspondance*, Tome VII, Ed. Sociales 1979, p. 51.

(13) Lettre d'Engels à Lavrov, 12/11/1875, *Correspondance*, Ed du Progrès 1971, p. 310.

(14) cf «Le Capital», Livre I, Ch. 6. Ed Sociales 1976, p.135.

(15) cf Plekhanov, «Préface à Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande», *Oeuvres Philosophiques*, Tome III, Ed du Progrès 1981, p. 81.

(16) cf «Misère de la Philosophie», Ed. Sociales 1977, p. 153.

(17) cf «Le Capital», op. cit., Ch. 7, p. 136.

(18) cf K. Marx, «Thèses sur Feuerbach» VI, *Oeuvres*, Tome III, Ed La Pléiade 1982, p. 1032.

(19) cf Marx, «La guerre civile en France», Marx Engels, *Oeuvres choisies*, Tome I, Ed. du Progrès, p. 557 (en gras: en français dans le texte).

(20) cf http://www.futura-sciences.com/fr/news/t/medecine/d/un-gene-de-labetise-a-t-il-ete-identifie_25263/

Errata

Coloniser exterminer. Sur la guerre et l'Etat colonial

La revue *Esprit* dans laquelle Vidal-Naquet et Gilbert Meynier avaient publié une critique de l'ouvrage de Lecours-Grandmaison, n'est pas comme nous l'avons écrit la revue des Jésuites, cette dernière étant en effet la revue *Preuves*.

Comme nous l'écrit un lecteur attentif, *Esprit* «même si des jésuites de différentes espèces comme le jésuite politique PV-N y écrivent», a été en réalité fondée par Emmanuel Mounier, apôtre du «personnalisme», une philosophie spiritualiste selon laquelle «le spirituel commande le politique et l'économique». Le personnalisme marqua aussi bien le courant social-chrétien qui s'incarna dans une partie du PS que le courant chrétien libéral que l'on retrouve à droite, deux courants également bourgeois évidemment hostiles au prolétariat et à ses luttes.

NOTES DE LECTURE

Pseudo «révolution démocratique» ou révolution prolétarienne en Algérie

Sous le titre: «*La démocratie en Algérie. Réforme ou révolution? Sur la crise algérienne et les moyens d'en sortir*» (1), a été publié en 2012 à Alger un livre de Hocine Belalloufi. Traçant la perspective d'une future révolution en Algérie, cet ouvrage a eu un certain écho dans les milieux de gauche et d'extrême-gauche algériens. Cependant son orientation est aux antipodes du communisme révolutionnaire: bien que H. Belalloufi se présente comme «*militant marxiste*», son marxisme est en vérité des plus douteux. Dans son livre, il ne fait pratiquement référence qu'à Nicos Poulantzas (2) – encensé par tous les réformistes pour avoir révisé la conception marxiste de l'Etat afin de justifier sa possible transformation –, et à Samir Amin – qui a élaboré un «marxisme» édulcoré à destination des dirigeants des nouveaux Etats bourgeois indépendants (3).

Dans les premiers chapitres, l'auteur revient sur l'histoire de l'Algérie depuis l'indépendance; une première période, celle du prétendu «socialisme» de Boumediene, a été celle de la construction d'un capitalisme d'Etat essayant de

réaliser une «*déconnexion*» (Samir Amin) avec l'impérialisme et permettant une amélioration de la situation des grandes masses; puis nous aurions eu sous Chadli (successeur de Boumediene en 1979) une véritable «*contre-révolution*» (appréciation significative qui identifie le capitalisme d'Etat à la «révolution») avec la politique d'ouverture (infatih) au capitalisme privé et de réconciliation avec l'impérialisme; politique qui n'a pas été réellement modifiée par le «patriotisme économique» des années 2000. Les acquis économiques et sociaux de la période Boumediene ont ainsi été remis en cause, ce qui a conduit à des explosions de luttes, auxquelles le régime a démontré son incapacité à répondre par une véritable démocratisation. Conclusion de l'auteur: «*L'Algérie est grosse d'une révolution démocratique*», même s'il ajoute que ce n'est pas une perspective immédiate.

N'ayant pas la place de faire, comme il le faudrait, une critique détaillée des analyses de Belalloufi, nous allons nous limiter à une critique de cette conclusion.

Dès l'introduction, l'auteur annonce la couleur, et si ce n'est pas le vert (Islamisme), ce n'est pas le rouge!

Il écrit que l'explication qu'il donne à la «*crise algérienne*», qui «*affecte tous les niveaux: économique, social, politique et idéologique*», «*entraîne la prescription de remèdes*». Selon lui, cette crise est «*une crise politique particulière: la crise d'hégémonie*». Avec ce concept emprunté à Poulantzas, il veut dire que, s'il y a bien une crise entre les classes dominées et les classes dominantes, «*il s'agit aussi et surtout d'une crise entre les classes et les fractions de classes dominantes elles-mêmes*».

Le diagnostic est clair: nous sommes en présence «*aussi et surtout*» d'une crise **au sein** de la classe dominante: si nous comprenons bien entre les «*patriotes*» défenseurs des entreprises d'Etat et les «*compradores*» liés à l'impérialisme qui veulent imposer le «*néolibéralisme*», aucune des deux fractions n'arrivant à imposer complètement son hégémonie, même si les derniers sont les plus puissants. Le **remède** que prescrit H.B. est simple, à défaut d'être clair: la **démocratie**! Or le «*pouvoir*», le régime, étant incapa-

bles de se réformer à cause de cette crise (?), il faut une **révolution** pour arriver à la démocratie: «*L'incapacité hégémonique des différentes fractions de la bourgeoisie algérienne perdue aujourd'hui. Elle seule est en mesure d'expliquer l'embrouillamini actuel et les incohérences apparentes de la politique économique gouvernementale. (...) La crise d'hégémonie provoque à son tour une crise du régime qu'elle empêche de se démocratiser. La nécessité d'une révolution démocratique découle justement de cette incapacité subjective et objective du régime à se réformer. Le choix [notez bien!] de la révolution (...) constitue au contraire la seule réponse possible aux blocages actuels et à la détérioration continue de la situation*» (4).

Ce que nous dit ici H.B., c'est que sa «révolution démocratique» n'est pas motivée par les ravages du **système** économique et social (le capitalisme), mais par les blocages du **régime** politique qui administre ce système, comme si elle avait pour fonction ou pour justification la résolution des problèmes internes de la classe dominante! Sa révolution ne serait donc que ce qu'on appelle une «révolution de palais»,

une **pseudo-révolution** laissant le capitalisme intact, un simple **ravalement de façade** de l'Etat bourgeois. Et c'est bien là le fond de sa pensée; ne s'écrie-t-il pas en effet: «*Comment, dans ces conditions, peut-on défendre l'Etat sans s'attaquer au pouvoir, au gouvernement, au régime?*» (5). La défense de l'Etat bourgeois est donc l'objectif de la «révolution»!!!

Mais n'allons pas trop vite. Pour démontrer l'impossibilité que le régime se démocratise, H.B. cite Poulantzas; celui-ci affirmait en 1975, en prenant l'exemple de l'Espagne, que les dictatures sont incapables de se réformer: «*De même qu'une forme d'Etat d'exception (fascisme, dictature, bonapartisme) ne peut surgir d'un Etat démocratique parlementaire par une voie continue et linéaire, par étapes successives et en quelque sorte imperceptibles, un Etat démocratique-parlementaire ne peut surgir ainsi d'une forme d'Etat d'exception*» (6).

Si Poulantzas faisait ainsi preuve d'une incroyable myopie en analysant ce qui se passait sous ses yeux, que dire de H. Belalloufi, qui, à quarante ans de distance, répète la même erreur, sans s'aviser que l'Espagne est passée de la dictatu-

Pseudo «révolution démocratique» en Algérie

re à la démocratie sans révolution ni heurts? Ce processus sans douleur qui a eu lieu aussi au Chili, en Grèce et ailleurs, a une signification profonde pour les marxistes.

Sans aucun doute il ne peut y avoir de passage d'un régime démocratique à un autre dictatorial d'une façon *imperceptible*: l'instauration de la dictature n'a de sens que parce qu'il s'agit d'un **coup violent** porté au prolétariat et aux masses pour qu'ils en **perçoivent** immédiatement dans leur chair toute la force brutale; par contre, le processus inverse est généralement pacifique car il se produit lorsque le prolétariat ne constitue plus une menace pour la bourgeoisie. Le point important que nous voulons souligner ici et qui a été professé depuis toujours par le marxisme, est que démocratie ou dictature ne sont pas, sous le capitalisme, deux systèmes antagoniques, mais deux modes de la **même domination de classe**, auxquels, suivant l'acuité des affrontements politiques et sociaux, la classe dominante a alternativement recours pour les besoins de la défense de son ordre économique et social.

Dès son premier congrès, l'Internationale Communiste avait jugé indispensable de rappeler dans sa «Plate-forme» que: *«La prétendue démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise, n'est rien d'autre que la dictature bourgeoise déguisée. La "volonté populaire" tant prônée est une fiction, comme l'unité du peuple. En fait il n'existe que des classes dont les intérêts antagonistes sont irréductibles. (...) L'essence de la démocratie bourgeoise réside dans la reconnaissance purement formelle des droits et des libertés, précisément inaccessibles au prolétariat et aux éléments semi-prolétaires du fait de leur manque de ressources matérielles»*. Et ses «Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne» (7) affirmaient que parler de «démocratie en général», «en dehors des classes ou au dessus des classes, soi-disant du point de vue du peuple tout entier, c'est tout simplement se moquer de l'enseignement du socialisme, à savoir la théorie de la lutte des classes». (...) «Tous les socialistes ont exprimé cette idée, formulée de la manière la plus scientifique par Marx et Engels, à savoir que la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un

appareil permettant à la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, permettant à une poignée de capitalistes d'écraser les masses laborieuses».

Cela signifie-t-il que les communistes se désintéressent de ce qu'on appelle les «droits et libertés démocratiques» – que nous préférons, pour ne pas contribuer aux illusions démocratiques, appeler «libertés politiques et sociales», comme le droit de grève, les libertés d'organisation et de manifestation, etc.?

Evidemment non. Mais ils doivent avertir les prolétaires d'une part, que, comme l'expliquait l'Internationale Communiste, la bourgeoisie cherche toujours à ne reconnaître que de façon **purement formelle** ces libertés ou droits, car ils représentent un desserrement de la pression exercée sur les masses exploitées; même dans les pays les plus démocratiques, c'est-à-dire les pays capitalistes les plus riches où la classe dominante a les moyens de paralyser le prolétariat par des concessions diverses conjuguées à l'action des forces collaborationnistes, elle cherche à les vider de leur sens, par exemple en imposant des réglementations contraignantes au droit de grève, etc.; et d'autre part qu'elle utilise la reconnaissance même formelle de ces libertés et droits pour instiller dans le prolétariat la croyance pernicieuse que «la démocratie» est le moyen pour résoudre ses problèmes.

Les communistes doivent toujours rappeler que l'obtention et l'application effective de ces libertés ne peuvent être conquises et défendues que par la lutte, et non garanties par des Constitutions et des lois; et surtout que ces libertés ne sont qu'un **moyen** pour faciliter le combat de classe contre le capitalisme, et non pas l'**objectif** de ce combat. Le but ultime de la lutte prolétarienne, ce n'est pas de résister dans les meilleures conditions au capitalisme, mais de le **supprimer** pour instaurer le socialisme, la société sans exploitation ni oppression, sans classes ni Etats, sans argent ni frontières; cela exigeant la **prise révolutionnaire du pouvoir**, la **destruction de l'Etat bourgeois** et l'instauration de la **dictature internationale du prolétariat** dont la tâche est de révolutionner de fond en comble toute l'organisation économique et sociale..

Pour le soi-disant «militant marxiste» H.B., cette perspective marxiste classique relève d'une vi-

sion... économiste et réformiste honteuse! La citation suivante est un peu longue, mais elle mérite d'être lue attentivement car elle résume toutes les objections de l'auteur:

«La vision étroitement économiste (...) limite le combat revendicatif du mouvement populaire et, singulièrement, du mouvement ouvrier aux seules libertés démocratiques, à l'exclusion de la démocratie, sous prétexte que la démocratie est un "régime bourgeois". Se prononçant contre tout "éta-pisme" aussitôt qualifié de stalinien, cette vision se refuse à avancer d'autres mots d'ordre que ceux du socialisme et de pouvoir aux travailleurs. Ce discours d'apparence très "radicale", très "gauche", très "anticapitaliste" masque en réalité un réformisme qui s'ignore et qui épargne le régime antidémocratique placé sur le même plan que le régime démocratique, sous le fallacieux prétexte que les deux ont la même nature de classe. (...) La vision économiste se contente ainsi d'avancer des revendications sociales et politiques sans poser la question du pouvoir si ce n'est dans des éternels termes abstraits et désincarnés. Pour elle le socialisme et le pouvoir des travailleurs sont d'actualité en tout temps et en tous lieux. Ne disposant d'aucune stratégie, elle ne ressent surtout aucun besoin d'en élaborer une. En attendant la révolution ramenée à une grève générale suivi d'une insurrection, l'incantation suffit. Il ne reste alors à ses partisans qu'à regarder passer le train de l'histoire. Un train conduit pas d'autres forces politiques et sociales» (8).

On est ici en présence d'une profession de foi classique de l'**opportunisme**, ce courant né pratiquement à la fin du dix-neuvième siècle au sein du mouvement socialiste qui, cédant à la pression de l'idéologie bourgeoise, abandonne les objectifs et les orientations de classe, marxistes, pour ne plus envisager qu'une **réforme** du capitalisme.

La «démocratie», basée sur l'égalité juridique de tous les citoyens et avec son idéologie signifiant le pouvoir au «peuple» – comme s'il n'existait pas des classes sociales antagonistes au sein de celui-ci! – est un système politique bourgeois, correspondant au mode de production capitaliste. Elle a sans aucun doute un caractère progressiste par rapport aux systèmes politiques qui correspondent

aux modes de production fondés sur une inégalité de principe entre les citoyens, où les aristocrates, les féodaux, les colons, juridiquement, politiquement et socialement privilégiés par rapport au reste de la population, détiennent seuls le pouvoir. La «révolution démocratique», synonyme de **révolution bourgeoise**, est historiquement nécessaire dans ces pays pour éliminer les oppressions qui frappent, à des degrés divers, les diverses classes non privilégiées et pour lever les obstacles politiques et sociaux qui entravent le développement du capitalisme. Le prolétariat lutte donc pour le succès de la révolution bourgeoise (y compris de la révolution anticoloniale qui en est une des variantes) en même temps que toutes les classes opprimées qui constituent le «peuple»; c'est la condition pour que puisse se déployer le plus largement possible la lutte de classe moderne, **au sein du peuple**, entre bourgeois et prolétaires, c'est-à-dire la lutte frontale contre le capitalisme et pour le socialisme. Depuis l'adresse de la Ligue des Communistes de 1850 le marxisme a défini sans équivoque la **stratégie** prolétarienne dans la révolution bourgeoise: organisation indépendante de classe, efforts pour s'emparer dès que possible du pouvoir et étendre la révolution aux grands pays capitalistes: «*Tandis que les petits-bourgeois démocrates voudraient terminer au plus vite la révolution, notre intérêt et notre tâche sont de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays dominants du monde l'association des prolétaires aient fait assez de progrès pour faire cesser la concurrence entre eux dans ces pays et concentrer entre leurs mains au moins les principales forces productives*» (9). Les prolétaires ne cessent pas le combat avec l'obtention du régime démocratique, ils continuent la lutte, y compris contre les alliés d'hier (les petits-bourgeois démocrates), pour déloger la bourgeoisie du pouvoir et s'ériger en classe dominante.

Cette stratégie était établie par Marx pour l'Allemagne encore dominée par l'aristocratie, et donc grosse d'une révolution bourgeoise; elle a été ensuite précisée et suivie par les **bolcheviks** dans la Russie tsar-

iste, en opposition aux **mencheviks**: ces derniers soutenaient que puisque la Russie en était à l'«*étape*» de la révolution démocratique, les prolétaires devaient se contenter de soutenir la bourgeoisie et **limiter** leurs revendications à ce qui était compatible avec l'avènement d'un régime bourgeois. La révolution prolétarienne était renvoyée à une *étape* ultérieure.

Dans les pays où règne le capitalisme, la démocratie ne peut plus avoir aucun caractère révolutionnaire. Même quand subsistent encore des restes féodaux plus ou moins importants, la propagande démocratique y sert avant tout à tromper les prolétaires et les masses opprimées. Engels écrivait que la «*démocratie pure*» devient dans une période révolutionnaire «*l'ultime bouée de sauvetage de toute l'économie bourgeoise et même féodale. (...) Tout ce qu'il y a de réactionnaire revêtira alors le masque démocratique. (...) Au jour de la crise et le lendemain, notre unique adversaire sera la réaction unie groupée autour de la démocratie pure*» (10). La seule classe révolutionnaire est le prolétariat, son but n'est pas la démocratie mais le **socialisme**. Même si le régime est fasciste, dictatorial, autoritaire, etc., les prolétaires, qui luttent pour arracher les libertés politiques et sociales, ne doivent jamais se laisser détourner de leur combat anticapitaliste et abandonner leur orientation socialiste sous l'illusion que des alliances avec des classes ou fragments de classe bourgeoises et petites-bourgeoises renforceraient leur lutte: c'est le contraire qui est vrai! L'interclassisme est la voie de la défaite assurée car il paralyse le prolétariat – comme l'a démontré l'expérience du Front Populaire en Espagne vantée par H.B.!

Notre auteur sait parfaitement (et il l'écrit) que la démocratie est un régime bourgeois, mais cela ne l'empêche de la proposer comme objectif au mouvement ouvrier (si on veut monter dans le train conduit par d'autres forces politiques et sociales, il faut bien adopter leurs objectifs!). Comme la perspective du socialisme et du pouvoir aux travailleurs lui semble trop lointaine, rester fidèle à cette perspective, c'est selon lui ne pas poser la question du pouvoir! La perspective du renversement du capitalisme et de la prise du pouvoir par les travailleurs, voyez-vous, c'est «*abstrait et désincarné*»! Sa perspective d'aller au

plus vite au pouvoir, implique alors très **concrètement** d'abandonner les positions marxistes fondamentales qui s'appellent indépendance de classe, orientation anticapitaliste, internationalisme, destruction de l'Etat bourgeois.

A leur place il pose un «*bloc social populaire*», c'est-à-dire une union interclassiste qui regroupe, au fil des pages, les éléments démocrates de l'armée «*dans tous ses compartiments et à tous les niveaux de sa hiérarchie*» (11), «*certaines fractions de la bourgeoisie (...). Des fractions de la petite-bourgeoisie bloquées dans leurs projets d'accumulation ou d'ascension sociale*» (12) et les «*classes populaires [qui c'est?] et, singulièrement, la classe ouvrière*» (13). «*La revendication démocratique, reconnaît H.B., est une revendication interclassiste. Elle intéresse toutes les classes (...). Les patrons pour améliorer leur position dans l'appareil d'Etat et mieux accumuler, les petits-bourgeois pour mieux s'élever dans la hiérarchie sociale et être associés au pouvoir, les travailleurs, actifs ou au chômage, pour pouvoir améliorer leur situation en s'organisant et en luttant dans la légalité*». La conclusion logique, d'un point de vue marxiste, est qu'il faut mettre en évidence ces oppositions d'intérêts de façon à prévenir les travailleurs que bourgeois et petits-bourgeois utilisent le caractère interclassiste de cette revendication pour les détourner de leurs objectifs de classe et utiliser leur force à leur profit. Mais ce n'est pas la conclusion de notre auteur: «*Ce caractère interclassiste constitue une chance, écrit-il, dans la mesure où il permet théoriquement la mobilisation d'un large éventail de forces*» (il est vrai qu'il serait difficile de mobiliser les patrons pour des revendications prolétariennes!).

Malheureusement, ajoute-t-il, toutes les classes ne «*s'engagent pas toutes avec la même détermination*». En particulier «*les classes supérieures, quand elles ne trahissent pas, participent passivement au combat démocratique*». Il faut donc que «*le pôle de gauche, c'est-à-dire les forces populaires [qui c'est?]*» arrivent à «*diriger le combat démocratique*» (14): au lieu de lutter contre «*les classes supérieures*», on se propose sans rire de les diriger!

Le but du mouvement démocratique, «*à terme*» (ne brûlons pas

Pseudo «révolution démocratique» en Algérie

les étapes!), c'est l'instauration d'«un régime authentiquement national, démocratique et populaire» (15). H.B. n'explique pas davantage la nature politique et sociale de ce régime qui devrait naître de la révolution, mais ces trois qualificatifs suffisent à faire comprendre que ce ne peut être qu'un régime bourgeois; d'ailleurs, il le reconnaît explicitement lui-même, par exemple quand il donne comme exemple... la démocratie française (16)! Faire la révolution pour passer d'un régime bourgeois à un régime bourgeois, voilà donc ce qu'il propose! En effet, argumente-t-il, «pour arriver au pouvoir, le bloc

social populaire a besoin de ne pas être entravé (...) par le régime autoritaire à façade démocratique. Il doit donc le combattre et avancer le mot d'ordre de la démocratie» (17). Résumons. Pour prendre le pouvoir, il faut abandonner les abstractions sur le socialisme et le pouvoir des travailleurs et constituer une alliance interclassiste; mais pour «arriver au pouvoir» celle-ci a besoin elle aussi de faire une révolution – sauf que ce n'est plus la classe ouvrière qui arrive au pouvoir, mais un conglomérat où ses intérêts de classe sont mis de côté, exactement ce que dénonçait Marx il y a cent cinquante ans!

DICTIONNAIRE DU PROLÉTARIAT OU DICTIONNAIRE DE LA BOURGEOISIE!

Ce qu'il y a derrière le schéma réellement abstrait de H.B., c'est le **refus tout à fait concret de la révolution prolétarienne**. Après la phrase ci-dessus, il écrit: «A moins de soutenir que ce c'est la révolution socialiste [il en bafouille], et non une révolution démocratique et sociale [?] qui est à l'ordre du jour aujourd'hui en Algérie. Il convient alors de le dire sans détour, et surtout de le prouver, les révolutions n'étant pas affaire de désir, mais de possibilité objective» (18) (et c'est lui qui parle de la révolution démocratique comme d'un «choix»!).

Notre auteur a consacré tout son ouvrage justement à ne pas poser cette question, à ne pas expliquer pourquoi il rejette la notion marxiste élémentaire selon laquelle sous le capitalisme la seule révolution – c'est-à-dire le passage du pouvoir d'une classe à une autre, le remplacement d'un mode de production par un autre – possible, c'est la révolution socialiste! Recopiant, en les aggravant, les vieilles thèses stalino-maoïstes qui stipulaient, comme les mencheviks russes, qu'il fallait se contenter de porter la bourgeoisie au pouvoir et de développer le capitalisme, il préconise une nouvelle révolution bourgeoise, alors même que la bourgeoisie est au pouvoir et que le capitalisme est le mode de production dominant!

Mais c'est toute l'histoire des décennies écoulées depuis la constitution des nouveaux Etats indépendants, et pas seulement en Algérie, qui prouve que l'ère des révolutions bourgeoises est close de façon générale à l'échelle du globe. Si le capitalisme est plus ou moins

développé selon les pays et les régions du monde, si des survivances de modes de production antérieurs et des débris de vieilles classes exploiteuses existent encore, partout le capitalisme est le mode de production dominant, partout la bourgeoisie est la classe dominante. Et comme le disait le Manifeste, la bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. En Algérie comme partout, même s'il existe sans aucun doute d'autres classes et d'autres couches, parfois très nombreuses, les deux classes fondamentales qui se font face dans la société sont la bourgeoisie et le prolétariat; dans le monde entier la seule lutte porteuse de progrès pour l'humanité est la lutte entre bourgeois et prolétaires; la seule alternative historique est entre le maintien du capitalisme **tel qu'il est**, avec ce qu'il implique de souffrances, de misère, d'oppression et d'exploitation – et non un capitalisme idéal, humain, démocratique et social comme en rêvent les réformistes – et son **renversement révolutionnaire** pour ouvrir la voie à l'avènement du socialisme, de la société communiste unifiant toute l'humanité.

Considérons l'histoire récente des pays voisins; la chute des Mubarak et Ben Ali, l'instauration de nouveaux régimes démocratiques ont-ils modifié la situation des prolétaires et des masses semi-prolétaires déshéritées? Ne leur faut-il pas entrer en lutte non plus contre le régime autoritaire des autocrates déchus, mais contre le capitalisme et l'Etat bourgeois qui redoublent leurs attaques, dans la perspective, évidemment non immédiate, de la révolution socialiste?

Ce n'est pas l'avis de H.B. pour qui le seul problème y est l'«inachèvement» de la révolution démocratique; il faut donc qu'elle se poursuive, dans un processus qui durera «des mois et des années», pour arriver à la «démocratisation effective des appareils répressifs d'Etat», à une «justice sociale relative, c'est-à-dire, au stade actuel, d'une répartition équitable ou moins inéquitable du revenu national» (n'allons pas trop loin!) et à la «remise en cause des liens de soumission et de subordination de l'économie nationale et des Etats vis-à-vis des grandes puissances» (19). Typique **programme petit-bourgeois** mêlant le rêve absurde d'une «police au service de la population» à un peu de justice sociale pour les pauvres et à l'aspiration impossible à l'égalité des nations!

Laissons répondre un certain Lénine qui n'avait pas eu l'occasion de lire les ouvrages de Hocine Bellaloufi, mais qui connaissait des gens de son acabit: «Il n'y a pas de milieu. Seuls en rêvent vraiment les fils à papa, la gent intellectuelle, les petits messieurs qui ont fait de mauvaises études dans de méchants bouquins. Nulle part au monde il n'y a et il ne saurait y avoir de milieu. Ou bien la dictature de la bourgeoisie (dissimulée sous la pompeuse phraséologie socialiste-révolutionnaire et menchevique sur la souveraineté du peuple, la Constituante, les libertés, etc.), ou bien la dictature du prolétariat. Celui a qui toute l'histoire du XIXe siècle n'a pas appris cela est un imbécile fini» (20).

Cela ne veut pas dire que la révolution socialiste est possible à tout moment (et d'ailleurs H.B. admet que la «révolution démocratique» qu'il a choisi n'est pas non plus possible à tout moment); les crises de régime ne débouchent pas automatiquement sur des périodes objectivement révolutionnaires, celles-ci n'existent pas en permanence. Mais quand s'ouvre une période révolutionnaire, c'est alors que fleurissent les orientations qui, comme l'avertissait Engels, tout en se déguisant en révolutionnaires, s'emploient à combattre la révolution au nom de la «démocratie pure». La première condition pour que ces périodes «objectivement» révolutionnaires débouchent effectivement sur une révolution victorieuse, est que le prolétariat – et d'abord son avant-garde – se soit regroupé autour de son **parti de**

classe, combattant sans relâche toutes les influences bourgeoises, **aussi et surtout** celle de l'idéologie et des forces démocratiques

Travailler à la reconstitution de ce parti, travailler à l'organisation classiste du prolétariat et au développement de la lutte prolétarienne de classe, y compris dans les com-

bats quotidiens, contre les patrons et l'Etat bourgeois: telle est la voie à suivre, diamétralement opposée à celle de l'alliance démocratique interclassiste et de la défense de l'Etat bourgeois que préconisent tous les démocrates, même lorsque, comme H.B., ils se gargarisent avec le mot révolution.

me bouillie démocratique interclassiste qui caractérise l'orientation politique de H.B., dans la question du fascisme. Nous n'avons malheureusement pas la place ici de nous y attarder. Signalons juste au lecteur qu'il cite comme analyse correcte le rapport de Dimitrov au 7e Congrès de l'Internationale Communiste (1935). Ce n'est pas un hasard: avec ce rapport l'Internationale stalinienne, qui par la funeste politique imposée au PC Allemand avait facilité l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne, jetait officiellement par dessus bord tous ses références formelles au marxisme en généralisant l'orientation de «Front Populaire» initiée en France: lutte pour la démocratie, alliance avec les partis bourgeois, abandon de l'internationalisme prolétarien, ralliement au patriotisme et à la défense nationale.

(1) Coédité par les Maisons d'édition APIC et Lazhari Labter, Alger mai 2012.

(2) N. Poulantzas a été parfois décrit comme l'idéologue de l'eurocommunisme. Il soutenait que le marxisme manquait d'une théorie politique de l'Etat! L'Etat était, d'après lui, une «condensation matérielle de rapports de force» entre les classes, et non pas l'instrument de domination d'une classe; dans certaines conditions, il pouvait donc se mettre au service des classes exploitées, être réformé en quelque sorte. Cf «L'Etat, le pouvoir, le socialisme», paru en 1978 et réédité en mars 2013.

(3) H.B. reprend à son compte la définition de Samir Amin, qui a préfacé son ouvrage, comme étant «un intellectuel organique du Sud»: c'est-à-dire un porte-parole et idéologue des nations se trouvant à la périphérie des grands centres impérialistes. Anti-impérialiste proclamé, théoricien de la «déconnexion» avec le marché mondial, Samir Amin n'a pas hésité à soutenir l'intervention impérialiste de la France au Mali au nom de la lutte contre «l'obscurantisme», en l'occurrence l'islamisme radical (comme il a soutenu l'action de l'armée en Egypte): l'anti-impérialisme bourgeois est toujours prêt à se rallier à l'impérialisme quand il s'agit de défendre l'ordre social et politique bourgeois dont il n'est jamais **déconnecté**...

(4) Cette citation et toutes les précédentes sont tirées de la page 7.

(5) p. 187.

(6) cf «La crise des dictatures», Ed. Maspero 1975, p. 105, cité par H.B. p. 152.

(7) Thèses rédigées par Lénine.

(8) p. 173.

(9) L'Adresse mettait particulièrement les prolétaires en garde contre les ancêtres de H.B.: «A l'heure actuelle, où les petits-bourgeois démocrates sont partout opprimés, ils prêchent au prolétariat de façon générale l'union et la réconciliation; ils lui tendent la main et s'efforcent de créer un

grand parti d'opposition qui regrouperait toutes les tendances dans le parti démocratique; autrement dit ils tentent de fourvoyer les travailleurs dans une organisation de parti où prédomine la phraséologie social-démocrate avec ses généralités qui dissimulent les intérêts particuliers, les revendications concrètes des travailleurs ne devant pas être formulées (...).

Une telle association tournerait à leur seul avantage et entièrement au désavantage du prolétariat qui perdrait entièrement sa position indépendante (...) pour retomber au rang de simple appendice de la démocratie bourgeoise officielle. Cette association doit être rejetée de la façon la plus catégorique».

(10) Lettre à Bebel du 11/12/1884 (souligné par Engels). C'est une réponse au socialiste allemand qui l'avait interrogé sur le rôle, lors de la révolution en Allemagne (où existaient d'importants restes féodaux), de la «démocratie pure». «*Toute la bourgeoisie et les restes de la classe féodale possédante, une grande partie de la petite bourgeoisie et de la population rurale se grouperont alors autour du parti bourgeois le plus endurci qui se posera en parti révolutionnaire bon teint*»: il n'y a pas de doute pour Engels, un bloc démocratique interclassiste est bien possible, mais il est contre-révolutionnaire!

(11) p. 95.

(12) p. 188. Marx et Engels disaient que les couches petites-bourgeoises «*sont réactionnaires; elles ne peuvent devenir révolutionnaires que lorsqu'elles sont sur le point de passer au prolétariat; elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels. Elles abandonnent leur point de vue propre pour adopter celui du prolétariat*» (Le Manifeste du Parti Communiste, chapitre I). Pour H.B. au contraire c'est en défendant leurs intérêts actuels qu'elles peuvent s'intégrer dans son bloc...

(13) Ibidem

(14) p. 8. On peut retrouver l'infâ-

(15) p. 190.

(16) p. 178, 179. H.B. commente: «*le consensus social [fondé sur la protection sociale fournie par l'Etat-providence] constitue partout le socle matériel (...) d'un régime démocratique*». Finie la lutte des classes, place au consensus social! Mais n'en déplaise à H.B., la lutte des classes existe toujours dans les grands pays capitalistes même si elle y est malheureusement amortie par les mesures sociales que la bourgeoisie a pu concéder, en partie grâce à l'exploitation impérialiste des pays plus faibles...

(17) p. 187.

(18) Ibidem.

(19) p. 166.

(20) «Lettre aux ouvriers et aux paysans à propos de la défaite de Koltchak» (1919). Oeuvres, Tome 29, p. 564. Pour être juste, H.B., se souvenant in extremis qu'il a une réputation de militant marxiste à défendre, évoque dans l'avant-dernier paragraphe de la dernière page de son ouvrage le besoin d'«*entamer une transition au socialisme*» et la nécessité d'«*en finir avec le capitalisme*». Mais sans doute inquiets que ces phrases creuses heurtent quelques lecteurs, il pose dans le dernier paragraphe la question: «*Qu'est-ce que ce socialisme?*»; et ne sachant ou ne voulant pas y répondre, il conclut: «*Ce peut-être l'occasion, dans notre pays, de rouvrir un nouveau champ politique à la réflexion et aux débats*». Voilà à quoi ce que signifie le «marxisme» de H.B.: jeter en pâture les formidables enseignements de l'histoire des luttes de classe et du mouvement révolutionnaire prolétarien dans l'arène d'un débat démocratique....

Notes d'actualité

Misère du «syndicalisme alternatif» : A propos d'un manifeste pour le premier mai

Nous avons déjà parlé dans notre presse (voir Le Prolétaire n°508) de la création en mars dernier à Paris d'un «Réseau syndical international de solidarité et de lutte» associant diverses organisations au plan international se prétendant comme une alternative combative au syndicalisme traditionnel. Lors de cette réunion, il avait été décidé, entre autres, l'élaboration par les diverses organisations d'un manifeste pour le premier mai. Au final ce manifeste qui devait être international apparemment n'a vu le jour qu'en France, sous la signature de Solidaires (les syndicats SUD), la CNT, la CNT-Solidarité ouvrière, Emancipation, et le Courant Syndicaliste Révolutionnaire. Son analyse est instructive de ce qu'est vraiment ce courant.

Nous «optons», commence ce Manifeste, pour un «syndicalisme de confrontation, opposé au syndicalisme des pactes sociaux». Admettons que ça veuille dire syndicalisme de lutte en opposition au syndicalisme de collaboration entre les classes et continuons :

«Nous affirmons que la lutte est la seule voie vers la transformation sociale». Qu'est-ce que la «transformation sociale»? Ce n'est pas la **révolution** sociale (sinon on le dirait), c'est donc la **réforme** sociale. La lutte est-elle nécessaire pour réformer la société? Peut-être, mais en tout cas il ne s'agit pas d'une lutte révolutionnaire, mais d'une «lutte» qui reste dans le cadre et les limites de l'ordre établi comme les pseudo-luttes des syndicats collaborationnistes, peut-être en utilisant les méthodes et les moyens «démocratiques», électoraux, etc. Ce n'est pas dit, le flou est complet sur la nature de cette «lutte». Par hasard, par oubli, ou volontairement?

Poursuivons.

«Nous croyons à la démocratie directe, au syndicalisme assembléiste face au syndicalisme des états-majors bureaucratiques, à l'internationalisme, à la lutte internationale de la classe ouvrière et des opprimés».

Leur différence avec les grands syndicats est donc définie d'abord comme étant de forme, non de nature: les uns «croient» à la démocratie directe et à l'internationalisme, tandis que les autres constituent un syndicalisme «bureaucra-

tique» et d'«état-majors».

Nous, nous nous opposons au syndicalisme des grandes organisations, parce que ces organisations pratiquent la **collaboration de classes**, trahissant du coup les intérêts de classe des travailleurs, et non parce qu'elles sont «bureaucratiques». Elles sont effectivement «bureaucratiques» **parce qu'**elles pratiquent la collaboration de classe, **parce qu'**elles sont liées aux réseaux et administrations de la collaboration de classe mises en place par la classe capitaliste: l'appareil de ces organisations est financé par ces structures bourgeoises, non par les adhérents, et cet appareil agit pour étouffer dans ces syndicats toutes les poussées classistes venant des prolétaires de base. L'alternative à ces appareils n'est pas la «démocratie directe», mais la constitution d'organisations ayant une orientation radicalement différente, une **orientation de classe**. Et ces organisations devront inévitablement avoir des **états-majors** même si cela contredit la «démocratie directe». La participation la plus large des travailleurs à la lutte, à son organisation et à sa direction, est **indispensable**; car c'est seulement en la prenant en charge, en y consacrant toute leur énergie, et non en la déléguant aux prétendus «spécialistes» de la bonzerie syndicale, leur laissant ainsi toute latitude de manoeuvrer pour tramer des compromis favorables aux patrons, que les prolétaires ont le plus de chance de voir triompher leur lutte. Ceci dit, même au

niveau «immédiat» la lutte prolétarienne est une **guerre** et la guerre a besoin d'états-majors!

Après ce préambule, le manifeste «déclare» 4 points :

1. «*La crise-escroquerie économique, politique et sociale actuelle du système capitaliste pousse les travailleurs (...) à la misère (...) et (...) devient une véritable catastrophe sociale (...)*». Que signifie la curieuse expression «crise-escroquerie» que l'on retrouve à plusieurs reprises dans le texte? Est-ce que c'est une mise en doute de la réalité de la crise économique, qui ne serait qu'une mensonge des capitalistes pour pouvoir mieux attaquer les travailleurs? Un telle interprétation que l'on trouve chez certains courants, relève du réformisme: si la crise n'existe pas, si elle n'est, au moins en partie, qu'une manoeuvre des capitalistes, il suffirait de refuser de marcher dans cette escroquerie, et tous les problèmes disparaîtraient!

En réalité la crise économique est tout ce qu'il y a de réelle; elle est causée par les lois du capitalisme, et elle ne peut être résolue définitivement (des solutions temporaires et partielles sont toujours possibles) que par le renversement du capitalisme.

2. «*Les gouvernements et les institutions internationales appliquent des plans de guerre sociale et la catastrophe qui les accompagne contraste avec les aides multimillionnaires (...) aux banques, avec des cas de corruption éhontée (...)*».

Oubli du fait que les gouvernements n'aident pas que les banques, mais aussi les autres entreprises capitalistes, non financières? Ou reprise des discours démagogiques qui ne dénoncent que les banques, les financiers et les corrompus, mauvais capitalistes par différence avec les bons? Alternatifs ou simples réformistes?

3. «*On ne peut pas continuer ainsi. Les gouvernements, loin de*

tenir compte du rejet social, annoncent de nouvelles coupes (...)».

Les gouvernements pourraient donc «tenir compte» du «rejet social»? Et qu'est-ce que le «rejet social»? Le problème n'est pas que les gouvernements suivent une mauvaise politique qui ne «tient pas compte» du mécontentement social, comme gémissent les réformistes; ils appliquent une politique dictée par les besoins du capitalisme, une **politique de classe**, d'abord contre la **classe ouvrière**, mais aussi contre une partie des couches moyennes, des petits-bourgeois. Comme ces classes sont elles aussi en partie touchées et se mobilisent, il est d'autant plus important d'être le plus clair possible sur les questions de classe; sinon on tombe fatalement dans l'interclassisme réformiste qui noie les intérêts de classe prolétariens dans les intérêts du «peuple», c'est-à-dire les **sacrifie** aux intérêts petits-bourgeois.

«La défense des travailleurs et des peuples exige une lutte résolue contre ce système (...). Elle exige d'abandonner toute illusion politique de concertation sociale avec les gouvernements qui mettent en œuvre ces plans de guerre sociale!».

En parlant de «lutte résolue contre le système», le texte semble faire un pas en avant; mais aussitôt cette lutte se transforme en abandon de «l'illusion» de la concertation avec les gouvernements, etc. Ceux qui prônent la concertation sociale avec les gouvernements – les syndicats critiqués – le font-ils parce qu'ils ont des «illusions» et faut-il leur faire abandonner ces illusions? Non, ils le font parce qu'ils sont des partisans du système capitaliste, ils n'ont pas d'illusions sur les gouvernements, ils sont fondamentalement d'accord avec eux pour **dé-fendre le capitalisme contre les travailleurs**! En outre une nouvelle fois le texte laisse ouverte l'orientation la plus platement réformiste: si c'est avec les gouvernements qui mènent une politique de «guerre sociale» qu'il est illusoire de se concerter, cela signifie qu'il est légitime de se concerter avec des gouvernements menant une «autre politique» – comme disent vouloir le faire tous les réformistes et les partisans de la collaboration entre les classes. Le texte ne distingue pas entre gou-

vernements menant une politique pro-capitaliste et gouvernements menant une politique anticapitaliste (de tels gouvernements ne peuvent être issus que de la révolution!), mais entre gouvernements de paix ou de guerre sociale, qui sont tous des gouvernements bourgeois: les auteurs du manifeste se placent ici entièrement dans le cadre, non seulement de la réforme du capitalisme, mais de la **collaboration sociale**!

4. *«La classe ouvrière (...) en particulier d'Europe qui mène aujourd'hui des combats décisifs contre les gouvernements de la troïka doit opposer (...) ses propres mesures et solutions pour offrir une issue sociale et populaire à cette crise-escroquerie».*

Le réformisme qui affleurerait un peu partout dans les points précédents, éclate ici en plein. Les «combats décisifs» qui se mèneraient actuellement, ne sont pas des combats contre le capitalisme, mais des combats contre les «gouvernements de la troïka» (la troïka, c'est le FMI, la Commission Européenne et la Banque Centrale Européenne, bref l'étranger qui vient imposer **son** mauvais gouvernement); et la classe ouvrière a des mesures et des solutions en vue d'une solution **interclassiste** («sociale et populaire») à la crise (qui n'existe peut-être pas).

«C'est pourquoi (?) nous disons: A bas les plans d'austérité! Abrogation immédiate des coupes sociales et des réformes du travail! La défense d'un salaire digne (?), de l'emploi, de la santé et de l'éducation publique exige que les multiples luttes partielles (...) s'unissent autour d'une demande urgente: dehors les gouvernements et les politiques d'austérité! Qu'ils s'en aillent!».

Les auteurs se gardent bien de dire comment ces gouvernements pourraient s'en aller et par quels gouvernements ils seraient remplacés; mais comme il est certain qu'ils n'ont pas le moins du monde en tête une perspective révolutionnaire – complètement absente de tout le texte –, ce ne peut donc être qu'une issue électorale qu'ils envisagent. L'illusion de la concertation avec les mauvais gouvernements est remplacée par l'«illusion» dans un changement électoral de gouvernement; il est difficile de dire quelle est la pire des deux...

Continuons :

« Nous disons qu'il y a vraiment des ressources, qu'on peut vraiment donner une solution à la crise en défendant les intérêts ouvriers et populaires»

Voilà enfin l'explication du leitmotiv sur la «crise-escroquerie»: les escrocs cachent leurs ressources en prétendant qu'il y a une crise! La défense des intérêts ouvriers et populaires (ne fâchons pas les petits-bourgeois!) est donc possible puisque les ressources sont là; s'il y avait vraiment une crise capitaliste, ce serait autre chose, on serait bien obligé de se résigner... Voulant peut-être présenter un argument réaliste, les auteurs dévoilent la réalité de leur **soumission intellectuelle** complète au capitalisme: selon eux il serait possible sous le capitalisme à la fois de résoudre la crise et de défendre les ouvriers!

Mais attendez, pourraient-ils nous rétorquer, lisez la suite de la phrase et vous verrez que nous sommes anticapitalistes: *«Mais cela exige de mettre en œuvre des mesures résolument anticapitalistes. C'est pourquoi nous défendons l'arrêt immédiat du paiement de la dette, une dette illégitime que nous, les travailleurs et le peuple, n'avons pas contracté [sic]».*

Notons d'abord qu'une fois encore les rédacteurs du texte disent parler, non pas au nom des seuls prolétaires, ni même de l'ensemble plus vague des «travailleurs», mais d'un regroupement de plusieurs classes sociales: «les travailleurs et le peuple». Il n'est donc pas étonnant qu'ils placent de fait comme objectif central l'arrêt du paiement de la dette (il s'agit sans aucun doute de la dette dite «sovereine», celle due par les Etats centraux et leurs administrations).

C'est une revendication typique de petits-bourgeois qui voudraient assainir les finances de l'Etat et qui gémissent que celui-ci est pressuré par les financiers, nationaux ou pire, étrangers. Les Etats bourgeois ayant presque tous un budget en déficit (les seules exceptions se trouvent parmi les Etats pétroliers grâce à leurs énormes revenus), ils sont obligés d'emprunter. Comme les auteurs du texte ne veulent pas de révolution, ils seraient obligés de reconnaître, s'ils étaient conséquents, que pour n'avoir plus à emprunter, les Etats devraient imposer des mesures

Misère du «syndicalisme alternatif»

d'austérité bien plus fortes que celles actuelles!

Par rapport au budget de l'Etat bourgeois et à son endettement, les prolétaires n'ont pas de mesures ou de solutions particulières à proposer, de la même façon qu'ils n'ont pas de mesures et de solutions à proposer pour améliorer le fonctionnement en général du capitalisme. Ils combattent le capitalisme et l'Etat bourgeois, essayant de leur arracher le maximum de concessions en attendant d'avoir la force de les supprimer, quelles qu'en soient les conséquences économiques négatives sur l'économie. Entre autres, ils ne font pas de distinction entre dette «légitime» et «illégitime». Pour eux est «illégitime» (si l'on veut utiliser ce langage moraliste) tout ce qui renforce l'Etat et le système bourgeois, et «légitime» tout ce qui les affaiblit. Mais cette posi-

tion classiste s'oppose aux intérêts des classes non-prolétariennes du «peuple» si chers aux signataires du manifeste...

«La lutte pour l'emploi, pour le partage du travail et de la richesse exige d'arracher les ressources financières des mains des spéculateurs et des banquiers: nationalisation sans indemnisation du secteur bancaire et des entreprises-clés, réformes fiscales faisant payer davantage ceux qui ont le plus, afin de mettre toutes ces ressources au service de l'unique plan de sauvetage qui manque, un Plan de sauvetage des travailleurs et de la majorité sociale (99%)».

Ainsi donc il serait possible de «sauver» les travailleurs et la majorité sociale (99% de la population, donc y compris des fractions de la classe bourgeoise) en prenant les ressources nécessaires dans les

poches des banquiers. Pas besoin de lutte de classe, pas besoin de révolution, pas besoin de suppression du capitalisme, des «réformes fiscales» et la nationalisation du secteur bancaire suffisent!!! Qui donc nos «syndicalistes alternatifs» croient-ils duper avec cet absurde conte de fée réformiste? Peut-être quelqu'un ignorant tout, ne disons pas du marxisme ou de l'histoire des luttes entre les classes, mais simplement de l'histoire des dernières décennies, du rôle des gouvernements réformistes et du comportement des banques nationalisées...

5. *«La classe ouvrière et d'autres mouvements sociaux (?) mènent les luttes avec les opprimés du monde (...) la lutte contre le machisme (...) contre la xénophobie, le racisme et toute forme d'oppression des travailleurs immigrés, la lutte au droit [sic;*

«La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit»

(Brochure A5; Août 2011; 76 pages; prix: 2 €; 4 FS)

Au sommaire:

- Introduction
- La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit («programme communiste» n° 51-52; Avril-Septembre 1974)
- Léon Trotsky. Les leçons de la Commune (Zlatoust, 4 février 1921)
- Amadeo Bordiga. De la Commune à la Troisième Internationale («L'Unità», 29 mars 1924)
- Karl Marx. La guerre civile en France (Texte adopté et diffusé par l'Association Internationale des Travailleurs, Londres, le 30 mai 1871 - Extraits)
- Karl Marx. Lettre à Kugelmann (Londres, le 12 avril 1871 - Extraits)
- V. Lénine. L'Etat et la Révolution (1902 - Extraits)

«Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale»

(Brochure A5, Août 2004; 88 pages, Prix: 3 €, 6 FS)

Au sommaire:

- Présentation
- Introduction de l'édition de sept. 1970
- Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale. Prémisses
- Première partie. Parti et Etat de classe, formes essentielles de la révolution communiste
- Seconde partie. Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire
- Troisième partie. La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les «socialistes d'entreprises»
- Conclusion
- Annexe: Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

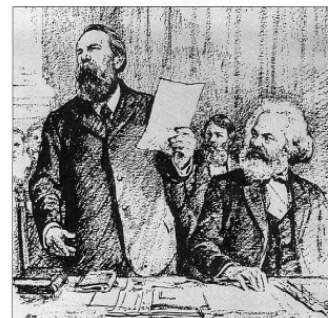


La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit

34

Les Fondements du communisme révolutionnaire

Suivi de «Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers»



3

EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

sans doute: pour le droit] à l'auto-détermination des peuples, à la défense du droit de toutes les nationalités à exercer leur souveraineté. Sans une lutte conséquente contre toutes ces formes d'oppression, l'unité de la classe ouvrière pour la transformation et la justice sociale ne sera pas possible».

Il est très juste de dire que l'unité de la classe ouvrière exige la lutte contre toutes les oppressions dont sont victimes certains de ses membres; mais ce paragraphe se ressent de l'orientation interclassiste et réformiste qui caractérise tout le manifeste: par exemple, la «justice sociale» est-elle possible par une «transformation» du capitalisme, mode de production basé sur une inégalité fondamentale entre ceux qui possèdent tout et ceux qui ne possèdent rien? D'autre part le texte parle de la défense du droit des nationalités opprimées à «exercer leur souveraineté» (qu'est ce que ça signifie?) et du droit à l'autodétermination des peuples, ce qui est une revendication démocratique conséquente; mais il y manque entièrement la revendication spécifiquement prolétarienne qui est l'appel à l'organisation de classe des prolétaires de la nationalité opprimée ou du peuple, indépendamment de leur bourgeoisie, sans la quelle l'unité de la classe ouvrière n'est qu'une phrase creuse!

6. «A l'occasion d'une journée de lutte internationale comme le premier mai, nous réaffirmons notre solidarité la plus résolue avec les travailleurs et les peuples du monde qui font face à l'impérialisme et aux dictatures». Quid de ceux qui font face au capitalisme et à la démocratie? Le premier mai est né comme une journée de lutte ouvrière pour l'union internationale des prolétaires contre le capitalisme, démocratique ou non. «Notre solidarité va en particulier aux peuples arabes, du Moyen-orient, aux communautés indigènes et à toutes les luttes populaires». La solidarité des syndicalistes alternatifs ne va donc pas en particulier aux **prolétaires** des Pays Arabes et d'ailleurs, et aux **luttes ouvrières**...

7. «Nous nous engageons à préparer un 1^{er} mai internationaliste et de lutte en appelant l'ensemble des organisations du syndicalisme alternatif et des mouvements so-

ciaux à faire de grands rassemblements et des manifestations alternatives à celles du syndicalisme institutionnel et bureaucratisé, qui seront une référence claire de classe et de combativité». Nous attendons toujours...

8. «La situation particulière que nous vivons (...) et l'expérience récente du 14 novembre dernier exige que nous menions une activité (...) pour arriver à une nouvelle grève générale continentale qui ait une continuité jusqu'à ce que nous fassions sauter les politiques de la troïka et que nous, travailleurs du monde entier, soyons les protagonistes d'une nouvelle société basée sur la démocratie, la liberté et la justice sociale». Amen !

Comme nous l'avons relevé dans le tract que nous avons diffusé à cette occasion, la grève du 14 novembre était appelée, au nom de la «**cohésion sociale**», par les grandes organisations syndicales dites par le manifeste «institutionnalisées et bureaucratisées», en fait **collaborationnistes de classe**.

Ce n'était pas une journée de lutte contre le capitalisme, mais une inoffensive soupape de sécurité mise en place pour protéger la paix sociale. Nos «syndicalistes alternatifs» ne soulèvent pas la moindre critique sur cette journée dont ils ont d'ailleurs partagé la responsabilité de l'organisation; leur perspective de préparation d'une «nouvelle grève générale continentale» (il est déjà mensonger de prétendre que le 14 novembre ait été une grève générale continentale!) qui «ait une continuité» (?) jusqu'à faire sauter la politique gouvernementale (même s'ils ne veulent faire sauter qu'une politique!) est donc aussi absurde que celle d'une nouvelle société basée sur la démocratie, etc; qui naîtrait de cette grève!

Si le prolétariat en Europe avait la force de se lancer dans une véritable grève générale continentale, cela signifierait que nous serions dans une situation de très grande tension sociale; alors l'insurrection révolutionnaire pour la liquidation de la démocratie bourgeoise, le renversement des Etats capitalistes et la prise du pouvoir devrait commencer à se préparer, y compris pratiquement.

De quel côté de la barricade se trouveraient alors nos syndicalistes alternatifs? Pour répondre il

suffit de considérer que non seulement ils répandent les mensonges réformistes qui dupent les prolétaires; mais qu'ils prêtent main forte dans la pratique au sabotage et au dévoiement des luttes – il suffit de se rappeler que les «syndicalistes alternatifs» de «Solidaires» faisaient partie lors du mouvement sur les retraites de l'Intersyndicale, cet état-major anti-prolétarien.

Misère du syndicalisme alternatif international! Il n'est rien d'autre qu'une nouvelle édition du syndicalisme réformiste et collaborationniste, relooké pour attirer les militants rebutés par les vieux appareils déconsidérés par leurs perpétuels renoncements, mais tout aussi étranger aux intérêts prolétaires que ces derniers...

« Il Comunista »
Nr.132- Ottobre 2013
Nell'interno

- Lampedusa, porta di un Mediterraneo che il capitalismo ha trasformato in un inferno per centinaia di migliaia di migranti proletari, di diseredati e profughi provenienti da paesi devastati dalla miseria, dalla fame, da guerre di rapina e violenze di ogni genere
- I borghesi si spiano tra di loro? Sono mercanti, è naturale
- Lo sciopero è un'arma della lotta di classe da usare ad esclusiva difesa delle condizioni proletarie di vita e di lavoro sennò è del tutto inefficace!
- Democrazia cybersorvegliata
- La donna e il socialismo (6) di A. Bebel
- Questioni storiche della Internazionale Comunista: la Sinistra comunista e l'Ordinismo
- Sulla reazione dell'esercito egiziano alla destituzione del presidente Morsi
- Massacro di manifestanti islamisti in Egitto: la sola via per i proletari è la lotta indipendente di classe e non la fiducia nell'Esercito borghese!
- A proposito della costituzione di una "rete sindacale internazionale"
- Siria: una strage dopo l'altra, con le armi convenzionali e con le armi chimiche. Gli imperialisti stanno a guardare aspettando l'occasione per "intervenire" e "riportare la pace"... dei morti. Solo la rinascita della lotta di classe e rivoluzionaria del proletariato potrà fermarli e batterli!

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abbonamento: 8€; 25 FS; £ 6 -

« Proletarian » Supplement to « le prolétaire » Contents of the last issues

Nº 9 (Winter 2012-2013):

••• The wave of strikes in South Africa demonstrates the need for class organization! ••• The «Invariance» of Marxism (1). (General Meeting of the Party, Milan september 1952) ••• Massacre of striking miners in South Africa ••• The Student Struggles in Québec ••• On the Mouvement Etudiant Révolutionnaire (MER). «Revolutionary Student Movement»: Reformist Petty-bourgeois Movement ••• Rescue of the Spanish Banking system ••• Spain. The strike of the Asturian miners and the metal-workers of Vigo: For the uncompromising defense of the living conditions of the proletariat! For struggle with classist means and methods! ••• Spanish Miners Struggle. The "Black March" ••• Cuba. Once upon a time, a «Cheerful Carter was passing by»... ••• Cease-fire in Gaza: Imperialism Means Only Truces Between Endless Wars ••• No to French Imperialist Military Intervention in Mali! (See also in addition our tract «Down with French military intervention in Mali! Down with French imperialism!») ••• France. No to electoral mystifications! ••• Euromobilization of November 14, 2012. Only the class struggle can defend proletarian interests against capitalism!

Nº 8 (Spring 2012):

••• Fever on the Stock and Financial Markets: Sign of Relapse of the World Economy ••• The Arab Spring is over. The illusions in change have dissolved, and the proletariat and the proletarianized masses of the Arab countries are confronted with the reality of capitalist power – the iron heel of the capitalist states and imperialism. The only way out is through proletarian class struggle! ••• Manifestations by the outraged from Spain to Israel from Greece to India, Britain to the United States, Chile, Italy, Portugal in Canada, New Zealand, etc: students and the middle classes descend into the streets in launching a cry of revolt the against banks and governments : "They are stealing our future!" ••• Portugal: the proletariat crushed between the capitalist crisis and the complicity of trade union and political opportunism ••• The Revolt in Britain Foretells future Revolts in Europe ••• Greece at the brink of bankruptcy ••• Egypt amidst bloody military repression, islamist reaction and workers' struggles ••• Dictatorship of the proletariat and class party ••• Elements of Marxist Orientation ••• March 8th, a Proletarian and Communist Day ••• Women and Class Struggle ••• Lenin. International Working Women's Day

Sumarios de «el programa comunista»

No 50 - Septiembre de 2013

••• Presentación ••• Bajo el mito de la Europa unida se incuban los antagonismos entre las potencias imperialistas y maduran, inexorablemente, irremediables enfrentamientos que llevan hacia la tercera guerra mundial si la revolución proletaria no lo impide ••• La «cuestión china» (II) ••• Amadeo Bordiga - Siguiendo el hilo del tiempo: La doctrina del diablo en el cuerpo ••• Las dos caras de la revolución cubana ••• El partido comunista de Italia frente a la ofensiva fascista (1921-1924) - (2) (Informe a la Reunión General del Partido en Florencia - del 30 de abril al 1º de mayo de 1967)

No 49 - Septiembre de 2011

••• Presentación ••• Las revueltas en países árabes y el imperialismo ••• Crisis capitalista, luchas obreras y partido de clase ••• León Trotsky: Informe sobre la crisis económica mundial y las tareas de la Internacional Comunista ••• La «cuestión china» ••• Hace cuarenta años moría Amadeo Bordiga ••• El partido comunista de Italia frente a la ofensiva fascista (1921-1924) - (1) (Informe a la Reunión General del Partido, en Florencia, del 30 de abril al 1º de mayo de 1967)

No 48 - Enero de 2009

••• El Partido de clase del proletariado frente a la actual crisis económica del capitalismo mundial ••• Estado de «guerra permanente» y lucha de clase revolucionaria ••• El Centralismo Orgánico ••• China: particularidad de su evolución histórica ••• Siguiendo el hilo del tiempo: Homicidio de los muertos ••• Pese a sus crisis: ¡El capitalismo no se derrumbará sino bajo los golpes de la lucha proletaria! ••• Israel masaca a los palestinos por cuenta propia y por cuenta de las potencias imperialistas mundiales

Suplemento de «el programa comunista»

Sumario de los últimos números:

Suplemento No 17 al No 49 de «el programa comunista» - Junio de 2012

••• La nueva Reforma Laboral: el proletariado, como siempre, golpeado por la burguesía y por sus aliados políticos y sindicales ••• Contra los recortes y las medidas antiobreras de la burguesía ••• Grecia es España... e Italia, Irlanda, Inglaterra, Portugal... ••• Val di Susa: el movimiento NO TAV golpeado por el despotismo político y social... ••• Manifestación en Lisboa contra el agravamiento de las condiciones de vida ••• Egipto: entre represión militar, reacción islámica y luchas obreras. La amarga victoria de la democracia ••• 8 de marzo: la sociedad burguesa festeja la doble esclavitud de la mujer proletaria ••• Los comunistas y el aborto ••• El capitalismo mundial en la curva de la crisis (2) ••• Respuesta de clase al reformismo en la escuela ••• Huelga en la minería de Asturias y en el metal de Vigo

Suplemento Venezuela No 16 al No 49 de «el programa comunista» - Mayo de 2012

••• «Ni dios, ni César, ni tribuno», ¡la emancipación de la clase proletaria debe ser obra de los proletarios mismos! ••• Cuba: Hace lustros, «un carretero alegre pasó»... ••• En Venezuela, los trotskistas pretenden «avanzar», proponiendo falsas reivindicaciones de clase ••• El Estado-Pdvsa y la cleptocracia que administra ••• El abstencionismo revolucionario de la Izquierda Comunista ••• Drama corneliano en la morada burguesa

Precio: Europa: 1 €. América del Norte: US \$ 1. América Latina: US \$ 0,5

Cover of 'el programa comunista' No 50, Septiembre de 2013. Includes title, issue number, date, and a table of contents listing articles like 'Presentación', 'Bajo el mito de la Europa unida...', 'Amadeo Bordiga - Siguiendo el hilo del tiempo...', 'Las dos caras de la revolución cubana', and 'El partido comunista de Italia frente a la ofensiva fascista'.

Cover of 'el programa comunista' No 17, Junio de 2012. Includes title, issue number, date, and a main article 'La nueva Reforma Laboral: el proletariado, como siempre, golpeado por la burguesía y por sus aliados políticos y sindicales.' Also features a small section 'EN ESTE SUPLEMENTO'.

El proletario

ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

Depuis la fin de l'année dernière paraît en Espagne une nouvelle publication du parti: *El proletario*.

La grave crise politique subie par le parti au début des années quatre-vingt fit voler en éclats le petit réseau international de l'organisation. Grâce au travail de bilan des crises qu'avait traversées le parti au cours de ses trente ans d'histoire, une activité internationale centralisée put reprendre, même si c'était à une échelle inévitablement très modeste.

En 1987 la revue théorique *Programme Communiste* recommençait sa publication, suivie en 1990 de la revue théorique en langue castillane, *El Programa Comunista*. Il faudra attendre 2002 pour que nous puissions publier un bulletin en langue anglaise, *Proletarian*.

C'est la même année que commenceront à être publiés des «suppléments» à *El Programa Comunista*, pour faire connaître aux prolétaires et aux militants hispanophones d'avant-garde les positions de notre organisation sur des questions plus proprement politiques et de l'«actualité»: le premier numéro était ainsi consacré au coup d'Etat manqué au Venezuela.

L'extension des publications du parti dans diverses langues ne peut être obtenue par des expédients de type volontariste, mais elle doit correspondre à des besoins politiques et à une implantation dans les divers pays. La constitu-

tion d'une section du parti en Espagne a rendu possible la publication d'un organe de bataille politique, devenu nécessaire par le développement d'une situation de tensions sociales croissantes qui poussera de plus en plus de prolétaires à la recherche des réponses marxistes à la crise du capitalisme.

En 1974, l'éditorial du premier numéro du journal en espagnol (*El Comunista*) écrivait:

«Les éléments d'avant-garde qui ont tiré de leurs expériences de luttes la conclusion que la lutte contre l'opportunisme est une partie indispensable de la lutte anticapitaliste; ceux qui ne se contentent pas d'attendre passivement l'effondrement automatique du système, ou la "prise de conscience spontanée des masses", ou la conversion miraculeuse de l'opportunisme; ceux qui ne croient pas aux solutions offertes par des couches sociales "marginales" et étrangères au procès de production capitaliste; ceux qui ne reconnaissent pas comme des objectifs du prolétariat des améliorations de l'esclavage salarié, obtenues par le rejet de l'action de classe et l'acceptation comme éternel de l'ordre bourgeois; ces éléments, à qui nous nous adressons, constituent aujourd'hui, sans aucun doute, une minuscule fraction de la déjà très petite minorité constituée par les forces qui tendent à rompre avec l'opportunisme. Mais leur rôle est fondamental et décisif pour la conquête des

Pour toute commande de matériel
P A I E M E N T
Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention). A envoyer à notre adresse de Lyon: Programme, B.P. 57428; 69347 Lyon Cedex 07 (France)
FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)
Avertissement: les textes épuisés ou en voie d'épuisement ne peuvent être fournis qu'en photocopies; nous consulter.

couches prolétariennes les plus avancées, et, par conséquence, des larges masses, dans la perspective stratégique du communisme. Cependant ils ne pourront jouer ce rôle qu'à la condition de disposer d'une orientation politique claire et achevée et une structure organisationnelle qui lui correspond. Ce journal exprime nos efforts pour contribuer à ces tâches».

C'est ce même effort que nous prenons aujourd'hui avec *El Proletario*, pour continuer à transmettre aux éléments d'avant-garde du prolétariat les orientations et les méthodes de notre courant, qui seules pourront permettre la reconstitution du parti de classe, le futur **parti communiste mondial** qui aura à diriger la lutte du prolétariat pour renverser le capitalisme international et instaurer son pouvoir dictatorial.

Precio del ejemplar: Europa: 1,5€, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

el proletario
ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL
el proletario N° 3 Noviembre de 2013
«El programa comunista»
Europa: 1,5€ / América Latina: \$ 1,5 / USA y Canadá: \$ 2
Del 15 de Mayo al 25 de Abril
Accidente ferroviario en la línea Madrid-Ferrol
A alta velocidad hacia la muerte
¿Dónde está Nin?
EN ESTE NÚMERO:
• Sobre nuestro trabajo de partido en los organismos inmediatos
• Huelga General en Portugal
• Corrupción, desfalco, nepotismo son consecuencias del capitalismo y solo desaparecerán cuando este sea borrado de la faz de la tierra por el proletariado, Notas sobre el sindicalismo rojigualda

No 3 - Octubre de 2013

- Del 15 de Mayo al 25 de Abril
- Accidente ferroviario en la línea Madrid-Ferrol. A alta velocidad hacia la muerte
- ¿Dónde está Nin?
- Sobre nuestro trabajo de partido en los organismos inmediatos
- Huelga General en Portugal
- Corrupción, desfalco, nepotismo son consecuencias del capitalismo y solo desaparecerán cuando este sea borrado de la faz de la tierra por el proletariado, Notas sobre el sindicalismo rojigualda

No 2 - Abril de 2013

- Sólo la lucha llevada a cabo con medios y métodos de clase puede dar alguna esperanza al proletariado de que logrará vencer a la burguesía y a su sistema de explotación y miseria
- Capital, ocio y miseria
- A la muerte de Santiago Carrillo (I)
- Contra los recortes y los despidos, los proletarios deben recuperar la huelga como arma de clase

- Notas sobre el sindicalismo rojigualda
- ¡Abajo la intervención imperialista en Mali! ¡Abajo el imperialismo francés!

No 1 - Diciembre de 2012

- El capitalismo español a la deriva
- ¿ Por qué «El Proletario» ?
- Marx sobre la deuda pública
- La huelga general del 29 de marzo
- Rescate del sistema bancario a España. Las burguesías española e internacional prometen a los proletarios más explotación, más sufrimiento y más miseria con el fin de sanear su economía
- La huelga de los mineros
- Marcha negra. El teatro de la lucha de clases
- Masacre de mineros huelguistas en Sudáfrica
- Crisis y lucha en Portugal
- Cuba: Hace lustros, «un carretero alegre pasó»...
- La lucha estudiantil en Quebec
- Huelga general del 14 de noviembre

« programme communiste »

Sommaire des numéros parus depuis 2003

No 101 (Août 2011) : ••• Les classes dominantes s'alarment aujourd'hui des révoltes dans les pays arabes. Elles tremblent demain devant la révolution communiste pour laquelle les prolétaires auront su reconstituer leur parti de classe ••• Propriété et capital. Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain (Fin) ••• Histoire de la Gauche communiste - L'«action de mars» en Allemagne et la «théorie de l'offensive» - Thèses sur les conditions sous lesquelles il est possible de constituer des Soviets Ouvriers - IIe Congrès de l'Internationale Communiste (août 1920) - Thèses sur la constitution des Conseils ouvriers proposées par le C.C. de la Fraction Abstentionniste du Parti Socialiste Italien (IIe Congrès, IIIe année, n°11, 11 avril 1920) ••• Notes de lecture: - Robert Camoin. La doctrine économique de Sismondi et le marxisme - Oliver Le Cour Grandmaison. Coloniser Exterminer. Sur la guerre et l'Etat colonial ••• Roger Dangeville

No 100 (décembre 2009) : ••• Le parti de classe prolétarien face à la crise économique actuelle du capitalisme mondial ••• Histoire de la Gauche communiste : - La scission en Italie et le mouvement communiste international - Le VKPD devant la scission de Livourne - La réplique de la «Gauche italienne» ••• Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étran-

ger (de 1928 à 1935) (3) ••• Propriété et capital (4). Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain ••• Notes de lecture: - Les débuts du communisme en Turquie. Enternasyonalist Komunist Sol (International Communist Current): «Left Wing of the Turkish Communist Party: 1920-1927» - Michel Naumann: « M.N. Roy (1887-1954): Un révolutionnaire indien et la question de l'universel » - A propos de Riazanov. Précisions ••• Thèses supplémentaires sur la question nationale et coloniale adoptées au Second Congrès de l'Internationale Communiste (juillet 1920)

No 99 (juin 2006) : ••• L'Unité de l'Europe bourgeoise: une illusion anti-prolétarienne réactionnaire ••• Ce qui distingue notre parti ••• Matériaux pour un bilan des crises du parti. En mémoire de Bruno Maffi. La défense des bases grammaticales et politiques de la gauche communiste implique aussi la lutte contre les déviations démocratiques et personnalistes toujours renaissantes ••• Les variations d'Il Programma Comunista sur la «question nationale» ••• Propriété et capital (3). Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain. VI. La propriété urbaine. Le capitalisme et la propriété urbaine des immeubles et des terrains ••• Note sur le problème de la construction en Italie •••

Thèses relatives aux chapitres I - VI ••• Notes de lecture: - David Riazanov: Marx et Engels - Robert Camoin: David Riazanov, marxiste et communiste - D.B. Riazanov: Marx and Anglo-Russian Relations and other writings.

No 98 (mars 2003) : ••• Points de repères marxistes sur l'impérialisme et le terrorisme ••• Propriété et capital (2) - V La légalité bourgeoise. L'économie capitaliste dans le cadre juridique du droit romain ••• Histoire de la Gauche Communiste. les premiers pas du Parti Communiste d'Italie ••• Annexes à l'«Histoire de la Gauche Communiste»: - La fonction de la Social-Démocratie en Italie («Il Comunista» n° 3 - 6/2/1921) - La bataille communiste pour le Congrès de la Confédération du travail («Il Comunista» n° 4 - 10/12/1921) - Le problème du pou-voir («Il Comunista» n° 5 - 13/11/1921) - La marche au pouvoir («Il Comunista» n° 6 - 17/12/1921) - L'usage de la violence («Il Comunista» n° 7 - 24/12/1921) ••• Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (2) ••• En défense de l'incendiaire du reichstag. - Van der Lubbe. Les fascistes exécutent. Socialistes et centristes applaudissent («Bilan» n° 3 - Janvier 1934) - Pour les funérailles des victimes du «Diana» («Bilan» n° 3 - Janvier 1934) ••• Note d'actualité: Réforme des allocations de chômage et réduction du temps de travail: les grandes escroqueries de la bourgeoisie européenne ••• Notes de lecture: - «Marxist» n°5 (2004) - «L'Internationaliste»

« le prolétaire »

Sommaire des derniers numéros

N° 509 (Sept. - Oct. - Nov. 2013): ••• Contre les capitalistes et un gouvernement à leur service, les prolétaires ne peuvent compter que sur leur lutte! ••• Au Moyen-Orient, Un tournant dans la politique impérialiste? ••• A Lampedusa, une tragédie dont le capitalisme est responsable ••• Grève des travailleurs des services du nettoyage urbain de Madrid ••• Nouveau massacre en Syrie ••• De quelques réactions politiques à la prise du pouvoir par l'armée en Egypte ••• Notes de lecture. Isaac Joshua et la révolution ••• Solidarité de classe avec les prolétaires sans-papiers! ••• La «Charte des Valeurs Québécoises», une charte anti-prolétarienne

N° 508 (Juin - Juillet - Août 2013): ••• Massacre de manifestants Islamistes en Egypte. La seule voie pour les prolétaires est la lutte indépendante de classe et non la confiance dans l'Armée bourgeoise! ••• Démocratie cybersurveillée ••• Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1) ••• La destitution du gouvernement Morsi n'est pas une victoire des prolétaires et des masses exploitées égyptiennes. La victoire ne sera obtenue que par la lutte prolétarienne de classe contre le capitalisme! ••• Grève générale au Portugal ••• Les banlieues prolétaires de Stockholm explosent ••• A

propos de la constitution d'un «réseau syndical international» ••• Quelle réaction au meurtre de Méric? ••• Une nouvelle publication du parti en Espagne: El proletario

N° 507 (Avril - Mai 2013): ••• Pour vivre le prolétariat doit lutter contre la bourgeoisie et tous ceux qui vivent de l'exploitation du travail salarié. Seule sa lutte de classe peut en finir avec l'oppression de l'homme par l'homme, avec les divisions de classes, en révolutionnant de fond en comble la société capitaliste! ••• Lutte pour la VIe République? Lutte contre le capitalisme et son Etat! ••• Renault-Cléon: Les métaux entre le marteau patronal et l'enclume syndicale ••• Le laïcisme contre le prolétariat ••• Aperçu sur la Syrie (6). L'économie syrienne ••• A propos de la «liberté de la presse» ••• Roger (Marc Perrais) ••• Le PST algérien et la guerre au Mali

N° 506 (Janv. - Févr. - Mars 2013): ••• Pressé par les capitalistes, le gouvernement accentue son offensive anti-prolétarienne tandis que les syndicats veillent au grain ••• Le battage autour du «mariage pour tous»: une diversion anti-prolétarienne ••• Aperçu sur la Syrie (5). La Syrie indépendante ••• Non à l'intervention militaire française au Mali! A Bas l'impérialisme français! ••• Front

Syndical de Classe : Faussaires Sociaux-Chauvins! ••• Saint-Nazaire : Front unique des pompiers sociaux pour «sauver la Navale» ••• La CNT ou le réformisme en «rouge et noir» ••• Karl Marx. La conception matérialiste de l'évolution historique

Prix au n°: 1€; £1; 3FS., 60DZD, 1MAD, 500 CFA. Abonnement annuel: 7,5 €; £ 10; 30FS. Abonnement de soutien: 15 €; £ 20; 60FS.



Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers

de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

